



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries octobre 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre

Une info qui vous a échappé ?

- "Gouvernement et syndicats ont en terminé jeudi plus d'un an de discussions sur les «droits et moyens syndicaux»." (lefigaro.fr 29.09)

Vous étiez au courant ? Vous savez de quoi ils ont discuté ? Non. Vaut mieux pas, n'est-ce pas ?

A quoi bon se casser la tête à continuer à analyser les choses et à répéter sans cesse les mêmes choses puisque personne n'y comprend rien ou tout le monde s'en fout ? Par faiblesse, manque de courage, ce que vous voudrez, avec un peu d'imagination on réussit toujours par tout justifier.

Ici en Inde, c'est l'état d'esprit général qui tient lieu d'éducation ou plutôt d'absence d'éducation, ce que les Indiens appellent volontiers leur "culture", je ne fais que répéter ce que l'on m'a dit et que je constate quotidiennement. Les militants ont tort de tout mettre sur le même pied d'égalité. Je sais que c'est dans l'air du temps, magistrats, policiers, patrons, élus, etc. pourris, alors au point où nous en sommes...

On ne croit plus rien, alors on croit ce qu'on veut bien croire, c'est arbitraire et défie l'entendement, peu importe, peu importe les faits et c'est bien cela le plus grave, car on n'est plus en mesure d'analyser quoi que ce soit objectivement. Si en France la société est en pleine décomposition, ici elle n'a même pas eu le temps de se développer qu'elle sent la pourriture à plein nez. Une histoire de famille pour l'illustrer. Je ne juge pas les différents personnages qui en font partie, je vous expose les faits dans leur nudité, cruauté si vous préférez.

Ma belle-mère Mangalatchoumy partageait une location avec son fils cadet et célibataire Saktivel. Puis il y a deux ans, vint l'accident de moto qui lui fut fatal. Mangalatchoumy approchant les 70 ans ne pouvait plus payer le loyer de cette petite maison avec sa modeste pension de reversion de 3.000 roupies. Il lui restait encore cinq fils et une fille, Kandavel, Nagaraj, Nambi, Karnan, Ganesh et mon épouse Magueswary. Personne ne voulait la prendre chez lui. Elle atterrit à contrecœur chez Nagaraj, menuisier. Celui-ci avec son épouse la maltraite, en fait ils ont accepté qu'elle vienne chez eux pour faire main basse sur ses effets personnels et sa retraite. Quand ils partent travailler le matin, ils ferment la porte à clé et la laisse dehors, par crainte des voleurs disent-ils. La pauvre femme en pleurs s'en plaint à ses autres fils. Pour un temps elle part vivre chez Kandavel, technicien en climatisation, elle emmène avec elle ses affaires personnelles. Mais comme la maison de Kandavel est décidément trop petite, ils ont deux petites filles plutôt envahissantes, elle retourne vivre chez Nagaraj et son épouse.

Les mois passent et comme elle ne supporte pas le traitement qui lui est réservé, elle envisage sérieusement de partir vivre

toute seule ailleurs. Les choses traînent jusqu'à il y a trois semaines où la décision est prise, une semaine plus tard elle déménage.

Il y a trois semaines, juste avant le retour en France de mon épouse Magueswary nous avons une discussion à propos de sa mère. Je demande à Magueswary dans quelles conditions elle va déménager, je m'enquiers de sa situation et je lui demande ce qu'elle va emporter comme effets chez elle... Et là Magueswary m'apprend qu'elle partira avec le sari qu'elle a sur le dos plus quelques vêtements un point c'est tout. Et sa télévision, ses meubles, sa vaisselle, son réchaud et ses deux bouteilles de gaz, etc. ? Nagaraj et son épouse gardent tout m'annonce-t-elle tranquillement, Kandavel et son épouse se sont déjà servis quand elle habitait chez eux. Quoi, tu peux répéter s'il te plaît, je crains d'avoir compris que tes frères étaient de parfaites petites ordures. Elle confirme. Et moi qui estimais que mes beaux-frères étaient moins pires que tous les Indiens que j'avais rencontrés au cours des 20 dernières années !

Voyez-vous, on peut être pauvre, misérable, tout ce qu'on voudra et je sais de quoi je parle, il y a des choses qu'on ne peut pas, qu'on ne doit pas se permettre dans la vie, qui ne doivent même pas vous traverser l'esprit. Et mes autres beaux-frères, ils en pensent quoi ? Rien, ils sont exactement pareils ! J'ai proposé de réaliser ce déménagement en leur présence, point de réponse. J'ai proposé de porter plainte pour vol, point de réponse. Le plus faible est la proie du plus fort, c'est normal, c'est le même rapport qu'entre les classes. Au moins je sais précisément à quoi m'en tenir sur leur compte. Et lors d'événements familiaux, tout ce beau monde se retrouve dans la plus parfaite hypocrisie qui soit sans que cela gêne quiconque.

Pourquoi je vous raconte cela, parce que voilà à la longue où on en arrive quand on n'accepte n'importe quoi, c'est valable en politique évidemment, je ne pensais à rien d'autre en écrivant ces lignes.

J'ai téléphoné ce matin à Kandavel et je vais rendre visite demain à ma belle-mère pour voir ce qu'elle a besoin et lui acheter, je mettrai tout à mon nom pour que ses fils n'aient pas l'idée de lui voler.

Elle ne peut pas venir vivre avec moi, d'ailleurs elle ne le veut pas, on n'a pas du tout le même mode de vie et elle ne supporte pas de vivre à l'écart. Ma belle-mère a vécu avec nous à plusieurs reprises chaque fois pendant quatre mois quand Magueswary séjournait en Inde, sans qu'elle nous pose le moindre problème. Elle cuisine, parle peu, sa santé est bonne, elle se contente de ce qu'elle a et ne réclame jamais rien, elle a seulement un petit problème avec l'hygiène, si moi j'arrive à faire avec, ses fils d'autant plus.

Moi je suis un prolo issu d'une famille d'ouvriers, donc je ne peux pas admettre qu'on traite ainsi sa mère, surtout que cette brave femme est irréprochable et a toujours été attentive et généreuse avec ses enfants.

Sur un autre plan, on se bat pour éduquer les masses, pour les aider à mieux comprendre comment fonctionne la société, donc on les respecte, ce qui n'est pas le cas quand on leur ment, lorsqu'on manipule, camouffle, tronque ou falsifie les faits, à ne pas confondre avec une analyse erronée provenant d'une sur ou sous-estimation de certains facteurs ou la méconnaissance de certains faits. Oui c'est une question de principe ou de morale fondamentale qui ne devrait même pas se poser, qui n'est pas négociable.

De la même manière qu'on a parfaitement le droit d'être en désaccord sur une question, de l'exprimer publiquement, encore faut-il l'assumer jusqu'au bout et ne pas se retrancher derrière des arguments, qui en réalité quand on les examine de plus près, contredisent notre assertion, ou en appeler aux maîtres du marxisme qui ne sont plus là pour estimer notre discours à sa juste valeur. (A suivre)

Autre chose. Aux travailleurs grecs.

Ce qu'il faut dire aux travailleurs grecs : l'ennemi est dans votre propre pays, c'est contre les institutions qu'il faut axer votre combat, tous les partis qui y participent ont échoué à trouver une issue à la crise du capitalisme qui vous frappe et dont ils sont les complices. Il vous faut donc construire un parti ouvrier révolutionnaire combattant pour l'abolition des institutions, la rupture avec le capitalisme et toutes ses agences européennes ou internationales (UE, BCE, FMI, etc.), il faut vous organiser dans la perspective de la constitution d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire composé du ou des partis combattant pour les objectifs cités plus haut, dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, en intégrant dans votre combat tous les travailleurs et militants des différents partis et syndicats.

Ce n'est pas aux travailleurs de payer la dette des capitalistes, et comme il n'existe aucun autre moyen de les faire payer que s'emparer du pouvoir politique, comme il est clair que l'issue de la crise actuelle ne peut se situer que sur le plan politique, c'est la question de l'Etat que vous avez à résoudre pour pouvoir ensuite vous attaquer aux fondements du capitalisme afin de satisfaire vos revendications sociales légitimes...

On part de la question sociale pour passer ensuite au plan politique avant de revenir au plan social, c'est dans cet ordre que la question de la dette doit être abordée, dette qu'on ne paiera pas...

Autre chose. Terrorisme d'Etat.

Certains affirment qu'Al-Qaida serait un pur produit de l'impérialisme américain. Un élément à porter à ce dossier.

Un jeune homme, Rezwan Ferdaus, 26 ans, célibataire sans enfants, diplômé de physique de la Northeastern University, a été arrêté mercredi près de Boston (Massachusetts).

Pourquoi ?

Il voulait attaquer le Pentagone et le Congrès avec des avions en modèle réduit téléguidés bourrés d'explosifs.

Un fantasme qui allait devenir réalité ou presque, mais pas n'importe comment.

En avril et mai, il avait livré à un agent du FBI se faisant passer pour un agent d'Al-Qaida deux clés USB détaillant son projet.

Il avait commencé à acquérir son matériel, dont un avion téléguidé F-86 Sabre, 11 kilos d'explosif C4, six fusils d'assaut AK 47 et plusieurs grenades, toutes fournies par les agents infiltrés du FBI travaillant sur le dossier.

Il avait également transformé sept téléphones portables en détonateurs, et les avaient remis aux agents infiltrés du FBI, pour tuer des soldats américains à l'étranger.

En juin 2011, un agent lui avait fait croire que ce téléphone avait tué trois soldats américains et en avait blessé quatre ou cinq autres en Irak.

Il a été arrêté mercredi alors qu'il était allé entreposer dans son espace de stockage les matériels qui venaient de lui être livrés. Il risque jusqu'à 65 ans de prison. (source : 20minutes.fr 28.09)

Cette info a été reléguée aux infos du soir de TV5Monde Asie, le journaliste précisant que près de la moitié des supposés préparatifs d'attentats avaient été préparés avec le soutien du FBI ou de la CIA.

Question : combien de fois ont-ils eu vent de tels préparatifs aux Etats-Unis et ailleurs et ne les ont-ils pas stoppés pour justifier leur guerre contre le terrorisme et ensuite le maintien du "patriot act" et le budget colossale de la défense américaine ? Combien ont-ils été à leur terme sans qu'on le sache, attentats qu'ils auraient alors fallu attribuer au FBI et/ou à la CIA ?

Politique

1- France

1.1- Etat marchand d'armes, corruption, soutien de régimes féodaux ou dictatoriaux...

L'intermédiaire en armement franco-libanais Ziad Takiyeddine a été mis en examen le 19 septembre pour faux témoignage par le juge d'instruction parisien René Cros, a indiqué vendredi l'avocat des familles des victimes de l'attentat, Me Olivier Morice.

Une information judiciaire avait été ouverte à l'automne 2010, à la suite d'une plainte des familles des victimes, qui accusent Ziad Takiyeddine d'avoir menti au juge antiterroriste Marc Trévidic lors d'une audition en avril 2010. L'homme d'affaires avait à l'époque affirmé au juge qu'il n'avait « rien à voir » avec le contrat Agosta de vente de sous-marins conclu en 1994 avec le Pakistan.

« Ziad Takiyeddine s'est bien gardé d'expliquer devant la presse qu'il avait été mis en examen pour faux témoignage du fait de ses déclarations niant sa participation au contrat Agosta, a déclaré vendredi Me Morice. Il n'est pas un grand serviteur de l'Etat. Il est en revanche un bonimenteur, pour les familles de victimes », a-t-il ajouté.

Interrogé par lefigaro.fr, l'avocat de Ziad Takiyeddine, Me Ludovic Landivaux, a confirmé l'information.

Dans le volet financier de l'affaire Karachi, Ziad Takiyeddine a par ailleurs été mis en examen le 14 septembre par le juge Renaud Van Ruymbeke, qui enquête sur des malversations présumées, sur fond de soupçons de financement illicite de la campagne présidentielle de l'ancien premier ministre Edouard Balladur en 1995. Il devrait être entendu une nouvelle fois mercredi prochain par le juge. (lefigaro.fr 30.09)

1.2- En famille

Interview de Cohn-Bendit au Monde.fr:

C'est vrai que les Grünen ont toujours dit que leur indépendance, leur autonomie, leur permettaient, au cas par cas, des alliances avec les chrétiens-démocrates [qui sont à droite]. Mais dans ce pragmatisme que vous soulignez, le système politique joue un rôle majeur. Grâce à la proportionnelle, les Grünen sont présents dans toutes les villes, toutes les régions d'Allemagne, et cela permet de faire émerger des majorités différentes. Les Verts allemands travaillent avec la gauche à Francfort, avec la droite à Hambourg.

Le système électoral français est simplificateur et dommageable pour la démocratie. Car les Verts français se trouvent amarrés à gauche, mais qui peut affirmer sans rire que, localement, des majorités constituées de Verts, de centristes et d'une partie de la droite modérée ne fonctionneraient pas ? (...)

Il y aura peut-être, sans doute, une recomposition du paysage politique en France. Et à ce moment-là, il faudra m'expliquer en quoi on ne peut pas travailler avec un Michel Barnier [membre de l'UMP et commissaire européen au marché intérieur et aux services], avec une Nathalie Kosciusko-Morizet [ministre de l'écologie].

En Allemagne, l'expérience nous montre que le partage du pouvoir fonctionne mieux avec la CDU [Union chrétienne démocrate] qu'avec le SPD [Parti socialiste démocrate, classé à gauche]. Avec les sociaux-démocrates, on aboutit très vite à un accord, mais dès lors, les embrouilles commencent. Avec la droite, c'est long de signer un accord, mais ensuite, ça marche plutôt mieux. (...)

Les Grünen ont en effet voté ce qu'on appelle ici la "règle d'or". Nous, en allemand, on parle de "frein à la dette". Parler de "règle d'or", c'est du mysticisme ! Mais il ne faut pas faire passer les Verts français pour les laxistes qu'ils ne sont pas : Eva Joly souhaite réduire la dette publique de 1 point de PIB par an. Il est donc faux de dire que les Verts français n'ont pas tiré de conséquences de la crise. Mais il leur faut aller plus loin. (...)

Mais, comme l'ont fait les Grünen en acceptant un allongement de la durée du travail, les Verts français doivent évoluer, en particulier sur les retraites, dossier sur lequel je les trouve totalement bloqués. (...)

C'est toujours la même histoire. Il faut s'adapter pour arriver au pouvoir et y rester, mais pas trop. (lemonde.fr 29.09)

Il a raison, au pouvoir ou dans l'opposition, quand on est bien placé cela rapporte autant ou presque ! Quel réactionnaire celui-là !

2- Egypte

Les militants égyptiens se sont à nouveau mobilisés vendredi pour demander une transition accélérée du pouvoir aux civils et la révocation des lois d'urgence qu'utilisait Hosni Moubarak contre ses adversaires.

Ils étaient des milliers à défiler, dans le calme selon des témoins, à Alexandrie, Suez et au Caire, avec un mot d'ordre clair: "*Récupérer la révolution*".

"*Cette semaine c'est différent, car on a l'impression qu'on nous a confisqués la révolution*", dit Yasser Fouad, un chômeur de 38 ans dont la voix est couverte par les haut-parleurs appelant les manifestants à se garder de toute violence.

"*Aucune de nos revendications n'a été entendue. Nous voulons qu'ils remettent le pouvoir immédiatement à travers des élections*", ajoute-t-il.

Mahmoud Saïd Saïf, employé du ministère de la Santé, souhaite un réveil du peuple égyptien. "*Cela fait sept mois et rien n'a été fait*", regrette cet homme de 58 ans.

Le Conseil supérieur des forces armées a mis en garde les manifestants contre toute violence ciblant des bâtiments publics.

Jeudi, six aspirants candidats à la future élection présidentielle ont demandé au CSFA de transmettre le pouvoir avant mars 2012, au plus tard.

Alors que le conseil militaire a affirmé que l'état d'urgence resterait en vigueur jusqu'à l'année prochaine, ces candidats ont estimé qu'il expirait légalement vendredi.

"*L'état d'urgence en vigueur prend fin le 30 septembre 2011, conformément à l'article 59 de la Constitution, et toute décision judiciaire au-delà du 30 septembre 2011 basée sur l'état d'urgence n'aura aucune légitimité légale ni constitutionnelle*", ont-ils dit

dans un communiqué.

Ils ont demandé en outre la réactivation d'une loi des années 1950 criminalisant les abus de pouvoir, pour pouvoir juger tous les membres du régime d'Hosni Moubarak et les "*empêcher de revenir en douce sur les sièges de l'autorité législative*". (Reuters 30.09)

3- Chine. Le parti unique... des milliardaires. Vive le maoïsme !

L'homme le plus riche de Chine pourrait devenir l'an prochain le premier entrepreneur privé à rejoindre les 204 membres du Comité central du ... Parti communiste, a rapporté, hier, la presse chinoise.

PDG et fondateur de la compagnie privée d'engins de chantier et de machines-outils Sany, Liang Wengen pèse 6,8 milliards d'euros. Très discret, le businessman, 57 ans, est né dans un village pauvre de la province du Hunan, où sa famille fabriquait des paniers en bambou. Il a ensuite fait carrière au ministère chargé de fabriquer les munitions et les chars d'assaut de l'armée. Il a quitté ce poste en 1987 pour créer son entreprise. En 2001, le Parti communiste s'est ouvert pour la première fois aux entrepreneurs privés.

Aujourd'hui, nombre de milliardaires sont membres du parti. Un tiers des 50 plus grandes fortunes de Chine siègent à l'Assemblée nationale populaire ou à la Conférence consultative politique, selon le China Daily. Le PC compte en tout 80 millions de membres, soit 17 % de la population. (libération.fr 28.09)

Social

1- France

1.1- Liquidation de l'entreprise Mory, fondée en 1804.

Fin de parcours pour le transporteur routier Mory. En redressement judiciaire depuis fin juin, le numéro 2 français de la messagerie (600 millions d'euros de chiffre d'affaires, 4000 camions, 10.000 clients) a été démantelé ce vendredi après-midi par le tribunal de commerce de Bobigny qui tenait audience à 14h00.

En lice depuis le début, le fonds d'investissement industriel Caravelle s'est vu attribuer le gros du morceau: la partie messagerie, qui représente 75 % de l'activité, moyennant 1 euro symbolique et 10 millions de reprise de charges.

Déjà propriétaire du transporteur Ducros (ex-DHL France), le fonds va intégrer les camions vert et blanc de Mory à sa flotte.

Non sans casse sociale: 800 emplois (sur les 5000 salariés que compte Mory) devraient être supprimés, à la grande colère des syndicats. De son côté, ID Logistique reprendra l'activité logistique pour deux petits millions d'euros.

Le reste des activités de transport est cédé au groupe Zamenhof du transporteur indépendant ardéchois Jacky Pérennot pour 4 millions d'euros...

L'entreprise Mory, fondée en 1804, disparaît ainsi corps et bien même si la marque sera conservée sur ses camions. Les créanciers privés (pour 50 millions d'euros), dont la Société Générale et les créanciers publics (50 millions d'euros de dettes fiscales et sociales) en seront pour leurs frais. En revanche, les sous-traitants ont été payés.

Mory a notamment été plombée par la crise, l'augmentation du litre de diesel et un endettement trop élevé lié à une série de rachats tout azimuts dans les années 2000. Son PDG, Alain Bréau, reconnaît des erreurs, mais dénonce aussi un «lâchage de l'Etat qui a précipité la mise en redressement judiciaire en exigeant le paiement immédiat de nos arriérés URSAFF».

Tout comme l'attitude des repreneurs, Caravelle en tête. Un «gâchis» selon lui: «à la fin de la procédure on laisse 800 salariés sur le carreau alors qu'on aurait pu se mettre d'accord de gré à gré». Il pointe aussi une «distorsion de concurrence»: «nos concurrents Sernam et DHL ont été renfloués respectivement à hauteur de 100 et 250 millions d'euros par leurs anciens propriétaires publics, la SNCF et Deutsche Post»...

Au final, c'est donc Ducros, «une entreprise plus petite et tout aussi déficitaire» selon lui, qui reprend l'essentiel poids lourds Mory. (libération.fr 30.09)

1.2- Comment ils s'engraissent sur les produits de première nécessité.

Explications avec Marie-Jeanne Husset, directrice de la rédaction de «60 millions de consommateurs»...

Nous avons constitué un panier de produits stars, avec les marques les plus vendues dans les grandes surfaces. Entre novembre 2010 et avril 2011, des augmentations jusqu'à 20% ont été constatées. La hausse était supérieure à 3% sur 43 des 92 produits qui composaient le panier. Dans notre numéro d'octobre, dont l'étude porte de février à août 2011, la tendance haussière se maintient dans les mêmes proportions.

Sur notre panier, la hausse est la plus sensible sur les références que l'on va retrouver au petit déjeuner: café, confiture, farine, fromage à tartiner. Ainsi que sur les desserts et la charcuterie. Le shampoing, les produits nettoyant pour la vaisselle, et le dentifrice, suivent la tendance inverse. (20minutes.fr 30.09)

1.3- Mobilisation des lycéens.

"Plusieurs dizaines de lycées" ont été bloqués, vendredi 30 septembre, notamment "dans le Nord, à Paris ou à Grenoble", pour protester contre "une rentrée plus que jamais catastrophique" et pas seulement contre le raccourcissement des congés d'été, a annoncé l'Union nationale lycéenne (UNL).

L'UNL avait appelé à participer à la journée d'action conjointe de l'enseignement public et privé de mardi, et il était "tout à fait logique que là où les conditions de rentrée sont vraiment les plus dures, la mobilisation continue", a justifié son président, Victor Colombani. "Classes à trente-cinq élèves, professeurs non remplacés, centaines, voire milliers d'élèves sans affectation faute de place dans les lycées, professeurs mal formés... Voilà la réalité à laquelle sont confrontés 2,5 millions de lycéens en cette rentrée", a écrit le premier syndicat lycéen dans un communiqué.

Le possible raccourcissement des vacances d'été "n'est qu'un des motifs" de la mobilisation, mais l'UNL lance tout de même "un avertissement au gouvernement de ne pas toucher du tout" à ces congés, a ajouté M. Colombani. L'UNL "s'est toujours opposée" à un raccourcissement, "qui constituerait une attaque au droit au repos", et les lycéens "aspirent" surtout "à des journées de six heures de cours maximum", précise le communiqué de l'organisation.

La proposition de supprimer deux semaines de vacances, faite début juillet par le comité de pilotage sur les rythmes scolaires, a été reprise à son compte par le ministre de l'éducation nationale, Luc Chatel, qui entend annoncer "à l'automne", après concertations, des décisions pouvant entrer en vigueur à partir de la rentrée 2013, soit pour les vacances d'été en 2014. (lemonde.fr 30.09)

1.4- Grève et occupation reconduite à LyondellBasell

Les salariés de LyondellBasell ont voté vendredi 30 septembre la reconduite pour trois jours d'une grève avec blocage de l'ensemble des unités du groupe à Berre, dans les Bouches-du-Rhône, en cours depuis mercredi, a-t-on appris de source syndicale.

Une cinquantaine de salariés bloquaient également depuis 6 heures vendredi matin l'entrée d'une autre usine pétrochimique du groupe, sur le site voisin de Fos-sur-Mer. "On ne sait pas encore combien de temps on va bloquer le site, on va probablement faire des opérations coups de poing", a précisé Fabien Astier, délégué CGT.

Réunis à la mi-journée en assemblée générale, les salariés ont décidé à la quasi-unanimité de prolonger leur mouvement de grève jusqu'à lundi, à l'appel de l'intersyndicale CFE/CGC, CFDT, CFTC, CGT et FO, a indiqué un représentant de la CGT. Des représentants du personnel ont été reçus par la direction à deux reprises, mercredi et jeudi soir.

Les salariés réclament une étude de viabilité économique de l'ensemble du site, car ils craignent que le complexe, sans raffinerie, ne soit pas rentable. Ils demandent également la mise en place de "vraies mesures sociales d'accompagnement" si la fermeture de la raffinerie devait se confirmer. (lemonde.fr 30.09)

1.5- Mes chers médicaments !

L'Hexagone est le deuxième pays le plus cher en Europe pour ces médicaments.

Les médicaments génériques ont permis d'économiser 1,3 milliard d'euros en 2010, mais ils restent bien plus chers que dans la plupart des pays européens, selon une étude de l'Assurance-maladie publiée hier. Leur prix moyen par unité standard est de 15 centimes en France, contre 10 en Espagne ou 5 centimes au Pays-Bas. Certains écarts de prix sont frappants : les génériques contre l'hypertension coûtent 28 centimes par unité à Paris contre 5 à Amsterdam.(20minutes.fr 29.09)

1.6- Encore les trusts pharmaceutiques sur la sellette...

«*Les maladies du cerveau ont pris l'ampleur d'un véritable raz-de-marée.* » Les premiers mots de l'enquête Menace sur nos neurones donnent le ton. S'appuyant sur des études scientifiques, Marie Grosman et Roger Lenglet font le point sur ces neurotoxiques qui ravagent nos cerveaux. Un cocktail funeste dont les conséquences se nomment Alzheimer, Parkinson, sclérose en plaques, autisme, etc. En partie expliqué par les progrès du diagnostic, l'essor de l'épidémie neurologique a, selon nombre de scientifiques, des causes environnementales trop souvent négligées.

« Lorsque le cerveau est en développement, les atteintes peuvent créer des lésions irréversibles menant à des maladies neurologiques », souligne Marie Grosman. Les conséquences peuvent être à court terme l'autisme et à long terme l'Alzheimer. Exemples d'« accusés » : le mercure, l'aluminium, les pesticides, les polluants liés au trafic routier, la fumée de tabac, le plomb, le fluor, les PCB... Des agresseurs omniprésents, de l'eau à nos armoires à pharmacie. A la lecture des études citées, pourquoi a-t-on alors tant de mal à admettre le lien entre les neurotoxiques et les maladies neurologiques ?

Selon Marie Grosman, « ces nombreuses publications scientifiques sont ignorées des autorités qui se polarisent sur la recherche génétique et vont jusqu'à nier l'alarmante progression de l'autisme ». Une seule solution : « Mettre en place une prévention pour réduire les expositions de la population aux produits neurotoxiques » et les remplacer par d'autres. Mais des considérations moins louables interviennent, selon Marie Grosman, qui assume son parti pris. A savoir « le poids des industries pharmaceutiques et leur lobbying, la peur d'un nouveau scandale sanitaire, donc des procès... » (20minutes.fr 29.09)

Selon une étude de l'Insee sur les rythmes scolaires, 42% des élèves du primaire ne retrouvent pas leurs parents à la sortie de l'école. Ce pourcentage grimpe à 57 % pour les enfants de cadres.

A la fin de la journée, 70 % des collégiens se débrouillent pour rentrer seuls ou avec des camarades chez eux. (lefigaro.fr 29.09)

2- Grèce

Les fonctionnaires grecs en colère bloquaient des ministères vendredi pour le deuxième jour d'affilée, perturbant les négociations entre le gouvernement et la "troïka" des partenaires financiers d'Athènes.

Au ministère des Transports, plusieurs dizaines d'employés ministériels ont empêché le ministre, Yannis Ragousis, de rencontrer de hauts responsables de la mission UE-FMI-BCE (Union européenne, Fonds monétaire international, Banque centrale européenne). La voiture des inspecteurs a dû faire demi-tour, ont constaté des journalistes de Reuters.

Après trois semaines de pause dans les négociations, les inspecteurs sont revenus dans la capitale grecque jeudi pour négocier les conditions du versement d'une nouvelle tranche d'aide de huit milliards d'euros.

Mais les rencontres entre les auditeurs et le gouvernement ont été perturbées par le blocage de plusieurs ministères, situation qui s'est répétée vendredi matin.

Une cinquantaine de fonctionnaires, portant une banderole "Assez: nous voulons vivre", bloquaient l'accès au ministère des Finances.

La grève du service public des statistiques, Elsat, a empêché la publication de deux indicateurs économiques vendredi.

Fonctionnaires locaux, vétérans des forces spéciales et personnes handicapées: d'autres manifestations de personnes concernées par les restrictions budgétaires étaient prévues plus tard dans la journée dans les rues d'Athènes.

Le rendez-vous entre le ministre des Transports et les inspecteurs de la troïka a été remis et devait avoir lieu à 15h00 GMT, a-t-on appris de source ministérielle. (Reuters 30.09)

3- Hongrie

Des syndicats et d'autres organisations ont déclenché jeudi en Hongrie des manifestations contre les mesures d'austérité du gouvernement, en exigeant l'abandon de décisions à effet rétroactif et une meilleure protection des nouveaux retraités.

Quelque 800 manifestants ont donné le départ d'une série de rassemblements placés sous le signe du "D-Day" (Jour J, allusion au débarquement des Alliés en Normandie en juin 1944) pour protester contre le gouvernement de centre droit de Viktor Orban.

Le cabinet hongrois, qui a pris cette année des mesures visant à réduire les pensions des nouveaux retraités, cherche également à limiter les droits des employés.

Le gouvernement dispose de la majorité des deux tiers au Parlement, ce qui lui permet de modifier toute loi à volonté.

Dans un communiqué, les syndicats disent avoir déclenché des manifestations pour une période indéterminée. Ils prévoient un grand rassemblement samedi. (Reuters 29.09)

4- Roumanie

Le premier fabricant mondial de téléphones mobiles en volume, Nokia, confronté à une baisse des ventes et des bénéfices, a annoncé jeudi la suppression de 3.500 postes, notamment par la fermeture prochaine de son usine de Cluj, en Roumanie.

La fermeture du site de Cluj entraînera le licenciement de 2.200 personnes environ. Nokia prévoit en outre de supprimer 1.300 autres postes dans sa division Location & Commerce, qui comprend le leader mondial de la cartographie numérique Navteq.

Ces réductions d'effectifs s'ajoutent à un programme dévoilé par le groupe en avril visant à réaliser 1 milliard d'euros d'économies et prévoyant notamment la suppression de 4.000 postes. (Reuters 29.09)

Economie

1- La Bourse ou la vie

Sur le mois de septembre, le Dow perd 6%, le S&P 500 7,2% et le Nasdaq 6,4%. Sur le troisième trimestre, les trois indices ont baissé de respectivement 12,1%, 14,3% et 12,9%.

Le marché actions américain accuse ainsi son cinquième mois de baisse consécutif et sa pire performance sur trois mois depuis le quatrième trimestre 2008, qui était au coeur de la crise financière de 2007-2009.

En Chine, le secteur manufacturier chinois a poursuivi sa contraction en septembre, pour le troisième mois d'affilée.

L'inflation dans la zone euro s'est accrue en septembre de façon brutale et inattendue pour atteindre 3,0%, son niveau le plus élevé en presque trois ans, compromettant fortement les chances de voir la Banque centrale européenne abaisser ses taux en octobre. (Reuters 30.09)

2- UE

2.1- Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a proposé mercredi l'instauration d'une taxe sur les transactions financières, qui pourrait rapporter jusqu'à 55 milliards d'euros par an

Cette proposition, très controversée, va être discutée au niveau des 27 pays membres de l'Union européenne, au cours des prochains mois. Son éventuelle application pourrait intervenir en 2014 au plus tôt, selon une source européenne.

«Au cours des trois dernières années, les Etats membres ont accordé des aides et fourni des garanties au secteur financier à hauteur de 4.600 milliards d'euros. Il est temps qu'en retour, le secteur financier apporte sa contribution à la société», a affirmé José Manuel Barroso lors de son discours sur l'état de l'Union au Parlement européen, à Strasbourg.

De source européenne, on précise que les taux retenus sont de 0,1% sur les actions et les obligations et de 0,01% sur les autres produits financiers, essentiellement les dérivés et produits structurés. Les changes ne sont pas concernés par cette taxe mais les produits dérivés sur les changes le seront, a-t-on appris de même source.

Les institutions financières (banques, Bourses et fournisseurs de services financiers) seraient chargés de la collecte de la taxe auprès de leurs clients et de son paiement.

La taxe s'appliquerait aux institutions établies dans l'UE, mais aussi à celles qui y ont un établissement ou qui ont une autorisation d'agir sur les marchés européens. Plus de la moitié du produit de la taxe serait destiné à alimenter le budget de l'UE et le reste reviendrait aux Etats.

En cas d'échec à obtenir l'unanimité, une procédure de coopération renforcée pourrait être mise en œuvre entre plusieurs Etats. La taxe pourrait ainsi être appliquée uniquement au sein de la zone euro, comme l'ont suggéré récemment les ministres allemand et belge des Finances, Wolfgang Schäuble et Didier Reynders. (lemonde.fr 28.09)

2.2- Le taux d'inflation annuel de la zone euro a grimpé à 3,0% en septembre, soit son plus haut niveau depuis octobre 2008, selon une estimation rapide diffusée vendredi par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne.

Vendredi, Eurostat a également indiqué, sur la base des données corrigées des variations saisonnières, que le chômage dans la zone euro avait atteint 10,0% en août, soit un taux stable par rapport au mois précédent.

Selon l'office statistique de l'UE, les taux de chômage les plus bas ont été enregistrés en Autriche (3,7, aux Pays-Bas (4,4%) et au Luxembourg (4,9%), tandis que les plus élevés ont été relevés en Espagne (21,2%), en Grèce (16,7% au deuxième trimestre 2011) et en Lettonie (16,2% au deuxième trimestre 2011). (AP 30.09)

3- France

3.1- A propos de la dette publique.

La dette publique française continue de gonfler. Elle a augmenté de 46,4 milliards d'euros d'avril à juin, pour culminer à 1692,7 milliards d'euros, rapporte l'Insee ce vendredi. Cette somme représente environ 86,2% du produit intérieur brut, c'est-à-dire de la richesse produite par la France en un an.

L'État est le principal responsable de cette hausse. Sa contribution a en effet augmenté au deuxième trimestre de 52,6 milliards d'euros. «*Il s'agit pour l'essentiel de sa dette négociable à long terme*», précise l'Insee. En clair, ce sont des obligations émises par l'État auprès des investisseurs et remboursables à un horizon long (dix ans). En revanche, les administrations publiques locales ont réduit leur endettement de 2,7 milliards d'euros, et celui des administrations de Sécurité sociale a baissé de 2,3 milliards.

Les prêts accordés au Portugal et à l'Irlande dans le cadre du plan de sauvetage de la zone euro ont pesé 2,4 milliards d'euros (1,6 milliard pour le premier, 0,8 milliard pour la seconde). À l'inverse, les constructeurs automobiles français ont remboursé à hauteur de 2 milliards d'euros les prêts accordés au plus fort de la crise, en 2009. (lefigaro.fr 30.09)

3.2- Budget 2012

Le président Nicolas Sarkozy a affirmé mercredi que l'objectif de réduction des déficits était "*intangibles*" et "*qu'il serait tenu à l'euro près*", à l'occasion de la présentation du budget en conseil des ministres. Le projet de loi de finances (PLF) pour 2012 prévoit un déficit de l'Etat de près de 82 milliards d'euros, soit environ 14 milliards de moins que celui prévu cette année.

"*C'est un tournant historique: pour la première fois, les dépenses de l'Etat baisseront d'une année sur l'autre, depuis 1945*", s'est félicitée la ministre du Budget et porte-parole du gouvernement Valérie Pécresse. "*Ce budget 2012, il est placé sous le sceau de la réduction de la dépense. C'est une étape clé, essentielle, sur notre chemin de désendettement*". (AP 28.09)

La Défense fait partie des rares ministères qui verront leur budget augmenter en 2012. L'an prochain, les armées disposeront de 30,6 milliards de «crédits budgétaires», hors charges de pension de retraite. C'est 480 millions de plus qu'en 2011. (lefigaro.fr 28.09)

La France émettra 179 milliards d'euros d'obligation à moyen et long terme en 2012 a indiqué l'Agence France Trésor (AFT) dans le cadre de la présentation du budget de l'année prochaine.

Ces 179 milliards d'émissions brutes sont destinées à financer 98,9 milliards d'euro d'amortissement de dette arrivant à échéance en 2012, le reste étant majoritairement constitué de 80 milliards de nouvelle dette nette émise pour couvrir le déficit budgétaire prévu en 2012. Au total, l'an prochain, la charge de la dette - c'est à dire les intérêts que la France va devoir verser à ses créanciers - atteindra le chiffre astronomique de 48,77 milliards d'euros.

À titre de comparaison, le ministère du budget prévoit que l'impôt sur les revenus rapportera 58,4 milliards. Bref, 83% de l'impôt acquitté par les ménages français sert à financer les seuls intérêts de la dette passée ! (lefigaro.fr 28.09)

4- Allemagne

Les députés allemands ont approuvé à une écrasante majorité jeudi le renforcement des pouvoirs du Fonds européen de stabilité financière (FESF) chargé de financer les plans de sauvetage des pays de la zone euro en difficulté, comme la Grèce.

L'Allemagne, première économie européenne, garantira les prêts du FESF à hauteur de 211 milliards d'euros au lieu de 123 milliards jusqu'ici. (AP 29.09)

5- Espagne

La Banque d'Espagne a repris trois caisses régionales espagnoles vendredi, mais leur valorisation quasiment nulle fait craindre que l'Etat doive trouver encore d'autres capitaux pour couvrir les pertes liées actifs immobiliers toxiques détenus par les "cajas".

Les trois banques sont NCG Banco, Catalunya Bank et Unnim Banc. La Banque d'Espagne a évalué les deux premières à 0,1 leur valeur comptable et a payé un euro symbolique pour la troisième.

Ensemble, ces trois banques, qui n'ont pas réussi à attirer des capitaux privés et ont donc dû être de fait nationalisées, pèsent à hauteur de 7% du système bancaire espagnol.

La Commission européenne a de son côté donné son accord provisoire à une aide publique de 4,75 milliards d'euros destinée à recapitaliser NCG Banco, Catalunya Bank et Unnim Banc.

La CE a ajouté que son autorisation définitive dépendait d'une restructuration qui assure leur viabilité sur le long terme.

"Renforcer le capital de ces banques est primordial quant à leur capacité à continuer de prêter à l'économie réelle et à mettre en oeuvre la restructuration qu'elles devront subir en conséquence des importantes subventions reçues", explique le commissaire à la Concurrence Joaquin Almunia dans un communiqué. (Reuters 30.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 2 octobre

Je n'avais pas prévu d'actualiser le site aujourd'hui, mais voilà je me suis levé très tôt pour rien. Une petite histoire indienne.

Où j'habite, à moins de 10 kilomètres du centre de Pondichéry, pas de livraison de gaz, il faut prendre sa bouteille sous le bras pour se réapprovisionner. Un employé de l'agence où je suis enregistré me dit m'amener ma bouteille vide. Je m'exécute quelques jours plus tard. Là un autre employé me dit que ce n'est pas ici que cela se passe mais à leur dépôt. Je vais pour partir et un autre employé me dit de prendre ma facture. Quelle facture, personne ne m'en a parlé précédemment, je pensais régler en retirant ma bouteille. Erreur, mais c'est encore plus compliqué que cela, en fait à l'agence ils émettent une facture et au dépôt je réglerai cette facture en même temps qu'on me remettra une bouteille pleine en échange de la vide. Un employé m'établit cette facture et me donne l'adresse de leur dépôt. Il me précise que je dois m'y présenter demain matin (ce dimanche) entre 6h et 9h.

Ce matin je me pointe à leur dépôt à 7h45 : plus de gaz, repasser lundi soir ! Et évidemment, impossible de laisser sur place la bouteille vide que je remène chez moi en moto.

Restons calme, cela ne va pas nous gâcher la journée. Tout est du même tonneau ici, pas la moindre marque de responsabilité ou de respect envers les autres, ils se foutent de tout. J'imagine le pauvre mec qui bosse comme un esclave et qui va devoir se taper un ou plusieurs aller et retour avec sa bouteille vide sur sa mobylette ou son scooter avant de récupérer une bouteille pleine, en fin de journée de préférence quand il y a le plus de circulation, l'enfer quoi, histoire de lui pourrir un peu plus la vie.

Au fait, mon riche propriétaire n'a toujours pas entamé les quelques travaux qu'il devait faire faire dans la maison que j'habite, remplacer les graviers qui occupent les trois quart de la surface au sol du patio ou pièce principale, et changer les plaques qui fuient au-dessus du patio, provisoirement recouverte par une bache que j'ai achetée et qui a djà failli s'envoler à deux reprises en quelques jours ! Je l'attends au tournant, je dois lui régler le loyer avant le 5. Lui aussi il s'en fout de louer cher une maison dans cet état là, sans compter les coupures de courant qui battent des records, au point de me demander si je ne vais pas envisager de trouver une autre maison dans un autre secteur, sur le Territoire de Pondichéry et pas dans l'Etat du Tamil Nadu. Vous comprenez pourquoi louer et non acheter est une vrai galère en Inde.

Je me suis livré à un petit calcul, en un mois j'ai passé pour ainsi dire 6 nuits blanches, trois fois exactement, les trois autres fois j'ai réussi à dormir quelques heures au petit matin, donc cela signifie que je vais perdre deux mois de sommeil sur un an, ce qui est considérable, d'autant plus que je n'arrive pas à dormir pendant la journée, ce n'est pas vraiment dans mes habitudes. Après il faudrait être détendu et de bonne humeur alors qu'on est crevé et qu'on se traîne la journée, pas toujours facile.

Quand je dis que tous les rapports sont du même tonneau je n'exagère vraiment pas. Un autre exemple.

J'ai acheté une clé USB Internet à la société Reliance il y a quelques mois. Ici elle fonctionne aussi mal qu'à mon ancienne adresse, donc j'envisage de me tourner vers une autre société. Par ailleurs, je m'aperçois que le signal de mon téléphone (Tata Indicom) est très bon et je me demande si une clé USB Tata ne fonctionnerait pas mieux. J'en parle à un employé de Tata en allant régler ma facture de téléphone, il m'affirme qu'elle fonctionne effectivement à merveille où j'habite dorénavant. Bien, je lui fais part de mon intention d'acheter dans quelques jours une clé USB Tata. Il me demande s'il peut passer chez moi deux jours plus tard, un dimanche, peu importe, je lui réponds d'accord, ainsi je pourrais tester cette clé avec la sienne.

Je rentre à la maison, une heure après un coup de fil, c'est cet employé de Tata qui me dit qu'il va passer tout de suite chez moi, si cela ne me dérange pas, bon, changement de programme, pourquoi pas. Il va arriver à 14h10 pour ne repartir qu'à 17h30 ! Il va s'avérer que le signal en question est encore plus faible que celui de Reliance et qu'il m'a raconté un baratin. Il va tout tenter pour me faire croire que cela fonctionne, il va même débrancher l'écran, le clavier et la souris extérieur du portable et se poster sur la terrasse, en vain. Il me dit alors que je devrais m'installer au premier étage et que là cela fonctionnerait normalement...

Je l'ai supporté pendant 2h20, je lui servirai une boisson froide, je l'écouterai surtout car on va beaucoup discuter, c'était un garçon charmant, comme le sont en général les Indiens, j'apprendrai qu'avec six ans d'ancienneté chez Tata son salaire est de 6 500 roupies, environ 100 euros, en comparaison une vendeuse ou un pompiste est payé 2 500 ou 3 000 roupies seulement, un prof dans le public quelque chose comme 12 ou 14 000 roupies (à vérifier). Il va m'expliquer qu'il ne peut pas vivre avec ce salaire, qu'il est au bord du désespoir, bref, de quoi m'apitoyer sur son sort pour lui acheter cette clé USB pour qu'il touche une commission, s'en foutant totalement qu'elle ne fonctionne pas. Mais je connais la musique et je n'achèterai pas cette clé pour uniquement lui faire plaisir, je ne tiendrai pas compte non plus de sa mentalité que je réproouve sans le juger.

On a aussi beaucoup parlé politique évidemment, je me suis dit que s'il était là, autant qu'il ne soit pas venu pour rien, surtout qu'il était sympathique et qu'on se connaît depuis quelques années déjà, c'est lui qui s'était occupé de moi lorsque j'ai fait remplacer les trois combinés défectueux dans le passé. Il a voulu me rouler, des crétins (ouvriéristes, tiers-mondistes à la con) penseront que c'est de bonne guerre, cela n'a pas marché, je lui ai dit que j'étais désolé pour lui sans lui faire la morale, mais en l'encourageant à se battre pour améliorer sa condition...

Et après on me reprochera de manquer de patience, de mépriser les Indiens notamment... En fait, pendant ces 2h20 j'ai joué le jeu, jusqu'à un certain point seulement comme je viens de le relater, en examinant le cheminement de sa démarche pour bien comprendre comment il fonctionnait, car je ne vous raconte pas le nombre de fois où je me suis fait avoir, par les sentiments, par faiblesse, parce que le pauvre type qui se met dans cette situation ne l'a pas vraiment choisie, cependant il sait parfaitement ce qu'il fait, il a essayé de me rouler, il n'en est pas très fier, peut-être, c'est accessoire pour lui, c'est un luxe, s'il ne peut satisfaire un besoin qu'il estime indispensable qu'uniquement par le biais d'un moyen malhonnête, il n'hésitera pas à l'employer puisque finalement tout le monde agit de la sorte ici, personne ne le jugera, il ne risque pas l'opprobre, cela ne l'empêchera pas de dormir, il n'aura fait que se conformer à la norme en vigueur dans cette société pourrie jusqu'à l'os. J'ai oublié de préciser qu'il n'avait pas un statut de commercial ou de vendeur, il est employé dans une agence, ses tâches principales sont administratives et techniques, l'aspect commercial est seulement en option pour arrondir les fins de mois. Cette histoire remonte à une semaine.

Autre chose très vite.

J'ai téléchargé dans mon disque dur, à partir du portail *Les archives Internet des marxistes*, quelques articles ou ouvrages des marxistes qu'ils me manquaient. Je les ai parcourus en diagonal et j'en extrais ici deux passages de Lénine pour alimenter la réflexion des militants sur les questions politiques qui nous préoccupent. (Les élections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat - 16 décembre 1919)

1- *"Dans tous les pays capitalistes, à côté du prolétariat ou de cette portion du prolétariat qui, consciente de ses devoirs révolutionnaires, était capable de combattre pour les accomplir, on observe des masses nombreuses, inconscientes, prolétariennes, à demi prolétariennes, à demi petites-bourgeoises, qui suivent la bourgeoisie et la petite bourgeoisie démocrate (et notamment les « socialistes » de la 2e Internationale) ; trompées par la bourgeoisie, ne croyant pas en leurs propres forces et en celles du prolétariat, elles ne se rendent pas compte de la possibilité d'obtenir, par l'expropriation des exploités, la satisfaction de leurs besoins essentiels.*

Ces couches des masses laborieuses fournissent des alliés à l'avant-garde du prolétariat ; mais le prolétariat ne peut conquérir ces alliés que par l'exercice du pouvoir politique, c'est-à-dire après avoir renversé la bourgeoisie et détruit son mécanisme de gouvernement."

Il s'avère qu'en Russie, non seulement l'Assemblée constituante n'a jamais pu permettre au prolétariat de parvenir au pouvoir, pas même au parti bolchevick d'y obtenir la majorité alors qu'il l'avait conquise au niveau des soviets, demeurant jusqu'au bout un instrument politique au service de l'Ancien régime, contre-révolutionnaire finalement.

Ce qui est nié également à travers la démarche de l'Assemblée constituante, c'est que les couches exploitées n'appartenant pas proprement parlé au prolétariat ne romperont jamais d'elles-mêmes avec le capitalisme et les institutions, aussi longtemps qu'elles n'auront pas fait l'expérience d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire pour le comparer avec un gouvernement bourgeois.

Le second passage traite des élections et est à relier au précédent.

On notera au passage que l'on peut considérer que le prolétariat a pris le pouvoir, qu'à partir du moment où il a réussi à entraîner derrière lui la majorité des masses exploitées et non l'inverse. On en tirera l'enseignement que c'est vers la classe ouvrière qu'il faut se tourner et à laquelle doit s'adresser notre politique, et non les petits-bourgeois démocrates ou

républicains, encore moins les élus de tous bords politiques.

2- "... le prolétariat ne peut pas vaincre sans avoir conquis la majorité de la population. Mais limiter ou conditionner cette conquête à l'acquisition électorale, sous la domination bourgeoise, témoigne ou d'une inguérissable indigence intellectuelle ou tout bonnement, du désir de tromper les travailleurs. Pour mettre de son côté la majorité de la population le prolétariat doit, tout d'abord, renverser la bourgeoisie et s'emparer du pouvoir gouvernemental, introduire ensuite le système des Soviets, après avoir brisé l'ancien appareil de l'État, — ce qui anéantit instantanément la domination, l'autorité de la bourgeoisie et des petits-bourgeois conciliateurs sur les masses laborieuses non-prolétariennes. Il doit enfin, en troisième lieu, achever de détruire l'influence de la bourgeoisie et des conciliateurs petits-bourgeois sur la majorité des masses laborieuses non prolétariennes en réalisant révolutionnairement leurs desiderata économiques, aux dépens des exploiters.

La possibilité de ces faits est naturellement conditionnée par un certain degré d'évolution capitaliste. Sans cette condition fondamentale il ne peut y avoir ni formation du prolétariat en une classe distincte, ni succès de sa longue préparation, de son éducation, de son aguerrissement par des années de grèves, de manifestations, de lutte contre les opportunistes chassés et déshonorés. Sans cette condition fondamentale on ne peut concevoir le rôle économique et politique des centres, dont la conquête équivalait pour le prolétariat à celle de tout le pouvoir politique, ou plus exactement de son noeud vital, de son nerf essentiel. Sans cette condition fondamentale, cette proximité, cette parenté de situation du prolétariat et des classes laborieuses non prolétariennes qui est indispensable à l'influence du prolétariat sur ces masses, un succès de son action à leur égard ne peut exister.

Voyons plus loin.

Le prolétariat peut conquérir le pouvoir politique, réaliser l'organisation sociale des Soviets, satisfaire, en économie, l'ensemble des travailleurs au détriment des exploiters.

Est-ce suffisant pour que sa victoire soit complète et définitive ?

Non.

Seules les illusions des petits bourgeois démocrates, des « socialistes » et des « social-démocrates » de même que de leurs leaders actuels les plus marquants, peuvent faire croire qu'en régime capitaliste les masses laborieuses peuvent atteindre un degré de conscience assez élevé, une fermeté de caractère, une perspicacité, une largeur de vues politiques suffisante pour avoir la possibilité de décider à l'avance par le seul vote, ou, d'une façon générale, pour décider de quelque manière que ce soit, sans une longue expérience de lutte, de suivre telle classe, tel parti défini. (...)

Le capitalisme ne serait pas le capitalisme s'il ne condamnerait d'une part les masses à un état d'abrutissement, d'intimidation, d'éparpillement (voyez la campagne !), d'ignorance, — et si d'autre part, il ne mettait à la disposition de la bourgeoisie un gigantesque appareil de mensonge et de duperie, pour tromper et abrutir les masses ouvrières et paysannes.

C'est pourquoi le prolétariat seul peut conduire les travailleurs du capitalisme au communisme. Que les masses laborieuses petites-bourgeoises ou à demi petites-bourgeoises puissent résoudre à l'avance le plus grave des problèmes historiques : « être avec la classe ouvrière ou avec la bourgeoisie » - il n'y faut pas penser. Les hésitations des masses laborieuses non prolétariennes sont inévitables ; il est inévitable aussi qu'elles aient besoin de leur propre expérience pratique afin de comparer le gouvernement de la bourgeoisie et celui du prolétariat."

Vous avez peut-être ici une partie de l'explication qui permet de comprendre pourquoi l'avant-garde a dégénéré ou piétiné depuis l'après-guerre.

Lénine expliquait et cela tient la route, que c'est seulement lorsque les petits-bourgeois se rendront compte que le gouvernement ouvrier révolutionnaire est capable de prendre les mesures aptes à satisfaire leurs besoins, qu'ils se rangeront en masse derrière le prolétariat et consolideront ainsi les acquis de la révolution...

Je rajoute un extrait sur la dictature du prolétariat qui fait l'objet de fantasmes de la part de certains militants du mouvement ouvrier, par ignorance.

"La dictature du prolétariat c'est la lutte des classes menée par le prolétariat au moyen d'une arme qui est le pouvoir gouvernemental, c'est la lutte des classes dont l'une des tâches est de démontrer par une longue expérience, par une longue série d'exemples pratiques aux masses laborieuses non prolétariennes qu'il leur est plus avantageux de se prononcer pour la dictature prolétarienne que pour la dictature bourgeoise et qu'il n'y a pas de moyens termes." (source : idem)

Donc, la dictature du prolétariat signifie l'exercice du pouvoir politique par le prolétariat (pour le prolétariat) sur la bourgeoisie, dès lors qu'il est parvenu au pouvoir au moyen de sa révolution. Cette définition n'est pas exhaustive, je précise pour les "puristes"

qui confondent facilement couper les cheveux en quatre et opposer des définitions émises sur le même sujet dans des contextes différents !

Au fait, aux camarades qui emploient des citations des marxistes, il serait bon que vous indiquiez précisément les sources (titre de l'article ou de l'ouvrage, date de parution), afin que chacun puisse les remettre dans leurs contextes d'origine, et vérifiez par la même occasion que vous en avez fait bon usage ou éventuellement contester leur emploi, c'est le droit légitime de chaque militant.

Je vous laisse commenter les infos en bref ci-dessous. Bonne continuation à tous, vous voyez, après un mois fortement perturbé je refais surface, pas si facile quand on est si isolé.

Politique

France

Ziad Takieddine, mis en examen dans une affaire de corruption présumée lors de la présidentielle de 1995, poursuit son déballage médiatique dans une interview publiée samedi 1er octobre par Libération. Il y évoque à nouveau ses liens avec Nicolas Sarkozy et Claude Guéant auxquels il demande de reconnaître son rôle.

L'intermédiaire franco-libanais dit avoir été mandaté notamment par l'Elysée, au moment où Claude Guéant était secrétaire général, auprès du régime Kadhafi en Libye et auprès de Bachar Al-Assad en Syrie. "*J'ai envie de dire, 'M. Guéant, vous me connaissez plus que d'autres'. Chacune de mes interventions correspondait à une mission officielle*", dit-il. Claude Guéant a récemment pris ses distances avec lui dans la presse. "*Je suis allé voir Kadhafi en Libye ou Assad en Syrie uniquement sur autorisation et demande express de la part du président de de la République*", ajoute Ziad Takieddine.

Dans une demi-douzaine d'autres interviews en fin de semaine, il avait déjà appelé Nicolas Sarkozy à lever le secret-défense sur deux contrats d'armement des années 1990 au cœur de l'affaire de corruption où plusieurs proches de Nicolas Sarkozy sont poursuivis. Sur BFM TV, il avait même demandé à Nicolas Sarkozy de le recevoir, ajoutant : "*Il y a intérêt et la France y a intérêt*." L'Elysée a fait savoir vendredi qu'il n'y aurait aucun commentaire sur ces déclarations.

Dans Libération, Ziad Takieddine explique avoir rencontré deux fois Nicolas Sarkozy quand il était ministre de l'intérieur. Le Franco-Libanais nie toutefois avoir servi d'intermédiaire pour le détournement de commissions de marchés d'armement, comme le soupçonne la justice. (lemonde.fr 01.10)

Social

Portugal

Des dizaines de milliers de Portugais ont défilé dans le calme samedi à Lisbonne et Porto pour protester contre l'austérité imposée au pays par l'Union européenne et le Fonds monétaire international en échange d'une aide financière.

Il s'agissait des plus vastes manifestations depuis l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de centre droit en juin dernier.

La CGTP (Confédération générale des travailleurs portugais), à l'initiative des rassemblements, a appelé à de nouvelles actions "*contre l'appauvrissement et l'injustice, contre l'agression du Fonds monétaire international*", dans la semaine du 20 au 27 octobre.

Le dirigeant du premier syndicat du pays, Manuel Carvalho da Silva, a déclaré que 130.000 personnes avaient participé à la manifestation de Lisbonne. La police n'a pas voulu fournir de chiffre. La grande avenue Liberdade, dans le centre-ville, était noire de monde. (Reuters 01.10)

Economie

Danemark

Alors que le gouvernement français tente de faire accepter une taxe sur les sodas, le Danemark choisit d'aller plus loin. Le pays est devenu ce samedi le premier au monde à introduire une taxe sur les graisses. Présentée comme une mesure pour lutter contre l'obésité, celle-ci fera augmenter le prix des produits de 16 couronnes (2,15 euros) par kilogramme de graisses saturées. Exemple: le prix d'une brique de beurre de 250 grammes, qui contiendrait 63% d'acides gras saturés, augmenterait de près de 3 couronnes (environ 40 centimes d'euros). La taxe s'appliquera à tous les produits contenant plus de 2,3 % d'acides gras : des viandes au beurre en passant par les huiles, les fromages, les crèmes et les produits transformés.

Alors que les distributeurs se frottent les mains, les professionnels font grise mine. La Confédération danoise des industries (DI) parle même d'un «*cauchemar administratif*». Que les produits soient de fabrication danoise ou importés, il faudra en effet réclamer des déclarations aux producteurs sur la quantité de graisses saturées contenues dans le produit mais également utilisées dans sa préparation. De même, la mise à jour des systèmes informatiques a nécessité de nombreuses heures de travail supplémentaires pour les producteurs et les revendeurs. «*Tout ceci a un coût qui sera répercuté sur les consommateurs*», prévient Gitte Hestehave, porte-parole de la DI. «*Je doute que cela aura un impact positif sur la santé, c'est simplement une taxe supplémentaire*», ajoute-t-elle.

De son côté, la Commission européenne dit «*surveiller*» l'introduction de cette taxe pour «*être sûre qu'elle n'instaure pas de barrière au commerce*» au sein de l'Union européenne. En effet, lorsque la teneur en matière grasse d'un produit importé ne sera pas suffisamment indiquée, le Danemark se réserve le droit d'imposer à l'importateur une taxe forfaitaire majorée. Ce qui pourrait pousser ces derniers à se détourner des produits originaires d'autres États membres où la mention des quantités de graisses saturées n'est pas obligatoire. (lefigaro.fr 01.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 3 octobre

Dépêche de l'AFP d'hier.

Gérard Schivardi ne sera pas candidat à la présidentielle, a décidé dimanche le congrès du Parti ouvrier indépendant (POI) qui a jugé ce choix "préférable" pour "exprimer le rejet" des "institutions antidémocratiques" de la Ve République et de l'Union européenne.

Lors d'une conférence de presse au siège du POI à Paris à l'issue d'un congrès extraordinaire, Daniel Gluckstein, un des quatre secrétaires nationaux du POI, a déclaré que "tous les délégués sont d'accord pour condamner les institutions antidémocratiques de la Ve République et les institutions de l'Union européenne".

Il est donc "préférable d'exprimer ce rejet par la non présentation d'un candidat", le POI étant favorable à la mise en place de "nouvelles institutions sur la base d'une assemblée constituante", a-t-il ajouté, affirmant que cette décision avait été prise à "une très large majorité" par les 200 délégués.

Le POI présentera en revanche "des candidats partout où (il pourra) aux législatives" de 2012, a indiqué Claude Jenet, également secrétaire national.

A la présidentielle de 2007, Gérard Schivardi, soutenu par le Parti des travailleurs (PT, devenu POI), avait récolté 0,34% des voix, arrivant dernier des 12 candidats présents. En 2002, le secrétaire national du PT, Daniel Gluckstein, avait recueilli 0,47%.

S'il faudra bien en 2012 "chasser le gouvernement de Nicolas Sarkozy et sa politique" anti-service public et de "saignée" dans l'Education nationale, il est clair qu'un "gouvernement de gauche cherchera finalement à appliquer les mêmes politiques que Papandreou ou Zapatero" en France, a estimé M. Gluckstein, prônant "la rupture avec l'UE".

Lors d'un meeting internationaliste samedi à Paris, des représentants du POI et de syndicats venus de Grèce ou d'Espagne avaient dit leur "refus des plans de la troïka" FMI-BCE-UE et "l'exigence de l'annulation de la dette".

Face à cela, il faut "une action commune des travailleurs de toute l'Europe contre tous les plans de rigueur" et "contre tout gouvernement de toute couleur politique qui applique ces plans", a souhaité M. Gluckstein, qui appelle à "se préparer au plus grand choc et au plus grand combat".

Ainsi en a décidé la majorité des quelques 200 délégués du POI lors de ce congrès extraordinaire. N'ayant pas connaissance de l'intégralité de la déclaration faites par Gluckstein à la presse au nom du POI, on devrait s'abstenir de tout commentaire avant la sortie de leur prochain numéro d'*Informations ouvrières* mercredi prochain. Peut-être que nous n'en saurons pas davantage.

Notons cependant que l'argument avancé pour ne pas présenter de candidat tombe à côté de la plaque tel qu'il figure ici, dans la mesure où il aurait pu justifier le refus de présenter un candidat depuis qu'existe la Ve République. Ajoutons que cet argument vaut également pour l'élection législative dans la mesure où la participation à cette élection ne s'est jamais traduite concrètement sur le plan de la construction du parti.

Nous ne sommes pas pour le boycott systématique des élections législatives, disons que si la participation aux législatives ne permet pas de tisser des liens avec des milliers et milliers de travailleurs et jeunes, elle ne sert strictement à rien, un parti n'a

pas besoin de coller à l'agenda institutionnel pour se faire connaître ainsi que sa politique, organiser des collages, des meetings, etc.

Ces contradictions sont à rapprocher de l'orientation politique du meeting du 1er octobre. Il est dit dans l'appel qui a été adopté à l'issue de ce meeting qu'il a été "*convoqué par le Parti ouvrier indépendant (membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples)*", on est donc en droit de penser qu'il s'agissait d'un meeting à caractère politique, pas forcément, d'ailleurs peu importe.

A plusieurs reprises dans cet appel les différents gouvernements en Europe sont mentionnés au même titre que la "troïka" (FMI-UE-BCE), les uns et les autres s'entendant pour imposer aux travailleurs la violente politique d'austérité dictée par l'aristocratie financière qui décide de fait du sort de l'humanité. Mais étrangement dès qu'il s'agit de dire non à cette dictature, seule la troïka est citée, les différents gouvernements passent à la trappe, quand aux institutions du capital de chaque pays, elles ne sont même pas évoquées, elles sont remplacées (à deux reprises !) par un appel nationaliste pathétique à défendre la "*souveraineté des nations*", comme si le seul fait de rompre avec le FMI, l'UE et la BCE suffirait à remplir les conditions pour enfin pouvoir satisfaire les revendications sociales des travailleurs, pur exercice d'illusionnistes ! La Grande-Bretagne n'a pas adhéré à l'euro et pourtant les travailleurs britanniques sont logés à la même enseigne que le prolétariat de la zone euro.

Rien d'étonnant à cela puisque si "*la seule vocation du mouvement ouvrier est de défendre les intérêts, revendications, aspirations des exploités et des opprimés et d'assurer cette défense en toute indépendance*" sans la situer dans la perspective de l'abolition du salariat, donc du capitalisme, au-delà mais laissons cela de côté ici, des classes sociales et de l'Etat, cela signifie implicitement que l'on peut très bien faire avec les institutions en place dans chaque pays, qu'on verra plus tard pour les remplacer, un jour indéterminé, on retrouve là la conception de la lutte de classe par étapes des stalinien.

Annuler la dette. Qui peut annuler cette dette ? Dans quelles conditions politiques ? Par un bulletin de vote ? C'est ce qu'on nous suggère à travers une Assemblée constituante qui finalement ne serait qu'une copie de l'Assemblée nationale sous la IVe République ou sous la Ve quand il y avait une majorité PS-PCF. Et bien entendu la classe dominante qui le serait toujours puisqu'on ne lui aurait pas retiré ses pouvoirs, se laisserait ainsi dépouiller tranquillement de ses privilèges et de tous ses biens, qui peut croire une fable criminelle pareille ?

Ce genre de discours peut passer auprès de militants ou de travailleurs qui ignorent ou n'ont pas à l'esprit comment se passent les choses au cours d'un processus révolutionnaire, qu'ils lisent ou relisent les nombreux comptes-rendus qu'en ont fait les marxistes entre la moitié du XIXe et du XXe siècle, ils apprennent peut-être que le plus difficile ce n'est pas de renverser le régime en place ou de prendre le pouvoir, mais de le conserver, que la réaction ne perd pas un instant pour se réarmer dans tous les domaines, que ce soit au niveau de la propagande, rappelons qu'elle détient tous les médias, de l'organisation, c'est la classe la plus et la mieux organisée, etc. qu'elle ne perd pas une occasion pour saper les efforts du gouvernement ouvrier révolutionnaire provisoire afin d'entraîner avec elle la majorité de la population pour le faire chuter, qu'elle recourt au lock-out, à des attentats, à l'extrême violence, elle dispose encore de l'ensemble de l'appareil policier et militaire pour résister et s'opposer à toute mesure visant ses privilèges...

Annuler la dette exige une décision politique que seul pourrait prendre un gouvernement ouvrier révolutionnaire constitué des seuls partis ou tendances du mouvement ouvrier combattant pour le socialisme, et non un gouvernement bourgeois issu d'une Assemblée constituante dont la majorité des élus demeurerait inféodés au capitalisme.

Annuler la dette renvoie à l'issue de la crise du capitalisme qui se situe sur le plan politique. Maintenant au sein du mouvement ouvrier et de tous ses partis deux conceptions de la lutte des classes prévalent, l'une tendant à privilégier le combat pour la défense des acquis sociaux et l'amélioration des conditions de la classe ouvrière en régime capitaliste, donc en s'accommodant de ce régime dès lors qu'il fait preuve de largesses ou de générosité envers les exploités, ce sont ses uniques objectifs, l'autre subordonnant le combat pour la défense des acquis sociaux et l'amélioration des conditions de la classe ouvrière à l'objectif de la prise du pouvoir par le prolétariat.

Ces deux conceptions reposent sur des analyses de la situation et de l'évolution du capitalisme mondial diamétralement opposées et irréconciliables. La seconde est fondée sur les contradictions des lois de fonctionnement du capitalisme qui conduisent à son effondrement, et que traduit l'extrême richesse accumulée par une poignée de capitalistes à un pôle de la société et la pauvreté frappant un nombre toujours plus grand à l'autre pôle, conditions qui conduisent les exploités à se soulever pour prendre leur sort en mains et changer la société, ce que nie la première conception de la lutte de classe qui estime au contraire que le capitalisme sera toujours en mesure de résoudre ses propres contradictions et qu'il suffirait de faire pression sur ses représentants à l'aide de textes législatifs pour aboutir à une meilleure répartition des richesses, partant du principe que les crises du capitalisme ne sont pas le produit des contradictions inhérentes aux rapports de production basés sur la propriété des moyens de production, mais le fait de la mauvaise volonté de capitalistes égoïstes et avides de profits et de pouvoir, et qu'il suffirait de les convaincre de modifier leur comportement pour que tout rende dans l'ordre.

Cela fait plus de deux siècles qu'on entend ce genre de discours chaque fois contredit par les faits, la crise suivante, qui a deux reprises s'est traduite par une guerre mondiale au XXe siècle, sans rien résoudre des contradictions du capitalisme, ajoutons que des guerres n'ont cessé d'émailler l'histoire de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours pour les mêmes raisons.

La dette des Etats peut être payée par les travailleurs des pays concernés, par ceux de la zone euro ou de l'UE, et si pour des raisons politiques ou parce que le rapport de force s'avèrait défavorable dans certains Etats capitalistes cela n'était pas possible, soit ce sont ceux des autres pays capitalistes en question qui la paieraient, soit ce seraient les travailleurs les plus exploités et les moins organisés dans le monde qui seraient mis à contribution, comme à l'époque de la colonisation qui n'a pas cessé sur le plan économique avec l'indépendance et que cyniquement ils appelèrent les Trentes glorieuses (1945-1975).

Très hypocritement, les partisans de la conception réformiste de la lutte de classe, d'une meilleure répartition des richesses sans s'attaquer aux fondements du capitalisme ni aux institutions bonapartistes de la Ve République, s'accommodent de la misère qu'elle perpétue en Afrique, et dans de nombreux pays en Asie et en Amérique latine, des guerres ou guerres civiles qui en sont les conséquences ou qui l'accompagne, leurs objectifs étant subordonnés au maintien en place du régime en vigueur en France, auquel ils sont liés, mieux encore, dont dépend leur propre existence politique, vous aurez reconnu le PS et ses satellites. Ils s'accommodent même de la misère qui règne en France du moment qu'elle demeure à un niveau supportable, qu'elle ne constitue pas une menace pour les institutions. Quelque part, il en a toujours été ainsi, jouant sur les divisions internes de la classe ouvrière et s'appuyant sur la petite-bourgeoisie pour assurer la stabilité du régime et des institutions.

Si maintenant la situation sociale devenait trop tendue et risquée dans la plupart des pays, y compris ceux dont la main d'oeuvre est réputée taillable et corvéable à merci ou sans défense, ils pourraient décider d'effacer la dette de certains Etats, à hauteur de 20% comme en Grèce, 50% ou davantage, dans ce cas-là qu'est-ce qui se produirait, des banques et des établissements financiers seraient conduits à la banqueroute tandis que d'autres prendraient le relais (leur clientèle) sans déboursier un centime, on assisterait donc à une nouvelle concentration du capital entre des mains encore moins nombreuses, à un monopole de la finance mondiale entre quelques capitalistes au pouvoir gigantesque et tentaculaire. L'Etat ne pourrait pas les nationaliser, car dans ce cas-là il devrait s'engager à régler leurs dettes rubis sur l'ongle, alors que la sienne est déjà colossale et a atteint un niveau insupportable.

La dette des Etats dans le système actuel ne peut que s'accroître (mécaniquement) au fil des ans, à moins pourrait-on croire qu'ils parviennent à liquider la fonction publique, à privatiser tout ce qui peut l'être encore, la Sécurité sociale, les retraites, à réduire de manière drastique tous les budgets sociaux, au risque de déclencher un affrontement violent et incontrôlé avec la classe des exploités. Mais cela ne suffirait pas, même placés dans ces conditions elle demeurerait insupportable pour les Etats et continuera de croître si l'on observe ce qui s'est passé aux Etats-Unis où ils ont déjà privatisé une partie de leur police et de leur armée, on ne voit pas comment ils pourraient aller encore plus loin dans cette voie, surtout que leur économie repose à 70% sur la consommation des Américains et compte (officiellement) quelque 40 millions de pauvres.

La lutte de classe du prolétariat mondial alimente les contradictions que nous venons de relever, mais comme elle n'est pas conçue dans la perspective d'en finir avec le capitalisme, non seulement elle n'a aucune chance d'atteindre l'objectif du mouvement ouvrier international, pas même d'avancer d'un pas dans cette voie, elle permet aux capitalistes de s'attaquer aux prolétariats les plus vulnérables qui souvent sont placés sous la coupe de régimes antidémocratiques, autoritaires ou semi-féodaux leur interdisant toutes formes d'expression ou de regroupements politiques indépendants.

Comme nous le constatons plus clairement aujourd'hui, cela vaut pour les aveugles, non le capitalisme ne s'est jamais accommodé des concessions sociales qu'il avait dû concéder à la classe ouvrière au cours de son développement ou de la lutte des classes. Il n'a pas changé de visage il y a trois ou quatre décennies ou au cours des dernières années, il est resté fidèle à lui-même, sa raison d'être et son objectif demeure l'accumulation du capital et rien d'autres, il se trouve simplement qu'avec la réintroduction du capitalisme dans l'ex-URSS et ses satellites de l'Est, puis en Chine et les pays d'Asie du Sud-est qui étaient ses alliés, le nombre de prétendant à un enrichissement illimité dans une période très courte a augmenté plus vite que les richesses produites dans le monde, du coup pour s'enrichir rapidement et prétendre à la place qu'ils visent sur le marché mondial, ce sont eux qui imposent aux travailleurs qui bénéficient d'avantages sociaux une nouvelle répartition des richesses en leur faveur, précipitant des centaines de millions de travailleurs dans la précarité et la pauvreté. Ce comportement est général chez tous les capitalistes les plus puissants de la planète et ne concerne pas uniquement les nouveaux milliardaires asiatiques, africains ou d'Amérique latine.

La dette des Etats signifie la faillite du capitalisme, non pas que les capitalistes n'auraient pas les moyens de la payer, mais comme système économique incapable de satisfaire les besoins ou aspirations des 7 milliards de travailleurs et leurs familles dans le monde. C'est à la base parce que ce système repose sur une injustice et une contradiction insoutenable à la longue, qu'il produit les effets désastreux pour les populations dont nous sommes témoins quotidiennement et qu'il est appelé à disparaître.

Cette question est plus complexe qu'il n'y paraît. Faire payer cette dette aux capitalistes est du domaine de l'agitation, au-delà cela ne veut pas dire grand chose, car en réalité pour que la société soit vivable il faut la réorganiser de fond en comble. A cette dette est liée la question du chômage de masse, de la précarité généralisée, des salaires misérables, le tout est relié à la nécessité pour les capitalistes d'engranger un maximum de profits, mais en toile de fond c'est l'anarchie dans tous les domaines de la production qui leur sert de support, qui les alimente avec l'accentuation de la concurrence mondiale ou la dernière division internationale du travail en date impliquant des pays disposant d'une force de travail de centaines de millions de travailleurs. Il s'agit donc de repenser la totalité de la production en fonction des besoins de la population, à l'échelle nationale, européenne, puis mondiale et c'est là qu'est toute la difficulté, car il y a et il y aura en permanence un décalage important entre ces besoins et le niveau de la lutte des classes à l'échelle nationale, européenne et mondiale, ce qui signifie qu'il faudra imaginer des solutions alternatives et

temporaires au niveau de la production pour à la fois satisfaire les besoins élémentaires des travailleurs, éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté...

Prendre aux riches pour donner aux pauvres est un discours simplet et démagogique qui ne peut inspirer confiance, parce que cela ne résoudre aucun problème fondamentalement. Et puis le pauvre aspire à devenir riche, c'est encore flatter son ignorance !

Pour revenir en arrière.

Il y a des militants dans le mouvement ouvrier qui nient l'effondrement inéluctable du capitalisme, ce sont des ignorants ou des révisionnistes qui s'emploient à réécrire le cours du développement du capitalisme depuis le début du XIXe siècle, même plutôt encore. Il y a pire encore. Il s'en trouve qui nient que la classe ouvrière pourrait parvenir au pouvoir sans que cet effondrement se produise, sans que les conditions de vie des travailleurs soient devenues un véritable cauchemar au quotidien au point de les pousser à passer à l'action, or c'est l'une des deux conditions indispensables sur lesquelles repose le socialisme, la seconde est la capacité de la classe ouvrière à se doter d'une direction pour s'emparer du pouvoir et le conserver, à se hisser à la hauteur de ses tâches historiques.

Jusqu'à preuve du contraire, jamais dans le passé une classe exploitée n'a remis en cause le pouvoir de la classe au pouvoir, dès lors qu'elle s'estimait partiellement satisfaite du sort qu'elle lui réservait ou qu'il pourrait encore s'améliorer. L'homme est ainsi fait qu'il faut qu'il soit poussé à bout pour réagir contre sa condition, je parle en général volontairement puisque nous aurons besoin de la majorité de la population laborieuse pour renverser l'ordre établi.

Et ce n'est pas pour rien qu'on n'oublie pas d'associer à cette condition objective, la question de sa conscience de classe, politique, sa capacité à s'organiser, à construire le parti communiste qui lui fait tant défaut aujourd'hui, car à elle-seule elle est insuffisante, il suffit de voir ce qui se passe dans les pays où le prolétariat est pour ainsi dire réduit en esclavage et où il demeure incapable de se soulever, sans le développement de la lutte de classe l'opprimé est réduit à l'état d'esclave impuissant contre ses maîtres, d'où la nécessité de constituer des syndicats et des partis ouvriers pour défendre ses intérêts de classe.

Les conditions objectives et subjectives sont liées, oubliez les premières et vous croyez que la révolution va ou peut avoir lieu tous les quatre matins, illusion cruelle, vous faites peut-être partie des gens qui croient que ce seraient les idées qui pourraient changer le monde, oubliez les secondes et il ne vous reste plus qu'à accompagner le capitalisme vers l'abîme où il entraîne l'humanité toute entière.

On arrêtera là pour aujourd'hui.

Un dernier mot très rapidement sur le meeting du POI du 1er octobre, puis de ce congrès le lendemain.

J'ai été frappé de découvrir page 9 du IO n°168 l'emplacement réservé aux militants des différentes fédérations de Paris et la région parisienne. C'est un secret de polichinelle d'affirmer que les participants à ce meeting étaient tous ou presque adhérents du POI. Ce qui m'a le plus choqué, c'est de lire dans l'appel adopté lors de ce meeting qu'il s'était déroulé "*en présence de milliers de travailleurs et de jeunes*" alors qu'à tout cassé la salle de l'Espace Charenton dans sa plus large configuration ne contient que 2 000 places. (source : <http://www.sallereunionparis.com/espace-charenton/>) Pour les nuls en orthographe ou en mathématique, le multiple de mille, million ou milliard commence à partir de deux.

Le journal *Le Parisien* terminait ainsi son article datant d'hier : "*Absent de la conférence de presse de clôture de ce congrès extraordinaire, Gérard Schivardi ne s'est pas exprimé. «N'y voyez aucune signification. Il avait un train à prendre», a justifié Daniel Gluckstein. Valait peut-être mieux qu'il ne l'ouvre pas, qui sait, surtout qu'au regard des déclarations ou interviews qu'il avait données aux médias les mois précédents, ils étaient tous convaincus qu'il était déjà en campagne !*"

Les infos en bref demain.

[Haut de page ↗](#)

Le 4 octobre

(pour les camarades qui ont déjà lu la causerie du jour : j'avais oublié de terminer le formatage des infos en bref - 16h44 heure locale)

Une petite histoire indienne pour commencer, certains en raffolent.

Il est déjà 11h du matin et je suis debout depuis 5h45. Je me suis levé tôt pour aller chercher une bouteille de gaz. Pourquoi si

tôt, parce que c'est comme cela et pas autrement. Où j'habite, à 10 minutes en moto de l'agence où je suis enregistré, ils ne livrent pas et leur stock situé à l'opposé de Pondichéry dans la proche banlieue est ouvert uniquement de 6h à 8h du matin. J'y suis allé dimanche matin, pas de bol, j'étais arrivé à 7h20 et le stock était vide. J'y suis donc retourné ce matin à 7h avec ma bouteille vide et j'ai pu être servi. Si vous venez et qu'il n'y a pas de stock, vous ne pouvez pas déposer votre bouteille vide, vous devez retourner chez vous avec !

Quand je vous répète qu'ici tous les rapports sont vraiment pourris, en voilà un nouvel exemple.

Je ne vous ai pas raconté que je m'étais engueulé grave avec des employés de Reliance (souscription à Internet), il y a un mois. J'y étais allé pour faire mon changement d'adresse. J'étais muni d'une copie de mon bail. Pas suffisant. J'y suis retourné muni d'une lettre du directeur de ma banque, une copie de mon livret bancaire sur lequel figurait ma nouvelle adresse, j'étais persuadé que cela ferait l'affaire cette fois. Pas du tout, ils m'ont demandé en plus une photo d'identité et une copie d'une pièce d'identité ou l'équivalent, par chance ou intuition plutôt, j'avais emporté avec une photo et une copie de mon permis de conduire indien.

Je leur ai demandé s'ils n'étaient pas complètement cinglés, ils m'ont répondu qu'ils appliquaient la procédure - un vulgaire mensonge, ils s'y sont mis à deux et à plusieurs reprises pour me demander chaque fois un document supplémentaire, car manifestement ils n'en savaient rien, du coup j'ai eu le droit à la totale, on ne me la fait plus, j'ai l'habitude de l'hypocrisie légendaire des Indiens, à commencer par mon épouse ! Finalement ils m'ont dit que je ferais mieux de retourner dans mon pays, charmant !

Je ne m'étais pas trompé, lorsque je suis allé le lendemain chez Tata (téléphone) pour effectuer mon changement d'adresse, l'employée m'a demandé de remplir un formulaire très court, je lui ai donné une photo d'identité et rien d'autre, elle a refusé tous les autres documents que je me proposais aimablement de lui fournir, cela a été réglé en deux minutes dans la bonne humeur et à mon grand soulagement.

Tata Indicom, le département téléphonie de Tata, compte 100 millions d'abonnées, c'est écrit sur leur pub, donc ils n'en ont vraiment rien à foutre à ce niveau-là d'avoir un abonné de plus ou d'en perdre un !

Pourquoi faut-il chaque fois fournir une photo d'identité ? Je n'en sais rien, ici tout le monde surveille tout le monde, et vous savez en quelques mois vous vieillissez tellement qu'on pourrait ne pas vous reconnaître ou vous pourriez vous faire passer pour un autre ! Je leur avais fourni une photo d'identité au moment de souscrire mon abonnement, il y a environ 5 ou 6 mois.

A propos d'une interview de G. Schivardi.

Vous pourrez lire l'interview que G. Schivardi a donné au journal Le Monde, dans la rubrique politique au format pdf. Il dit notamment qu'il a été candidat en 2007 à la demande des maires et qu'en 2011 il ne l'est pas parce qu'ils estiment que c'est inutile. *"En 2007, je me suis présenté car les maires me l'avaient demandé. Mais depuis janvier, j'ai rencontré pleins de maires qui me disent que la présidentielle ne sert à rien et qu'il vaut mieux présenter des candidats aux législatives."* On se demande qui décide de la politique mise en oeuvre au POI, les maires ou les militants de ce parti ! Et après ils se foutent des primaires du PS...

Il dit aussi maladroitement que *"le président ne sert à rien"*, faux, il est le garant des oripeaux de l'Ancien régime qui dominent la Ve République bonapartiste ou à relents monarchistes, il concentre tous les pouvoirs dont il peut faire usage quand bon lui semble, comme tout dictateur qui se respecte, une paille. On a bien compris que Schivardi voulait dire qu'on pouvait se passer d'un président et il a raison, c'est à nous de préciser ce qu'il a voulu dire et de venir une fois de plus au secours du POI contre ses détracteurs malintentionnés et ils ne manquent pas parmi les militants.

J'irai plus loin, en affirmant que sur bien des questions le POI s'avère incapable de présenter correctement les positions qu'il défend, ce qui peut induire les militants en erreur. On peut être d'accord ou exprimer un désaccord sur une question, ce qui fait le plus défaut chez eux c'est la méthode.

Par exemple, quand ils sont face à un militant qui leur reproche les rapports entre leur parti et FO, tout ce qu'ils savent faire c'est répéter le refrain sur l'importance des syndicats et leur indépendance, alors que ce militant voudrait comprendre la stratégie de leur parti dans les syndicats, qu'est-ce qui détermine leur attitude, quelle analyse font-ils des rapports entre les travailleurs et les syndicats, quels objectifs ils poursuivent à court, moyen et long terme, quels avantages ils comptent en tirer, comment cela n'est pas forcément incompatible avec leur participation à la direction d'un syndicat, quelles concessions peut-on envisager de faire à un appareil sans se renier, etc.

Pourquoi les dirigeants du POI (CCI) sont-ils si mal à l'aise sur ce terrain ? En voilà une question intéressante, non ? Sont-ils absolument certains que leur analyse et la stratégie qu'ils ont adoptée est la bonne, ne se sont-ils pas tout simplement fourvoyés depuis des lustres ? Les militants sont pour la plupart en mesure de comprendre les choses, dès lors qu'on se donne la peine de leur expliquer sur n'importe quelle question. C'est mon avis.

Les militants se posent des questions et sont en droit d'exiger des réponses, si ce ne sont pas les dirigeants de leur parti qui leur fournissent, d'autres moins bien intentionnés que moi s'en chargeront à leur place, pas toujours honnêtement, histoire de les déstabiliser plutôt que leur apporter quelque chose d'ailleurs, les dirigeants du POI feraient bien d'y réfléchir sérieusement s'ils veulent conserver leurs militants. Attention, c'est l'ennemi n°1 du POI qui vous parle !

Une histoire belge pour se mettre de bonne humeur ou le rester.

Les fonctionnaires de la région wallonne doivent en effet systématiquement "*pointer*" lorsqu'ils sortent fumer, et ces pauses sont décomptées de leur temps de travail, a rappelé lundi 3 octobre leur hiérarchie, déclenchant un tollé chez les syndicats, qui y voient une "*chasse aux fumeurs*".

"*La règle (instaurée depuis 2009), c'est que quand on sort ou qu'on rentre du bâtiment, on s'enregistre à la pointeuse*", explique le porte-parole de l'administration régionale wallonne, Hugo Poliart, confirmant une information publiée par le journal Le Soir.

La règle du pointage est valable pour les quelque 10 000 fonctionnaires de l'administration régionale – en charge notamment des transports, de l'environnement ou encore des voies navigables –, a-t-il expliqué, soulignant qu'elle ne visait pas spécifiquement les fumeurs mais concernait aussi par exemple une "*personne qui va acheter une pomme*".

Selon des responsables syndicaux cités par Le Soir, les contrôles aux entrées et sorties, jusqu'ici occasionnels, se sont toutefois généralisés, alors qu'il est interdit de fumer sur son lieu de travail en Belgique depuis 2006. (lemonde.fr 03.10)

Dans les usines où les ouvriers travaillent à la chaîne, il y a le "chrono", c'est ainsi que mon oncle Roger appelait le sous-fifre qui contrôlait les cadences quand il travaillait à la chaîne chez Bernard Moteur racheté par Renault, impossible d'aller pisser quand on en a envie... Pour ceux qui ignorent l'enfer auquel sont voués les ouvriers.

Cela dit, l'interdiction de fumer dans les bureaux n'a pas été motivée par un principe de santé publique, mais pour récupérer du temps de travail passé à cloper, un moment de détente désormais refusé aux employés. Ouvriers, employés, cadres du privé ou du public : unité, même combat !

Selon un sondage Ifop paru dans Le Journal du dimanche, pour les Français en moyenne, une personne est riche quand elle gagne 6.308 euros ou plus par mois, rapporte Le Nouvel Observateur.

23% des sondés estiment qu'une personne est riche quand elle gagne entre 5.001 et 10.000 euros par mois, 21% entre 4.001 et 5.000 euros, 14% entre 3.001 et 4.000 euros, 22% entre 2.001 et 3.000 euros et 9% 2.000 euros ou moins par mois.

Enfin, pour 8% des sondés, il faut gagner plus de 10.000 euros par mois pour accéder à ce statut.

Conséquence logique, quand on demande aux sondés quelles sont les personnes qui devraient être concernées par la taxe sur les super-riches, ils sont 35% à souhaiter qu'elle soit appliquée aux foyers disposant de 250.000 euros de revenus à l'année (le gouvernement prévoit pour l'instant de ne taxer que les foyers à plus de 500.000 euros).

Pour 22%, il faudrait même que la taxe de 3% touche les revenus de 200.000 euros ou plus, voire 150.000 euros (17%) et même 100.000 (25%). (lepost.fr 03.10)

Ils parlent ici d'une personne seule, mais on peut l'appliquer à un ménage dans la mesure où les charges fixes et les biens d'équipement sont partagés (loyers ou traites, électricité, gaz, eau, crédit de la voiture, assurances) et représentent au total les trois quarts des dépenses que l'on vive seul ou en couple.

On peut mesurer ici la frustration des travailleurs lorsque 45% considèrent qu'on est riche à partir de 3001 euros par mois.

Ils seraient en train de préparer les esprits des couches moyennes et supérieures à être plus taxées...

Politique

Grèce

Le gouvernement grec a approuvé dimanche soir un plan visant à réduire le nombre de fonctionnaires, contrepartie la plus controversée au déblocage de l'aide financière du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne (UE).

Le projet crée une "*réserve de travail*", où 30 000 fonctionnaires seraient affectés d'ici la fin de l'année avec une baisse de 40 %

de leur rémunération. Au bout d'un an, ils seraient licenciés. "*La mesure de réserve de travail a été approuvée à l'unanimité*", a déclaré à Reuters un vice-ministre présent à la réunion du conseil des ministres. (lemonde.fr 02.10)

Qui décident en dernière instance et appliquent ? Le gouvernement et les députés inféodés aux marchés financiers, dès lors c'est contre eux qu'il faut axer le combat et non en direction de l'UE ou du FMI.

Bahreïn

Le Bahreïn continue de condamner à de lourdes peines de prison les acteurs de la protestaion populaire qui agite le pays depuis le 14 février. Trente-six protestataires chiites, dont des étudiants, ont été condamnés lundi 3 octobre à des peines d'au moins quinze ans d'emprisonnement par un tribunal spécial pour des affaires liées au mouvement de contestation.

Les 36 personnes étaient jugées dans trois affaires différentes, dont le meurtre d'un Pakistanais au cours du soulèvement qui a secoué ce petit royaume du Golfe de la mi-février à la mi-mars. Quatorze hommes ont été condamnés à la perpétuité (vingt-cinq ans) après avoir été reconnus coupables d'avoir battu à mort un Pakistanais 'à des fins terroristes' et d'avoir '*participé à des rassemblements illégaux*', selon le procureur militaire, Youssef Fleifel, cité par l'agence officielle BNA.

Quinze autres ont été condamnés à quinze ans de prison chacun après avoir été reconnus coupables de tentative de meurtre de militaires, de participation à des manifestations et '*d'actes de vandalisme*' à l'université du Bahreïn. Dans le troisième procès, un étudiant a été condamné à dix-huit ans de prison et six autres à quinze ans, pour '*tentative de meurtre*' de plusieurs personnes à l'université, selon l'agence. (lemonde.fr 03.10)

Social

France

1- Le dernier haut-fourneau lorrain en activité va fermer, lundi 3 octobre, à Hayange (Moselle), une fermeture temporaire selon le groupe ArcelorMittal, mais qui pourrait signer l'arrêt définitif de la '*filière liquide*' dans la région, s'inquiètent syndicats et élus.

Le numéro un mondial de la sidérurgie a annoncé le 8 septembre la fermeture pour une durée indéterminée du haut-fourneau P6 du site de Florange (situé sur le territoire de la commune de Hayange), spécialisé dans la fabrication d'acier à très haute valeur ajoutée.

Cette fermeture, justifiée par une baisse saisonnière de l'activité, est 'conjoncturelle, temporaire et provisoire', a assuré le 9 septembre le directeur du site, Thierry Renaudin. Promesse relayée mardi par le ministre de l'industrie Eric Besson, qui a déclaré espérer un redémarrage du haut-fourneau 'pour le début de l'année prochaine'.

En attente d'un feu vert bruxellois, un ambitieux projet de captage-stockage de CO2 pourrait voir le jour à Florange, pour lequel l'Etat français a prévu 150 millions d'euros dans le cadre des investissements d'avenir, a rappelé M. Besson. Mais l'annonce, survenant après la prolongation de l'arrêt du second haut-fourneau de Florange (le P3), et deux ans après la fermeture à Gandrange (Moselle) d'une autre usine d'Arcelor, a suscité l'inquiétude des syndicats et des élus.

Samedi, une manifestation a réuni de Hayange à Florange près de 1 500 personnes, avec à sa tête des élus de tous bords, dont le président UMP du conseil général de Moselle Patrick Weiten et la députée socialiste Aurélie Filipetti. Les commerçants de la vallée, en signe de solidarité, ont baissé leur rideau de 14 heures à 16 heures. (lemonde.fr 02.10)

2- L'allocation équivalent retraite (AER), qui s'appellera désormais '*allocation transitoire de solidarité*' (ATS), va être rétablie pour les seniors au chômage nés entre juillet 1951 et décembre 1953, avec un effet rétroactif au mois de juillet, a annoncé lundi le ministre du travail Xavier Bertrand sur RMC et BFM TV.

L'AER avait été instaurée en 2002 pour les demandeurs d'emploi de moins de 60 ans ayant leurs trimestres de cotisation à l'assurance retraite et garantissait aux bénéficiaires quelque 1 000 euros mensuels maximum, pour faire la jonction entre la fin des allocations chômage et le début d'une pension.

Le gouvernement avait définitivement supprimé cette allocation le 1er janvier dernier, sauf pour ceux qui la touchaient déjà, laissant des milliers de seniors avec au mieux l'allocation spécifique de solidarité (467 euros mensuels maximum) allouée aux chômeurs en fin de droits, jusqu'à l'âge officiel du départ en retraite. Or depuis le 1er juillet cet âge s'accroît de quatre mois par an.

L'ATS permettra aux chômeurs ayant leurs années de cotisation mais pas encore l'âge légal de retraite de faire la jonction et de toucher au total environ 1 000 euros par mois. (lemonde.fr 02.10)

Période électorale oblige !

Grande-Bretagne

Alors que s'ouvre le congrès du Parti conservateur britannique au pouvoir, environ 30 000 personnes ont défilé à Manchester (nord-ouest de l'Angleterre) dimanche 2 octobre, pour dénoncer les coupes budgétaires, selon des chiffres communiqués par la police.

"*Conservateurs pourris, dehors*", ont crié les manifestants en passant devant le centre qui accueille la conférence nationale des Tories. De nombreux fonctionnaires, dont des enseignants et des sapeurs-pompiers, mais aussi des employés du privé ont répondu à l'appel de la confédération des syndicats britanniques, le Trade Union Congress (TUC), qui a intitulé le défilé "*L'alternative - emplois, croissance, justice*".

"*Je suis contre la politique du gouvernement de réduction du montant des retraites. Il y a des milliers de personnes ici, mais connaissant les conservateurs, je doute qu'ils écoutent*", a estimé Gerry Collier, 64 ans, employé dans une entreprise de vérification des alarmes incendie. Les pancartes dans la foule affirmaient "Manchester, une ville unie contre les coupes" ou encore "Il doit partir", un message adressé au premier ministre conservateur David Cameron.

Le gouvernement britannique, auquel participent les conservateurs et les libéraux-démocrates, a lancé l'an dernier un plan d'austérité drastique, considéré comme l'un des plus sévères des grands pays développés, afin de venir à bout d'ici 2015 d'un déficit colossal. Ce plan se traduit notamment par une réforme des retraites du secteur public et la suppression de plus de 300 000 postes d'ici quatre ans dans le public. (lemonde.fr 02.10)

Hier dans ma causerie, j'ai écrit que lier le combat pour l'annulation de la dette à la rupture avec l'UE et le FMI était insuffisant et qu'il fallait l'axer contre les institutions dans chaque pays en Europe, je précisais aussi qu'axer son combat contre l'euro n'était pas pertinent car les prolétariats d'autres pays que ceux de la zone euro en Europe étaient soumis à la même politique d'austérité, vous avez ici un exemple qui illustre mon propos.

Etats-Unis

Les indignés de Wall Street ne donnent pas signe de vouloir lever le camp.

Le mouvement "*Occupy Wall Street*" (Occupons Wall Street), entré dans sa troisième semaine, fait aussi des émules en dehors de New York.

L'interpellation de 700 personnes sur le pont de Brooklyn au cours du week-end a attisé la colère des protestataires qui campent au coeur de Manhattan pour dénoncer les excès de la finance et des multinationales. Au départ, il ne s'agissait que d'une poignée d'étudiants installés jour et nuit à Zuccoti Park, une place proche du quartier de la finance. Mais au lendemain des interpellations de samedi, ils étaient des centaines de manifestants à afficher leur détermination et des groupes dans d'autres grandes villes américaines se sont joints au mouvement.

Un porte-parole du mouvement Patrick Bruner a appelé lundi les manifestants à se déguiser en zombies de la bourse et dévorer des billets de Monopoly pour que les employés de la finance puissent voir "le reflet métaphorique de leurs actes".

Lundi matin, à l'heure du réveil sur le camp, plusieurs dizaines de policiers avaient déjà pris position en formation en face des manifestants.

John Hildebrand, 24 ans, enseignant sans emploi habitant à Norman dans l'Oklahoma, émergeait de son sac de couchage. Il a raconté qu'il était arrivé samedi à New York après avoir trouvé un billet d'avion bon marché. "*Le problème pour moi, c'est l'influence des grands groupes sur la politique. J'aimerais éliminer le financement des grands groupes de la politique*", a-t-il expliqué, disant avoir prévu de rentrer chez lui mardi et d'organiser une manifestation similaire là-bas.

De son côté, William Stack a envoyé un courrier électronique aux responsables de la municipalité les exhortant à abandonner toutes les charges contre les personnes interpellées. "*Ce n'est pas un crime de demander que notre argent soit dépensé pour satisfaire les besoins de la population, pas pour renflouer massivement les grandes sociétés*", écrit-il. "*Les vrais criminels sont dans les conseils d'administration et les bureaux de direction de Wall Street, ce ne sont pas les gens qui défilent pour des emplois, des soins de santé et un moratoire sur les saisies immobilières*". (AP 03.10)

Economie

Grèce

La Grèce manquera les objectifs de déficit qui lui ont été assignés par ses bailleurs de fonds internationaux pour cette année et la suivante, selon les chiffres publiés dimanche par le ministère grec des Finances après l'approbation par le gouvernement du projet de budget 2012. (Reuters 02.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 5 octobre

Tous les jours ici on subit des coupures de courant, c'est infernal, en réalité c'est de pire en pire. Ce matin en discutant avec mon propriétaire j'ai appris qu'une nouvelle centrale nucléaire aurait dû entrer en activité il y a deux mois au Tamil Nadu, mais que suite à Fukushima la population s'était mobilisée pour en empêcher le démarrage. Je connais bien le pays et j'imagine comment les choses se sont passées : un potentat local ou un groupe lié à un politicien local de l'opposition a manipulé la population totalement arriérée afin d'empocher une forte somme d'argent en échange de quoi tout rentrera dans l'ordre d'ici peu. C'est le pouvoir central à Delhi qui gère directement cette centrale et ce problème.

Evidemment, je ne suis pas pour l'énergie nucléaire, mais en l'absence de solution de rechange dans l'immédiat, on est bien obligé de faire avec, à moins de vouloir faire comme Gandhi et retourner à l'Age de pierre ! Eh oui encore un terrible paradoxe !

Hier soir j'étais prêt à aller me coucher sur les coups de 22h, pas bol au même moment ils ont coupé le courant. Comme chaque fois, j'ai tourné en rond en attendant que le courant revienne, trop crevé pour bosser ou lire, j'ai fumé une clope, puis je me suis décidé à récupérer des rallonges dans la maison pour connecter un ventilateur dans la chambre sur les coups de minuit. A peine quinze minutes plus tard le courant était revenu, je me suis résolu à laisser les fenêtres ouvertes et à essayer de dormir avec seulement le ventilateur, car j'en ai marre de me relever pour rouvrir les fenêtres, puis les refermer et ainsi de suite, déjà que j'ai du mal à m'endormir. Dans la matinée j'étais tellement crevé (et fiévreux) que j'ai été me reposer un peu, à force on finit par ne plus jamais être en forme, on a du mal à se concentrer sur une question, c'est très pénible. Bon il y a pire, je sais, comme se coltiner son patron ou un cheffailon en arrivant le matin au boulot... Qu'est-ce qu'on deviendrait sans la lutte de classe ?

Dans la rubrique Tribune libre vous trouverez quatre documents mis en ligne aujourd'hui. J'ai ajouté dans la rubrique Défense du marxisme, un article de Trotsky de 1921 *Les leçons de la Commune*. Une analyse sans concession qui met en lumière l'absence d'"une organisation dirigeante centralisée, le parti, de type bolchevik bien entendu. Et un article de Lénine de 1919 *Les élections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat*. Si vous cherchez où nous puisons notre inspiration, vous avez la réponse.

Je vous signale la création par un camarade d'un blog sur l'Algérie dont voici l'adresse : <http://ecoutevoisparle.over-blog.net/article-actualite-sociale-algerie-22-09-2011-84912106.html>

Quelques éléments de réflexion sur les documents reçus du POI. Je remercie au passage les deux camarades qui me les ont envoyés.

"Les travailleurs veulent chasser une politique, un président, un gouvernement tout entiers au service de la classe capitaliste et de ses institutions."

Erreur ou grave imprécision, le président et le gouvernement ne sont pas au "service" des institutions ils en font partie, mieux, l'Assemblée nationale et le Sénat ont pour seule fonction de mettre en musique la politique décidée par le président et son gouvernement, selon la distribution des rôles et des fonctions (commissions) au sein de ces augustes assemblées entre les différents partis qui les composent et qui sont tous inféodés au capital, le tout orchestré par la Constitution de la Ve République.

"Ce que veulent les travailleurs, c'est que soient prises les mesures d'urgence et de sauvegarde de la classe ouvrière et de la démocratie".

Question : est-ce vraiment l'objectif du combat du mouvement ouvrier que de faire en sorte que finalement les travailleurs bénéficient de conditions leur permettant de supporter le capitalisme ? Est-ce compatible avec l'objectif du socialisme, l'émancipation du règne de l'exploitation et de l'oppression... ?

Autre question qui concerne également le point précédent : faut-il systématiquement que la ligne politique d'un parti ouvrier s'aligne sur ce que "veulent les travailleurs", quite à alimenter leurs illusions au lieu de les aider à s'en défaire ?

Le miracle du suffrage universel ou le mirage de la révolution par les urnes :

"Partisan de restaurer le suffrage universel dans toute sa signification démocratique, le Parti ouvrier indépendant se prononce pour l'élection d'une Assemblée constituante souveraine composée de délégués élus, mandatés et révocables concentrant entre leurs mains le pouvoir d'édifier des institutions libres et souveraines capables de briser la dictature de la troïka."

Quand le suffrage universel a-t-il pris "toute sa signification démocratique" ? Mystère !

Mystification : Est-ce possible quand la classe qui détient le pouvoir (économique) représente une minorité de la population, celle des exploités ? Peut-être sous la IIIe (1936) ou la IVe République (1947) quand des partis inféodés au capital, la SFIO et le PC (associés à des partis bourgeois au gouvernement) avaient été portés au pouvoir ? En 1981, qui sait ? Où, quand a-t-on vu une telle assemblée réunissant ces qualités et se donnant pour objectif de briser la dictature du capital ? Nulle part, jamais, je pense qu'il est bon de le préciser ou de le rappeler.

Ce n'est pas à une hypothétique Assemblée constituante d'"édifier des institutions libres et souveraines", passons sur le pléonasme, comment des institutions pourraient être libres sans être souveraines, mais au prolétariat révolutionnaire au cours de sa mobilisation pour renverser le régime en place que revient cette prérogative de créer les piliers de son propre Etat. S'il revenait à un unique organisme situé à Paris d'en décider, le prolétariat des villes et des campagnes se sentirait comme dépossédé de sa révolution, sa mobilisation décroîtrait pendant que la réaction s'armait pour vaincre la révolution. C'est dans chaque grande ville, chaque département ou région que le prolétariat révolutionnaire devra constituer ses organismes de pouvoir politique indépendant de l'ancien régime, dont les délégués élus à cet effet constitueront le pouvoir central de la révolution, du nouveau régime, du nouvel Etat.

(Les élections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat - 16 décembre 1919 - V. Lénine) Extrait.

- "La comparaison des élections à l'Assemblée Constituante en novembre 1917 et du développement de la révolution en Russie d'octobre 1917 à décembre 1919 nous permet de tirer des conclusions sur le parlementarisme bourgeois et la révolution prolétarienne dans tout État capitaliste. Essayons de les énoncer brièvement.

1. Le suffrage universel permet de mesurer dans quelle mesure les classes comprennent leurs tâches. Il révèle comment elles tendent à résoudre les problèmes qui se posent devant elles. Mais les solutions elles-mêmes de ces tâches se décident non par le vote, mais par toutes les formes de la lutte des classes, jusques et y compris la guerre civile.

2. Les socialistes et les social-démocrates de la 2e Internationale se placent au point de vue de la petite bourgeoisie démocrate, partagent ses préjugés et pensent avec elle qu'il est possible de trancher par le vote les questions essentielles de la lutte des classes. (...)

7. Dans tous les pays capitalistes, à côté du prolétariat ou de cette portion du prolétariat qui, consciente de ses devoirs révolutionnaires, était capable de combattre pour les accomplir, on observe des masses nombreuses, inconscientes, prolétariennes, à demi prolétariennes, à demi petites-bourgeoises, qui suivent la bourgeoisie et la petite bourgeoisie démocrate (et notamment les « socialistes » de la 2e Internationale) ; trompées par la bourgeoisie, ne croyant pas en leurs propres forces et en celles du prolétariat, elles ne se rendent pas compte de la possibilité d'obtenir, par l'expropriation des exploités, la satisfaction de leurs besoins essentiels.

Ces couches des masses laborieuses fournissent des alliés à l'avant-garde du prolétariat ; mais le prolétariat ne peut conquérir ces alliés que par l'exercice du pouvoir politique, c'est-à-dire après avoir renversé la bourgeoisie et détruit son mécanisme de gouvernement.

8. Dans tout pays capitaliste les forces du prolétariat sont incomparablement plus grandes que sa puissance numérique par rapport à l'ensemble de la population. Le prolétariat domine économiquement le centre et les nerfs du système économique capitaliste, tout entier. Et il représente en même temps, économiquement et politiquement les intérêts véritables de l'immense majorité des travailleurs.

C'est ainsi que le prolétariat, même quand il ne forme dans la population qu'une minorité (ou quand l'avant-garde consciente et véritablement révolutionnaire du prolétariat ne forme qu'une minorité dans la population) peut renverser la bourgeoisie et attirer ensuite de son côté, du sein des demi-prolétaires et des petits-bourgeois, de nombreux alliés, qui ne se prononceraient jamais, par anticipation, pour la dictature du prolétariat (dont ils ne peuvent comprendre ni les conditions, ni les tâches) s'il ne leur était facile de se convaincre par leur propre expérience de l'inévitabilité, de la légitimité et de la rectitude de la dictature prolétarienne."

Revenons aux documents du POI.

Pas d'entourloupes !

"A bas les institutions de la Ve République", etc "en s'attachant à traduire ces mots d'ordre dans chacune des revendications concrètes des travailleurs et de la jeunesse", non, en les reprenant tels qu'ils figurent ici, car ils expriment des objectifs politiques dont les travailleurs doivent se saisir.

On sait ce que ce genre de formules recouvre : une déclaration et trois petits tours et puis s'en vont, ces mots d'ordre ne figurent plus nulle part dans les interventions des militants, les comptes-rendus des réunions publiques l'attestent amplement.

La culture des illusions a la vie dure, une honte, délirant, le POI demande un rendez-vous à Sarkozy pour qu'il reçoive une délégation d'élus derrière lesquels il camoufle son allégeance à un président massivement rejeté par les travailleurs et jeunes :

"En aidant à constituer la délégation de maires qui se rendra à l'Élysée début décembre pour dire : « Respect du suffrage universel, ne mettez pas en place les schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI) »."

Alors qu'il ne se passe pas une semaine depuis des mois où la population est sondée et manifeste son rejet massif et sans appel de Sarkozy, le POI s'apprête à le rencontrer. On ne pourrait faire pire pour lui trouver un semblant de légitimité qu'il n'a pas.

Au passage, cela démontre en mettant en scène des élus dénués de conscience politique ou particulièrement arriérés sur ce plan-là, que le POI est déterminé à refuser de s'adresser ou de prendre en compte les couches du prolétariat les plus avancés qui n'attendent rien de Sarkozy, à moins que ses dirigeants en soient incapables, ceci expliquant cela. Pourquoi, je vous laisse répondre à cette question.

Cette démarche ne peut s'expliquer qu'à travers les illusions que ces élus ont manifesté dans Sarkozy, qui ne savent pas encore à qui ils ont à faire, il faut être incurable pour en être encore à ce niveau-là d'ignorance quand on est élu, ou alors les motivations qui les animent n'ont rien à voir avec les préoccupations des travailleurs, ils représentent davantage la petite-bourgeoisie qui avait mis ses espoirs dans Sarkozy, et qui déçue par sa politique lui demande de lui fournir des explications.

Que vont répondre les militants du POI aux militants des autres partis qui vont les chambrer : tiens cela vous reprend, cela faisait longtemps, peut-être qu'après vous retournerez faire un petit tour à Bruxelles, etc. Les militants du POI ne comprennent pas l'aversion ou le rejet catégorique qu'inspire leur parti à de nombreux militants, camarades, ne cherchez pas ailleurs. Vous devez comprendre que les militants qui éprouvent une profonde haine envers Sarkozy au même titre que de très nombreux travailleurs, ne puissent pas vous suivre sur ce terrain-là, c'est parfaitement légitime.

Auto-proclamation, auto-satisfaction, le pendant des séances d'autocritiques pratiquées hier par les staliniens :

"Nous faisons nôtre l'appel lancé hier, devant des milliers de travailleurs et de jeunes, par la tribune du meeting internationaliste", alors qu'il s'agissait des mêmes militants ou dirigeants !

"Le congrès transmet son salut fraternel au comité de coordination de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples qui se réunit la semaine prochaine à Alger", les dirigeants du POI s'adressent à eux-mêmes, aux dirigeants du POI qui pilotent l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. C'est franchement pathétique !

Autre chose très vite, on actualisera demain les infos en bref.

A propos de la dictature de la dette. A bas les privilèges ! Quand les privilèges du régime féodal faisaient obstacles au développement du mode de production capitaliste, la bourgeoisie s'en servit comme mot d'ordre fédérateur pour mettre à bas la monarchie. Les concessions politiques que Louis XVI était prêt à lui accorder étaient insuffisantes, les deux régimes ne pouvaient coexister, le système féodal devait être abrogé, ce qui nécessitait que la bourgeoisie dispose du pouvoir politique.

De nos jours, la dette de l'Etat est le produit des privilèges exorbitant que les capitalistes se sont octroyés, privilèges qui prend ses racines dans le système d'exploitation de la propriété privée des moyens de production, qu'incarne au-delà le pouvoir de l'aristocratie financière, des banquiers et des assureurs, des banques centrales, pour imposer leur dictature aux exploités.

A bas la dette, abolition des privilèges des capitalistes, socialisation des moyens de production, tout le pouvoir aux travailleurs !
(A développer)

[Haut de page ↗](#)

Le 6 octobre

Je n'ai plus le temps d'actualiser les articles de presse, ce sera pour demain.

Nous vivons dans un monde merveilleux

Italie. "*Amanda Knox, la gracieuse étudiante américaine, s'est envolée pour Seattle*", après avoir été accusée d'avoir participé à l'assassinat de sa colocataire Meredith Kercher, le 1er novembre 2007. (source Libération.fr 05.10)

La veille aux infos du soir sur TV5Monde Asie, un journaliste avait lâché que sa famille avait dépensé un million de dollar pour obtenir son acquittement : c'est fait !

Les professionnels de l'intox en action

Le corps d'une jeune syrienne de 18 ans, Zeinab Al-Hosni, avait été retrouvé décapité, démembré, en partie calciné, cet horrible crime avait été attribué au régime syrien., selon Amnesty International.

"*Je me suis présentée aujourd'hui à la police pour dire la vérité. Je suis vivante, contrairement à ce qu'ont dit les menteurs des chaînes de télévision par satellite*", a dit la jeune femme lors de cet entretien télévisé, affirmant que sa mort avait été inventée pour "*servir les intérêts étrangers*".

Habillée de noir, un voile sur la tête, la jeune femme a montré une carte d'identité portant le nom de Zeinab Al-Hosni.

"*Nous avons parlé à la famille et ils ont confirmé que la personne apparue à la télévision était Zeinab*", a dit à Reuters Nadim Houry, un représentant de l'organisation Human Rights Watch à Beyrouth. "*La mère a dit que c'était bien sa fille*", a ajouté Nadim Houry. Toutefois, M. Houry a souligné que la réapparition de l'adolescente n'enlevait rien au fait qu'une "*femme décapitée avait été remise à la famille Hosni*".

En septembre, son histoire avait fait le tour du monde, après l'annonce par des organisations internationales des droits de l'homme de la découverte de son corps décapité et démembré. L'organisation internationale de défense des droits de l'homme Amnesty International, dénonçant les exécutions de détenus en Syrie, avait cité le 23 septembre le cas de cette jeune femme, arrêtée à Homs, dans le centre du pays et dont le corps mutilé avait été récupéré par sa famille. (lemonde.fr 05.10)

Vous savez pourquoi je n'ai pas commenté l'annonce de la non-candidature de Borloo ? J'attendais de voir la suite, et je n'ai pas été longtemps à attendre : depuis l'UMP a débloqué 500 000 qu'il devait au Parti Radical...

Le POI tient-il vraiment à être la risée du mouvement ouvrier ?

Le POI dans un délire mégalomaniac difficilement compréhensible et supportable demande un rendez-vous à Sarkozy, parce que voyez-vous il ne mesurerait pas les conséquences de sa politique anti-ouvrière, comme s'il en avait quelque chose à foutre entre nous, alors qu'il est illégitime et minoritaire dans le pays, massivement rejeté, honni littéralement par la majorité des masses exploitées, affimions-nous hier, et nous posions une question : quels intérêts représentent vraiment un tel parti, quelles sont les véritables intentions de ses dirigeants ? Certainement pas les intérêts de ceux qui ont hâte de le chasser du pouvoir. Un dernier témoignage en date :

- Près de 60% des Français ne souhaitent pas que le président sortant, Nicolas Sarkozy, se présente à l'élection présidentielle 2012, selon un sondage Ipsos pour Le Point diffusé ce mercredi. Ils sont exactement 58%.

Seuls 36% des Français souhaitent que le chef de l'Etat soit candidat. (20minutes.fr 05.10)

Ils ne veulent plus le voir, ils ne veulent plus en tendre parler, comment il faut vous le dire, ils font comme s'il était déjà parti, mort, vous comprenez ? Non, c'est incurable à ce niveau-là. Voilà une question que les militants du POI ferait bien de cogiter sérieusement, si je peux me permettre.

Hier soir, ils ont diffusé sur TV5Monde Asie un documentaire remarquable sur le Front populaire de 1936 à 1938. La bande annonce diffusée les jours précédents disait "*Une parenthèse enchantée qui va rendre le sourire aux Français...*" pour peu de temps ! On a vu et entendu à de nombreuses reprises Blum, Thorez et Duclos, Daladier, le documentaire débordait sur la guerre d'Espagne et l'arrivée d'Hitler et Mussolini au pouvoir.

Le déroulement pas à pas du Front populaire jusqu'à sa chute, les concessions insupportables de Thorez aux radicaux, ses trahisons successives présentées comme le moindre mal face à la menace du fascisme, le tout m'a fait penser irrésistiblement à la politique opportuniste du POI, son discours sur la défense de la République, de la démocratie, au détriment du socialisme et de la révolution qui allait frayer la voie au régime de Vichy ou au fascisme en Espagne.

La crainte par Blum d'un coup d'Etat militaire similaire à celui de Franco, de la guerre civile, sa capitulation devant les barons de la finance et de l'industrie qui menaçaient de mettre le pays à feu et à sang et qui c'est traduite pas son refus de se ranger au côté de la classe ouvrière pour exiger que les accords de Matignon soient respectés, etc. se sont soldés par son éviction du pouvoir et le retour au pouvoir des seuls radicaux s'appuyant sur le premier parti de France (un million d'adhérents en novembre 38 après avoir fédéré toutes les forces de la réaction), celui du colonel de La Roque, la chasse aux militants communistes, l'envoi de l'armée dans les usines, l'arrestation des dirigeants de la SFIO et du PCF, de la CGT, bref une féroce répression accompagnée de la fin des "deux dimanches", la semaine de 40h et la liquidation des acquis du mouvement révolutionnaire qui avait débuté en 36.

Pourquoi ? Parce que Blum et Thorez n'ont cessé de reculer, de concessions en reniements. Plus de deux millions de grévistes déterminés à aller jusqu'au bout, 10 000 entreprise (et fermes !) occupées dans tout le pays, trois millions d'adhérents à la CGT en quelques mois, 200 000 travailleurs adhèrent dans la foulée au PCF scandant : des soviets partout, le pouvoir aux travailleurs ! Mais les dirigeants de la SFIO et du PCF étaient inféodés à l'ordre établi et s'avèreront incapables d'aller jusqu'au bout et de rompre avec le capitalisme.

De concession en concession on en est arrivé à la situation où il n'existe plus de parti révolutionnaire en France et nulle part dans le monde. Après on se demande pourquoi les masses sont désespérées en Grèce ou ailleurs en Europe, il y a de quoi non ? Les radicaux quand ils renversèrent Blum, ils lui reprochèrent de ne se tourner que vers la classe ouvrière, d'oublier la petite-bourgeoisie, les artisans, les commerçants, les petits-patrons, les paysans qu'étranglaient les mesures prises par le Front populaire, dont l'augmentation des salaires de 30%.

En réalité, Blum ne s'était pas suffisamment tourné vers la classe ouvrière, le gouvernement asphixié financièrement par la spéculation boursière et l'évasion des capitaux s'est refusé à nationaliser la Banque de France ce qui lui aurait permis d'octroyer des prêts avantageux à la petite-bourgeoisie et de l'atteler au char du prolétariat révolutionnaire, parce qu'il n'a pas voulu s'attaquer aux privilèges de l'aristocratie financière, de la même manière qu'il a refusé de nationaliser les grandes entreprises, laissant le soin aux radicaux, à Doriot et de La Roque de regrouper la petite-bourgeoisie...

Blum et Thorez effacèrent de leur discours les mots révolution et socialisme, soviétique, Etat ouvrier, pour ne pas effrayer les petits-bourgeois, les démocrates, les républicains, ils voulaient ménager le loup et l'agneau, on connaît la suite.

Dès que la réaction se fit menaçante, Thorez remplaça la révolution par la démocratie pour faire face au fascisme, il prétendra même que cela permettra d'éviter la guerre. Partout en Europe ce fut la ligne politique de l'Internationale communiste aux mains de Staline. Inutile d'épiloguer tout le monde connaît la suite.

Du coup, j'en suis arrivé à me demander si le POI reprenait la méthode de l'Association internationale des travailleurs de Marx et Engels ou celle de Thorez-Staline qui a fait merveille ? Je me pose cette question, je ne prétends pas y donner une réponse ici. C'est grave bien sûr quand on en mesure les conséquences. N'y voyez pas un tour de malice de ma part, je tape ces lignes au clavier sans avoir fait de brouillon, je m'interroge tout simplement, et c'est parfaitement mon droit. (A suivre)

Si véritablement vous combattez pour le socialisme et porter la classe ouvrière au pouvoir, n'oubliez pas de préciser aux travailleurs que vous vous destinez à recruter que nous ne ferons pas l'économie de la guerre civile pour atteindre nos objectifs...

Politique

1- France. En famille.

Les groupes PS et UMP du Sénat ont conclu ce mercredi un accord pour que la commission des finances de la Chambre haute soit présidée par un sénateur UMP, a appris l'AFP auprès du groupe socialiste.

La présidence de cette commission devrait revenir, sauf surprise, à Philippe Marini. Valérie Pécresse, porte-parole du gouvernement, déclarait ce mercredi matin que ce dernier estimait «*indispensable à l'équilibre démocratique*» que la présidence de la commission des Finances du Sénat revienne à la droite. «*C'est une mesure de réciprocité légitime par rapport à l'effort qui a été fait à l'Assemblée nationale*», a ajouté la ministre.

Ce partage des rôles, sur le modèle de ce qui se fait à l'Assemblée nationale depuis le début du quinquennat, a été proposé la semaine passée par le Vert Jean-Vincent Placé après la victoire de la gauche aux sénatoriales le 25 septembre. (20minutes. fr 05.10)

2- Grèce

2.1- A Athènes, dans les manifestations ou sur les murs on appelle à monter sur les barricades. Mais face à la crise financière et à l'austérité qui ont mis leur pays à genoux, la colère des Grecs a fait place au renoncement et au désespoir.

Le gouvernement a annoncé dimanche un nouveau tour de vis budgétaire et prévoit une récession en 2012, pour la quatrième année d'affilée. De quoi laisser augurer de nouvelles réformes dures à supporter. Les inspecteurs de la "troïka" (Union européenne, Fonds monétaire international, Banque centrale européenne) suggèrent déjà de baisser le salaire minimum.

Le gouvernement grec n'a rien d'autre à promettre que des souffrances supplémentaires. Les réformes et privatisations successives, la baisse du traitement des fonctionnaires et les hausses d'impôts n'ont pas suffi à convaincre ses bailleurs de fonds que la Grèce pourrait éviter un défaut.

Impossible, dans les rues de la capitale, d'échapper au climat ambiant de désespoir. A un carrefour animé, un vieil homme traverse en criant "*Les 300 députés ont tout volé !*". Personne n'y prend garde. La force de l'habitude.

Tous les jours, des opposants à la rigueur manifestent plus ou moins pacifiquement place Syntagma, leur point de ralliement dans le centre d'Athènes. Un jour ce sont des anarchistes qui lèvent leur poing à l'unisson, le lendemain des militaires de réserve, parfois des lycéens en grève.

Pourtant, très peu de Grecs envisagent de quitter l'euro bien que, selon un récent sondage, une majorité s'attende à un défaut dans les mois à venir.

Les licenciements déguisés dans le secteur public ont brisé un tabou vieux d'un siècle en Grèce, où le statut des fonctionnaires est protégé par la Constitution. Les syndicats ont promis de se battre et au moins deux grèves générales auront lieu dans les semaines à venir.

"Il n'y a rien que des gens désespérés ne puissent faire", veut croire le secrétaire général d'Adedy, principal syndicat de fonctionnaires. *"On a perdu notre travail, nos enfants sont au chômage, nous sommes scandalisés. Le gouvernement fait du mal au pays et doit partir"*, dit Ilias Iliopoulos.

Même si nombre d'entre eux réclament le départ du gouvernement socialiste, les Grecs ne voient pas d'alternative.

Pour Antonis Makrydimitris, professeur de sciences politiques à l'université d'Athènes, ils accepteront les réformes d'une manière ou d'une autre, conscients qu'il n'y a pas d'autre solution. (Reuters 04.10)

2.2- Des manifestants ont bloqué mardi matin les entrées des ministères grecs des Finances et du Travail à Athènes pour protester contre les réductions d'effectifs et les baisses de salaires dans la fonction publique.

Rassemblés devant le ministère des Finances, les manifestants ont affirmé qu'ils ne voulaient pas faire partie des milliers de fonctionnaires suspendus ou dont les salaires vont être réduits dans le cadre de restrictions budgétaires supplémentaires décidées par le gouvernement. (AP 04.10)

2.3- Frustrés et en colère, les fonctionnaires grecs étaient en grève mercredi, paralysant le secteur public. Ils protestent contre les mesures d'austérité décidées par le gouvernement pour essayer d'éviter un défaut de paiement du pays.

Au moins 16.000 manifestants se sont retrouvés dans le centre d'Athènes, et quelque 10.000 autres à Thessalonique, dans le nord du pays. Dans le même temps, la manifestation regroupait environ dix mille personnes à Salonique, toujours selon la police. La grande majorité d'entre eux ont défilé dans le calme, mais quelques dizaines de protestataires, près du Parlement, dans la capitale, ont jeté des pierres sur la police anti-émeutes qui a répliqué par des tirs de gaz lacrymogènes. Au moins un homme, dont le visage était couvert de sang, a été blessé.

Les contrôleurs aériens participaient aussi à ce mouvement de grève de 24 heures, entraînant l'annulation de tous les vols dans les aéroports du pays. Seuls les services d'urgence fonctionnaient dans les hôpitaux publics, alors que les avocats, les enseignants, les employés des impôts, ainsi que ceux de la télévision et de la radio publiques étaient également en grève. Les employés des transports publics ont également procédé à des arrêts de travail dans la matinée et dans la soirée. (AP 05.10)

Social

1- France

1.1- Hausse du chômage en perspective en 2011, 2012, 2013...

En 2011, comme en 2012, la situation ne devrait pas s'améliorer sur le front de l'emploi en France. C'est la conclusion à tirer des perspectives économiques publiées ce mardi par Pôle emploi.

Après un été bien morose, (plus de 110.000 nouveaux inscrits à Pôle emploi entre mai et août 2011 dans les trois principales catégories A, B, C regroupant les demandeurs d'emplois ayant ou non exercé une courte activité), le nombre de demandeurs d'emplois devrait rester élevé. (20minutes.fr 04.10)

1.2- La thérapie par le travail, non l'inverse...

Depuis dix ans, les pathologies liées au travail ont évolué : si certaines comme l'asthme professionnel connaissent une diminution, d'autres, telles que les risques psychosociaux (dépression, stress, violences, etc.), ont enregistré une *'constante augmentation'*.

Ce sont les conclusions d'un rapport de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), publié mardi 4 octobre, qui s'appuie sur les données recueillies dans les 32 centres de consultation de pathologie professionnelle (CCPP) intégrés dans les CHU en France. Depuis 2001, ceux-ci sont réunis en réseau et ont enregistré plus de 200 000 consultations.

Les pathologies professionnelles recensées par les CCPP, qui examinent en général les cas les plus complexes de problèmes de santé au travail, concernent en premier lieu les maladies de l'appareil respiratoire (24 %), notamment les problèmes liés à la respiration de particules d'amiante ou à l'asthme professionnel.

Mais les risques psychosociaux se hissent désormais en seconde position (22 %), devant les maladies de la peau (17 %), les troubles musculo-squelettiques (16 %), les tumeurs (8 %) et les pathologies de l'audition (6 %).

Ainsi, depuis 2001, 'les pathologies ou symptômes psychiques vus dans le réseau sont en constante augmentation chez les hommes comme chez les femmes', la hausse la plus importante concernant le secteur tertiaire. (lemonde.fr 04.10)

1.3- Ils baladent les anciens...

Les syndicats de retraités CFDT, CFTC, CGT, UNSA et la Fédération générale des retraités de la Fonction publique (FGR-FP) appellent à des manifestations dans toute la France jeudi, pour dénoncer le report de la réforme de la dépendance et la politique d'austérité. Un défilé national est prévu à Paris, et des rassemblements et manifestations dans une centaine de villes en province.

A Paris, le cortège quittera la place de la Bastille vers 14h30 en direction de celle de la Nation.

Quant aux mesures de lutte contre le déficit annoncées par le Premier ministre François Fillon le 24 août, les organisations syndicales estiment qu'elles auront *"des conséquences sur le pouvoir d'achat des retraités qui continue de se dégrader"*.

"Les organisations revendiquent une augmentation significative des retraites, en particulier pour les basses pensions. Elles revendiquent également un minimum de pension au niveau du SMIC et une nouvelle modalité d'indexation", précise le communiqué.

"Les retraités, comme tous les citoyens, attendent du gouvernement des décisions justes et équitables", poursuivent les syndicats qui exigent *"des réponses nouvelles"*, donnant la priorité à *"l'emploi, la cohésion sociale, la réduction des inégalités"*, et *"la maîtrise des déficits publics"*.

Tous les ans à la même époque, les fédérations syndicales de retraités appellent ainsi à manifester avec des revendications autour du pouvoir d'achat. (AP 05.10)

1.4- Le feu qui couve...

Les syndicats CGT, CFDT et FA-SPP (autonome) des pompiers professionnels appellent à une journée de grève et à une manifestation nationale à Paris le 3 novembre prochain contre une réforme de leur filière visant, notamment, à élargir les modalités de recrutement et à favoriser le recours au volontariat.

Dans un communiqué diffusé mercredi, les trois syndicats dénoncent une *"déconstruction de la filière sapeur-pompier professionnelle"*, dépendant de la Fonction publique territoriale.

Les trois syndicats -qui représentent 60% des voix dans la filière- annoncent qu'ils vont faire valoir leur *"droit d'opposition"* au protocole d'accord signé le 23 septembre dernier entre le gouvernement et quatre autres syndicats (FO, UNSA, CFTC et CGC).

Ils exigent en outre "le retrait immédiat du projet de décret qui en découle", et "l'ouverture immédiate de négociations sur la réforme de notre filière avec les organisations syndicales représentatives présentes au Conseil supérieur de la Fonction publique territoriale".

Les trois organisations appellent "à une journée de grève et à une manifestation nationale". "Ce sera un défilé à Paris, sauf si d'ici là M. Guéant (le ministre de l'Intérieur) retire ce projet et accepte de rouvrir des négociations", a déclaré mercredi à l'Associated Press Bruno Lebel, porte-parole du syndicat CGT.

Il a précisé qu'une première journée d'actions locales était prévue le lundi 17 octobre avec des dépôts de motion de protestation dans les préfectures. (AP 05.10)

2- Etats-Unis

Partis de New York, les "indignés" de Wall Street sont en train de se répandre à travers les Etats-Unis où leur colère se nourrit du niveau élevé du chômage, des saisies immobilières ou bien encore du plan de sauvetage sur fonds publics des grandes entreprises après la chute de Lehman Brothers, en 2008.

Des manifestations similaires aux rassemblements new-yorkais, où plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées, sont apparues de Los Angeles à Boston, de Chicago à St Louis et jusqu'en Floride.

Jeudi, un rassemblement est prévu dans la capitale fédérale, Washington.

"A l'instar de la conscription, qui avait rendu la guerre du Vietnam plus personnelle, l'insécurité économique est en train de donner aux politiques économiques de ce pays un tour plus personnel", compare Kevin Zeese, un des organisateurs du mouvement.

Des syndicats sont également en train de se joindre au mouvement. La branche new-yorkaise du Syndicat des employés du transport a vainement demandé à un juge fédéral d'interdire à la police de réquisitionner des chauffeurs de bus pour transférer les manifestants interpellés.

Le syndicat National Nurses United, principale organisation représentative des infirmières, a annoncé pour sa part qu'il s'associait à l'appel à manifester mercredi à New York. Et Healthcare-Now sera présent au rassemblement de Washington pour exiger que "les besoins humains l'emportent sur la cupidité des grandes entreprises".

A New York, imitant les "indignados" espagnols de la place de la Puerta del Sol, à Madrid, les indignés ont installé un campement dans le Zuccotti Park où ils entendent rester jusqu'à l'hiver.

A Los Angeles, des tentes ont été dressées devant le City Hall, le siège de la municipalité. A Boston, un camp de toile est apparu dans le quartier des affaires, en face de la Federal Reserve Bank of Boston.

"En occupant Wall Street, nous avons frappé les esprits", dit Larry Hales, un manifestant new-yorkais.

"Une des critiques que l'on nous fait, c'est que nos demandes ne sont pas claires, mais je pense que pour la plupart des gens, notre message est très clair: Wall Street est notre cible, c'est la capitale bancaire du monde", ajoute-t-il. (Reuters 05.10)

3- Arabie Saoudite

L'Arabie saoudite n'est pas épargnée par le vent de contestation qui agite le monde arabe. Les forces de l'ordre ont dispersé une manifestation à Awamiyah, dans la région à majorité chiite d'Al-Qatif, dans l'est du pays, lundi soir. 14 personnes ont été blessées lors de heurts entre les forces de l'ordre et des "auteurs de troubles" à la solde d'un pays étranger -allusion à l'Iran- selon le ministère de l'Intérieur. Parmi eux, 9 policiers ont été blessés par balles et 2 autres par des cocktails Molotov, tandis qu'un civil et deux femmes ont été blessés par balles, selon le ministère.

Des habitants d'Awamiya s'étaient rassemblés lundi soir devant le poste de police afin de protester contre l'arrestation de deux sexagénaires, interpellés pour pousser leurs deux fils accusés d'avoir participé à des manifestations au printemps à se rendre. Les deux hommes ont été libérés mais la police a arrêté un militant des droits de l'homme, Fadel al-Manassef, qui venait au poste de police pour s'informer de ce qui se passait, puis un autre homme venu prendre des nouvelles du militant, selon un témoin interrogé par l'AFP. Fadel al-Manassef a récemment passé quatre mois en prison pour avoir participé à des manifestations anti-gouvernementales à Qatif.

La majorité des quelque deux millions de chiites saoudiens -sur un total de 26 millions d'habitants- vivent dans la province orientale riche en pétrole. C'est la première fois que des troubles y sont signalés depuis des manifestations à la mi-mars pour protester contre l'aide militaire saoudienne dans la répression d'un mouvement de contestation dirigé par les chiites dans le

royaume voisin de Bahreïn. (Lexpress.fr 05.10)

5- Koweït

Près de 3 000 Koweïtiens ont participé à un rassemblement, mercredi soir 5 octobre, à l'appel de l'opposition pour dénoncer les affaires de corruption qui secouent le riche émirat pétrolier. Plusieurs des orateurs qui se sont succédé au cours du meeting, tenu au milieu d'importantes mesures de sécurité à Koweït City, ont averti que les manifestations s'intensifieraient si les autorités n'agissaient pas et certains ont réclamé la démission du gouvernement.

L'opposition libérale, nationaliste et islamiste s'indigne depuis que la presse a révélé qu'un certain nombre de députés pro-gouvernementaux avaient reçu des centaines de millions de dollars en pots-de-vin. La justice a lancé une enquête et va examiner les comptes en banque de 14 députés (sur 50 membres du Parlement), un nombre susceptible d'augmenter.

Plusieurs autres orateurs ont assuré que le gouvernement avait versé ces pots-de-vin qui ont coïncidé avec les auditions du premier ministre, Cheikh Mohammad Nasser Al-Ahmad Al-Sabah, un neveu de l'émir et de membres de son cabinet devant le Parlement.

'*Nous faisons face à un gang organisé dirigé par le gouvernement et les députés corrompus*', a affirmé le député d'opposition Moussallam Al-Barrak. Le Koweït a été secoué par une série de crises politiques depuis l'arrivée de Cheikh Nasser à la tête du gouvernement en 2006 : le Parlement a été dissous à trois reprises et le gouvernement a démissionné six fois. (lemonde.fr 05.10)

Economie

1- FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) a prévenu mercredi 5 octobre qu'il n'excluait pas une récession au niveau mondial en 2012, en raison d'un possible retournement de l'activité.

"*Nous tablons toujours sur une croissance en 2012, même très modeste, mais l'activité pourrait se retourner. Un risque de récession n'est donc pas à exclure*", a admis Antonio Borges, directeur Europe au FMI lors d'une conférence de presse à Bruxelles. "*En conséquence, nous devons changer nos politiques économiques*", a poursuivi M. Borges.

Le 20 septembre, dans son rapport d'automne, le FMI avait encore prédit le maintien d'une croissance lente dans le monde. L'avertissement qu'il a lancé mercredi à Bruxelles survient au lendemain de propos inquiétants du président de la banque centrale des Etats-Unis (Fed), Ben Bernanke, sur la conjoncture économique aux Etats-Unis. Selon lui, la reprise de l'économie américaine est actuellement "*proche de fléchir*".

Le FMI juge par ailleurs qu'il est "*plus que temps*" que la zone euro trouve une solution à la crise de la dette, tout en mettant en garde contre une rigueur excessive qui nuira à la croissance.

Dans cet esprit, le deuxième plan de sauvetage de la Grèce, décidé en juillet, devrait être réexaminé, afin qu'il "*se concentre plus sur une dette soutenable*" pour le pays à terme et sur "*le redémarrage de la croissance économique*", estime Antonio Borges (lemonde.fr 05.10)

2- Italie

Moody's Investors Service a abaissé mardi de trois crans la note de l'Italie, expliquant voir une hausse des risques de financement pour les pays de la zone euro ayant un niveau élevé d'endettement.

Moody's a ramené la note des obligations d'Etat italiennes de Aa2 à A2, soit une note plus basse que celle de l'Estonie. L'agence américaine maintient une perspective négative sur cette note, ce qui veut dire que de nouvelles baisses seront possible d'ici quelques années.

Moody's estime toutefois qu'un défaut de l'Italie représente une probabilité "*lointaine*".

Les coûts d'emprunt de l'Italie ont bondi ces trois derniers mois. Et s'ils ont pu être maîtrisés, c'est grâce aux achats d'obligations italiennes sur les marchés secondaires par la Banque centrale européenne.

Ainsi le mois dernier, un emprunt italien à dix ans a dû se faire sur la base de la promesse d'un rendement de 5,86%, soit le plus haut niveau sur ce type de papier depuis le lancement de l'euro il y a plus de dix ans. (Reuters 05.10)

Haut de page ↗

Le 7 octobre

On actualisera les infos en bref demain. J'ai dû cafouiller et supprimer ou oublier de mettre l'adresse des pages du n° 168 d'*Informations ouvrières*. J'ai ajouté les pages du dernier numéro (169) où figure l'intervention de Schivardi au congrès du POI du 2 octobre, le sujet de notre causerie aujourd'hui.

Schivardi a-t-il claqué la porte du POI ?

Un extrait de son intervention au congrès du POI du 2 octobre le laisse supposer :

- *"Aujourd'hui, je ne me sens pas en phase avec certaines décisions et une certaine façon de diriger le parti. Pour moi, le temps de la réflexion est venu. J'espère que le POI continuera de vivre et de se développer. Nul n'est indispensable. (...) Merci à tous et à toutes. Je vous souhaite une bonne continuation et je souhaite au Parti ouvrier indépendant de trouver la place qu'il mérite dans la société actuelle. Travaillez bien et au revoir."*

Et dans son jésuitisme habituel, Gluckstein de lui répondre : *"Le temps de la réflexion est venu... pour tous"*, comme s'il en était capable, par exemple en dégustant avec quelques membres de sa cour un plateau de fruits de mer dans une grande brasserie parisienne, une réflexion d'un militant du POI que j'avais conservée sous le coude.

La stratégie pour construire le parti du tandem Lambert-Gluckstein en direction des militants et cadres du PS et du PCF s'étant soldé par un échec cuisant plus de 20 ans après la liquidation du PCI, ils sabordèrent le PT pour se tourner cette fois vers les élus de ces partis avec le même résultat, c'était prévisible évidemment, et ils ne trouvèrent jamais *"le temps de la réflexion"* pour se poser la question de savoir si cette stratégie était valable ou non.

Nous n'allons pas répéter ici ce que nous avons déjà dit sur la supercherie qui avait accompagné la fondation du PT et ses soit-disant tendances, alors que du temps de l'OCI et du PCI les mêmes dirigeants avaient exclus systématiquement tous les cadres ou dirigeants qui avaient eu l'audace et le courage de vouloir en créer.

Quand Schivardi a rejoint le POI, il a été assez naïf pour ne pas s'apercevoir qu'il adhérait en réalité non pas au PT relooké mais au PCI sous le masque trompeur d'un nouveau parti. Schivardi a dû penser que la bonne volonté manifestée à son encontre par les dirigeants du PT (CCI) d'aller jusqu'à changer de parti pour intégrer d'ex-militants ou élus du PS, et la place qu'ils allaient lui réserver au sein de l'appareil lui donnerait un poids politique similaire à ceux des autres dirigeants du POI, c'était là faire une grave erreur d'appréciation. A sa décharge, il faut rappeler qu'il ignorait pratiquement tout de l'histoire de l'OCI-PCI, de ses dirigeants, leurs méthodes de fonctionnement bureaucratique et arbitraire. Ils avaient trouvé la bonne poire qui allait permettre de relancer leur stratégie foireuse en direction des élus.

Schivardi, qui voue un culte à la légalité institutionnelle, n'a pas supporté de ne pas se présenter à l'élection présidentielle, qu'il estimait à juste titre s'inscrire dans la continuité de la stratégie initiée déjà à l'époque du PT et pour laquelle le POI avait été spécialement fondé, il doit estimer qu'il est victime d'un parjure. S'il avait fait preuve d'un minimum de discernement, il se serait aperçu très rapidement que toutes les instances du POI étaient entre les mains de l'appareil du courant communiste internationaliste (CCI), exactement comme au PT, et que la tactique ou la stratégie de ce parti dépendait uniquement du bon vouloir de ses dirigeants, le discours sur la démocratie interne n'étant en fait que du baratin pour justement tromper les militants dans son genre.

Il est facile de se tromper sur autrui. Il suffit qu'une personne tienne le discours que vous aviez envie d'entendre pour en déduire que vous partagez les mêmes idées, or il n'y a rien de plus trompeur ! Schivardi n'a jamais compris que depuis le premier jour il était tout juste toléré dans ce parti, parce que ses dirigeants en avaient décidé ainsi et que l'immense majorité des militants de leur courant les suivaient aveuglément, qu'il suffirait que le vent tourne pour qu'il soit éjecté ou mis sur la touche, ce qui ne veut pas dire que le POI va changer de stratégie, depuis l'après-guerre ils n'ont jamais été capables de se tourner résolument vers la classe ouvrière, donc il n'y a aucune illusion à avoir sur leurs intentions dans ce domaine ou leur capacité à y parvenir demain.

Bref, en attendant d'en savoir plus, j'avais indiqué dans une précédente causerie que les raisons avancées par le POI pour ne pas présenter un candidat à la présidentielle de 2012 ne tenaient pas un instant la critique parce qu'on aurait pu avancer les mêmes depuis la fondation de la Ve République, et en lisant les propos de Schivardi quand il parle de lui-même *"du rejet de la personnalisation d'un candidat"*, j'en suis arrivé à me demander si les dirigeants du POI n'auraient pas souhaité participer à la présidentielle de 2012 mais à condition de présenter un autre candidat que Schivardi, ce qui dans les circonstances présentes était totalement impossible sans entraîner une violente réaction de Schivardi, ce n'est qu'une hypothèse. En l'absence de prises

de position des différents courants du POI avant leur congrès dans les colonnes d'Informations ouvrières, on ne peut que formuler des hypothèses.

Tenez à ce propos, pour revenir un instant sur la causerie d'hier sur le Front populaire de 36. L'animateur du courant communiste du POI, J-C. Marquiset ne manque pas une occasion de nous rappeler les "heures de gloire" du PC, le pendant de ses trahisons, mais laissons cela de côté ici. A qui s'adresse-t-il en fait ? A ceux qui avaient une vingtaine d'années en 36, donc qui étaient nés aux alentours de 1916 et qui doivent avoir aujourd'hui quelque chose comme 95 ans, de jeunes et vaillants combattants révolutionnaires que le POI pourraient recruter assurément ! Admettons qu'il faille ajouter ceux qui ont connu les années d'après-guerre entre 1945 et 1947, ils étaient nés en 1925 ou 1927, ils ont entre 86 et 84 ans, nous ne doutons pas un seul instant qu'ils arpenteront les barricades à venir. Quand on y regarde de plus près, même dans les détails, ils sont vraiment minables.

Comment peut-on envisager de construire un parti avec des dirigeants animés par un tel état d'esprit ? Comment pourrait-il inspirer confiance ? Personnellement, je me suis situé à l'opposé de ces dirigeants arrogants et manipulateurs, j'ai en permanence à l'esprit mes faiblesses, mes lacunes, je connais mes limites et mes capacités, les facultés qui me font défaut, et si je ne conçois pas de me leurrer moi-même, ce n'est certainement pas pour induire volontairement les autres en erreur, quel intérêt aurais-je à agir ainsi d'ailleurs, absolument aucun.

Schivardi m'inspire de la sympathie, sincèrement, car on lui a laissé croire des choses auxquelles il n'aurait jamais dû croire, la responsabilité en revient entièrement aux dirigeants du CCI-POI dans la mesure où eux savaient parfaitement ce qu'ils faisaient en le hissant à la direction de leur parti. Cela me fait penser au patron qui vous laisse prendre des initiatives ou vous pousse à en prendre, à vos risques et périls mais cela vous ne le savez pas, vous l'apprendrez plus tard, trop tard à vos dépens, et qui un jour vous le reproche ou s'en sert comme prétexte pour vous virer parce que vous avez soit-disant empiété sur son pouvoir, je vous en parle en connaissance de cause pour l'avoir vécu.

Maintenant quoi qu'en pense Schivardi, une majorité de délégués du POI a voté contre la présentation d'un candidat à la présidentielle, il doit accepter le verdict de ce vote qui s'est déroulé dans des conditions conformes à la démocratie. S'il est victime de ses illusions que d'autres se sont employés à nourrir à coup de flatteries ou de basses manoeuvres, il ne trouvera personne pour voler à son secours, hormis peut-être ceux qui au POI étaient dans la même situation que lui.

Il y a de toute évidence quelque chose de vraiment dégueulasse dans cette histoire, une fois de plus, quand Schivardi affirme que depuis des mois il ressentait "*un malaise*" dans son parti sans apparemment parvenir à en discerner la teneur et l'origine. Le voilà fixé.

[Haut de page ↗](#)

Le 8 octobre

Une petite histoire indienne pour commencer le week-end. En fait la suite d'une histoire précédente.

Je suis enfin allé voir ma belle-mère, elle s'est finalement arrangée avec un de ses fils avec lequel elle va partager ce que j'appellerai plutôt un abris de fortune qu'un appartement. Un de ses fils qui n'a plus de travail fixe et qui vivait chez sa belle-mère avec son épouse et ses deux gosses en bas âge, celui qui avait "fugué" et avait vécu deux mois chez nous parce qu'il en avait marre de sa compagne et qui au bout du compte est retourné au bercail tête baissée.

Je me demande si ce n'est pas la retraite de ma belle-mère qui va payer le loyer, peu importe, ce n'est pas mes oignons. Ils ont loué une trentaine de mètres carrés situés sur la terrasse d'une maison dont le toit est en plaques ondulées en ciment, bonjour la chaleur en été. C'est minuscule car le tout est divisé en au moins cinq pièces ou recoins, il n'y a en fait que deux pièces, plus les toilettes et la salle de bain sur la terrasse, deux toilettes à la turque d'une part, et deux robinets en guise de salle de bain, le tout pour un loyer de 2 500 roupies. C'est situé dans une commune faisant partie de la banlieue de Pondichéry et c'est très très cher. En comparaison, au Tamil Nadu à quelques kilomètres de la ville, je paie 10 000 roupies pour environ 200 m² en incluant les terrasses et un grand jardin.

Il y a deux jours je suis donc allé rendre visite à ma belle-mère accompagné d'un de mes beaux-frères, tandis qu'un autre de ses fils était déjà sur place, celui qui partage sa modeste habitation, propre car toute neuve il faut préciser. C'était jour férié et je l'ignorais évidemment, la fête des outils ils appellent cela, anciennement nommée la fête des armes du temps de la colonisation.

Ce jour-là on nettoie sa maison à fond, son vélo ou sa moto, sa voiture, et dans les entreprises la veille, on procède à un grand ménage le tout agrémenté de décorations, feuilles de bananiers, guirlande de fleurs, sans oublier les offrandes aux dieux et les prières qui vont avec, on souhaite longue vie à l'entreprise et à son patron en guise de lutte des classes, tout un programme !

Bref, ils étaient contents de me voir, la présence d'un Blanc réhausse immédiatement leur statut social vis-à-vis de leur propriétaire et voisins même s'ils sont pauvres. Je suis resté une heure. Avant de partir mon beau-frère qui a pris cette location avec sa mère me demande exactement où j'habite, il ne m'avait pas aidé à déménager car il s'était fâché avec sa soeur mon épouse peu de temps avant son départ en France. Sur le coup je trouve normal sa demande puisque nous ne sommes pas fâché.

Le lendemain, donc hier matin il débarque chez moi sur les coups de 10h, là spontanément je me dis qu'il n'a pas perdu de temps et que cela ne doit pas être sans arrière-pensée. Bingo ! Comme l'usage le veut, je lui fais visiter les lieux, je me rends compte qu'il s'en fout, on se contentera du rez-de-chaussée, à sa demande je précise, je lui offre un verre de limonade et c'est là qu'il en vient au but de sa visite. La dernière fois c'était pour que je lui achète une bagnole à 500 000 roupies, il attend toujours évidemment. Il me demande de lui prêter les 15 000 roupies de la caution qu'il doit verser à son propriétaire et qu'il me rendra à raison de 1 000 roupies par mois.

Il devait se douter que je ne lui refuserais pas, il a quand même attendu que sa soeur soit repartie en France - ce n'est pas le courage qui les étouffe en général. Ce qui ne me plaît pas, c'est qu'à chaque fois ils vous mettent devant le fait accompli, ils ont loué cette habitation en se disant à l'avance que quoi qu'il arrive l'oncle casquerait la caution, c'est le principe qui me choque, mais comme je l'ai déjà dit souvent, ils n'ont reçu aucune éducation et ce genre de considération ne leur viendra pas à l'esprit, je le sais donc je ne lui en veux pas, comme je le précise très souvent aussi, je me contente de constater les choses sans juger. Pour finir je vais leur faire cadeau de ces 15 000 roupies, c'est normal, c'est ma famille.

Et ne me parlez pas des tiers-mondistes qui vont faire de "l'éco-tourisme" dans les pays pauvres pour se changer les idées, alors que la misère est à leur porte et qu'ils s'en foutent.

Ce jour là j'ai fait une remontrance à une de mes petites cousines (12 ou 13 ans) qui au téléphone me raccroche systématiquement au nez quand je suis en train de lui parler, ce qui est d'une impolitesse incroyable. Je lui dis : - Lombiga quand je te parle tu pourrais attendre que j'aie fini ma phrase et me dire au revoir avant de raccrocher, toi, tu me dis un truc, je commence à te répondre et tu coupes, tu m'as fait le coup deux fois ce matin, et chaque fois tu fais pareil, c'est désagréable à la fin. Elle comprend très bien l'anglais, elle m'écoute et me regarde médusée, quelle audace de ma part, personne n'a jamais osé lui faire la moindre remarque car elle a développé un fort complexe de supériorité, pour elle, quand elle a fini de parler c'est que la communication est terminée, l'autre qui est à l'autre bout du fil n'existe pas. Elle est partie dans une explication à dormir debout d'une hypocrisie sans fond, du genre qu'elle croyait que j'allais raccrocher, très très fort, pour un peu c'est moi qui aurais cette mauvaise habitude et qui devrait m'excuser, non mais c'est dingue. Il a fallu que son père lui explique où était le problème pour qu'elle rabaisse son caquet. Et son père, mon beau-frère Kandavel, il se marrait comme un crétin au lieu d'inculquer un minimum de principes à ses gosses. Il faut vraiment avoir le moral ou une conscience de classe pour les supporter. Quant à vivre avec eux, jamais, j'en ai fait l'expérience à plusieurs reprises c'est impossible, je deviens fou avec eux !

Vous voyez camarades, il y a des gens qui parlent des pauvres sans vivre avec eux, c'est facile et gratuit, en réalité la plupart ne les supporteraient pas un instant parce qu'ils ne les connaissent pas en fait. Tandis que moi je partage leur quotidien, nous ne sommes pas obligés de coucher ensemble pour cela, et si je me permets ces familiarités avec eux, c'est parce que nous appartenons au même milieu et qu'ils en ont conscience, ce qui ne serait pas le cas si je les méprisais ou me contentais d'une posture pour me faire passer pour l'un des leurs ou leur ami, ils savent que je les respecte. Vous comprenez pourquoi je brocarde violemment les ouvriéristes...

Passons aux choses sérieuses.

Les pages d'accueil des différentes rubriques du site ont été actualisées. Si vous ne parvenez pas à télécharger un fichier, contactez-moi.

Non, nous n'avons pas un euro à perdre.

- Hollande : "*Un euro, c'est pas cher pour se débarrasser de Sarkozy*" (LePoint.fr 07.10)

Quand le pire est à venir.

- Martine Aubry : "*Les meilleurs moments sont devant nous*" (LePoint.fr 07.10)

Elle parlait pour elle et les siens !

Pendant que le POI demande un entretien à Sarkozy.

- « Un parfum de Fin de règne » titre Le Point de cette semaine alors que le Nouvel Obs lui fait écho « Les dessous d'une fin de règne » et que Marianne se veut plus provocatrice, « Le boulet ». Tous sont d'accord pour annoncer la fin de Sarkozy en

bien mauvaise posture au point que dans son propre camp certains s'interrogent à haute voix sur sa capacité à les représenter. (Débat révolutionnaire n°61)

Lu dans un article du Nouvel Observateur daté du 4 octobre :

- A terme, l'objectif est la "*constitution d'un groupe à l'Assemblée nationale pour créer les conditions d'une Assemblée constituante*", explique Gérard Schivardi.

Les journalistes du Nouvel observateur ont-ils retranscrit correctement les propos de Schivardi ? Si tel était le cas, camarades du POI vous pouvez situer l'avènement d'une Assemblée constituante en France aux alentours du troisième millénaire ! A votre place, je demanderai aux dirigeants de confirmer ou infirmer ces propos attribués à Schivardi.

Vous vous en foutez peut-être et la question ne se pose plus, car si les mots ont vraiment un sens, apparemment Schivardi a claqué la porte du POI, c'est en tout cas ce qui ressortait de son intervention lors du congrès du POI du 2 octobre dernier.

Je ne sais pas si la citation du Nouvel Observateur est correcte, en tout cas elle n'est pas incompatible avec l'idée qu'a toujours exposée Schivardi, à savoir qu'il n'était pas un révolutionnaire et qu'il ne comptait aller au socialisme au moyen d'une révolution.

A propos de révolution, Schivardi a dit "*On m'avance l'argument de la révolte du peuple tunisien, du peuple égyptien. Mais nous sommes encore malheureusement loin d'une révolution qui permettrait de mettre en place cette Constituante que nous souhaitons tous*. Il ne pensait pas si bien dire, plus ouvertement que ceux qui le critiquent dans son propre parti, car en fait de révolution, il s'agissait de révolutions bourgeoises du même type que celle de février 1917 en Russie qui avait chassé le tsar du pouvoir sans pour autant renverser le régime, les institutions. Pour ne pas entrer dans des polémiques stériles, nous attendions le moment favorable pour apporter cette précision, merci de nous l'avoir fournie monsieur Schivardi.

La différence entre la Russie de février 1917 et la Tunisie et l'Egypte de 2011, c'est tout d'abord l'absence du parti bolchevik, ensuite l'incapacité du prolétariat de se doter d'organismes similaires aux soviets dans lesquels les masses s'organiseront, qui constitueront les véritables piliers de l'Etat ouvrier en Russie, et sur lesquels s'appuiera le gouvernement ouvrier révolutionnaire provisoire pour mener la révolution socialiste à la victoire.

Si la citation de Schivardi est exacte, cela nous permet de réaffirmer tout le mal que l'on pense du mot d'ordre d'une Assemblée constituante. Nous y reviendrons une autre fois.

Tous les partis traversent une grave crise, on voulait nous faire croire que seul le POI était épargné, nous ne l'avons jamais cru évidemment, même si nous n'en parlions pas, nous savons être discret quand il le faut...

Un dernier mot, un sujet à développer plus tard. Le coup d'éclat de Schivardi démontre que le type de parti que construit le POI est voué à l'impasse ou à la faillite politique, il serait facile d'affirmer qu'il traduit la faillite politique de ses dirigeants, ceux du courant communiste internationaliste qui le dirigent.

Du coup je me suis fait cette réflexion hier soir, c'est très bref : si nous devons construire un nouveau parti, ce sera forcément un parti calqué sur le modèle du parti bolchevik adapté aux conditions de notre époque, mais il ne devra pas se situer dans la continuité des courants politiques se réclamant du trotskisme qui ont émergé pendant la seconde guerre mondiale ou après l'assassinat de Trotsky et qui ont donné naissance plus tard à l'OCI-PCI-PT-POI, à la LCR ou à LO ou encore les groupes de militants issus de ces partis. Il devra se situer dans le prolongement des trois premières Internationales jusqu'au quatrième congrès de l'Internationale communiste, de la IVe Internationale telle qu'elle existait du vivant de Trotsky après avoir constaté que les courants qui s'en réclameront par la suite avaient lamentablement fait faillite, inutile ici ou pour le moment d'entrer dans les détails pour caractériser le contenu politique de cette faillite politique, d'ailleurs nous nous sommes déjà largement exprimés sur cette question dans le site, de telle sorte qu'il était devenu impossible de se réclamer de la IVe Internationale, Internationale qui a avorté avant de voir vraiment le jour ou qui fut disloquée, gangrenée ou qui a pourri sur place pendant la seconde guerre mondiale dès la disparition de Trotsky, IVe Internationale qui sert de caution aujourd'hui (et hier) à un opportunisme effréné mêlé d'un aventurisme confinant au républicanisme ou au démocratisme bourgeois n'ayant plus rien à voir avec le combat pour le socialisme tel que l'avait conçu son fondateur...

Bref, après avoir remis les pendules à l'heure et dressé le bilan des partis et des dirigeants qui ont participé à la lutte de classe au cours des 71 dernières années qui viennent de s'écouler, rompant résolument avec ce que certains ont appelé le lambertisme ou le pablisme ou leur dérivé de LO, une fois les compteurs remis à zéro, peut-être que tous les militants, cadres et dirigeants qui se réclament de ces courants ou partis pourraient enfin se retrouver dans un parti tout neuf, tout propre, reprenant le flambeau du combat de Marx et Engels contre toutes les formes de socialismes utopiques, bourgeois ou sectaires, le flambeau du combat de Lénine contre le réformisme, celui de Trotsky contre le stalinisme et sa théorie du socialisme dans un seul pays, ils ne se retrouveraient pas tout nu sans histoire derrière eux, sans repère, ils incarneraient la nouvelle opposition de gauche combattant résolument pour la victoire de la révolution socialiste mondiale.

Avantage de cette démarche, ils ne passeraient plus leur temps à se foutre sur la gueule, à se traiter de lambertistes ou de pablistes ou je ne sais quoi, les années d'errements coïncidant avec cette période feraient l'objet d'une résolution qui serait adoptée par tous les militants, cadres et dirigeants rejoignant ce nouveau parti communiste, enfin nous disposerions d'une avant-garde digne de ce nom qui regrouperait les plus fidèles combattants révolutionnaire pour le socialisme, une fois en ordre de bataille, sur la base d'une analyse précise et sans concession des erreurs commises pendant ces longues années et leurs origines, sans faire le procès de quiconque, s'excluerait de lui-même de ce processus celui qui tenterait de juger les autres, il n'y aurait plus aucun obstacle à l'élaboration et à l'adoption des principes de fonctionnement du parti, de ses statuts et de son programme, renouant avec les enseignements de la Commune de Paris et de la révolution d'Octobre, en en conservant intact l'esprit, en les adaptant à notre époque sur le plan pratique.

J'ai rédigé ces lignes d'un trait sans brouillon, tout cela demande à être développé évidemment, en résumé, quand on observe ce qui se passe au POI, au NPA et à LO, on peut en conclure que c'est à l'intérieur de ces partis qu'il faut principalement chercher à la fois les obstacles et les solutions à la construction du parti. Ferme sur les principes, souple sur leur application, une méthode que l'on n'a jamais réellement comprise ou maîtrisée. N'hésitez pas à réagir à cette causerie. (A suivre)

La phrase choc de la semaine

- "*L'Amérique doit diriger le monde, ou alors quelqu'un d'autre le fera*", Mitt Romney, candidat à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle de 2012, lors d'un discours de politique étrangère très musclé, prononcé au prestigieux collège militaire The Citadel de Charleston. (Reuters 07.10)

Politique

Pologne

La campagne pour les élections législatives de dimanche en Pologne a vu grimper dans les sondages un nouveau parti de gauche qui défend les droits des homosexuels, le droit à l'avortement et une plus grande séparation de l'Eglise et de l'Etat, signe d'une sécularisation croissante de ce pays catholique très conservateur.

Les dernières enquêtes d'opinion créditent le Mouvement Palikot (RPP) d'environ 10% d'intentions de vote, derrière la Plateforme civique (PO, centriste) du Premier ministre Donald Tusk, favori du scrutin, et le Parti Droit et Justice (PiS, conservateur), mais devant l'Alliance de la gauche démocratique (SLD), pourtant bien établie, et le Parti populaire (PSL), membre de la coalition au pouvoir. Plus de 30 millions de Polonais seront appelés à renouveler les deux chambres du Parlement: la Diète, chambre basse, et le Sénat.

S'il obtient une bonne représentation au Parlement, le chef du Palikot compte proposer en premier lieu de décrocher le crucifix à la Diète car l'église catholique "*est bien trop puissante*", estime-t-il, soulignant que de nombreux Polonais se déclarent catholiques mais non pratiquants réguliers. "*Nous voulons retirer la religion des espaces publiques*", explique-t-il.

Ancien producteur de vin et de vodka, Janusz Palikot n'hésite pas à se mettre en scène pour défendre son point de vue, comme lorsqu'il avait donné une conférence de presse un pistolet dans une main et un vibro-masseur dans l'autre en 2007 pour dénoncer une affaire dans laquelle un policier avait violé une femme sous la menace de son arme.

"*Je serais prêt à le refaire dans une situation similaire*", affirme-t-il, soulignant que l'officier a été envoyé en prison, le chef de la police limogé et que des réformes ont été mises en place pour lutter contre les abus policiers, avec notamment l'installation de caméras dans les salles d'interrogatoire. (AP 07.10)

Social

1- France

1.1- Des établissements en manque de professeurs un mois après la rentrée des classes ? C'est ce qu'a déploré, jeudi, la PEEP, deuxième fédération de parents d'élèves.

"*Nos responsables et nos parents aujourd'hui nous ont fait savoir qu'il manquait encore dans les établissements, surtout dans le second degré, beaucoup de professeurs de maths, de lettres, de langues vivantes, de technologie et, dans des matières plus spécialisées comme la mercatique (marketing)*", a déclaré Valérie Marty, présidente, lors d'une conférence de presse.

"*C'est un peu plus compliqué à l'heure actuelle, mais ça va être un peu plus tendu toute l'année car déjà, au mois d'octobre, on va rechercher des étudiants pour remplacer les enseignants qui n'ont pas pu être nommés sur les établissements*" et "on cherche

des remplaçants de remplaçants dans certains cas, a-t-elle ajouté. (lemonde.fr 06.10)

1.2- Publiés cet été, les décrets d'application de la réforme des régimes spéciaux de retraite mettent le feu à l'Opéra de Paris.

Si vous devez aller à l'Opéra ces jours-ci, ne soyez pas étonné que le rideau ne se lève pas. Les grèves se multiplient depuis la publication le 10 août des décrets d'application de la réforme des régimes spéciaux des retraites. Xavier Bertrand et Valérie Pécresse ont cru que la torpeur du mois d'août suffirait à faire passer la pilule. Erreur... SUD et la FSU redoublent de vigueur depuis septembre : les premières de Faust (le 22 septembre), de Phèdre et de Psyché ont été annulées. D'autres préavis sont déposés qui pourraient menacer par exemple la retransmission de Faust sur France 3 prévue le 10 octobre et simultanément dans les salles de cinéma.

Qu'en est-il exactement ? Pour les artistes, rien à changer : les danseurs peuvent partir en retraite à 40 ans et à 57 ans pour les artistes de chœur. En revanche, le décret du 10 août 2011 fixe une liste précise de techniciens dont les tâches comportent une "*fatigue exceptionnelle*" du fait de travail de nuit ou de travaux de force. Le décret inclut dans cette catégorie cinq métiers : les agents de sécurité incendie, les machinistes transporteurs, les transporteurs manutentionnaires, les techniciens lumière et les machinistes. Ceux-là peuvent partir à la retraite à 57 ans (au lieu de 55 ans auparavant). Toutes les autres catégories de personnel partent à la retraite à 62 ans.

Les machinistes mènent la guerre ainsi qu'une partie du personnel qui règle les lumières. Mais que faire ? Le gouvernement n'a pas l'intention de faire machine arrière et les grèves à répétition causent des dommages considérables à la trésorerie de l'Opéra. Une seule annulation de spectacle se chiffre à plusieurs centaines de milliers d'euros en moins... (lepoint.fr 07.10)

2- Grande-Bretagne

La BBC, premier groupe audiovisuel public au monde, a dévoilé jeudi un plan de 20 % d'économies qui se traduira notamment par la perte d'environ 2 000 emplois d'ici à 2017. Les coupes détaillées par Mark Thompson, le directeur général de la BBC, se solderont par une réduction annuelle des dépenses de quelque 670 millions de livres (777 millions d'euros).

Les transformations les plus radicales dans l'histoire d'"Auntie" sont la conséquence directe du gel pour six ans de la redevance – véritable manne de 4 milliards d'euros par an – décrété par le gouvernement en 2010 dans le cadre de sa politique tous azimuts d'austérité.

Le groupe BBC emploie 22 899 personnes et coiffe huit chaînes de télévision nationale, 54 radios, un site parmi les plus visités en Europe et un service mondial en 32 langues à destination de plus de 150 millions d'auditeurs. (lemonde.fr 06.10)

3- Espagne

Les expulsions de propriétaires surendettés ont connu un nouveau record historique au deuxième trimestre en Espagne, en hausse de 21,2 % par rapport à la même période de 2010, une année déjà record dans ce domaine, selon les autorités judiciaires.

Les ordres d'expulsion ont atteint plus de 30 000 depuis le début de l'année, soit presque autant que pour l'ensemble de l'année 2009 et pourraient donc dépasser en 2011 le record atteint en 2010 (47 089).

Selon l'Institut national de la statistique espagnol (INE), le taux de chômage en Espagne s'élevait à la fin du premier semestre 2011 à 20,89 % de la population active, le plus important de l'Union européenne et des pays de l'OCDE. (lemonde.fr 07.10)

4- Chili

Les dirigeants syndicalistes et étudiants chiliens ont appelé vendredi à la grève générale pour le 19 octobre en réaction à la répression policière des manifestations contre une réforme de l'éducation jugée beaucoup trop limitée. Plus de 250 personnes ont été arrêtées et une trentaine blessées.

Arturo Martinez, à la tête de la coalition syndicale CUT, a annoncé la date de la grève générale avec à ses côtés la militante étudiante Camila Vallejo, qui a accusé le gouvernement de laisser la police violer le droit constitutionnel des étudiants à manifester pacifiquement. "*Nous poursuivrons ce mouvement aussi longtemps que nécessaire*", a-t-elle prévenu.

Le porte-parole du gouvernement a répondu que toute violence serait fermement réprimée. "Notre main ne tremblera pas et nous ne ferons montre d'aucune faiblesse pour tenter de maintenir l'ordre public", a prévenu Andres Chadwick, ajoutant: "*ils ne nous affaibliront pas en attaquant la police et en posant en victimes*".

Le gouvernement avait refusé d'autoriser la manifestation de jeudi organisée par les étudiants à la suite de l'échec la veille

de négociations pour une université gratuite, mieux financée et de meilleure qualité.

Des policiers mobilisés en nombre, certains à cheval, ont employé des canons à eau et gaz lacrymogènes pour disperser les quelque 10.000 étudiants qui avaient répondu à l'appel à la manifestation, les poursuivant jusque sur les campus, selon Camila Vallejo.

Le bilan a été de 168 arrestations à Santiago, la capitale, et plus d'une centaine d'autres dans le pays. La police a fait état de 25 officiers et cinq civils blessés. Au moins cinq journalistes qui travaillaient ont été arrêtés.

"Si la police a réagi avec excès, nous contrôlerons cela, mais nous respecterons la police, nous soutiendrons la police parce que c'est la seule façon pour nous de faire appliquer la loi", a affirmé le porte-parole du gouvernement.

Le président Sebastian Pinera et le ministre de l'Education Felipe Bulnes ont rejeté les principales revendications des étudiants, qui demandaient que l'Etat ponctionne les riches et les entreprises pour financer le système éducatif, aujourd'hui largement privé. (AP 07.10)

Economie

1- BCE

La Banque centrale européenne (BCE) estime que les menaces se sont intensifiées pour l'économie de la zone euro et elle fournira aux banques de la liquidité à long terme pour éviter un nouvel assèchement de la liquidité (credit crunch).

La BCE a laissé ses taux directeurs inchangés ce jeudi - son taux de refinancement restant donc à 1,5%, comme s'y attendaient les marchés le plus souvent. (Reuters 06.10)

2- Grande-Bretagne

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre a estimé jeudi que le monde affrontait peut-être la plus grave crise économique de son histoire. L'institution va injecter 75 milliards de livres (86 milliards d'euros; 116 milliards de dollars) de liquidités dans l'économie britannique, fragilisée par la crise de la dette dans la zone euro.

Mervyn King a déclaré sur la chaîne Sky News que cette crise était la plus grave depuis celle des années 1930, *"sinon (la plus grave) jamais vue"*, ajoutant sur la BBC que l'économie mondiale ralentissait *"beaucoup plus vite qu'on ne le pensait il y a encore quelques mois"*.

Le programme de rachat d'actifs avait permis d'injecter 200 milliards de livres entre mars 2009 et janvier 2010 dans l'économie britannique pour aider le pays à sortir d'une profonde récession. (AP 06.10)

3- Belgique

Moody's Investors Service a annoncé vendredi qu'elle pourrait abaisser la note souveraine Aa1 de la Belgique, évoquant les difficultés qu'elle éprouve à maîtriser sa dette publique et les risques de financement sur le long terme qui en découlent.

Moody's en dit en particulier qu'elle examinerait *"la vulnérabilité de la dette publique belge dans le contexte actuel de financement souverain et bancaire de la zone euro. Cela comportera l'examen de la nécessité éventuelle pour l'Etat de prendre des mesures de soutien du système bancaire ou de telle ou telle banque"*.

"A cet égard, Moody's entend évaluer les coûts potentiels et passifs additionnels contingents que l'Etat pourrait assumer en soutenant le groupe Dexia". (Reuters 07.10)

4- Italie et Espagne

Fitch a abaissé vendredi la note de l'Italie d'un cran et celle de l'Espagne de deux, évoquant une aggravation de la crise de la dette de la zone euro et un risque de dérapage budgétaire dans ces deux pays.

L'Italie et l'Espagne sont affectées directement par la crise de la zone euro en ce qu'elles dépendent de la Banque centrale européenne (BCE) pour placer leurs emprunts obligataires et éviter que les rendements demandés n'atteignent des proportions insoutenables. (Reuters 07.10)

Le 10 octobre

Hier je n'ai pas actualisé le site, j'ai consacré la matinée aux tâches ménagères qui peuvent être une source de satisfaction quand on ne les considère pas comme une obligation, mais comme le produit d'un besoin né de la condition humaine en relation avec un certain degré de développement économique et social de la civilisation humaine, et l'après-midi à lire et à cuisiner.

Ici, je suis une curiosité pour tous les Indiens toutes classes sociales confondues, y compris ou surtout pour les Indiens ayant des relations avec des "Blancs", encore plus aujourd'hui qu'hier. Habiter dans une si grande maison et s'en occuper soi-même est quelque chose d'incongrue, d'incompréhensible, une excentricité qui n'inspire pas le respect contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, non, au contraire, pour les pauvres cela dépasse l'entendement, et pour les nantis qui sont des fainéants nés, c'est se rabaisser socialement, donc cela leur inspire plutôt le mépris... que je leur renvoie volontiers.

Dans un pays développé comme la France qu'avons-nous pas entendu comme conneries monstrueuses sur la femme au foyer qualifiée de ménagère, statut dégradant, voire humiliant, esclave ou bonne à tout faire de son compagnon, qui pour mériter à part entière son statut d'être humain, social, de citoyenne, pour s'épanouir dans la vie devrait passer obligatoirement sous les fourches caudines de l'exploitation au même titre que l'homme, hypocrisie qui passe sous silence la condition de vie harrassante dans laquelle elle se retrouve quand elle est confrontée à cette situation-là, qui de fait lui est imposée par la société en régime capitaliste à notre époque.

De la femme objet sexuel à la femme consciente des rapports complexes qu'elle entretient avec son corps.

Non, la femme et l'homme ne sont pas seulement différents sur le plan sexuel, d'ailleurs l'admettre devrait nous obliger à reconnaître qu'elle ne l'est pas non plus sur d'autres plans du fait qu'elle entretient des rapports différents par rapport à son corps, dont les fonctions ne sont pas identiques à celles d'un homme ou comporte une fonction en plus ou complémentaire à celle de l'homme, car, pour reprendre une définition d'Engels, elle est également un moyen de production, de reproduction de l'espèce humaine pour assurer sa survie.

Pas plus que pour le petit garçon, la petite fille n'a pas besoin d'être consciente des lois de fonctionnement qui régissent le développement de son organe sexuel pour que ce processus passe par plusieurs étapes et atteigne finalement son terme. Par contre, lorsqu'il est achevé, de nouveaux rapports vont naître et dissocier davantage l'homme de la femme, notamment sur les plans psychologique et amoureux ou sentimental.

Chez l'homme, à l'état naturel ou non, la montée hormonale est pour ainsi dire spontanée, il est prêt à copuler à tout moment, tandis que chez la femme le besoin sexuel pour s'éveiller nécessite une mise en condition préalable. Chez nos cousins les bonobos qui copulent à longueur de temps, on a découvert que leur comportement sexuel débridé et quelque peu anarchique au premier abord, était en réalité régi par un code social, dès lors que la copulation était conçue comme un moyen de prévenir ou de régler des conflits entre eux, la femelle s'y adonnait volontairement ou de bon coeur.

Autrement dit, chez l'homme l'acte sexuel correspond à une fonction naturelle, à la satisfaction d'un besoin naturel, tandis que chez la femme il sera d'autant plus associé à une fonction sociale en fonction du degré de développement social de la société dans laquelle elle évolue. A un stade plus avancé encore, une fois que la femme a intériorisé ou a pris conscience de cette fonction sociale, comme produit de celle-ci vont se développer ou venir se greffer dessus des critères psychologiques pour la plupart inconscients et qui vont influencer sa vie sexuelle ou sa vie tout court.

En réalité les choses sont encore plus complexes, dans la mesure où la femme développe un besoin sexuel naturel au même titre que l'homme, qu'il y est associé une fonction sociale et que les rapports qu'ils entretiennent entre eux sont accompagnés ou alimentent des comportements psychologiques qui peuvent les modifier, interférer ou perturber ces rapports, les dominer également ; il suffit par exemple qu'une femme fasse une fixation sur un problème qui la préoccupe pour qu'elle refuse tout rapport sexuel, tandis que l'homme passera outre facilement en ne retenant que la définition originelle de l'acte sexuel, celle du primate archaïque pour faire plaisir aux dames dirons-nous. Il faut préciser que ce n'est pas trop la fonction sociale procréative de la femme qui intervient dans la manière dont son besoin sexuel va se manifester ou non, mais plutôt sa relation au monde extérieur en général.

J'ai laissé de côté ici la société, le milieu familial, l'éducation, pour ne pas partir dans tous les sens, on en causera une autre fois. N'en déplaise aux féministes, la femme continue d'être traitée comme un sous-produit de l'espèce humaine, y compris quand elle s'emploie à rabaisser les hommes, car finalement ce sont les uns et les autres que la société tend à rabaisser, à exploiter et à opprimer toujours davantage, et dont seule la lutte de classes contrecarre dans la mesure du possible en régime capitaliste les projets les plus sordides, inhumains ou barbares. On s'interrogera de savoir si le slogan *la femme est l'égal de l'homme* est davantage réactionnaire que révolutionnaire quand il ne se situe pas strictement sur un plan de classe.

A ce propos, il y en a qui ont reproché à Schivardi d'avoir osé dire que des adolescentes de sa commune avaient eu un comportement provocateur, d'où son fameux ou plutôt fâcheux décret municipal.

Donc si l'on comprend bien, selon ces militants une jeune femme pourrait se comporter n'importe comment, précisons les choses se vêtir légèrement, et elle n'aurait pas à tenir compte de la société dans laquelle elle vit, et quoi qu'il pourrait advenir par la suite, regards insistants, propos graveleux, propositions ou gestes inconvenants, agression ou viol, en aucun cas elle ne devrait en porter la moindre responsabilité sous prétexte que chacun est libre de sortir dans la rue ou de s'afficher vêtu comme il le souhaite, sauf dénudé, le sexe ou les seins à l'air.

Il est étonnant, pour ne pas dire choquant, que des militants qui en principe se destinent à aider les masses à élever leur niveau de conscience, à comprendre les rapports qui régissent la société et pas seulement les rapports (sociaux) de production, considèrent normal que des jeunes filles ou des femmes finalement ignorent ou agissent en ignorant ces rapports, et que parce que ce sont des femmes bénéficieraient d'un traitement de faveur par rapport aux hommes et ne devraient pas en assumer les conséquences, ce que j'appellerais le féminisme de caniveau.

Cette position n'encourage pas les femmes à prendre conscience de la société dans laquelle nous vivons et dessert leurs intérêts, puisqu'elles les encouragent à s'exposer dangereusement à la perversité de déséquilibres. C'est comme dans la vie en général, il y a des gens qui ont le don de rechercher systématiquement les emmerdes, qui ensuite sont surpris quand ils leur tombent dessus et qu'on ramasse à la petite cuillère...

Chacun doit mesurer les risques que comportent ses actes et les assumer ensuite. Si l'on suit jusqu'au bout le raisonnement de ces militants, on aboutit à une situation où finalement plus personne ne serait responsable de rien. Mais n'est-ce pas vers cela que ceux qui gouvernent veulent nous entraîner avec leur société de plus en plus pourrie : vous ne vous occupez de rien, on s'en charge à votre place ?

La profonde décomposition de la société à laquelle nous assistons a pour conséquence la perte de tout repère social, que le législateur s'emploie à corriger au moyen de lois de plus en plus répressives et liberticides. De la même manière qu'il nous est totalement impossible de le suivre ou de le soutenir dans cette voie et nous sommes d'accord au moins sur ce point, il nous est impossible d'agir autrement que par la lutte de classe pour tenter de freiner cette décomposition sociale aux conséquences désastreuses pour la population laborieuse, lutte de classe qui doit comprendre un volet éducatif en direction du prolétariat et sa jeunesse.

Que la société nous apparaisse de plus en plus insupportable est une chose, qu'il faille la changer de fond en comble en est une autre, en attendant il nous faut faire avec et ne pas essayer de se substituer au législateur ou tenter de l'influencer dans des domaines qui ne sont pas de notre compétence, de la même manière qu'il faut admettre dans une large mesure notre impuissance à combattre ou éradiquer les conséquences de la survie du capitalisme, sinon, dans le premier cas on agira comme Schivardi, dans le second, comme ces militants le préconisent en flattant l'ignorance ou l'inconscience des masses, un grave incident monté en épingle par les médias et le gouvernement fournira matière au législateur à renforcer son arsenal répressif, et quand cela se produira ces militants n'auront plus qu'à se réfugier dans un silence complice ou une dénonciation hypocrite ou sans consistance, évidemment incompréhensible aux yeux des travailleurs.

Il serait plus correct ou honnête d'avouer, soit qu'on refuse cette conception de la lutte de classe qui selon moi forme un tout et qu'on a abandonné il y a des lustres, soit qu'on ne sait pas comment s'y prendre pour s'adresser aux travailleurs, dès lors qu'il s'agit d'aborder des questions de société, questions qui ne se traitent pas seulement sur le plan politique ou doivent être abordés sur différents plans à la fois.

A plusieurs reprises j'ai affirmé que l'avant-garde en général passait son temps à se prendre pour ce qu'elle n'était pas et que rien n'avait changé en 70 ans, on en a là une nouvelle démonstration, qui met en relief sa conception erronée de la lutte de classe à travers les rapports erronés qu'elle entretient avec les masses.

Domage, je n'ai plus le temps de continuer, car l'analyse des rapports entre le parti et les masses et entre le parti et les syndicats devaient être notre causerie de ce matin après mes lectures d'hier et les réflexions qu'elles m'ont inspirées. On verra cela demain ou dans quelques jours. Je sors à peine d'une grosse infection au bras gauche qui je dois dire m'a un peu inquiété, mais bon, j'ai réussi à en venir seul à bout, qu'hier soir une molaire s'est brisée en deux et j'ai pris rendez-vous pour demain 10h chez ma dentiste, donc je ne bosserai pas beaucoup demain.

Ce sera une causerie explosive, si toutefois je parviens à la mener à son terme sans me disperser, ma fâcheuse habitude ! En fait la suite de ma causerie du 8 octobre en m'appuyant notamment sur des arguments puisés chez Trotsky (Le syndicalisme et le communisme), la résolution du IVe congrès de l'Internationale communiste sur les syndicats, un document de la IVe Internationale du milieu des années 60 (de quoi Pablo était-il le produit questionnait La voix ouvrière ancêtre de Lutte ouvrière? Question à laquelle personne n'a jamais voulu répondre... et pour cause Lambert et ses amis en seraient ressortis laminés, sans pour autant donner raison à Pablo notez bien) , et enfin un article de Stéphane Just sur les rapports entre l'OCI et

les syndicats (dans lequel il était presque parvenu à répondre à la question précédente, pas tout à fait cependant car il sera incapable d'en tirer les conclusions pratiques qui s'imposaient, mais c'était déjà un réel progrès par rapport à la chappe de plomb qu'avait imposé Lambert sur cette question et qui est à l'origine de l'absence du parti aujourd'hui.).

Si je parviens à mener à terme ce travail, vous verrez que tout se tient, j'en ai été le premier surpris, au point que sans crainte aucune, je persiste et signe tout ce que j'ai écrit sur cette question depuis 2005, sans réserve, y compris ma causerie d'avant-hier puisque je suis en mesure d'étayer sérieusement chacun de mes arguments. Vous voulez que je vous livre une partie de ma conclusion : continuons sur la même voie et vous pouvez d'ores et déjà dire adieu au socialisme, je ne parle pas seulement pour vous qui comme moi avez commencé à glisser sur la pente qui conduit à la petite ou la grande boîte (moi je finirai grillé sur un tas de bois !), mais les générations futures.

Bon, il y a mieux pour remonter le moral des troupes, bien sûr, le fait d'y voir plus clair devrait être suffisant ou il faudra s'en contenter à défaut de mieux au départ, désolé.

Au fait, hier j'ai actualisé la page économie du site.

Bonne semaine à tous, le combat continue...

[Haut de page ↗](#)

Le 12 octobre

Hier je n'ai pas pu travailler en raison d'une coupure de courant qui a duré toute la journée, je n'ai pas osé vider la batterie de secours par crainte d'une coupure de courant la nuit, ce qui m'aurait privé de mon précieux ventilateur et se serait traduit par une nouvelle nuit blanche. J'ai atteint un tel niveau de fatigue que tous les jours vers 18h j'ai la tête qui tourne et je m'endors littéralement debout. Evidemment pas question de me reposer à cette heure-là, du coup je ne tiens que par les nerfs et je ne dispose plus de toutes mes facultés déjà limitées.

Quand j'en arrive à ne plus me poser de questions ou qu'aucune ne surgit, que certains rapports ne me sautent pas aux yeux spontanément, c'est que j'ai atteint les limites de mes forces ou que mon cerveau fonctionne au ralenti, c'est plutôt gênant, et malgré tout il faut bien faire le boulot, d'où certains flottements, certaines hésitations, certaines erreurs aussi dans mes analyses. Le pire quand je suis dans cet état-là, c'est quand il faut adopter une position immédiatement, alors que j'ai du mal à mettre de l'ordre dans mes idées pour analyser la situation, je prends le risque de me tromper et je dois ajuster plus tard, ce qui n'est pas forcément facile à suivre pour tous les lecteurs.

Dans ce cas-là, il vaudrait mieux se taire et attendre, mais là on va m'accuser d'être un dégonflé ou un incapable ou de me déterminer par rapport aux uns ou aux autres, alors qu'en réalité je me forge moi-même ma propre opinion, je vais très loin dans ce domaine, je me refuse à lire ce que d'autres ont écrit tant que je n'ai pas commencé à me faire une idée précise sur une question, contrairement à certains j'emploie rarement le mot indépendance, je préfère le mettre en pratique.

Ma démarche peut se discuter. Je préfère faire des erreurs et les assumer plutôt que répéter celles des autres pour ensuite les accuser de m'avoir induit en erreur. Je pars du principe que chacun à son niveau doit assumer ses responsabilités et les conséquences positives ou négatives qui peuvent en découler au lieu de les reporter sur les autres, c'est d'ailleurs valable dans la vie en général. Quand on n'est pas capable d'être honnête envers soi-même, comment pourrait-on l'être envers les autres, comment pourrait-on progresser dans la vie, y voir plus clair et savoir où on en est exactement, se connaître soi-même ? Voilà un sujet que je verrais bien traité dans un journal destiné aux travailleurs parce qu'il nous concerne tous.

Vous trouverez ci-dessous avant les infos en bref quelques sujets de réflexion sur l'actualité que je n'ai pas eu le temps d'aborder.

Il manque une info vue et entendue aux infos sur TV5Monde Asie et apparemment non relégué par les agences de presse (je n'ai pas le temps de faire des recherches). En Indonésie les mineurs d'une des plus grande mines de cuivre du monde sont en grève pour exiger une augmentation du salaire minimum, ils exigent qu'il passe de 1 dollar à 8 dollars de l'heure, de violents affrontements ont eu lieu avec la police et il y aurait déjà au moins un mort parmi les mineurs.

J'ajouterai demain des articles dans différentes rubriques. J'ai mis en ligne le *Rapport international soumis à la discussion des journées d'études du CCI (T) des 1er et 2 octobre 2011* que je n'ai pas encore eu le temps de lire pour en avoir pris connaissance ce matin.

1- Pour ajouter un mot à mes deux dernières causeries.

J'ai lu et parcouru rapidement plusieurs textes dimanche sans prendre de note et je le regrette, car dans l'un d'entre eux j'ai lu que les syndicalistes ne devaient pas se contenter d'objectifs économiques, mais qu'ils devaient également mener leur combat sur des objectifs de classe, dont le renversement du capitalisme.

Voilà matière à réflexion. Je vais essayer de retrouver la source de cette citation, que je vous livre en substance sans dénaturer les propos de son auteur. Pourquoi cette citation est-elle si importante ? Parce que sans objectif de classe, le syndicalisme n'est pas un syndicat de lutte de classes, mais un syndicalisme inféodé au capitalisme, un syndicalisme d'accompagnement du capitalisme.

Effectivement, il ne suffit pas de poser des revendications économiques pour se situer sur un terrain de classe contrairement à ce qu'on a voulu nous faire avaler, le syndicaliste qui réclame ou exige une augmentation de salaire n'a à l'esprit que l'amélioration de sa condition en régime capitaliste, témoignant s'il en reste là, qu'il peut sous certaines conditions s'accommoder du système d'exploitation et d'oppression en vigueur au lieu de se dresser contre lui pour le renverser, ce qui signifie qu'il abandonne l'objectif du combat du mouvement ouvrier.

Sur quoi reposait cet objectif ? Question déterminante que personne n'ose poser (je parle des différents partis ouvriers) : comment pourrait-il en être autrement quand on s'est écarté du marxisme ? Quand on a rejeté l'analyse du développement du capitalisme depuis sa naissance faite par Marx et Engels, on rejette la conclusion à laquelle il était parvenu, ce n'est pas difficile à comprendre.

Ce n'est pas la différence de salaire ou de traitement entre l'ouvrier et le patron, l'existence du pauvre et du riche, les différences qui existent entre leurs conditions de vie qui déterminent les rapports (sociaux) de production ou qui président à l'existence d'une classe d'exploités et une classe d'exploiteurs, ils en sont le produit ou les conséquences. Or, c'est à l'origine ou aux fondements du système d'exploitation qu'il nous faut s'attaquer, sous peine si on ne le fait pas que ces rapports demeurent en l'état ainsi que les conséquences qui en découlent, sans quoi aucun changement de société ne se réalisera.

Pourquoi cet objectif de classe a disparu du combat des syndicats et plus largement du mouvement ouvrier ? Parce qu'au non de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis, les syndicats ne combattant plus dans la perspective du socialisme ils sont subordonnés à une autre perspective, à une autre idéologie : le capitalisme et assurer sa survie.

Comment peut-on prétendre que les syndicats seraient indépendant quand ils mènent leur combat sans objectif de classe ? Ils en ont forcément un, car qui ne combat pas pour renverser le capitalisme situe son combat dans les limites du capitalisme qui demeurent indépassables. Tous les discours sur l'indépendance des syndicats par rapport aux partis n'ont finalement servi qu'à couvrir la subordination des dirigeants syndicaux au capitalisme. De la même manière que le combat contre le stalinisme des soit-disant trotskistes a servi à masquer leur capitulation devant le réformisme, parfois en s'alliant avec les anarcho-syndicalistes ou s'en inspirant.

Ces derniers, avec le cynisme qu'on leur connaît et qui se sont faits les champions de la lutte pour l'indépendance des syndicats au lendemain de la seconde guerre mondiale, se sont servis comme masque du combat contre le stalinisme, pour non seulement camoufler leur subordination au capitalisme, pour combattre le marxisme dont le parti est l'expression achevée dans la période qui précède la prise du pouvoir, pour empêcher que les syndicalistes se tournent vers un parti marxiste, pour interdire au prolétariat de se donner une nouvelle direction politique pour pouvoir renverser le régime et construire son propre Etat, deux objectifs auxquels les anarcho-syndicalistes ont toujours été farouchement opposés, tout comme la classe dominante notez bien et ce n'est pas un hasard.

Lors du référendum sur la Constitution de la Ve République, tous les partis ouvriers et syndicats s'étaient prononcés pour dire non à de Gaulle en 1958, sauf un, Force ouvrière et A. Hébert que l'on allait retrouver plus tard à la direction de l'OCI, puis du PT. Il n'y a pas de hasard en la matière camarades, tout s'explique très bien pour peu qu'on parte des faits, faut-il encore les connaître évidemment.

Le même Alexandre Hébert soufflera à Pierre Lambert au début des années 50, qu'au lieu de s'acharner à construire une section de la IVe Internationale, il ferait mieux d'opter pour un parti des travailleurs du type de la SFIO. Tous les documents dont je m'inspire ici figurent sur Internet pour ceux qui veulent vérifier.

En 1969, de Gaulle a démissionné après que le non l'ait emporté au référendum sur la régionalisation et la réforme du Sénat. On nous a expliqué, que dis-je martelé que Bergeron avait dit non lors du congrès de FO à la suite au discours à la tribune de P. Lambert. C'était en réalité un grossier mensonge, car en réalité Bergeron avait appelé à voter non en ajoutant que si le oui l'emportait son syndicat participerait au Sénat remodelé, Lambert le savait pertinemment mais se gardera bien de s'en vanter par la suite. C'est à cette condition inacceptable que Bergeron a appelé à voter non, en s'en foutant du résultat puisqu'il était prêt à participer au Sénat en cas de victoire du oui, donc de livrer pieds et mains liés son syndicat à l'Etat, voilà ce que Lambert a caché aux militants de son parti.

A partir de cette date, on comprend pourquoi Lambert devenu le complice de la duplicité de Bergeron votera toutes les résolutions de la direction confédérale, car très peu de militants sauront ou retiendront dans quelles conditions Bergeron avait appelé à voter

non, on pourrait presque ajouter, en espérant que le oui l'emporte, puisque c'est aussi à partir de cette date que l'Etat développera des relations avec ses "partenaires sociaux" et dont la politique dite contractuelle ou de négociation sera le produit, privilégiant la recherche d'accords entre l'Etat (et le patronat) et les syndicats au détriment de la lutte de classes, reléguant l'action des travailleurs avec leurs syndicats et la grève au second plan comme moyen d'action. Sur sa lancée, plus tard Lambert avouera que dès 1972 il s'était donné pour objectif de porter Mitterrand à l'Élysée, autrement dit il refusera d'engager le combat contre la direction de FO et du PS auxquels il demeurera inféodé jusqu'au bout...

Neutraliser la classe, rogner son indépendance de classe, lui interdire d'intervenir sur son propre terrain de classe, l'empêcher de construire son parti, tout se tient.

C'est la stratégie d'adaptation, puis de subordination aux appareils adoptée par les dirigeants se réclamant du trotskisme depuis l'après-guerre, qui est responsable de l'absence du parti révolutionnaire aujourd'hui, stratégie qui était le produit d'une analyse erronée des rapports entre l'avant-garde et les masses ainsi que les syndicats, autant que l'incompréhension des rapports entre les travailleurs et les syndicats ainsi que leurs partis. Le MNA (Algérie) qualifié de parti marxiste, Tito présenté comme un nouveau Lénine, le PS présenté comme un parti ouvrier, etc. etc. (A suivre)

2- Manipulation des électeurs.

Il y a quelque 45 millions d'électeurs en France, 2,6 millions, soit 5,5% seulement participent au "primaires" du PS, et les voilà qui crient victoire, complètement délirant, quelle manipulation !

Question : où sont passés les soit-disant 44 à 49% prêts à voter pour le candidat du PS au second tour de la présidentielle de 2012 ? Ils ont refusé de participer à cette mascarade, parce qu'ils savent pertinemment que si le candidat du PS était élu cela ne changerait rien à leur condition, pas plus que s'ils avaient voté pour Sarkozy. Conclusion : ce résultat illustre le rejet massif du PS et sa politique réactionnaire qu'il partage avec l'UMP.

Maintenant, on pourrait avancer l'hypothèse grotesque que les 44 ou 49% manquant se porteraient sur les autres candidats étiquetés à gauche ou à l'extrême gauche, EE-LV, le Front de gauche, le NPA et LO. Problème : à eux tous s'ils parvenaient à totaliser entre 24 et 29% des voix en étant généreux, il en manquerait encore entre 19 et 24% pour faire le compte. On nous dira que beaucoup de gens n'ont pas estimé indispensable de se déplacer et qu'ils le feront en 2012. Cette hypothèse est déjà plus sérieuse, à moins que cet écart corresponde en partie à une poussée de l'abstention, ce qui est plausible par les temps qui courent.

Quoi qu'il en soit, le candidat étiqueté PS qui affrontera Sarkozy en 2012 ne sera pas le candidat de ce parti puisqu'il ne compte que 300 000 adhérents environ, il sera le candidat de la petite-bourgeoisie, des intellectuels et des couches moyennes qui ont lié leur sort à celui de la Ve République et du capitalisme, et qui espèrent qu'en retour leurs intérêts seront mieux sauvegardés que si elles avaient voté pour Sarkozy ou Le Pen.

3- Effet d'annonce.

Il y a deux semaines environ Barroso s'est enflammé à la tribune du Parlement européen en proposant une taxation des transactions financières. En réalité, en étant optimiste cette mesure pourrait entrer en vigueur à partir de 2014, à condition que les 27 pays de l'UE la ratafient, or certains d'entre eux y sont farouchement opposés, à commencer par les Britanniques.

Du coup Barroso a précisé que chacun pourrait l'appliquer à sa manière ou ne pas l'appliquer du tout. Sachant par avance qu'une telle taxe ne pourrait voir le jour qu'à l'échelle mondiale et que les Etats-Unis et la Chine ne veulent pas en entendre parler, autant dire qu'elle ne le sera jamais en l'état actuel des choses. Comble du ridicule, elle devrait rapporter 55 milliards d'euros que les Etats de l'UE devraient se partager, soit 2,03 milliards d'euros par Etat et par an, en voilà une somme gigantesque à côté des 4 660 milliards d'euros que la BCE a accordé aux voyous de la finance, chiffre fourni par Barroso.

Dur, dur, dur de "*réformer*", de "*moraliser*" le capitalisme, même aux forceps c'est impossible, d'où la seule solution : l'abolir, par tous les moyens, y compris la force !

Lors de l'émission *On n'est pas couché* diffusée en différé samedi dernier sur TV5Monde Asie, le conseiller de Sarkozy, Henri Guaino, a affirmé que La Talonnette était à l'origine de cette proposition fort audacieuse sans que personne ne relève la supercherie évidemment.

Ajoutons un mot hors sujet. L'alchimie de la propagande gouvernementale.

Guaino est plus dangereux que Sarkozy qui multiplie les impairs dans ses déclarations spontanées et se ridiculise. Guaino maîtrise parfaitement le langage de la communication contrairement à La Talonnette qui ne maîtrise rien finalement, ce n'est qu'un homme de paille, un avocat d'affaires minable.

Guaino reprend les formules qui ont propulsé l'extrême droite sur le devant de la scène politique à diverses époques dans le passé. Il a l'art de présenter la politique réactionnaire qu'il défend de telle manière qu'on pourrait croire qu'elle lui a été dictée ou inspirée par les travailleurs eux-mêmes, donc correspond à leurs intérêts, partant de là, à l'adresse de ses contradicteurs, difficile ou impossible de dire ou de faire mieux, la discussion est close, il a bien parlé et il a forcément raison quelque part.

Plus fort encore, sans attendre qu'on lui signale les aspects négatifs de sa politique, il s'en saisit d'autant plus facilement qu'il a mêlé dans son discours vérités et mensonges ou parfois non-dits quand il n'a pas pu faire autrement pour éviter que la vérité le rattrape, ce qui ne peut se produire que lorsqu'il est en présence d'un véritable opposant à sa politique ou d'un journaliste qui cherche à se faire remarquer, ce qui est assez rare, ce qui ne l'arrête pas pour autant puisque son discours s'adresse davantage à la majorité d'ignorants qui composent la société et n'y verra que du feu.

C'est ainsi qu'il a été jusqu'à revendiquer la situation sociale actuelle avec toutes ses conséquences dramatiques pour des millions de travailleurs et leurs familles, en saluant l'action du président de la République qui avait su préserver les intérêts de chacun et sans lequel, la situation sociale serait encore pire dans le pays, voyez ce qui s'est passé en Grèce ajoutera-t-il.

Il a le champ libre pour tenir un tel discours puisqu'il n'existe plus de véritable opposition dans ce pays en dehors de partis ouvriers très faibles et marginalisés. Son discours ne s'adresse pas à ceux qui sont le plus durement frappés par la crise du capitalisme, il sait qu'ils ne constituent qu'une minorité dans la société ou que la majorité dispose encore des moyens pour supporter les conséquences de la politique mise en oeuvre par Sarkozy et son gouvernement. Il ne cherche pas à convaincre ou à se rallier cette minorité, il s'appuie sur la majorité qui a encore l'illusion d'avoir quelque chose à perdre et qui s'y raccroche en espérant encore pouvoir échapper au pire, d'où son discours qui se veut à la fois lucide ou sans concession, rassurant pour les mettre en confiance, ce que cette majorité a besoin d'entendre pour se rassurer et le tour est joué... pour le moment.

4- A propos de l'initiative de l'Autorité palestinienne.

Mahmoud Abbas a pris l'initiative de faire reconnaître un Etat palestinien par l'ONU. Si nous ne pouvons pas défendre cette initiative, nous ne pouvons pas non plus la condamner et j'explique pourquoi.

On ne peut pas la défendre car un Etat palestinien n'est pas viable dans les conditions actuelles, sachant que les territoires palestiniens ne peuvent vivre sans le soutien des subventions qui lui sont versées par l'impérialisme américain, l'Union européenne ainsi que d'autres pays, surtout l'Etat d'Israël. Un Etat ne peut pas être considéré comme indépendant et souverain quand son existence repose sur l'aide économique que lui octroient d'autres Etats, il serait forcément dépendant sur le plan politique de ses "généreux" donateurs" qui en échange exigeraient sa soumission totale.

Ces éléments mettent en lumière que dans l'état actuel des choses, un Etat palestinien n'est pas viable

On ne peut pas condamner cette initiative car elle a le mérite d'une part de mettre en relief l'alliance qui existe entre l'impérialisme américain et l'Etat sioniste pour interdire aux Palestiniens de disposer de leur propre Etat, ce que l'un et l'autre n'ont jamais jusqu'à présent à la face du monde, d'autre part elle permet de mettre en lumière leurs réelles intentions, l'hypocrisie et le mensonge permanent qui soutend leurs discours depuis 1947-48.

5- A propos de la dictature de l'impérialisme américain sur le monde.

Washington a opposé son veto à l'ONU à la reconnaissance d'un Etat palestinien. Ensuite la Maison Blanche a menacé de ne plus verser les subventions américaines à l'Unesco, après que la majorité de ces membres aient répondu favorablement à la proposition du président de l'Autorité palestinienne.

Dans les deux cas, à l'ONU comme à l'Unesco, une majorité de pays s'est prononcée en faveur de la reconnaissance d'un Etat palestinien.

Ainsi non seulement l'impérialisme américain a soutenu l'Etat sioniste, il a imposé sa volonté au reste du monde, endossant ouvertement le rôle de dictateur à l'échelle de la planète. La décision américaine et les réactions des différents Etats qui ont suivi, ont témoigné de la soumission de ces deux institutions à l'hégémonie américaine dans la mesure où aucun pays n'a cru bon de décider de rompre avec Washington et de se retirer de ces deux institutions.

Une nouvelle fois, ces deux exemples témoignent que l'ONU et toutes ses agences sont inféodées à l'impérialisme américain et qu'en aucun cas elle ne peuvent même de façon temporaire, limitée ou déformée se placer au côté des peuples qui exigent la reconnaissance de droits démocratiques ou que soit reconnue leur souveraineté.

Dès lors, toute initiative consistant à en appeler à l'ONU, toute position politique consistant à soutenir une décision de l'ONU ne peut avoir qu'un contenu contre-révolutionnaire contraire aux intérêts des peuples et de leurs masses exploitées. Elle doit

être dénoncée et combattue sans ménagement ni relache.

6- A propos de la situation en Egypte.

Après l'assaut lancé avant-hier par l'armée contre une manifestation au Caire qui s'est soldée par 21 morts et 329 blessés parmi les manifestants, les médias et la junte militaire au pouvoir tentent d'opposer la minorité copte à la majorité musulmane.

Lors des infos du soir hier sur TV5Monde Asie, ils ont diffusé le témoignage de plusieurs personnes présentes sur les lieux, dont des manifestants se présentant comme musulman qui ont expliqué qu'ils avaient participé à cette manifestation parce qu'ils partageaient les revendications sociales et politiques avancées par les organisateurs de cette manifestation. Je ne suis pas en mesure de préciser en quoi consistaient au juste ces revendications au-delà de celles concernant strictement la communauté copte, puisqu'aucun détail n'a été fourni lors de ce journal télévisé.

Politique

1- France

Le premier tour de la primaire socialiste a attiré 2.665.013 votants, dont 2.650.259 se sont exprimés, a annoncé mardi soir dans un communiqué la Haute autorité des primaires (HAP) qui veille au bon déroulement du scrutin.

François Hollande, arrivé en tête avec 39,2% des voix, affrontera dimanche prochain au second tour Martine Aubry (30,4%). Arnaud Montebourg s'est classé troisième (17,2%) devant Ségolène Royal (6,9%), Manuel Valls (5,6%) et Jean-Michel Baylet (0,6%), selon ces résultats validés par la HAP. (libération.fr 11.10)

2- Slovaquie

Le parlement slovaque a rejeté mardi l'élargissement du Fonds européen de stabilité financière (FESF), sur lequel le gouvernement avait engagé sa responsabilité.

Cette mesure, jugée essentielle pour contenir la crise de la dette, devrait toutefois être adoptée à l'occasion d'un deuxième vote, a déclaré Ivan Miklos, ministre des Finances sortant.

Le Premier ministre Iveta Radicova avait engagé la responsabilité de son gouvernement pour tenter de contraindre le parti Liberté et solidarité (SaS), membre de la coalition au pouvoir, de voter en faveur de l'élargissement du FESF.

Sur les 150 députés, 55 ont voté pour et neuf contre. Les autres, parmi lesquels figurent les membres du SaS, étaient absents ou n'ont pas pris part au vote. Pour être adopté, le texte devait dépasser les 75 suffrages.

Iveta Radicova va demander aux parlementaires de se prononcer à nouveau sur le FESF, qui devrait cette fois être approuvé à une large majorité avec les voix du Smer, principal formation de l'opposition, qui a promis de voter pour une fois le gouvernement tombé.

"Le Smer est curieux de voir ce que la coalition au pouvoir va proposer en échange d'un vote rapide et de l'approbation de ce document vital pour la Slovaquie. Le Smer est prêt pour cette discussion", a déclaré Robert Fico, chef de file du mouvement de gauche et ancien Premier ministre.

"On suppose que le FESF sera, d'une façon ou d'une autre, adopté avant la fin de la semaine", avait quant à lui indiqué le ministre des Finance avant le vote.

L'élargissement du FESF a été approuvé dans les 16 autres Etats membre de la zone euro. (Reuters 11.10)

3- Egypte

Le maréchal Hussein Tantaoui, chef du Conseil suprême des forces armées, a rejeté la démission présentée par le vice-premier ministre égyptien, mardi 11 octobre, après les affrontements meurtriers de dimanche entre manifestants coptes et forces de l'ordre au Caire, qui ont fait 25 morts et 329 blessés et provoquent de vives critiques contre l'armée et le gouvernement.

Hazem Beblawi, vice premier-ministre et ministre des finances, a expliqué avoir "démissionné suite aux événements de Maspéro", qui ont "ébranlé la sécurité de la société". "Il n'y a peut-être pas de responsabilité directe du gouvernement dans cela, mais la responsabilité est la sienne au final", a-t-il ajouté. "La situation actuelle est extrêmement difficile et nécessite une vision et un

travail nouveaux et différents", a-t-il conclu. La manifestation s'était terminée par des heurts entre l'armée et des protestataires, et des véhicules de l'armée avaient foncé sur les manifestants.

Certains journaux et partis politiques estimaient mardi que le premier ministre lui-même, Essam Charaf, souvent critiqué pour son manque d'autorité, devait partir.

"L'Etat a perdu sa stature, le régime est au bord de l'effondrement, et le gouvernement Charaf a perdu son crédit. Tout ce qui reste à faire pour le premier ministre, c'est de partir", écrivait un influent quotidien indépendant, Al-Masri Al-Youm (en arabe), dans un éditorial en première page. *"Après ce qu'il s'est passé, M. Charaf doit quitter son poste"*, estimait aussi le journal Al-Wafd (en arabe), organe du parti libéral du même nom.

L'un des médecins légistes ayant procédé à l'autopsie des manifestants a affirmé à ON TV que dix corps avaient été écrasés par des véhicules, en ajoutant que, même en 1997, après l'attentat de Louxor, il n'avait pas vu des corps aussi malmenés. Des témoins ont indiqué avoir vu des véhicules de transport de troupes foncer sur les manifestants qui étaient rassemblés devant le siège de la télévision publique, dans le centre de la capitale.

Des versions divergentes circulent sur ces affrontements imputés tour à tour aux manifestants coptes – qui constituent la majorité des personnes tuées – aux militaires et aux forces de l'ordre sur place ou encore aux provocations de *"voyous"*. A l'issue d'une réunion de crise, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) a dénoncé *"les efforts de certains pour détruire les piliers de l'Etat et semer le chaos"*.

Le patriarche copte orthodoxe, Chenouda III, a mis ces affrontements, sur le compte d'"inconnus infiltrés" et a dénoncé le fait que l'on puisse les imputer aux manifestants chrétiens. Ceux-ci protestaient contre l'incendie d'une église dans le gouvernorat d'Assouan (Sud).

"Les dirigeants doivent prendre des mesures sérieuses pour traiter les problèmes à la racine ; autrement, cette situation peut mener à la guerre civile", estimait lundi Fouad Allam, qui a dirigé les services de sécurité égyptiens pendant vingt ans, demandant une révision de lois religieuses discriminatoires. L'Egypte connaît depuis plusieurs mois une montée des tensions confessionnelles. D'autres relèvent que les heurts n'ont pas simplement un fondement religieux, mais sont alimentés par le ressentiment contre la police et le pouvoir militaire.

La blogueuse égyptienne Shahinaz Abdel Salam, que l'Express.fr a rencontrée lundi à Paris à l'occasion de la sortie de son livre *Egypte, les débuts de la liberté* (éd. Michel Lafon) relève des faits troublants. *"La télé égyptienne a presque appelé les musulmans à protéger l'armée attaquée par les coptes, c'était n'importe quoi. Comment se fait-il que les forces armées aient, en parallèle, coupé les chaînes satellitaires ? Sur l'une d'entre elles, on les a entendus entrer dans le studio où la présentatrice travaillait pour couper le direct. Ils ont aussi coupé des journaux en ligne. Ce comportement n'est pas normal ! Qui a donné l'ordre de faire cela, et de tirer sur les manifestants ?"* s'interroge-t-elle. (lemonde.fr 11.10)

Social

1- France

La journée interprofessionnelle contre le plan anti-déficits du gouvernement a réuni, mardi, plus de 270.000 manifestants partout en France, selon une estimation de la CGT, sur 150 des 200 manifestations organisées.

Ils étaient ainsi 25.000 à Paris selon la CGT, 16.000 selon la préfecture de police, pour réclamer une autre répartition des richesses à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FSU, Unsa et Solidaires.

A Marseille, le cortège a réuni 30.000 manifestants selon les syndicats (3.300 selon la police), à Toulouse 7.000 selon l'intersyndicale (3.200 selon la police), alors qu'à Bordeaux ils étaient entre 10 et 12.000 personnes selon les organisateurs, 4.800 selon la police.

Bernard Thibault a demandé au gouvernement de *«changer d'optique»*. *«Loin de nous sortir de la crise économique, cette austérité salariale, cette précarité sociale vont nous enfermer dans la récession et tout le monde va y perdre»*, craint-il. (libération.fr 11.10)

"Tout le monde", quelle généreuse intention en direction des patrons ! Nous n'avons pas appelé à participer à cette journée de division et de démobilitation sociale. La déclaration de Thibault conforte notre décision.

2- Grèce

Des manifestants bloquaient mardi l'accès à des ministères à Athènes et les fonctionnaires grecs observaient une journée de grève alors que les inspecteurs de la troïka ont évoqué le possible déblocage d'une nouvelle tranche d'aide à la Grèce, début novembre.

Mardi, des fonctionnaires ont bloqué les accès à la Cour des comptes et au ministère de l'Intérieur en brandissant des banderoles: "*Fauché et viré*" ou "*Non aux licenciements, non aux baisses de salaires*".

Certaines rues d'Athènes sont jonchées de débris, les employés des services de la voirie s'étant mis en grève tandis que des débrayages ont été enregistrés à la principale raffinerie du pays, Hellenic Petroleum (Reuters 11.10)

3- Afganistan

Les services de renseignement et la police en Afghanistan pratiquent "*systématiquement*" la torture, y compris sur des enfants, dans nombre de centres de détention, dit un rapport de la Mission d'assistance des Nations unies dans ce pays (Manua).

Dans ce document, publié lundi, la Manua affirme que près de la moitié des détenus qu'elle a interrogés dans les centres de la Direction nationale de la sécurité (DNS) disent avoir subi des techniques d'interrogatoire assimilables à de la torture.

Dans les centres de détention de la police, plus d'un tiers des suspects interrogés disent avoir été victimes d'actes de torture ou de traitements inhumains.

La Manua fait état de violences physiques et mentales, d'électrocutions, d'arrachage d'ongles, mais aussi de détentions au-delà de la durée légale et de refus de visites. (Reuters 10.10)

Economie

1- BCE

La crise de la dette dans la zone euro a atteint une dimension systémique, les risques de répercussions sur l'économie augmentent rapidement et les banques sont entrées dans une zone de danger, a déclaré mardi Jean-Claude Trichet, qui s'exprimait en qualité de président du Comité européen du risque systémique (CERS).

"Au cours des trois dernières semaines, la situation est restée très difficile. La crise est systémique et elle doit être combattue avec la plus grande détermination", a-t-il dit.

"Le haut niveau d'interconnexion du système financier de l'Union européenne a provoqué une hausse rapide du risque de contagion. Cela menace la stabilité financière dans l'Union prise dans son ensemble et affecte de manière négative l'économie réelle en Europe et au-delà."

Jean-Claude Trichet a plaidé pour que les gouvernements et les autorités européennes agissent de concert pour résoudre la crise, ajoutant que tout retard aurait des conséquences désastreuses.

"Il faut que toutes les autorités agissent à l'unisson le plus rapidement, avec le plus grand dévouement pour préserver la stabilité financière", a-t-il lancé.

Mis sur pied fin 2010, le CERS fait partie du système européen de surveillance financière (SESF), dont l'objectif est d'assurer la surveillance du système financier de l'Union.

S'il ne dispose pas de pouvoirs réels, il peut toutefois prendre le parti de faire état publiquement de ses interrogations.

"Le secteur bancaire européen a besoin d'une recapitalisation", a jugé Jean-Claude Trichet. *"Les décisions doivent être prises très rapidement."*

Evoquant le rôle du FESF, il a jugé que ce dernier pourrait jouer un rôle important.

"Les régulateurs doivent coordonner leurs efforts afin que les fonds propres des banques soient renforcés, y compris par l'utilisation de garanties de souscription, tout en prenant en compte le besoin de transparence et la valorisation permanente de l'exposition à la dette souveraine", a-t-il dit.

Il a toutefois exclu que la BCE soit mise à contribution pour accroître la puissance du feu du FESF, en expliquant que les

Etats disposaient de tous les moyens nécessaires pour y parvenir sans solliciter la banque centrale. (Reuters 11.10)

2- OCDE

La détérioration de la conjoncture se poursuit au sein des principales économies mondiales, particulièrement en Allemagne, en Italie et au Brésil, montrent les indicateurs avancés de l'OCDE publiés lundi.

En recul pour le cinquième mois consécutif, ces indicateurs avancés se situent désormais sous le seuil de 100 -lequel distingue la hausse de la baisse de l'activité - dans la majorité des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Le Japon, les Etats-Unis, l'Allemagne et la Russie sont les seuls pays pour lesquels les indicateurs avancés restent supérieurs à ce seuil. (Reuters 09.10)

3- Espagne

3.1- L'Espagne s'enfonce un peu plus dans la crise. Lundi, l'agence d'évaluation financière Fitch Ratings a abaissé la note de trois régions, d'une province et de trois villes. Vendredi, c'est la note souveraine de l'Espagne qu'elle dégradait. Les finances régionales, en raison de leur lourd endettement qui représentait fin juin 133,172 milliards d'euros, soit 12,4 % du PIB du pays, un record historique, inquiètent les marchés.

La série des mauvaises nouvelles continue avec l'annonce d'une sanction devant toucher un millier de municipalités sur l'ensemble du pays. Elles ne recevront pas l'aide de l'Etat prévue en octobre, car elles n'ont toujours pas présenté leurs comptes 2010, a annoncé le ministère de l'Economie, lundi. Cette aide, versée chaque mois, correspond à une participation de l'Etat pour les compétences qui sont décentralisées.

"La mesure affecte 1 022 municipalités et signifie le blocage de 13,5 millions d'euros", a expliqué le ministère, ajoutant qu'il "débloquera ces fonds dès que les municipalités rempliront l'obligation légale de présenter leurs chiffres de l'exercice budgétaire 2010".

Fin juin, douze régions n'ont pas atteint l'objectif de déficit budgétaire fixé par le gouvernement, qui leur a demandé de faire des efforts supplémentaires. La dette des municipalités s'élevait alors à 37,64 milliards (3,5 % du PIB). Cette année, pour la première fois, les villes avaient jusqu'au 30 septembre pour publier leurs comptes de l'année précédente, sinon elles s'exposaient à la coupure de l'aide d'Etat. Selon le ministère, 7 092 villes (87,4 % du total) ont envoyé l'information à temps, contre 3 890 (48 %) en 2010, quand il n'y avait pas de sanction prévue. (lemonde.fr 10.10)

3.2- Standard & Poor's a abaissé mardi d'un cran la note de crédit de dix banques espagnoles, dont les deux principales du pays, mettant en avant l'assombrissement des perspectives économiques du pays et un marché immobilier toujours déprimé. (Reuters 11.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 13 octobre

Du ministre de la police... au président à la peau lisse.

On le savait complexé, bancal, bourré de tics, imbu de sa personne et j'en passe, par contre on ignorait qu'il avait un secret pour ne pas perdre la face comme disent les Asiatiques.

Au retour de sa visite dans le Caucase, vendredi 7 octobre, Nicolas Sarkozy convie à dîner à l'avant de son avion les ministres présents et son conseiller Guaino.

La Talonnette : *"Je ne considère pas comme de la chirurgie esthétique le fait de se faire stimuler le collagène naturel par un laser. Ça lisse la peau et ça donne bonne mine."* À cet instant, il se tapote la joue d'un air satisfait. *"On en a tous déduit qu'il était accro au laser"*, raconte un participant, encore estomaqué. Et un autre de brocarder : *"Le nouveau Sarkozy ne serait-il qu'une invention cosmétique ?"* (lepoint.fr 12.10)

Parodie de démocratie

Lepoint.fr a résumé le faux débat qui s'est déroulé hier soir entre Hollande et Aubry : "*Primaire PS : la surenchère dans la rigueur*" : "*Il faut donc réduire la dette*" (Hollande), "*il faut lutter contre la dette*" (Aubry). Tout est dit.

Un numéro d'illusionniste

A lire en tenant compte que le n°170 d'*Informations ouvrières* est paru trois jours après les "primaires" du PS et que son éditorial lui est en grande partie consacré.

Couverture :

- "*Il y a urgence à chasser cette politique de destruction mise en oeuvre par le gouvernement*" (Adresse du congrès du POI du 2 octobre 2011)

Chasser une politique, c'est pour ainsi dire les termes employés par les candidats à la "primaire" du PS. Ce titre sous-entend ou laisse penser et ce n'est pas un hasard qu'il suffirait de changer de gouvernement pour changer de politique, le discours trompeur du PS en somme.

Chasser une politique, chasser un gouvernement ou renverser les institutions de la Ve République par une mobilisation révolutionnaire du prolétariat ? Réponse plus loin à la dernière ligne.

Page 3, éditorial de D. Gluckstein :

Titre : "*Le rejet appelle la rupture*"

Quel rejet incarne Hollande, Aubry ou Montebourg à part celui de Sarkozy ? Aucun, non mais là vous n'avez rien compris, le professeur Gluckstein va vous expliquer :

Attention la magie opère : "*Avec leurs deux millions et demi de participants, et la répartition des votes entre les différents candidats, les primaires du Parti socialiste ont vu s'exprimer un ample rejet du gouvernement et de sa politique.*"

Tiens donc, les électeurs qui se seraient déplacés pour participer à cette "primaire" du PS seraient assez abrutis pour ne pas savoir que sur le fond rien ne distingue le programme du PS de celui de l'UMP.

J'avais oublié que Gluckstein considère toujours le PS comme un parti ouvrier et que ces électeurs doivent forcément le penser aussi, et ne rigolez pas c'est le prolo du coin qui a été voter dimanche, pas le cadre en col blanc, l'intellectuel qui peine à se donner bonne conscience, le commerçant, l'artisan ou le petit patron du coin, ceci est nécessaire pour expliquer cela sinon on ne comprend rien au tour de passe-passe de Gluckstein.

Et quand il précise "*et la répartition des votes entre les différents candidats, c'est pour nous faire croire qu'il y aurait un courant au sein du PS qui se distinguerait des autres, qui serait plus à gauche que les autres, en parole comme d'habitude, mais cela lui suffit à Gluckstein, il n'a jamais été capable de produire une analyse politique qui ne tienne pas compte de ses propres illusions dans le PS et le PCF avec lesquels il n'est jamais parvenu à rompre, toute la stratégie de son courant politique repose sur cette illusion depuis 70 ans.*"

Après avoir été incapable de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire au cours des 70 dernières années écoulées, il est normal que les dirigeants du POI estiment nécessaire l'existence ou la survie du PS et du PCF, qu'ils ne puissent pas s'en passer jusque dans l'élaboration de leur stratégie, dont l'Assemblée constituante est le point d'orgue. Pour eux, il est impossible de concevoir une ligne politique et une stratégie (révolutionnaire) qui ne comprendraient pas ces partis, et cela au-delà des apparences, car se prononcer pour l'abolition des institutions de la Ve République et dans le même temps se prononcer pour une Assemblée constituante qui serait forcément dominés par ces partis revient en réalité à refuser de rompre avec le capitalisme.

Si le PS ne présentait pas un candidat à sa primaire qui par dans ses discours semble et semble seulement plus à gauche que les autres candidats, réfléchissez un instant, le PS ne serait plus le PS ! Or, plus que jamais en cette période de crise profonde du capitalisme et des institutions de la Ve République, le PS tel qu'il est (et a toujours été) est indispensable à la stabilité du régime.

Il y a plus grave encore.

Quand le PS s'emploie à subordonner la petite-bourgeoisie au capitalisme, que fait-il d'autre sinon la détourner des couches les plus avancés du prolétariat, d'une solution politique qui incluerait la rupture avec le capitalisme, plus particulièrement en période de crise, il est le pendant de l'extrême droite dont il favorise la montée. Le PS et le FN se montrent critiques envers le capitalisme, pour chacun à leur manière je précise, mieux y soumettre la petite-bourgeoisie et le prolétariat. "*Les "Fronts populaires" d'une part,*

le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne." (Programme de transition). Dans l'ordre, le Front populaire en premier, le fascisme en second, le premier préparant le terrain à l'avènement du second. (France, Espagne, Chili, etc.)

Hier une certitude, aujourd'hui un doute : "*Pour sa part, le Parti ouvrier indépendant n'a pas participé à une initiative dont le principe et les objectifs nous paraissent contestables.*"

Hier il le condamnait, aujourd'hui ils lui "*paraissent contestables*", un glissement sémantique droitier qu'apprécieront sans doute les dirigeants du PS.

Claude Jenet le confirme en page 4, quand il écrit qu'il règnerait "*(une) profonde confusion quant aux engagements du candidat, dit de gauche*", pourtant les choses sont très claires à la lecture de leurs déclarations, non ?

Monsieur Jenet, vous n'êtes pas sérieux, l'essentiel ce ne sont pas les discours alambiqués ou les "*engagements du candidat, dit de gauche*", c'est son refus de rompre avec le capitalisme et l'UE, et sur ces points précis les choses sont parfaitement claires, non ? Alors pourquoi vous employez-vous à introduire un doute ou il n'y en a pas dans la tête des militants du POI et des lecteurs du journal de votre parti ?

J'ai lu la lettre que Montebourg a adressée à Hollande et Aubry. Pour ne prendre que le volet politique.

Il se prononce pour une VIe République et dans le même temps il envisage "*la transformation du Conseil constitutionnel en une véritable Cour constitutionnelle indépendante*", autrement dit il préconise la création d'une sorte de Cours suprême calquée sur ce qui existe notamment aux Etats-Unis (en Inde, en Bolivie, etc), qui ne serait rien d'autre qu'un organisme d'exception placé au-dessus des lois et n'ayant de comptes à rendre à personne, non élu au suffrage universel, qui disposerait d'un pouvoir arbitraire, pour ainsi dire illimité... Comme modèle de démocratie on ne peut imaginer pire ! Finalement, cette modification de la Constitution s'inscrirait dans le prolongement de celles adoptées par Sarkozy et ses prédécesseurs, dans le but d'instaurer un régime présidentiel à l'américaine, dont les "primaires" du PS constituaient les prémices. Donc pour nous, le principe et les objectifs de la "primaire" du PS ne "*nous paraissent (pas) contestables*", ils sont condamnables.

Nous devons les condamner avec la plus grande fermeté et sans aucune réserve, parce que leur objectif est de parvenir à éliminer de la vie politique tous les partis politiques à l'exception de l'UMP et du PS.

Politique

1- France

Les Français sont plutôt satisfaits dans la vie, et ils le sont d'autant plus que leurs revenus augmentent, selon une étude publiée ce mercredi par l'Institut national de la statistique (Insee) et réalisée il y a plus d'un an. «*En France en 2010, quand on demande aux personnes d'indiquer leur niveau de satisfaction dans la vie, elles répondent en moyenne 7,3 sur une échelle de 0 à 10*», relève l'Insee.

Ce rapport commandé par le président Nicolas Sarkozy suggère de compléter la mesure de la croissance économique, actuellement évaluée par le produit intérieur brut (PIB), par des indicateurs de «*bien-être*» prenant en compte les activités non marchandes (travaux domestiques, loisirs...) ou les inégalités.

Selon l'Insee, 92% des personnes interrogées déclarent un niveau de satisfaction supérieur ou égal à 5, et 60% s'attribuent même une note entre 7 et 9. «*La satisfaction augmente systématiquement avec le niveau de vie*», ajoute l'institut: elle passe de 6 en moyenne pour les 10% de personnes les plus modestes à 7,8 pour les 10% les plus aisées. De la même manière, plus les Français ont de difficultés matérielles, pour boucler leurs fins de mois, payer leurs factures ou bien disposer d'un logement convenable, plus leur insatisfaction est forte.

Pour autant, plus le revenu est élevé, «*plus le gain de satisfaction est faible et d'autres dimensions que le revenu interviennent*», explique l'Insee. «*L'argent fait le bonheur, mais seulement jusqu'à un certain point*», a expliqué à l'AFP Fabrice Lengart, directeur des statistiques démographiques et sociales à l'Insee.

Après les conditions de vie matérielles, les difficultés de santé ont un fort impact sur le bien-être ressenti.

Parmi les autres facteurs figurent l'âge (les 45-49 ans sont les moins satisfaits) et la situation vis-à-vis de l'emploi (les chômeurs sont nettement plus insatisfaits que les actifs). Les habitants de communes rurales se disent de leur côté légèrement plus satisfaits que les citadins. L'étude a été réalisée en mai et juin 2010 auprès d'un panel de 10.000 ménages dits ordinaires représentatifs de la population française métropolitaine de plus de 16 ans, interrogés en face à face. (20 minutes.fr 12.10)

Qui était le commanditaire de cette "étude" ? L'épileptique du Palais.

Plus tu as de l'argent pour satisfaire tes besoins, plus tu te sens heureux, diable, qui l'aurait cru !

Plus tu es isolé, plus tu es arriéré et tu t'estimes satisfait de ton sort misérable, en voilà une formidable découverte !

Et quand tu es au chômage, comment dire, il te manquerait un petit quelque chose pour t'estimer heureux, un travail et un revenu décent par exemple, non mais franchement, qu'est-ce qu'on est abruti, il fallait y penser !

Social

1- France

1.1- L'Assemblée a adopté mercredi un article très critiqué par l'opposition sur la modulation du temps de travail, dans le cadre de l'examen de la proposition de loi UMP de simplification du droit.

La mesure votée mercredi (38 voix contre 21) établit que la modulation, "*prévue par un accord collectif*", du nombre d'heures travaillées "sur une période supérieure à la semaine et au plus égale à l'année" ne constitue pas une modification du contrat de travail.

Jean-Yves Le Bouillonnet (PS) s'est insurgé : "*on n'est pas dans une simplification, on est dans un changement fondamental du droit*". "Vous provoquez une rupture avec une application constante de la jurisprudence selon laquelle l'employeur ne décide pas unilatéralement ce qui pouvait avoir des conséquences graves sur sa vie de famille", a ajouté ce député.

Un peu plus tôt, la CGT s'était ému dans un communiqué que cette mesure aille "*à l'encontre des décisions de la Cour de cassation et des droits fondamentaux des salariés*" et que la proposition porte "*un coup terrible*" à la législation du temps de travail". (libération. fr 12.10)

1.2- Publiés au Journal officiel mercredi, plusieurs arrêtés et décrets, qui complètent la loi du 16 juin dernier sur l'immigration, précisent les toutes nouvelles dispositions qui entreront en vigueur dès l'an prochain.

À compter du 1er janvier 2012, les étrangers auront l'obligation d'accéder à un certain niveau en français. Selon le jargon technocratique, il leur faudra avoir le niveau B1 du cadre européen commun de référence pour les langues du Conseil de l'Europe. Plus prosaïquement, ils devront posséder la même maîtrise du français à l'oral qu'un élève de 3e. Selon l'un des arrêtés, ils devront comprendre le "*langage nécessaire à la gestion de la vie quotidienne et aux situations de la vie courante*". Selon le même texte, ils devront être en mesure d'*«émettre un discours simple et cohérent sur des sujets familiers* ».

Autre nouveauté, ces postulants devront aussi rapporter la preuve qu'ils ont ce niveau requis en produisant l'une des pièces énumérées par l'arrêté. Ils pourront fournir un diplôme français de niveau supérieur ou égal au brevet des collèges. Autre voie possible: l'obtention d'une attestation délivrée par un organisme agréé comme la Chambre de commerce et d'industrie de Paris ou par des structures qui obtiendront le nouveau label -"*français langue d'intégration*". Ce dernier va être lancé dès janvier prochain par le ministère de l'Intérieur. Autant de pièces à produire qui seront à la charge de l'étranger.

Ce nouveau dispositif qui concerne les candidats à la nationalité française par voie de naturalisation ou en raison de leur mariage avec un ou une Française, instaure un cadre plus strict.

Jusqu'alors, si la maîtrise du français, preuve d'assimilation à notre société, était demandée, elle faisait l'objet d'une évaluation sans doute parfois plus approximative. Rendez-vous était pris dans une préfecture et un agent estimait le niveau au cours d'un entretien d'assimilation organisé au bureau de naturalisation.

L'an passé, près de 130.000 personnes ont acquis la nationalité française, dont environ 90.000 par la procédure de naturalisation.

Ces nouvelles exigences seront complétées par deux autres nouveautés. Le Haut Conseil à l'intégration finalise l'élaboration d'une charte des droits et des devoirs qui sera ensuite signée par chaque personne devenant française.

Enfin, un nouveau questionnaire pourrait voir le jour et être soumis à chaque étranger afin d'évaluer ses connaissances en matière d'histoire de France. Aujourd'hui testé à la Préfecture de Paris, il pourrait être généralisé s'il s'avère concluant.

En visite mercredi dans un de ces services à la Préfecture de police à Paris, le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, a rappelé l'esprit de cette réforme: "*Il faut faire en sorte que les personnes immigrées s'intègrent et puissent vivre en respectant les principes*

de la République. Une exigence qui vaut encore plus pour celui qui accède à la nationalité française.» (lefigaro.fr 12.10)

Alors que Sarkozy et son gouvernement englués dans les affaires foulent aux pieds ces mêmes principes !

2- Grande-Bretagne

Le nombre de chômeurs est en Grande-Bretagne au plus haut depuis 1994, le privé n'ayant pas compensé les pertes d'emplois du secteur public, une statistique qui nourrit un peu plus les craintes d'une nouvelle récession.

Suivant la méthodologie de l'Organisation internationale du Travail (OIT), le nombre de chômeurs a augmenté de 114.000 sur une période de trois mois à fin août, à 2,57 millions.

Toujours au sens de l'OIT et sur la période juin-août, le taux de chômage a progressé à 8,1%, au plus haut depuis octobre 1996.

La Banque d'Angleterre a lancé la semaine dernière de nouvelles mesures de soutien à la croissance mais Spencer Dale, son premier économiste, a dit à Reuters que l'économie faiblirait encore vraisemblablement au quatrième trimestre. (Reuters 12.10)

La même tendance sur l'économie tend à se dessiner pour la plupart des pays dont la France.

3- Grèce

Musées fermés, transports paralysés, justice bloquée : la mobilisation syndicale gagnait du terrain mercredi en Grèce, en vue d'une grève générale le 19 octobre contre une nouvelle loi d'austérité que le gouvernement veut faire voter avant le sommet européen du 23 octobre.

Se ralliant à la valse des débrayages sectoriels, manifestations et occupations d'administrations, qui perturbent la vie du pays depuis des semaines, le personnel du ministère de la culture a appelé mercredi à la fermeture des musées, et jeudi à celle des sites archéologiques, dont l'Acropole d'Athènes. " 1944 : libération, aujourd'hui : occupation", proclamait une banderole déployée dans la matinée par des protestataires à l'entrée du site, où devait être commémorée la fin de l'occupation nazie.

Pour jeudi et vendredi, les personnels des transports en commun d'Athènes ont également décidé un nouveau débrayage après leur dernière journée d'action, lundi. La puissante fédération des marins, PNOE, entend elle clouer aux quais les ferries desservant les îles lundi et mardi. Les syndicats du stratégique ministère des finances en ont pour leur part annoncé une "fermeture" pour dix jours à partir de lundi.

Dans l'intervalle, la justice grecque, déjà réputée pour sa lenteur, doit être paralysée à partir de jeudi par cinq jours de grève des avocats, tandis que se poursuivent diverses mobilisations dans les crèches, hôpitaux et écoles.

L'enjeu de cette grogne, qui ne nourrit toutefois pas jusque-là de mobilisation massive dans les rues, où l'abattement semble l'emporter, est une nouvelle loi cadre d'austérité, prévoyant notamment coupes salariales et chômage technique dans la fonction publique, et taxes additionnelles. Même les fédérations de commerçants et d'artisans ont annoncé qu'elles se joindraient à la grève générale. (lemonde.fr 12.10)

A noter, plus les jours, les semaines, les mois passent, plus il y a de couches de la population qui participent à des grèves ou des manifestations, le contraire du désespoir avancé par le journal *Le Monde*, normal.

Economie

1- France

1.1- Le volet français du plan de démantèlement de Dexia, présenté mercredi en conseil des ministres, prévoit environ 33 milliards d'euros de garanties de financement.

Une garantie supplémentaire contre d'éventuelles pertes liées à la restructuration des crédits «toxiques» aux collectivités locales est également prévue.

Ces garanties seront rémunérées «au prix du marché», a précisé le ministère de l'Economie. Le texte, un projet de loi de finances rectificative, doit être examiné lundi prochain par l'Assemblée nationale et le mercredi suivant au Sénat.

La garantie de financement sera au total de 90 milliards d'euros, apportés à 60,5% par la Belgique, 36,5% par la France et 3% par

le Luxembourg.

Elle s'appliquera à toute émission intervenant avant le 31 décembre 2021, quel que soit l'instrument utilisé, à condition que sa maturité n'excède pas 10 ans.

Son objectif est de permettre à Dexia de retourner sur les marchés financiers *«le plus rapidement possible et dans les meilleures conditions possibles»*, a-t-on expliqué.

«Toutes les garanties seront rémunérées, la garantie de financement comme les systèmes de contre-garanties, aux conditions de marché», ajoute-t-on.

L'enjeu est en particulier qu'elles n'apparaissent pas comme une aide d'Etat aux yeux de la Commission européenne.

La deuxième garantie prévue par le texte concerne les prêts aux collectivités locales consentis par Dexia Municipal Agency (DexMA) et repris par la Caisse des dépôts.

«La CDC va prendre une participation majoritaire dans DexMA, pas la totalité», a-t-on déclaré.

Cette garantie prévoit que si les pertes éventuelles enregistrées sur la restructuration de quelque 10 milliards d'euros de prêts structurés considérés comme risqués excèdent 500 millions d'euros, l'excédent sera pris en charge à 70% par l'Etat français et à 30% par Dexia.

Le gouvernement français estime que le montant des pertes éventuelles n'excédera pas 500 millions d'euros.

«Dexia conserve la responsabilité des renégociations et des risques contentieux», a-t-on précisé. (20minutes.fr 12.10)

1.2- La nouvelle taxe sur les sodas a été doublée et élargie aux boissons contenant des édulcorants, ce mercredi en commission des Finances de l'Assemblée, pour rapporter au total 250 millions d'euros, a-t-on appris de source parlementaire.

Initialement, la taxe sur les sodas devait rapporter 120 millions d'euros et ne devait pas concerner les boissons avec des édulcorants. Mais *«ces boissons, qui ne sont pas des produits de première nécessité, bénéficient de la TVA à taux réduit. Elles doivent donc pouvoir supporter la charge supplémentaire générée par cette nouvelle contribution»*, estime Michel Diefenbacher (UMP) dans un sous-amendement.

Pour moitié environ, la taxe revue et corrigée contribuera à réduire le coût du travail permanent dans le secteur agricole, qui souffre d'un manque de compétitivité face à nombre de ses concurrents comme l'Allemagne, l'Espagne ou encore l'Italie. Le reste ira notamment à l'assurance maladie.

Le coût d'un salarié devrait baisser d'un euro par heure, comme l'a promis à plusieurs reprises le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire. (20minutes.fr 12.10)

Initialement cette nouvelle taxe avait été annoncée pour lutter contre l'obésité, en l'élargissant aux édulcorant on s'aperçoit que le législateur visait un autre objectif : réduire le coût du travail de la main d'oeuvre agricole.

C'est ce que confirme le député de l'UMP Michel Diefenbacher quand il affirme que ce *"ne sont pas des produits de première nécessité"*, car cela signifie que le coût de la force de travail d'un ouvrier agricole ne devrait pas dépasser ce qui est strictement nécessaire au renouvellement de sa force de travail. On peut y ajouter l'école par exemple qui n'est pas indispensable pour réaliser des tâches simples et répétitif, etc.

Zone euro

Les pays de la zone euro vont demander aux banques d'accepter de perdre jusqu'à 50% sur leurs avoirs en dette grecque, ont annoncé mercredi des responsables de la zone euro, dans le cadre d'un plan de grande envergure pour éviter un défaut dans le désordre et mettre fin à la crise qui menace la santé économique de la planète.

Avant un sommet européen de la dernière chance prévu le 23 octobre, lors duquel un nouveau plan de crise franco-allemand devrait être discuté, quatre responsables de la zone euro ont déclaré à Reuters qu'une décote comprise entre 30% et 50% pour les détenteurs privés d'obligations grecques était désormais envisagée, au lieu des 21% prévus.

Dans ce cadre, les créanciers privés - banques, caisses de retraites et autres institutions financières - devaient accepter une

décote évaluée à 21% sur la valeur nette de leurs avoirs obligataires grecs, ce qui représente une contribution estimée à 50 milliards d'euros jusqu'à la mi-2014.

Depuis, la récession s'est aggravée en Grèce, alimentant les craintes d'un défaut en bonne et due forme et forçant les dirigeants de la zone euro à envisager une action beaucoup plus radicale pour endiguer la crise.

Pour restaurer la confiance dans le système bancaire, ils travaillent aussi sur la façon de renforcer les banques de la zone euro en les recapitalisant.

Le montant de la dette grecque devrait atteindre 357 milliards d'euros cette année, soit 162% de son produit intérieur brut (PIB). Pour l'instant, les gouvernements de la zone euro n'ont pas réussi à produire un plan convaincant pour la réduire.

"*Nous négocions chaque jour pour alléger cet endettement. C'est la grande négociation et c'est là où se situe le gros problème*", a déclaré le Premier ministre grec George Papandréou lors d'une réunion du conseil des ministres.

Un responsable de la zone euro a déclaré à Reuters que le niveau final de la participation du secteur privé n'avait pas été fixé et qu'on attendait de voir la réaction des banques à ces nouvelles demandes.

"*Cela reste très ouvert. Il faut voir quelle sera la réaction initiale des investisseurs privés. Une participation volontaire, c'est l'objectif, du moins pour l'instant, et beaucoup ont le sentiment que nous devons éviter tout risque de défaut total*", a déclaré l'un d'entre eux sous le sceau de l'anonymat.

"*La décote sera fixée à niveau compatible avec la nature volontaire de la participation du secteur privé*", a déclaré un deuxième responsable.

Un responsable de l'Institut de la finance internationale (IFI), l'association qui aide à mettre en place l'accord avec le secteur privé, a déclaré mercredi que la décote pour les investisseurs privés serait de 39% si l'on utilisait les prix actuels du marché. (Reuters 12.10)

Grèce

Le déficit budgétaire de la Grèce s'est encore creusé en septembre en raison d'une récession portée par les mesures d'austérité, et ce en dépit de nouvelles mesures fiscales qui étaient censées augmenter les recettes.

Le déficit budgétaire a augmenté de 15% annuellement, à 19,16 milliards d'euros sur la période janvier-septembre, montrent les statistiques du ministère des Finances publiées mercredi. (Reuters 12.10)

Etats-Unis

Le régulateur boursier américain, la SEC, a approuvé, mercredi 12 octobre, le projet de réglementation Volcker, disposition de la loi de réforme de Wall Street dont l'objectif est de limiter la spéculation par les banques.

Les membres de la Securities and Exchange Commission ont voté à l'unanimité (4 pour et 0 contre) en faveur de ces règles lors d'une réunion publique à Washington. Elles sont désormais soumises aux commentaires des parties concernées (notamment les banques) jusqu'au 13 janvier en vue d'une adoption définitive.

La réglementation Volcker tire son nom de son principal inspirateur : l'ancien président de la Banque centrale américaine (FED) Paul Volcker. C'est l'une des dispositions les plus controversées de la loi de réforme de Wall Street promulguée en juillet 2010. La réglementation Volcker est censée entrer en vigueur au plus tard le 21 juillet 2012. La Fed a indiqué par le passé que les banques disposeraient d'une période de transition de deux ans pour s'y conformer.

Les banques ont d'ores et déjà annoncé qu'elles seraient particulièrement attentives aux différentes exemptions proposées, qu'elles souhaitent aussi larges que possible. Mardi, le conseil d'administration de la Compagnie fédérale d'assurance des dépôts bancaires (FDIC) avait approuvé à l'unanimité le projet de directive.

Cette directive, détaillée mardi par la FED, vise à interdire deux pratiques, a expliqué la SEC. D'une part, il s'agit d'empêcher les banques de spéculer sur les marchés à leur propre compte, c'est-à-dire en utilisant l'argent placé sur un compte qui leur appartient (ou appartient à une filiale).

D'autre part, elle interdit aux banques de détenir ou d'entretenir "*certaines relations*" avec des fonds spéculatifs ou d'investissement. Parmi les dérogations prévues par les régulateurs figurent les transactions concernant les obligations du Trésor américain ou celles émises par les organismes publics américains ou parapublics comme les agences de

refinancement hypothécaires Fannie Mae et Freddie Mac, ainsi que les titres de dette émis par les collectivités locales et les Etats fédérés américains.

Les autorités ont également exclu du champ de l'interdiction les activités de tenue de marché (intervention sur les marchés de capitaux afin de contribuer à la liquidité du marché), de souscription (acquisition d'actions ou obligations lors de leur émission afin d'assurer à l'émetteur une levée de fonds réussie) et de couverture contre le risque. (lemonde.fr 12.10)

Voilà qui devrait inquiéter les gangsters de la finance, j'ai noté parmi les restrictions apportées à ces mesures : "*exemptions proposées (...) aussi larges que possible*", "*dérogations prévues*", "*exclu du champ de l'interdiction*".

[Haut de page ↗](#)

Le 12 octobre

Hier je n'ai pas pu travailler en raison d'une coupure de courant qui a duré toute la journée, je n'ai pas osé vider la batterie de secours par crainte d'une coupure de courant la nuit, ce qui m'aurait privé de mon précieux ventilateur et se serait traduit par une nouvelle nuit blanche. J'ai atteint un tel niveau de fatigue que tous les jours vers 18h j'ai la tête qui tourne et je m'endors littéralement debout. Evidemment pas question de me reposer à cette heure-là, du coup je ne tiens que par les nerfs et je ne dispose plus de toutes mes facultés déjà limitées.

Quand j'en arrive à ne plus me poser de questions ou qu'aucune ne surgit, que certains rapports ne me sautent pas aux yeux spontanément, c'est que j'ai atteint les limites de mes forces ou que mon cerveau fonctionne au ralenti, c'est plutôt gênant, et malgré tout il faut bien faire le boulot, d'où certains flottements, certaines hésitations, certaines erreurs aussi dans mes analyses. Le pire quand je suis dans cet état-là, c'est quand il faut adopter une position immédiatement, alors que j'ai du mal à mettre de l'ordre dans mes idées pour analyser la situation, je prends le risque de me tromper et je dois ajuster plus tard, ce qui n'est pas forcément facile à suivre pour tous les lecteurs.

Dans ce cas-là, il vaudrait mieux se taire et attendre, mais là on va m'accuser d'être un dégonflé ou un incapable ou de me déterminer par rapport aux uns ou aux autres, alors qu'en réalité je me forge moi-même ma propre opinion, je vais très loin dans ce domaine, je me refuse à lire ce que d'autres ont écrit tant que je n'ai pas commencé à me faire une idée précise sur une question, contrairement à certains j'emploie rarement le mot indépendance, je préfère le mettre en pratique.

Ma démarche peut se discuter. Je préfère faire des erreurs et les assumer plutôt que répéter celles des autres pour ensuite les accuser de m'avoir induit en erreur. Je pars du principe que chacun à son niveau doit assumer ses responsabilités et les conséquences positives ou négatives qui peuvent en découler au lieu de les reporter sur les autres, c'est d'ailleurs valable dans la vie en général. Quand on n'est pas capable d'être honnête envers soi-même, comment pourrait-on l'être envers les autres, comment pourrait-on progresser dans la vie, y voir plus clair et savoir où on en est exactement, se connaître soi-même ? Voilà un sujet que je verrais bien traité dans un journal destiné aux travailleurs parce qu'il nous concerne tous.

Vous trouverez ci-dessous avant les infos en bref quelques sujets de réflexion sur l'actualité que je n'ai pas eu le temps d'aborder.

Il manque une info vue et entendue aux infos sur TV5Monde Asie et apparemment non relégué par les agences de presse (je n'ai pas le temps de faire des recherches). En Indonésie les mineurs d'une des plus grande mines de cuivre du monde sont en grève pour exiger une augmentation du salaire minimum, ils exigent qu'il passe de 1 dollar à 8 dollars de l'heure, de violents affrontements ont eu lieu avec la police et il y aurait déjà au moins un mort parmi les mineurs.

J'ajouterai demain des articles dans différentes rubriques. J'ai mis en ligne le *Rapport international soumis à la discussion des journées d'études du CCI (T) des 1er et 2 octobre 2011* que je n'ai pas encore eu le temps de lire pour en avoir pris connaissance ce matin.

1- Pour ajouter un mot à mes deux dernières causeries.

J'ai lu et parcouru rapidement plusieurs textes dimanche sans prendre de note et je le regrette, car dans l'un d'entre eux j'ai lu que les syndicalistes ne devaient pas se contenter d'objectifs économiques, mais qu'ils devaient également mener leur combat sur des objectifs de classe, dont le renversement du capitalisme.

Voilà matière à réflexion. Je vais essayer de retrouver la source de cette citation, que je vous livre en substance sans dénaturer

les propos de son auteur. Pourquoi cette citation est-elle si importante ? Parce que sans objectif de classe, le syndicalisme n'est pas un syndicat de lutte de classes, mais un syndicalisme inféodé au capitalisme, un syndicalisme d'accompagnement du capitalisme.

Effectivement, il ne suffit pas de poser des revendications économiques pour se situer sur un terrain de classe contrairement à ce qu'on a voulu nous faire avaler, le syndicaliste qui réclame ou exige une augmentation de salaire n'a à l'esprit que l'amélioration de sa condition en régime capitaliste, témoignant s'il en reste là, qu'il peut sous certaines conditions s'accommoder du système d'exploitation et d'oppression en vigueur au lieu de se dresser contre lui pour le renverser, ce qui signifie qu'il abandonne l'objectif du combat du mouvement ouvrier.

Sur quoi reposait cet objectif ? Question déterminante que personne n'ose poser (je parle des différents partis ouvriers) : comment pourrait-il en être autrement quand on s'est écarté du marxisme ? Quand on a rejeté l'analyse du développement du capitalisme depuis sa naissance faite par Marx et Engels, on rejette la conclusion à laquelle il était parvenu, ce n'est pas difficile à comprendre.

Ce n'est pas la différence de salaire ou de traitement entre l'ouvrier et le patron, l'existence du pauvre et du riche, les différences qui existent entre leurs conditions de vie qui déterminent les rapports (sociaux) de production ou qui président à l'existence d'une classe d'exploités et une classe d'exploiteurs, ils en sont le produit ou les conséquences. Or, c'est à l'origine ou aux fondements du système d'exploitation qu'il nous faut s'attaquer, sous peine si on ne le fait pas que ces rapports demeurent en l'état ainsi que les conséquences qui en découlent, sans quoi aucun changement de société ne se réalisera.

Pourquoi cet objectif de classe a disparu du combat des syndicats et plus largement du mouvement ouvrier ? Parce qu'au non de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis, les syndicats ne combattant plus dans la perspective du socialisme ils sont subordonnés à une autre perspective, à une autre idéologie : le capitalisme et assurer sa survie.

Comment peut-on prétendre que les syndicats seraient indépendant quand ils mènent leur combat sans objectif de classe ? Ils en ont forcément un, car qui ne combat pas pour renverser le capitalisme situe son combat dans les limites du capitalisme qui demeurent indépassables. Tous les discours sur l'indépendance des syndicats par rapport aux partis n'ont finalement servi qu'à couvrir la subordination des dirigeants syndicaux au capitalisme. De la même manière que le combat contre le stalinisme des soit-disant trotskistes a servi à masquer leur capitulation devant le réformisme, parfois en s'alliant avec les anarcho-syndicalistes ou s'en inspirant.

Ces derniers, avec le cynisme qu'on leur connaît et qui se sont faits les champions de la lutte pour l'indépendance des syndicats au lendemain de la seconde guerre mondiale, se sont servis comme masque du combat contre le stalinisme, pour non seulement camoufler leur subordination au capitalisme, pour combattre le marxisme dont le parti est l'expression achevée dans la période qui précède la prise du pouvoir, pour empêcher que les syndicalistes se tournent vers un parti marxiste, pour interdire au prolétariat de se donner une nouvelle direction politique pour pouvoir renverser le régime et construire son propre Etat, deux objectifs auxquels les anarcho-syndicalistes ont toujours été farouchement opposés, tout comme la classe dominante notez bien et ce n'est pas un hasard.

Lors du référendum sur la Constitution de la Ve République, tous les partis ouvriers et syndicats s'étaient prononcés pour dire non à de Gaulle en 1958, sauf un, Force ouvrière et A. Hébert que l'on allait retrouver plus tard à la direction de l'OCI, puis du PT. Il n'y a pas de hasard en la matière camarades, tout s'explique très bien pour peu qu'on parte des faits, faut-il encore les connaître évidemment.

Le même Alexandre Hébert soufflera à Pierre Lambert au début des années 50, qu'au lieu de s'acharner à construire une section de la IVe Internationale, il ferait mieux d'opter pour un parti des travailleurs du type de la SFIO. Tous les documents dont je m'inspire ici figurent sur Internet pour ceux qui veulent vérifier.

En 1969, de Gaulle a démissionné après que le non l'ait emporté au référendum sur la régionalisation et la réforme du Sénat. On nous a expliqué, que dis-je martelé que Bergeron avait dit non lors du congrès de FO à la suite au discours à la tribune de P. Lambert. C'était en réalité un grossier mensonge, car en réalité Bergeron avait appelé à voter non en ajoutant que si le oui l'emportait son syndicat participerait au Sénat remodelé, Lambert le savait pertinemment mais se gardera bien de s'en vanter par la suite. C'est à cette condition inacceptable que Bergeron a appelé à voter non, en s'en foutant du résultat puisqu'il était prêt à participer au Sénat en cas de victoire du oui, donc de livrer pieds et mains liés son syndicat à l'Etat, voilà ce que Lambert a caché aux militants de son parti.

A partir de cette date, on comprend pourquoi Lambert devenu le complice de la duplicité de Bergeron votera toutes les résolutions de la direction confédérale, car très peu de militants sauront ou retiendront dans quelles conditions Bergeron avait appelé à voter non, on pourrait presque ajouter, en espérant que le oui l'emporte, puisque c'est aussi à partir de cette date que l'Etat développera des relations avec ses "partenaires sociaux" et dont la politique dite contractuelle ou de négociation sera le produit, privilégiant la recherche d'accords entre l'Etat (et le patronat) et les syndicats au détriment de la lutte de classes, reléguant l'action des travailleurs avec leurs syndicats et la grève au second plan comme moyen d'action. Sur sa lancée, plus tard Lambert avouera que dès 1972 il s'était donné pour objectif de porter Mitterrand à l'Élysée, autrement dit il refusera d'engager le combat contre la

direction de FO et du PS auxquels il demeurera inféodé jusqu'au bout...

Neutraliser la classe, rogner son indépendance de classe, lui interdire d'intervenir sur son propre terrain de classe, l'empêcher de construire son parti, tout se tient.

C'est la stratégie d'adaptation, puis de subordination aux appareils adoptée par les dirigeants se réclamant du trotskisme depuis l'après-guerre, qui est responsable de l'absence du parti révolutionnaire aujourd'hui, stratégie qui était le produit d'une analyse erronée des rapports entre l'avant-garde et les masses ainsi que les syndicats, autant que l'incompréhension des rapports entre les travailleurs et les syndicats ainsi que leurs partis. Le MNA (Algérie) qualifié de parti marxiste, Tito présenté comme un nouveau Lénine, le PS présenté comme un parti ouvrier, etc. etc. (A suivre)

2- Manipulation des électeurs.

Il y a quelque 45 millions d'électeurs en France, 2,6 millions, soit 5,5% seulement participent au "primaires" du PS, et les voilà qui crient victoire, complètement délirant, quelle manipulation !

Question : où sont passés les soit-disant 44 à 49% prêts à voter pour le candidat du PS au second tour de la présidentielle de 2012 ? Ils ont refusé de participer à cette mascarade, parce qu'ils savent pertinemment que si le candidat du PS était élu cela ne changerait rien à leur condition, pas plus que s'ils avaient voté pour Sarkozy. Conclusion : ce résultat illustre le rejet massif du PS et sa politique réactionnaire qu'il partage avec l'UMP.

Maintenant, on pourrait avancer l'hypothèse grotesque que les 44 ou 49% manquant se porteraient sur les autres candidats étiquetés à gauche ou à l'extrême gauche, EE-LV, le Front de gauche, le NPA et LO. Problème : à eux tous s'ils parvenaient à totaliser entre 24 et 29% des voix en étant généreux, il en manquerait encore entre 19 et 24% pour faire le compte. On nous dira que beaucoup de gens n'ont pas estimé indispensable de se déplacer et qu'ils le feront en 2012. Cette hypothèse est déjà plus sérieuse, à moins que cet écart corresponde en partie à une poussée de l'abstention, ce qui est plausible par les temps qui courent.

Quoi qu'il en soit, le candidat étiqueté PS qui affrontera Sarkozy en 2012 ne sera pas le candidat de ce parti puisqu'il ne compte que 300 000 adhérents environ, il sera le candidat de la petite-bourgeoisie, des intellectuels et des couches moyennes qui ont lié leur sort à celui de la Ve République et du capitalisme, et qui espèrent qu'en retour leurs intérêts seront mieux sauvegardés que si elles avaient voté pour Sarkozy ou Le Pen.

3- Effet d'annonce.

Il y a deux semaines environ Barroso s'est enflammé à la tribune du Parlement européen en proposant une taxation des transactions financières. En réalité, en étant optimiste cette mesure pourrait entrer en vigueur à partir de 2014, à condition que les 27 pays de l'UE la ratafient, or certains d'entre eux y sont farouchement opposés, à commencer par les Britanniques.

Du coup Barroso a précisé que chacun pourrait l'appliquer à sa manière ou ne pas l'appliquer du tout. Sachant par avance qu'une telle taxe ne pourrait voir le jour qu'à l'échelle mondiale et que les Etats-Unis et la Chine ne veulent pas en entendre parler, autant dire qu'elle ne le sera jamais en l'état actuel des choses. Comble du ridicule, elle devrait rapporter 55 milliards d'euros que les Etats de l'UE devraient se partager, soit 2,03 milliards d'euros par Etat et par an, en voilà une somme gigantesque à côté des 4 660 milliards d'euros que la BCE a accordé aux voyous de la finance, chiffre fourni par Barroso.

Dur, dur, dur de "*réformer*", de "*moraliser*" le capitalisme, même aux forceps c'est impossible, d'où la seule solution : l'abolir, par tous les moyens, y compris la force !

Lors de l'émission *On n'est pas couché* diffusée en différé samedi dernier sur TV5Monde Asie, le conseiller de Sarkozy, Henri Guaino, a affirmé que La Talonnette était à l'origine de cette proposition fort audacieuse sans que personne ne relève la supercherie évidemment.

Ajoutons un mot hors sujet. L'alchimie de la propagande gouvernementale.

Guaino est plus dangereux que Sarkozy qui multiplie les impairs dans ses déclarations spontanées et se ridiculise. Guaino maîtrise parfaitement le langage de la communication contrairement à La Talonnette qui ne maîtrise rien finalement, ce n'est qu'un homme de paille, un avocat d'affaires minable.

Guaino reprend les formules qui ont propulsé l'extrême droite sur le devant de la scène politique à diverses époques dans le passé. Il a l'art de présenter la politique réactionnaire qu'il défend de telle manière qu'on pourrait croire qu'elle lui a été dictée ou inspirée par les travailleurs eux-mêmes, donc correspond à leurs intérêts, partant de là, à l'adresse de ses contradicteurs, difficile ou impossible de dire ou de faire mieux, la discussion est close, il a bien parlé et il a forcément raison quelque part.

Plus fort encore, sans attendre qu'on lui signale les aspects négatifs de sa politique, il s'en saisit d'autant plus facilement qu'il a mêlé dans son discours vérités et mensonges ou parfois non-dits quand il n'a pas pu faire autrement pour éviter que la vérité le rattrape, ce qui ne peut se produire que lorsqu'il est en présence d'un véritable opposant à sa politique ou d'un journaliste qui cherche à se faire remarquer, ce qui est assez rare, ce qui ne l'arrête pas pour autant puisque son discours s'adresse davantage à la majorité d'ignorants qui composent la société et n'y verra que du feu.

C'est ainsi qu'il a été jusqu'à revendiquer la situation sociale actuelle avec toutes ses conséquences dramatiques pour des millions de travailleurs et leurs familles, en saluant l'action du président de la République qui avait su préserver les intérêts de chacun et sans lequel, la situation sociale serait encore pire dans le pays, voyez ce qui s'est passé en Grèce ajoutera-t-il.

Il a le champ libre pour tenir un tel discours puisqu'il n'existe plus de véritable opposition dans ce pays en dehors de partis ouvriers très faibles et marginalisés. Son discours ne s'adresse pas à ceux qui sont le plus durement frappés par la crise du capitalisme, il sait qu'ils ne constituent qu'une minorité dans la société ou que la majorité dispose encore des moyens pour supporter les conséquences de la politique mise en oeuvre par Sarkozy et son gouvernement. Il ne cherche pas à convaincre ou à se rallier cette minorité, il s'appuie sur la majorité qui a encore l'illusion d'avoir quelque chose à perdre et qui s'y raccroche en espérant encore pouvoir échapper au pire, d'où son discours qui se veut à la fois lucide ou sans concession, rassurant pour les mettre en confiance, ce que cette majorité a besoin d'entendre pour se rassurer et le tour est joué... pour le moment.

4- A propos de l'initiative de l'Autorité palestinienne.

Mahmoud Abbas a pris l'initiative de faire reconnaître un Etat palestinien par l'ONU. Si nous ne pouvons pas défendre cette initiative, nous ne pouvons pas non plus la condamner et j'explique pourquoi.

On ne peut pas la défendre car un Etat palestinien n'est pas viable dans les conditions actuelles, sachant que les territoires palestiniens ne peuvent vivre sans le soutien des subventions qui lui sont versées par l'impérialisme américain, l'Union européenne ainsi que d'autres pays, surtout l'Etat d'Israël. Un Etat ne peut pas être considéré comme indépendant et souverain quand son existence repose sur l'aide économique que lui octroient d'autres Etats, il serait forcément dépendant sur le plan politique de ses "généreux" donateurs" qui en échange exigeraient sa soumission totale.

Ces éléments mettent en lumière que dans l'état actuel des choses, un Etat palestinien n'est pas viable

On ne peut pas condamner cette initiative car elle a le mérite d'une part de mettre en relief l'alliance qui existe entre l'impérialisme américain et l'Etat sioniste pour interdire aux Palestiniens de disposer de leur propre Etat, ce que l'un et l'autre n'ont jamais fait jusqu'à présent à la face du monde, d'autre part elle permet de mettre en lumière leurs réelles intentions, l'hypocrisie et le mensonge permanent qui soutend leurs discours depuis 1947-48.

5- A propos de la dictature de l'impérialisme américain sur le monde.

Washington a opposé son veto à l'ONU à la reconnaissance d'un Etat palestinien. Ensuite la Maison Blanche a menacé de ne plus verser les subventions américaines à l'Unesco, après que la majorité de ces membres aient répondu favorablement à la proposition du président de l'Autorité palestinienne.

Dans les deux cas, à l'ONU comme à l'Unesco, une majorité de pays s'est prononcée en faveur de la reconnaissance d'un Etat palestinien.

Ainsi non seulement l'impérialisme américain a soutenu l'Etat sioniste, il a imposé sa volonté au reste du monde, endossant ouvertement le rôle de dictateur à l'échelle de la planète. La décision américaine et les réactions des différents Etats qui ont suivi, ont témoigné de la soumission de ces deux institutions à l'hégémonie américaine dans la mesure où aucun pays n'a cru bon de décider de rompre avec Washington et de se retirer de ces deux institutions.

Une nouvelle fois, ces deux exemples témoignent que l'ONU et toutes ses agences sont inféodées à l'impérialisme américain et qu'en aucun cas elle ne peuvent même de façon temporaire, limitée ou déformée se placer au côté des peuples qui exigent la reconnaissance de droits démocratiques ou que soit reconnue leur souveraineté.

Dès lors, toute initiative consistant à en appeler à l'ONU, toute position politique consistant à soutenir une décision de l'ONU ne peut avoir qu'un contenu contre-révolutionnaire contraire aux intérêts des peuples et de leurs masses exploitées. Elle doit être dénoncée et combattue sans ménagement ni relâche.

6- A propos de la situation en Egypte.

Après l'assaut lancé avant-hier par l'armée contre une manifestation au Caire qui s'est soldée par 21 morts et 329 blessés parmi les manifestants, les médias et la junte militaire au pouvoir tentent d'opposer la minorité copte à la majorité musulmane.

Lors des infos du soir hier sur TV5Monde Asie, ils ont diffusé le témoignage de plusieurs personnes présentes sur les lieux, dont des manifestants se présentant comme musulman qui ont expliqué qu'ils avaient participé à cette manifestation parce qu'ils partageaient les revendications sociales et politiques avancées par les organisateurs de cette manifestation. Je ne suis pas en mesure de préciser en quoi consistaient au juste ces revendications au-delà de celles concernant strictement la communauté copte, puisqu'aucun détail n'a été fourni lors de ce journal télévisé.

Politique

1- France

Le premier tour de la primaire socialiste a attiré 2.665.013 votants, dont 2.650.259 se sont exprimés, a annoncé mardi soir dans un communiqué la Haute autorité des primaires (HAP) qui veille au bon déroulement du scrutin.

François Hollande, arrivé en tête avec 39,2% des voix, affrontera dimanche prochain au second tour Martine Aubry (30,4%). Arnaud Montebourg s'est classé troisième (17,2%) devant Ségolène Royal (6,9%), Manuel Valls (5,6%) et Jean-Michel Baylet (0,6%), selon ces résultats validés par la HAP. (libération.fr 11.10)

2- Slovaquie

Le parlement slovaque a rejeté mardi l'élargissement du Fonds européen de stabilité financière (FESF), sur lequel le gouvernement avait engagé sa responsabilité.

Cette mesure, jugée essentielle pour contenir la crise de la dette, devrait toutefois être adoptée à l'occasion d'un deuxième vote, a déclaré Ivan Miklos, ministre des Finances sortant.

Le Premier ministre Iveta Radicova avait engagé la responsabilité de son gouvernement pour tenter de contraindre le parti Liberté et solidarité (SaS), membre de la coalition au pouvoir, de voter en faveur de l'élargissement du FESF.

Sur les 150 députés, 55 ont voté pour et neuf contre. Les autres, parmi lesquels figurent les membres du SaS, étaient absents ou n'ont pas pris part au vote. Pour être adopté, le texte devait dépasser les 75 suffrages.

Iveta Radicova va demander aux parlementaires de se prononcer à nouveau sur le FESF, qui devrait cette fois être approuvé à une large majorité avec les voix du Smer, principal formation de l'opposition, qui a promis de voter pour une fois le gouvernement tombé.

"Le Smer est curieux de voir ce que la coalition au pouvoir va proposer en échange d'un vote rapide et de l'approbation de ce document vital pour la Slovaquie. Le Smer est prêt pour cette discussion", a déclaré Robert Fico, chef de file du mouvement de gauche et ancien Premier ministre.

"On suppose que le FESF sera, d'une façon ou d'une autre, adopté avant la fin de la semaine", avait quant à lui indiqué le ministre des Finance avant le vote.

L'élargissement du FESF a été approuvé dans les 16 autres Etats membre de la zone euro. (Reuters 11.10)

3- Egypte

Le maréchal Hussein Tantaoui, chef du Conseil suprême des forces armées, a rejeté la démission présentée par le vice-premier ministre égyptien, mardi 11 octobre, après les affrontements meurtriers de dimanche entre manifestants coptes et forces de l'ordre au Caire, qui ont fait 25 morts et 329 blessés et provoquent de vives critiques contre l'armée et le gouvernement.

Hazem Beblawi, vice premier-ministre et ministre des finances, a expliqué avoir *"démissionné suite aux évènements de Maspéro",* qui ont *"ébranlé la sécurité de la société"*. *"Il n'y a peut-être pas de responsabilité directe du gouvernement dans cela, mais la responsabilité est la sienne au final",* a-t-il ajouté. *"La situation actuelle est extrêmement difficile et nécessite une vision et un travail nouveaux et différents",* a-t-il conclu. La manifestation s'était terminée par des heurts entre l'armée et des protestataires, et des véhicules de l'armée avaient foncé sur les manifestants.

Certains journaux et partis politiques estimaient mardi que le premier ministre lui-même, Essam Charaf, souvent critiqué pour son manque d'autorité, devait partir.

"L'Etat a perdu sa stature, le régime est au bord de l'effondrement, et le gouvernement Charaf a perdu son crédit. Tout ce qui reste à faire pour le premier ministre, c'est de partir", écrivait un influent quotidien indépendant, Al-Masri Al-Youm (en arabe), dans un éditorial en première page. "Après ce qu'il s'est passé, M. Charaf doit quitter son poste", estimait aussi le journal Al-Wafd (en arabe), organe du parti libéral du même nom.

L'un des médecins légistes ayant procédé à l'autopsie des manifestants a affirmé à ON TV que dix corps avaient été écrasés par des véhicules, en ajoutant que, même en 1997, après l'attentat de Louxor, il n'avait pas vu des corps aussi malmenés. Des témoins ont indiqué avoir vu des véhicules de transport de troupes foncer sur les manifestants qui étaient rassemblés devant le siège de la télévision publique, dans le centre de la capitale.

Des versions divergentes circulent sur ces affrontements imputés tour à tour aux manifestants coptes – qui constituent la majorité des personnes tuées – aux militaires et aux forces de l'ordre sur place ou encore aux provocations de "voyous". A l'issue d'une réunion de crise, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) a dénoncé "les efforts de certains pour détruire les piliers de l'Etat et semer le chaos".

Le patriarche copte orthodoxe, Chenouda III, a mis ces affrontements, sur le compte d'"inconnus infiltrés" et a dénoncé le fait que l'on puisse les imputer aux manifestants chrétiens. Ceux-ci protestaient contre l'incendie d'une église dans le gouvernorat d'Assouan (Sud).

"Les dirigeants doivent prendre des mesures sérieuses pour traiter les problèmes à la racine ; autrement, cette situation peut mener à la guerre civile", estimait lundi Fouad Allam, qui a dirigé les services de sécurité égyptiens pendant vingt ans, demandant une révision de lois religieuses discriminatoires. L'Egypte connaît depuis plusieurs mois une montée des tensions confessionnelles. D'autres relèvent que les heurts n'ont pas simplement un fondement religieux, mais sont alimentés par le ressentiment contre la police et le pouvoir militaire.

La blogueuse égyptienne Shahinaz Abdel Salam, que l'Express.fr a rencontrée lundi à Paris à l'occasion de la sortie de son livre Egypte, les débuts de la liberté (éd. Michel Lafon) relève des faits troublants. "La télé égyptienne a presque appelé les musulmans à protéger l'armée attaquée par les coptes, c'était n'importe quoi. Comment se fait-il que les forces armées aient, en parallèle, coupé les chaînes satellitaires ? Sur l'une d'entre elles, on les a entendus entrer dans le studio où la présentatrice travaillait pour couper le direct. Ils ont aussi coupé des journaux en ligne. Ce comportement n'est pas normal ! Qui a donné l'ordre de faire cela, et de tirer sur les manifestants ?" s'interroge-t-elle. (lemonde.fr 11.10)

Social

1- France

La journée interprofessionnelle contre le plan anti-déficits du gouvernement a réuni, mardi, plus de 270.000 manifestants partout en France, selon une estimation de la CGT, sur 150 des 200 manifestations organisées.

Ils étaient ainsi 25.000 à Paris selon la CGT, 16.000 selon la préfecture de police, pour réclamer une autre répartition des richesses à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FSU, Unsa et Solidaires.

A Marseille, le cortège a réuni 30.000 manifestants selon les syndicats (3.300 selon la police), à Toulouse 7.000 selon l'intersyndicale (3.200 selon la police), alors qu'à Bordeaux ils étaient entre 10 et 12.000 personnes selon les organisateurs, 4.800 selon la police.

Bernard Thibault a demandé au gouvernement de «changer d'optique». «Loin de nous sortir de la crise économique, cette austérité salariale, cette précarité sociale vont nous enfermer dans la récession et tout le monde va y perdre», craint-il. (libération.fr 11.10)

"Tout le monde", quelle généreuse intention en direction des patrons ! Nous n'avons pas appelé à participer à cette journée de division et de démobilitation sociale. La déclaration de Thibault conforte notre décision.

2- Grèce

Des manifestants bloquaient mardi l'accès à des ministères à Athènes et les fonctionnaires grecs observaient une journée de grève alors que les inspecteurs de la troïka ont évoqué le possible déblocage d'une nouvelle tranche d'aide à la Grèce, début novembre.

Mardi, des fonctionnaires ont bloqué les accès à la Cour des comptes et au ministère de l'Intérieur en brandissant des

banderoles: "*Fauché et viré*" ou "*Non aux licenciements, non aux baisses de salaires*".

Certaines rues d'Athènes sont jonchées de débris, les employés des services de la voirie s'étant mis en grève tandis que des débrayages ont été enregistrés à la principale raffinerie du pays, Hellenic Petroleum (Reuters 11.10)

3- Afghanistan

Les services de renseignement et la police en Afghanistan pratiquent "*systématiquement*" la torture, y compris sur des enfants, dans nombre de centres de détention, dit un rapport de la Mission d'assistance des Nations unies dans ce pays (Manua).

Dans ce document, publié lundi, la Manua affirme que près de la moitié des détenus qu'elle a interrogés dans les centres de la Direction nationale de la sécurité (DNS) disent avoir subi des techniques d'interrogatoire assimilables à de la torture.

Dans les centres de détention de la police, plus d'un tiers des suspects interrogés disent avoir été victimes d'actes de torture ou de traitements inhumains.

La Manua fait état de violences physiques et mentales, d'électrocutions, d'arrachage d'ongles, mais aussi de détentions au-delà de la durée légale et de refus de visites. (Reuters 10.10)

Economie

1- BCE

La crise de la dette dans la zone euro a atteint une dimension systémique, les risques de répercussions sur l'économie augmentent rapidement et les banques sont entrées dans une zone de danger, a déclaré mardi Jean-Claude Trichet, qui s'exprimait en qualité de président du Comité européen du risque systémique (CERS).

"Au cours des trois dernières semaines, la situation est restée très difficile. La crise est systémique et elle doit être combattue avec la plus grande détermination", a-t-il dit.

"Le haut niveau d'interconnexion du système financier de l'Union européenne a provoqué une hausse rapide du risque de contagion. Cela menace la stabilité financière dans l'Union prise dans son ensemble et affecte de manière négative l'économie réelle en Europe et au-delà."

Jean-Claude Trichet a plaidé pour que les gouvernements et les autorités européennes agissent de concert pour résoudre la crise, ajoutant que tout retard aurait des conséquences désastreuses.

"Il faut que toutes les autorités agissent à l'unisson le plus rapidement, avec le plus grand dévouement pour préserver la stabilité financière", a-t-il lancé.

Mis sur pied fin 2010, le CERS fait partie du système européen de surveillance financière (SESF), dont l'objectif est d'assurer la surveillance du système financier de l'Union.

S'il ne dispose pas de pouvoirs réels, il peut toutefois prendre le parti de faire état publiquement de ses interrogations.

"Le secteur bancaire européen a besoin d'une recapitalisation", a jugé Jean-Claude Trichet. *"Les décisions doivent être prises très rapidement."*

Evoquant le rôle du FESF, il a jugé que ce dernier pourrait jouer un rôle important.

"Les régulateurs doivent coordonner leurs efforts afin que les fonds propres des banques soient renforcés, y compris par l'utilisation de garanties de souscription, tout en prenant en compte le besoin de transparence et la valorisation permanente de l'exposition à la dette souveraine", a-t-il dit.

Il a toutefois exclu que la BCE soit mise à contribution pour accroître la puissance du feu du FESF, en expliquant que les Etats disposaient de tous les moyens nécessaires pour y parvenir sans solliciter la banque centrale. (Reuters 11.10)

2- OCDE

La détérioration de la conjoncture se poursuit au sein des principales économies mondiales, particulièrement en Allemagne, en Italie

et au Brésil, montrent les indicateurs avancés de l'OCDE publiés lundi.

En recul pour le cinquième mois consécutif, ces indicateurs avancés se situent désormais sous le seuil de 100 -lequel distingue la hausse de la baisse de l'activité - dans la majorité des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Le Japon, les Etats-Unis, l'Allemagne et la Russie sont les seuls pays pour lesquels les indicateurs avancés restent supérieurs à ce seuil. (Reuters 09.10)

3- Espagne

3.1 - L'Espagne s'enfonce un peu plus dans la crise. Lundi, l'agence d'évaluation financière Fitch Ratings a abaissé la note de trois régions, d'une province et de trois villes. Vendredi, c'est la note souveraine de l'Espagne qu'elle dégradait. Les finances régionales, en raison de leur lourd endettement qui représentait fin juin 133,172 milliards d'euros, soit 12,4 % du PIB du pays, un record historique, inquiètent les marchés.

La série des mauvaises nouvelles continue avec l'annonce d'une sanction devant toucher un millier de municipalités sur l'ensemble du pays. Elles ne recevront pas l'aide de l'Etat prévue en octobre, car elles n'ont toujours pas présenté leurs comptes 2010, a annoncé le ministère de l'Economie, lundi. Cette aide, versée chaque mois, correspond à une participation de l'Etat pour les compétences qui sont décentralisées.

"La mesure affecte 1 022 municipalités et signifie le blocage de 13,5 millions d'euros", a expliqué le ministère, ajoutant qu'il "débloquera ces fonds dès que les municipalités rempliront l'obligation légale de présenter leurs chiffres de l'exercice budgétaire 2010".

Fin juin, douze régions n'ont pas atteint l'objectif de déficit budgétaire fixé par le gouvernement, qui leur a demandé de faire des efforts supplémentaires. La dette des municipalités s'élevait alors à 37,64 milliards (3,5 % du PIB). Cette année, pour la première fois, les villes avaient jusqu'au 30 septembre pour publier leurs comptes de l'année précédente, sinon elles s'exposaient à la coupure de l'aide d'Etat. Selon le ministère, 7 092 villes (87,4 % du total) ont envoyé l'information à temps, contre 3 890 (48 %) en 2010, quand il n'y avait pas de sanction prévue. (lemonde.fr 10.10)

3.2- Standard & Poor's a abaissé mardi d'un cran la note de crédit de dix banques espagnoles, dont les deux principales du pays, mettant en avant l'assombrissement des perspectives économiques du pays et un marché immobilier toujours déprimé. (Reuters 11.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 13 octobre

Du ministre de la police... au président à la peau lisse.

On le savait complexé, bancal, bourré de tics, imbu de sa personne et j'en passe, par contre on ignorait qu'il avait un secret pour ne pas perdre la face comme disent les Asiatiques.

Au retour de sa visite dans le Caucase, vendredi 7 octobre, Nicolas Sarkozy convie à dîner à l'avant de son avion les ministres présents et son conseiller Guaino.

La Talonnette : "Je ne considère pas comme de la chirurgie esthétique le fait de se faire stimuler le collagène naturel par un laser. Ça lisse la peau et ça donne bonne mine." À cet instant, il se tapote la joue d'un air satisfait. "On en a tous déduit qu'il était accro au laser", raconte un participant, encore estomaqué. Et un autre de brocarder : "Le nouveau Sarkozy ne serait-il qu'une invention cosmétique ?" (lepoint.fr 12.10)

Parodie de démocratie

Lepoint.fr a résumé le faux débat qui s'est déroulé hier soir entre Hollande et Aubry : "Primaire PS : la surenchère dans la rigueur" : "Il faut donc réduire la dette" (Hollande), "il faut lutter contre la dette" (Aubry). Tout est dit.

Un numéro d'illusionniste

A lire en tenant compte que le n°170 d'*Informations ouvrières* est paru trois jours après les "primaires" du PS et que son éditorial lui est en grande partie consacré.

Couverture :

- *"Il y a urgence à chasser cette politique de destruction mise en oeuvre par le gouvernement"* (Adresse du congrès du POI du 2 octobre 2011)

Chasser une politique, c'est pour ainsi dire les termes employés par les candidats à la "primaire" du PS. Ce titre sous-entend ou laisse penser et ce n'est pas un hasard qu'il suffirait de changer de gouvernement pour changer de politique, le discours trompeur du PS en somme.

Chasser une politique, chasser un gouvernement ou renverser les institutions de la Ve République par une mobilisation révolutionnaire du prolétariat ? Réponse plus loin à la dernière ligne.

Page 3, éditorial de D. Gluckstein :

Titre : *"Le rejet appelle la rupture"*

Quel rejet incarne Hollande, Aubry ou Montebourg à part celui de Sarkozy ? Aucun, non mais là vous n'avez rien compris, le professeur Gluckstein va vous expliquer :

Attention la magie opère : *"Avec leurs deux millions et demi de participants, et la répartition des votes entre les différents candidats, les primaires du Parti socialiste ont vu s'exprimer un ample rejet du gouvernement et de sa politique."*

Tiens donc, les électeurs qui se seraient déplacés pour participer à cette "primaire" du PS seraient assez abrutis pour ne pas savoir que sur le fond rien ne distingue le programme du PS de celui de l'UMP.

J'avais oublié que Gluckstein considère toujours le PS comme un parti ouvrier et que ces électeurs doivent forcément le penser aussi, et ne rigolez pas c'est le prolo du coin qui a été voter dimanche, pas le cadre en col blanc, l'intellectuel qui peine à se donner bonne conscience, le commerçant, l'artisan ou le petit patron du coin, ceci est nécessaire pour expliquer cela sinon on ne comprend rien au tour de passe-passe de Gluckstein.

Et quand il précise *"et la répartition des votes entre les différents candidats, c'est pour nous faire croire qu'il y aurait un courant au sein du PS qui se distinguerait des autres, qui serait plus à gauche que les autres, en parole comme d'habitude, mais cela lui suffit à Gluckstein, il n'a jamais été capable de produire une analyse politique qui ne tienne pas compte de ses propres illusions dans le PS et le PCF avec lesquels il n'est jamais parvenu à rompre, toute la stratégie de son courant politique repose sur cette illusion depuis 70 ans.*

Après avoir été incapable de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire au cours des 70 dernières années écoulées, il est normal que les dirigeants du POI estiment nécessaire l'existence ou la survie du PS et du PCF, qu'ils ne puissent pas s'en passer jusque dans l'élaboration de leur stratégie, dont l'Assemblée constituante est le point d'orgue. Pour eux, il est impossible de concevoir une ligne politique et une stratégie (révolutionnaire) qui ne comprendraient pas ces partis, et cela au-delà des apparences, car se prononcer pour l'abolition des institutions de la Ve République et dans le même temps se prononcer pour une Assemblée constituante qui serait forcément dominés par ces partis revient en réalité à refuser de rompre avec le capitalisme.

Si le PS ne présentait pas un candidat à sa primaire qui par dans ses discours semble et semble seulement plus à gauche que les autres candidats, réfléchissez un instant, le PS ne serait plus le PS ! Or, plus que jamais en cette période de crise profonde du capitalisme et des institutions de la Ve République, le PS tel qu'il est (et a toujours été) est indispensable à la stabilité du régime.

Il y a plus grave encore.

Quand le PS s'emploie à subordonner la petite-bourgeoisie au capitalisme, que fait-il d'autre sinon la détourner des couches les plus avancés du prolétariat, d'une solution politique qui incluerait la rupture avec le capitalisme, plus particulièrement en période de crise, il est le pendant de l'extrême droite dont il favorise la montée. Le PS et le FN se montrent critiques envers le capitalisme, pour chacun à leur manière je précise, mieux y soumettre la petite-bourgeoisie et le prolétariat. *"Les "Fronts populaires" d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne."* (Programme de transition). Dans l'ordre, le Front populaire en premier, le fascisme en second, le premier préparant le terrain à l'avènement du second. (France, Espagne, Chili, etc.)

Hier une certitude, aujourd'hui un doute : *"Pour sa part, le Parti ouvrier indépendant n'a pas participé à une initiative dont le principe*

et les objectifs nous paraissent contestables."

Hier il le condamnait, aujourd'hui ils lui "*paraissent contestables*", un glissement sémantique droitier qu'apprécieront sans doute les dirigeants du PS.

Claude Jenet le confirme en page 4, quand il écrit qu'il règnerait "*(une) profonde confusion quant aux engagements du candidat, dit de gauche*", pourtant les choses sont très claires à la lecture de leurs déclarations, non ?

Monsieur Jenet, vous n'êtes pas sérieux, l'essentiel ce ne sont pas les discours alambiqués ou les "*engagements du candidat, dit de gauche*", c'est son refus de rompre avec le capitalisme et l'UE, et sur ces points précis les choses sont parfaitement claires, non ? Alors pourquoi vous employez-vous à introduire un doute ou il n'y en a pas dans la tête des militants du POI et des lecteurs du journal de votre parti ?

J'ai lu la lettre que Montebourg a adressée à Hollande et Aubry. Pour ne prendre que le volet politique.

Il se prononce pour une VIe République et dans le même temps il envisage "*la transformation du Conseil constitutionnel en une véritable Cour constitutionnelle indépendante*", autrement dit il préconise la création d'une sorte de Cours suprême calquée sur ce qui existe notamment aux Etats-Unis (en Inde, en Bolivie, etc), qui ne serait rien d'autre qu'un organisme d'exception placé au-dessus des lois et n'ayant de comptes à rendre à personne, non élu au suffrage universel, qui disposerait d'un pouvoir arbitraire, pour ainsi dire illimité... Comme modèle de démocratie on ne peut imaginer pire ! Finalement, cette modification de la Constitution s'inscrirait dans le prolongement de celles adoptées par Sarkozy et ses prédécesseurs, dans le but d'instaurer un régime présidentiel à l'américaine, dont les "primaires" du PS constituaient les prémices. Donc pour nous, le principe et les objectifs de la "primaire" du PS ne "*nous paraissent (pas) contestables*", ils sont condamnables.

Nous devons les condamner avec la plus grande fermeté et sans aucune réserve, parce que leur objectif est de parvenir à éliminer de la vie politique tous les partis politiques à l'exception de l'UMP et du PS.

Politique

1- France

Les Français sont plutôt satisfaits dans la vie, et ils le sont d'autant plus que leurs revenus augmentent, selon une étude publiée ce mercredi par l'Institut national de la statistique (Insee) et réalisée il y a plus d'un an. «*En France en 2010, quand on demande aux personnes d'indiquer leur niveau de satisfaction dans la vie, elles répondent en moyenne 7,3 sur une échelle de 0 à 10*», relève l'Insee.

Ce rapport commandé par le président Nicolas Sarkozy suggère de compléter la mesure de la croissance économique, actuellement évaluée par le produit intérieur brut (PIB), par des indicateurs de «*bien-être*» prenant en compte les activités non marchandes (travaux domestiques, loisirs...) ou les inégalités.

Selon l'Insee, 92% des personnes interrogées déclarent un niveau de satisfaction supérieur ou égal à 5, et 60% s'attribuent même une note entre 7 et 9. «*La satisfaction augmente systématiquement avec le niveau de vie*», ajoute l'institut: elle passe de 6 en moyenne pour les 10% de personnes les plus modestes à 7,8 pour les 10% les plus aisées. De la même manière, plus les Français ont de difficultés matérielles, pour boucler leurs fins de mois, payer leurs factures ou bien disposer d'un logement convenable, plus leur insatisfaction est forte.

Pour autant, plus le revenu est élevé, «*plus le gain de satisfaction est faible et d'autres dimensions que le revenu interviennent*», explique l'Insee. «*L'argent fait le bonheur, mais seulement jusqu'à un certain point*», a expliqué à l'AFP Fabrice Lenglard, directeur des statistiques démographiques et sociales à l'Insee.

Après les conditions de vie matérielles, les difficultés de santé ont un fort un impact sur le bien-être ressenti.

Parmi les autres facteurs figurent l'âge (les 45-49 ans sont les moins satisfaits) et la situation vis-à-vis de l'emploi (les chômeurs sont nettement plus insatisfaits que les actifs). Les habitants de communes rurales se disent de leur côté légèrement plus satisfaits que les citadins. L'étude a été réalisée en mai et juin 2010 auprès d'un panel de 10.000 ménages dits ordinaires représentatifs de la population française métropolitaine de plus de 16 ans, interrogés en face à face. (20 minutes.fr 12.10)

Qui était le commanditaire de cette "*étude*" ? L'épileptique du Palais.

Plus tu as de l'argent pour satisfaire tes besoins, plus tu te sens heureux, diable, qui l'aurait cru !

Plus tu es isolé, plus tu es arriéré et tu t'estimes satisfait de ton sort misérable, en voilà une formidable découverte !

Et quand tu es au chômage, comment dire, il te manquerait un petit quelque chose pour t'estimer heureux, un travail et un revenu décent par exemple, non mais franchement, qu'est-ce qu'on est abruti, il fallait y penser !

Social

1- France

1.1- L'Assemblée a adopté mercredi un article très critiqué par l'opposition sur la modulation du temps de travail, dans le cadre de l'examen de la proposition de loi UMP de simplification du droit.

La mesure votée mercredi (38 voix contre 21) établit que la modulation, "*prévue par un accord collectif*", du nombre d'heures travaillées "sur une période supérieure à la semaine et au plus égale à l'année" ne constitue pas une modification du contrat de travail.

Jean-Yves Le Bouillonnet (PS) s'est insurgé : "*on n'est pas dans une simplification, on est dans un changement fondamental du droit*". "*Vous provoquez une rupture avec une application constante de la jurisprudence selon laquelle l'employeur ne décide pas unilatéralement ce qui pouvait avoir des conséquences graves sur sa vie de famille*", a ajouté ce député.

Un peu plus tôt, la CGT s'était ému dans un communiqué que cette mesure aille "*à l'encontre des décisions de la Cour de cassation et des droits fondamentaux des salariés*" et que la proposition porte "*un coup terrible*" à la législation du temps de travail". (libération.fr 12.10)

1.2- Publiés au Journal officiel mercredi, plusieurs arrêtés et décrets, qui complètent la loi du 16 juin dernier sur l'immigration, précisent les toutes nouvelles dispositions qui entreront en vigueur dès l'an prochain.

À compter du 1er janvier 2012, les étrangers auront l'obligation d'accéder à un certain niveau en français. Selon le jargon technocratique, il leur faudra avoir le niveau B1 du cadre européen commun de référence pour les langues du Conseil de l'Europe. Plus prosaïquement, ils devront posséder la même maîtrise du français à l'oral qu'un élève de 3e. Selon l'un des arrêtés, ils devront comprendre le "*langage nécessaire à la gestion de la vie quotidienne et aux situations de la vie courante*". Selon le même texte, ils devront être en mesure d'"*émettre un discours simple et cohérent sur des sujets familiers*".

Autre nouveauté, ces postulants devront aussi rapporter la preuve qu'ils ont ce niveau requis en produisant l'une des pièces énumérées par l'arrêté. Ils pourront fournir un diplôme français de niveau supérieur ou égal au brevet des collèges. Autre voie possible: l'obtention d'une attestation délivrée par un organisme agréé comme la Chambre de commerce et d'industrie de Paris ou par des structures qui obtiendront le nouveau label -"*français langue d'intégration*". Ce dernier va être lancé dès janvier prochain par le ministère de l'Intérieur. Autant de pièces à produire qui seront à la charge de l'étranger.

Ce nouveau dispositif qui concerne les candidats à la nationalité française par voie de naturalisation ou en raison de leur mariage avec un ou une Française, instaure un cadre plus strict.

Jusqu'alors, si la maîtrise du français, preuve d'assimilation à notre société, était demandée, elle faisait l'objet d'une évaluation sans doute parfois plus approximative. Rendez-vous était pris dans une préfecture et un agent estimait le niveau au cours d'un entretien d'assimilation organisé au bureau de naturalisation.

L'an passé, près de 130.000 personnes ont acquis la nationalité française, dont environ 90.000 par la procédure de naturalisation.

Ces nouvelles exigences seront complétées par deux autres nouveautés. Le Haut Conseil à l'intégration finalise l'élaboration d'une charte des droits et des devoirs qui sera ensuite signée par chaque personne devenant française.

Enfin, un nouveau questionnaire pourrait voir le jour et être soumis à chaque étranger afin d'évaluer ses connaissances en matière d'histoire de France. Aujourd'hui testé à la Préfecture de Paris, il pourrait être généralisé s'il s'avère concluant.

En visite mercredi dans un de ces services à la Préfecture de police à Paris, le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, a rappelé l'esprit de cette réforme: "*Il faut faire en sorte que les personnes immigrées s'intègrent et puissent vivre en respectant les principes de la République. Une exigence qui vaut encore plus pour celui qui accède à la nationalité française.*" (lefigaro.fr 12.10)

Alors que Sarkozy et son gouvernement englués dans les affaires foulent aux pieds ces mêmes principes !

2- Grande-Bretagne

Le nombre de chômeurs est en Grande-Bretagne au plus haut depuis 1994, le privé n'ayant pas compensé les pertes d'emplois du secteur public, une statistique qui nourrit un peu plus les craintes d'une nouvelle récession.

Suivant la méthodologie de l'Organisation internationale du Travail (OIT), le nombre de chômeurs a augmenté de 114.000 sur une période de trois mois à fin août, à 2,57 millions.

Toujours au sens de l'OIT et sur la période juin-août, le taux de chômage a progressé à 8,1%, au plus haut depuis octobre 1996.

La Banque d'Angleterre a lancé la semaine dernière de nouvelles mesures de soutien à la croissance mais Spencer Dale, son premier économiste, a dit à Reuters que l'économie faiblirait encore vraisemblablement au quatrième trimestre. (Reuters 12.10)

La même tendance sur l'économie tend à se dessiner pour la plupart des pays dont la France.

3- Grèce

Musées fermés, transports paralysés, justice bloquée : la mobilisation syndicale gagnait du terrain mercredi en Grèce, en vue d'une grève générale le 19 octobre contre une nouvelle loi d'austérité que le gouvernement veut faire voter avant le sommet européen du 23 octobre.

Se ralliant à la valse des débrayages sectoriels, manifestations et occupations d'administrations, qui perturbent la vie du pays depuis des semaines, le personnel du ministère de la culture a appelé mercredi à la fermeture des musées, et jeudi à celle des sites archéologiques, dont l'Acropole d'Athènes. "*1944 : libération, aujourd'hui : occupation*", proclamait une banderole déployée dans la matinée par des protestataires à l'entrée du site, où devait être commémorée la fin de l'occupation nazie.

Pour jeudi et vendredi, les personnels des transports en commun d'Athènes ont également décidé un nouveau débrayage après leur dernière journée d'action, lundi. La puissante fédération des marins, PNOE, entend elle clouer aux quais les ferries desservant les îles lundi et mardi. Les syndicats du stratégique ministère des finances en ont pour leur part annoncé une "*fermeture*" pour dix jours à partir de lundi.

Dans l'intervalle, la justice grecque, déjà réputée pour sa lenteur, doit être paralysée à partir de jeudi par cinq jours de grève des avocats, tandis que se poursuivent diverses mobilisations dans les crèches, hôpitaux et écoles.

L'enjeu de cette grogne, qui ne nourrit toutefois pas jusque-là de mobilisation massive dans les rues, où l'abattement semble l'emporter, est une nouvelle loi cadre d'austérité, prévoyant notamment coupes salariales et chômage technique dans la fonction publique, et taxes additionnelles. Même les fédérations de commerçants et d'artisans ont annoncé qu'elles se joindraient à la grève générale. (lemonde.fr 12.10)

A noter, plus les jours, les semaines, les mois passent, plus il y a de couches de la population qui participent à des grèves ou des manifestations, le contraire du désespoir avancé par le journal *Le Monde*, normal.

Economie

1- France

1.1- Le volet français du plan de démantèlement de Dexia, présenté mercredi en conseil des ministres, prévoit environ 33 milliards d'euros de garanties de financement.

Une garantie supplémentaire contre d'éventuelles pertes liées à la restructuration des crédits «*toxiques*» aux collectivités locales est également prévue.

Ces garanties seront rémunérées «*au prix du marché*», a précisé le ministère de l'Economie. Le texte, un projet de loi de finances rectificative, doit être examiné lundi prochain par l'Assemblée nationale et le mercredi suivant au Sénat.

La garantie de financement sera au total de 90 milliards d'euros, apportés à 60,5% par la Belgique, 36,5% par la France et 3% par le Luxembourg.

Elle s'appliquera à toute émission intervenant avant le 31 décembre 2021, quel que soit l'instrument utilisé, à condition que sa maturité n'excède pas 10 ans.

Son objectif est de permettre à Dexia de retourner sur les marchés financiers *«le plus rapidement possible et dans les meilleures conditions possibles»*, a-t-on expliqué.

«Toutes les garanties seront rémunérées, la garantie de financement comme les systèmes de contre-garanties, aux conditions de marché», ajoute-t-on.

L'enjeu est en particulier qu'elles n'apparaissent pas comme une aide d'Etat aux yeux de la Commission européenne.

La deuxième garantie prévue par le texte concerne les prêts aux collectivités locales consentis par Dexia Municipal Agency (DexMA) et repris par la Caisse des dépôts.

«La CDC va prendre une participation majoritaire dans DexMA, pas la totalité», a-t-on déclaré.

Cette garantie prévoit que si les pertes éventuelles enregistrées sur la restructuration de quelque 10 milliards d'euros de prêts structurés considérés comme risqués excèdent 500 millions d'euros, l'excédent sera pris en charge à 70% par l'Etat français et à 30% par Dexia.

Le gouvernement français estime que le montant des pertes éventuelles n'excédera pas 500 millions d'euros.

«Dexia conserve la responsabilité des renégociations et des risques contentieux», a-t-on précisé. (20minutes.fr 12.10)

1.2- La nouvelle taxe sur les sodas a été doublée et élargie aux boissons contenant des édulcorants, ce mercredi en commission des Finances de l'Assemblée, pour rapporter au total 250 millions d'euros, a-t-on appris de source parlementaire.

Initialement, la taxe sur les sodas devait rapporter 120 millions d'euros et ne devait pas concerner les boissons avec des édulcorants. Mais *«ces boissons, qui ne sont pas des produits de première nécessité, bénéficient de la TVA à taux réduit. Elles doivent donc pouvoir supporter la charge supplémentaire générée par cette nouvelle contribution»*, estime Michel Diefenbacher (UMP) dans un sous-amendement.

Pour moitié environ, la taxe revue et corrigée contribuera à réduire le coût du travail permanent dans le secteur agricole, qui souffre d'un manque de compétitivité face à nombre de ses concurrents comme l'Allemagne, l'Espagne ou encore l'Italie. Le reste ira notamment à l'assurance maladie.

Le coût d'un salarié devrait baisser d'un euro par heure, comme l'a promis à plusieurs reprises le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire. (20minutes.fr 12.10)

Initialement cette nouvelle taxe avait été annoncée pour lutter contre l'obésité, en l'élargissant aux édulcorant on s'aperçoit que le législateur visait un autre objectif : réduire le coût du travail de la main d'oeuvre agricole.

C'est ce que confirme le député de l'UMP Michel Diefenbacher quand il affirme que ce *"ne sont pas des produits de première nécessité"*, car cela signifie que le coût de la force de travail d'un ouvrier agricole ne devrait pas dépasser ce qui est strictement nécessaire au renouvellement de sa force de travail. On peut y ajouter l'école par exemple qui n'est pas indispensable pour réaliser des tâches simples et répétitif, etc.

Zone euro

Les pays de la zone euro vont demander aux banques d'accepter de perdre jusqu'à 50% sur leurs avoirs en dette grecque, ont annoncé mercredi des responsables de la zone euro, dans le cadre d'un plan de grande envergure pour éviter un défaut dans le désordre et mettre fin à la crise qui menace la santé économique de la planète.

Avant un sommet européen de la dernière chance prévu le 23 octobre, lors duquel un nouveau plan de crise franco-allemand devrait être discuté, quatre responsables de la zone euro ont déclaré à Reuters qu'une décote comprise entre 30% et 50% pour les détenteurs privés d'obligations grecques était désormais envisagée, au lieu des 21% prévus.

Dans ce cadre, les créanciers privés - banques, caisses de retraites et autres institutions financières - devaient accepter une décote évaluée à 21% sur la valeur nette de leurs avoirs obligataires grecs, ce qui représente une contribution estimée à 50 milliards d'euros jusqu'à la mi-2014.

Depuis, la récession s'est aggravée en Grèce, alimentant les craintes d'un défaut en bonne et due forme et forçant les dirigeants de la zone euro à envisager une action beaucoup plus radicale pour endiguer la crise.

Pour restaurer la confiance dans le système bancaire, ils travaillent aussi sur la façon de renforcer les banques de la zone euro en les recapitalisant.

Le montant de la dette grecque devrait atteindre 357 milliards d'euros cette année, soit 162% de son produit intérieur brut (PIB). Pour l'instant, les gouvernements de la zone euro n'ont pas réussi à produire un plan convaincant pour la réduire.

"Nous négocions chaque jour pour alléger cet endettement. C'est la grande négociation et c'est là où se situe le gros problème", a déclaré le Premier ministre grec George Papandréou lors d'une réunion du conseil des ministres.

Un responsable de la zone euro a déclaré à Reuters que le niveau final de la participation du secteur privé n'avait pas été fixé et qu'on attendait de voir la réaction des banques à ces nouvelles demandes.

"Cela reste très ouvert. Il faut voir quelle sera la réaction initiale des investisseurs privés. Une participation volontaire, c'est l'objectif, du moins pour l'instant, et beaucoup ont le sentiment que nous devons éviter tout risque de défaut total", a déclaré l'un d'entre eux sous le sceau de l'anonymat.

"La décote sera fixée à niveau compatible avec la nature volontaire de la participation du secteur privé", a déclaré un deuxième responsable.

Un responsable de l'Institut de la finance internationale (IFI), l'association qui aide à mettre en place l'accord avec le secteur privé, a déclaré mercredi que la décote pour les investisseurs privés serait de 39% si l'on utilisait les prix actuels du marché. (Reuters 12.10)

Grèce

Le déficit budgétaire de la Grèce s'est encore creusé en septembre en raison d'une récession portée par les mesures d'austérité, et ce en dépit de nouvelles mesures fiscales qui étaient censées augmenter les recettes.

Le déficit budgétaire a augmenté de 15% annuellement, à 19,16 milliards d'euros sur la période janvier-septembre, montrent les statistiques du ministère des Finances publiées mercredi. (Reuters 12.10)

Etats-Unis

Le régulateur boursier américain, la SEC, a approuvé, mercredi 12 octobre, le projet de réglementation Volcker, disposition de la loi de réforme de Wall Street dont l'objectif est de limiter la spéculation par les banques.

Les membres de la Securities and Exchange Commission ont voté à l'unanimité (4 pour et 0 contre) en faveur de ces règles lors d'une réunion publique à Washington. Elles sont désormais soumises aux commentaires des parties concernées (notamment les banques) jusqu'au 13 janvier en vue d'une adoption définitive.

La réglementation Volcker tire son nom de son principal inspirateur : l'ancien président de la Banque centrale américaine (FED) Paul Volcker. C'est l'une des dispositions les plus controversées de la loi de réforme de Wall Street promulguée en juillet 2010. La réglementation Volcker est censée entrer en vigueur au plus tard le 21 juillet 2012. La Fed a indiqué par le passé que les banques disposeraient d'une période de transition de deux ans pour s'y conformer.

Les banques ont d'ores et déjà annoncé qu'elles seraient particulièrement attentives aux différentes exemptions proposées, qu'elles souhaitent aussi larges que possible. Mardi, le conseil d'administration de la Compagnie fédérale d'assurance des dépôts bancaires (FDIC) avait approuvé à l'unanimité le projet de directive.

Cette directive, détaillée mardi par la FED, vise à interdire deux pratiques, a expliqué la SEC. D'une part, il s'agit d'empêcher les banques de spéculer sur les marchés à leur propre compte, c'est-à-dire en utilisant l'argent placé sur un compte qui leur appartient (ou appartient à une filiale).

D'autre part, elle interdit aux banques de détenir ou d'entretenir "*certaines relations*" avec des fonds spéculatifs ou d'investissement. Parmi les dérogations prévues par les régulateurs figurent les transactions concernant les obligations du Trésor américain ou celles émises par les organismes publics américains ou parapublics comme les agences de refinancement hypothécaires Fannie Mae et Freddie Mac, ainsi que les titres de dette émis par les collectivités locales et les Etats fédérés américains.

Les autorités ont également exclu du champ de l'interdiction les activités de tenue de marché (intervention sur les marchés de capitaux afin de contribuer à la liquidité du marché), de souscription (acquisition d'actions ou obligations lors de leur émission afin d'assurer à l'émetteur une levée de fonds réussie) et de couverture contre le risque. (lemonde.fr 12.10)

Voilà qui devrait inquiéter les gangsters de la finance, j'ai noté parmi les restrictions apportées à ces mesures : "*exemptions proposées (...) aussi larges que possible*", "*dérogations prévues*", "*exclu du champ de l'interdiction*".

Haut de page ↗

Le 14 octobre

Je n'y avais pas pensé avant et c'est dommage, dorénavant quand je me mettrai en scène ou que j'évoquerai ce qui me passe par la tête qui n'a aucun lien avec la politique, j'avertirai le lecteur par le titre *Journal d'exil*, ainsi ceux que cela n'intéresse pas -ce que je conçois très bien, pourront directement passer à la rubrique suivante. Cette page comportera donc trois rubriques (pas forcément) en plus des articles de presse : mon journal , la causerie du jour et les infos en bref.

JOURNAL (d'exil).

Hier après-midi je suis allé me réapprovisionner en légumes au marché central de Pondichéry. J'ai payé mes légumes 50 à 100% plus chers que la semaine dernière parce qu'on approche de Diwali, une fête nationale, la "fête" pour les affameurs, quoi ! Je pense toujours aux misérables ou aux familles qui se débattent quotidiennement pour trouver de quoi se nourrir, cela je l'ai à l'esprit en permanence et influe profondément sur mon mode de vie.

A ce propos, depuis trois jours j'ai cessé de boire de l'alcool, je buvais déjà très peu, trois doigts de vodka dans un cocktail le soir, de l'eau à tous les repas, c'était trop apparemment en plus d'un modeste stick qui me servait autant à supporter ma condition que de somnifère. Je me sens beaucoup mieux et dispos dès le lever du jour. J'ai l'impression que c'était là l'origine de la vieille fatigue que je trainais toute la journée et qui me pourrissait littéralement la vie, depuis de nombreuses années je ne me sentais réellement bien qu'en fin de journée, à croire que deux doigts le midi et trois doigts le soir de vodka c'était trop sans m'en apercevoir. L'alcool stimule l'activité cérébrale, le tabac également sans les inconvénients liés à l'alcool, Marx fumait comme un pompier, quant à l'herbe à petite dose, elle la favorise semble-t-il en faisant sauter des cloisons ou des obstacles de telle sorte qu'on dispose de davantage de moyens pour réfléchir... au risque aussi de s'égarer ou plus grave encore, je ne parlerai pas des autres substances à proscrire totalement.

Du coup, en faisant mes courses hier j'ai fait le plein de jus de fruits et de citrons verts, j'ai aussi décidé de supprimer l'eau gazeuse et la limonade que je mélangeais avec la vodka ou que je buvais mélangée avec du sirop dans la journée. Je vais réaliser des économies assurément, quoique les jus de fruits ne soient pas donnés, je les coupe toujours avec la moitié d'un verre d'eau pour que cela soit moins agressif pour l'estomac. Je réserverai le vin pour les jours de fête.

Comme j'étais reparti pour maigrir, j'ai réussi à descendre à 75 kilos après être monté à 83, en supprimant totalement l'alcool et la limonade et en réduisant la nourriture, je vais voir jusqu'où je vais descendre, je mesure 1,65m donc en principe il me reste une dizaine de kilos à perdre. Ce qui va m'aider, c'est que je marche beaucoup plus depuis que j'ai déménagé, tout d'abord dans cette grande maison pour se rendre d'une pièce à l'autre, ensuite tous les soirs je fais une balade de 45 minutes avec mon chien, je n'ai pas eu le temps de tester la piscine (gratuite) située à 50 mètres de chez moi, cela ne m'emballa pas vraiment, il va falloir que je me force à y aller.

En vieillissant, il arrive un moment où il faut modifier ses habitudes et faire davantage attention à son mode de vie si l'on ne veut pas s'attirer des ennuis qu'on aurait pu éviter, ce qui n'est pas permis à tout le monde hélas ! cela non plus je ne le perd jamais de vue, quelque part je suis un privilégié, même si je n'aurais pas eu cette vie-là si j'avais eu le choix, je ne culpabilise pas dans la mesure où j'ai toujours souhaité ou combattu pour que tous les ouvriers accèdent à une qualité de vie décente, ce qui n'est pas le cas pour des centaines de millions dans le monde ou plus encore.

C'est une obsession chez moi de toujours penser à ceux qui ont une condition plus modeste que la mienne ou misérable, je ne me le dis pas chaque matin en me réveillant, inutile, c'est ancré profondément en moi pour avoir connu cette condition semble-t-il. Même quand je ne militais plus et que je me satisfaisais de mon petit confort de petit-bourgeois, cela me hantait l'esprit, je ne supportais pas les conversations superficielles des gens mettant en scène la société de consommation ou consacrant leur temps libre à des activités plutôt ludiques qu'à s'instruire pour mieux comprendre le monde.

On ne peut pas se sentir bien dans sa peau, autant que cela est possible, quand nos actes ne correspondent pas aux idées, aux principes ou aux valeurs qu'on a adoptés ou qu'on défend, cette contradiction nous pourrit la vie quand on en a conscience ou doit nous la pourrir quand on n'en a pas conscience ou qu'on a tendance à l'oublier, il y a toujours un moment où la réalité nous rappelle à l'ordre, alors vaut mieux prendre les devants et agir en conformité avec ses idées, principes ou valeurs auxquels on tient. J'ai écrit "auxquels" au masculin, ces crétiens de féministes devraient écrire auxquels (-elles), "principe" étant masculin et "valeur" féminin pour ne léser ou froisser personne, heureusement que le ridicule ne tue pas ! où va se nicher la bonne ou plutôt

la mauvaise conscience, car ce genre de comportement dénote un sérieux problème inconscient ou refoulé ou encore qu'on n'ose pas s'avouer.

CAUSERIE.

Je viens de terminer le boulot et je n'ai plus le temps de causer, juste un mot.

Hier j'ai imaginé une autre manière de présenter aux travailleurs la crise du capitalisme et la question de la dette qui sont liées, en faisant ressortir qu'il n'existe qu'une sorte de capitalisme dans le monde. On verra cela demain ou dimanche, si j'en trouve le temps et si j'en ai le courage aussi.

Ce matin, j'ai lu plusieurs articles de presse prétendant qu'Hollande serait le candidat désigné par les médias et l'Elysée. De son côté Aubry a affirmé qu'il serait le "*candidat du système*" et des sondages, et d'ajouter "*Peut-être parce qu'il est plus facile à battre pour Nicolas Sarkozy*". (lemonde.fr 14.10)

Pourquoi ? Parce qu'il aurait la fâcheuse tendance à s'embrouiller dès qu'on le contredit ou lorsqu'on lui pose une question qui sort de son registre habituel, bref, que malgré les apparences il aurait toutes les peines du monde à se contrôler, et ce serait une aubaine pour le provocateur Sarkozy, au cas où ils se retrouveraient face à face au second tour en 2012.

Vous me direz qu'on s'en fout et je suis bien d'accord avec vous, je ne tiendrais pas le même discours s'il existait véritablement l'embryon d'un parti communiste en France, ce qui n'est pas le cas hélas !

On se souvient qu'en 2006 les médias avaient propulsé la gourde de Royal sur le devant de la scène politique avant qu'elle ne perde ses moyens dans un face à face télévisé avec Sarkozy avec le résultat que l'on sait.

Que La Talonnette compte récidiver n'aurait rien d'étonnant, surtout qu'au regard de leur expérience politique respective, Hollande fait pâle figure à côté d'Aubry, et c'est d'autant plus marquant que j'ai cru remarquer qu'Hollande avait aussi tendance à rougir facilement, ce qui se voit à l'écran, donc n'échappe pas à son contradicteur qui n'a plus qu'à enfoncer le clou pour le terrasser.

J'ai lu également dans l'interview qu'Aubry a donné hier à 20minutes.fr qu'elle avait souligné les contradictions frappantes d'Hollande, qui "*a d'abord expliqué qu'il n'augmenterait pas les moyens de l'Education, puis qu'il le ferait, puis finalement non*", puis elle signalait qu'il n'avait pas répondu à certaines questions qui visiblement l'embarrassaient... On imagine qu'à l'UMP ils ont dû lister soigneusement ces questions et que leur candidat se fera un malin plaisir de lui poser le moment opportun, et là Hollande se mettra à bredouiller quelque chose d'incompréhensible ou s'effondrera comme une carpe... à moins qu'il demeure muet !

Rien de passionnant dans tout cela vous me direz, d'accord, mais on a le droit de se détendre ou de se marrer un peu quand ils sont en difficulté, quand leur médiocrité saute aux yeux, que leur modestie légendaire en prend un coup ou que la réalité les rattrape, cela vaut également pour le petit monarque du Palais qui aura toutes les peines du monde à défendre son bilan catastrophique, de notre point de vu bien sûr, car du sien, Guaino lui concochera un argumentaire sur mesure pour le revendiquer et fera en sorte qu'il apparaisse comme moins pire que pire ou pire encore, l'imagination est sans limite dans ce domaine.

Un dernier après lecture d'un article paru ce matin suite au meeting d'Hollande à Paris hier soir.

Le journaliste du *Monde* présent à ce meeting a interviewé au hasard quelques participants.

Informations ouvrières (n°170 page 3) avait cité à la sortie de la "primaire" du PS dimanche dernier, une "*cantinière d'une école parisienne*", "*une autre jeune femme*" et "*une enseignante, dans une classe ZEP*", ce qui pouvait laisser penser que c'était des ouvriers qui avaient participé à cette "primaire".

Le *Monde* cite une "*directrice de production*", "*une étudiante de Sciences Po*", "*un juriste de 28 ans*", un "*contrôleur de gestion de 31 ans*", "*un consultant de 28 ans*", "*une mathématicienne de 38 ans*", quelle coïncidence, tous appartiennent aux couches moyennes ou bénéficient de conditions de vie confortables, un pur hasard sans doute !

LES INFOS EN BREF

Politique

Etats-Unis

Barack Obama a déclaré jeudi que les Etats-Unis n'écarteraient aucune option à propos de l'Iran, une expression utilisée régulièrement par la diplomatie américaine pour désigner une éventuelle action militaire.

Lors d'une conférence de presse, le président américain a dit que le complot présumé iranien visant à assassiner à Washington l'ambassadeur de l'Arabie saoudite amènerait les Etats-Unis à prendre de dures sanctions économiques afin d'accentuer l'isolement du régime de Téhéran.

Mardi, les Américains ont affirmé avoir déjoué une tentative de complot visant à assassiner l'ambassadeur saoudien dans un restaurant de Washington ourdie par deux hommes liés aux services secrets iraniens.

L'Iran a vivement démenti ces allégations. (Reuters 13.10)

Social

1- France

Après Le Monde et France Soir, c'est au tour du Parisien d'entrer dans la tempête sociale de la presse écrite. Le projet de réorganisation du quotidien, qui comprend un plan de relance de 30 millions d'euros et la suppression d'une cinquantaine de postes (27 journalistes et 21 administratifs, sur un total de 537 salariés), a provoqué une première journée de non-parution. Philippe Carli, le big boss du groupe Amaury, promet que les départs se feront sur la base du volontariat. (lepoint.fr 13.10)

1.2- Rougeole, tuberculose, coqueluche, gale... On croyait ces maladies disparues, elles persistent. Pour la rougeole, on parle même d'un grand retour, avec 22 000 cas recensés depuis trois ans. Depuis janvier, près de 14 500 personnes ont été touchées. Les autorités s'activent.

La rougeole, qui se caractérise notamment par une forte fièvre et une toux, est une maladie très contagieuse.

Les effets sont plus graves pour les bébés, les jeunes adultes et les femmes enceintes. La maladie peut entraîner de sévères complications. Dix personnes en sont mortes depuis 2008 et il y a eu de nombreuses hospitalisations.

Les personnes nées après 1980 sont moins bien couvertes. Ayant été vaccinées, elles n'ont pas eu la rougeole quand elles étaient enfant, contrairement aux plus âgés. Mais n'ont reçu qu'une seule dose de vaccin - la double injection n'est la règle que depuis la fin des années 1990. La rougeole réapparaît donc dans cette population. "*Si vous êtes nés depuis 1980 et que vous n'avez plus de carnet de santé, vous n'êtes plus protégés*", alertent les autorités sanitaires. La vaccination à deux doses est la seule protection efficace, insistent-elles.

Le feront-ils ? La question se pose. A l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France, on aurait aimé qu'il soit décidé de rendre le vaccin gratuit - il n'est remboursé à 100 % que jusqu'à 18 ans -, pour éviter que de jeunes adultes sans mutuelle n'y renoncent.

Fin 2008, seuls 40 % des enfants de 2 ans avaient reçu les deux doses de vaccins nécessaires contre la rougeole, les oreillons et la rubéole (ROR).

Autre obstacle, si les enfants ont un carnet de santé à jour et à disposition, c'est loin d'être le cas des adultes. Et depuis que la France promet un dossier médical personnel (DMP) informatisé à tous, une affaire qui traîne depuis des années, il n'y a plus de réflexion sur le carnet de vaccination.

La rougeole n'est pas la seule maladie qui inquiète les experts. La gale, une affection contagieuse de la peau, est en augmentation. La coqueluche, après un pic en 2009, est dans une phase descendante mais sévit encore. "*Le vaccin contre la coqueluche ne protège pas à vie, précise Emmanuel Belchior de l'InVS. Il est recommandé chez les parents ayant un projet d'enfants, les jeunes adultes, et les personnels soignants, dont le taux de vaccination n'est que de 20 %...*"

La tuberculose aussi reste préoccupante. "*On pensait qu'elle était éradiquée, que c'était une maladie du passé, et c'est vrai qu'elle a considérablement diminué au fil du temps*", explique Delphine Antoine de l'InVS. Mais 5 276 cas ont encore été recensés en France en 2009. "*Ce chiffre est un peu sous-estimé. Il y aurait environ 7 000 cas en France*", souligne-t-elle.

Dans certaines parties du territoire, la tuberculose n'est qu'à peine stabilisée grâce aux campagnes de dépistage. La Seine-Saint-Denis est ainsi le département le plus touché, du fait de la présence de migrants venant d'Asie, d'Afrique subsaharienne ou d'Europe de l'Est, où l'incidence est plus forte qu'en France.

D'une façon générale, les populations précaires paient un plus lourd tribut face aux maladies contagieuses. Le moindre accès aux soins, la malnutrition, les logements suroccupés facilitent la propagation. "*La couverture vaccinale est plus faible dans les populations en grande précarité, rappelle le docteur Laurent Chambaud, directeur de la santé publique de l'ARS d'Ile-de-France, qui sont en outre moins touchées par les messages de prévention.*" Tout l'enjeu est d'atteindre ces personnes non

protégées. (lemonde.fr 13.10)

2- Grèce

A six jours du coup d'envoi d'une nouvelle grève générale, des salariés ont bloqué jeudi l'entrée de l'Acropole et d'autres monuments, provoqué l'arrêt des transports publics et occupé des bâtiments à Athènes pour dire "non" aux douloureuses mesures d'austérité imposées par les autorités pour faire face à la crise de la dette.

Dans le cadre des débrayages témoignant d'une montée de l'exaspération, des employés ont tenté d'empêcher la collecte d'une nouvel impôt foncier en occupant des bureaux administratifs de l'entreprise publique d'électricité. Nombre de Grecs affirment ne pouvoir s'acquitter de cette nouvelle taxe, qui a été incluse dans les factures d'électricité pour en faciliter la collecte. Ceux qui ne paient pas risquent de se voir priver de courant, mais les syndicats de la compagnie d'électricité estiment qu'elle ne devrait pas être impliquée dans la collecte de taxes, et ont fait savoir qu'ils refuseraient de couper le courant aux consommateurs qui ne régleraient pas.

"L'électricité (...) ne peut pas être utilisée comme moyen de chantage contre les chômeurs, les pauvres, les salariés", a prévenu le syndicat GENOP-DEH. "(Nous) ne laisserons pas nos concitoyens pauvres sans électricité".

Jeudi, journalistes de la radio et de la télévision publiques, avocats, enseignants, employés municipaux, agents des douanes et des impôts ont également cessé le travail ou se préparaient à le faire dans les prochains jours.

Devant le Parlement, des manifestations ont été organisées dans le calme par des centaines d'employés des transports publics - en grève pour 48 heures- et des hôpitaux. Ailleurs, des employés du ministère de la Culture ont bloqué les entrées de l'Acropole, d'autres monuments et de musées. Les chauffeurs de taxi ont eux annoncé une action pour vendredi, au deuxième jour de grève dans les transports.

Dénonçant la *"politique inefficace et catastrophique"* du gouvernement socialiste, le principal syndicat grec (GSEE) a lancé un appel à la grève générale les 19 et 20 octobre. Des magasins et des marchés à Athènes devraient fermer au premier jour de débrayage.

La Grèce est dans un cercle vicieux. D'un côté, le gouvernement assure n'avoir pas d'autre choix que d'imposer l'austérité pour obtenir des lignes de crédit quand, de l'autre, le ministre des Finances Evangelos Venizelos affirme que les grèves répétées amènent les bailleurs de fonds internationaux à douter de la capacité d'Athènes à atteindre ses objectifs, soulevant ainsi -par un effet domino- la question d'un nécessaire tour de vis supplémentaire. (AP 13.10)

La lutte des classes en action passe à la vitesse supérieure. La classe ouvrière va-t-elle réussir ou non à se doter d'organismes politiques indépendant de l'Etat intégrant ses organisations et partis et regroupement toutes les couches d'exploitées, à construire un nouveau parti communiste dans cette bataille se donnant pour objectif d'abattre les institutions politiques en place et l'expropriation des banquiers et des actionnaires des grandes entreprises, son avenir en dépend.

3- Etats-Unis

Plusieurs centaines d'agents de service et de gardiens ont manifesté mercredi près de Wall Street, au coeur de New York, en réclamant de meilleurs emplois et en protestant contre les inégalités économiques.

Un plus petit groupe de manifestants s'est rassemblé devant le gratte-ciel de JPMorgan Chase.

Ces manifestations participent du mouvement "Occuper Wall Street", constitué d'"indignés" dont la démarche a fait tache d'huile à travers les Etats-Unis.

Des rassemblements sont prévus ce jeudi sur 90 campus universitaires du pays. Plus largement, des manifestations d'"indignés" ont eu lieu dans plus de 1.400 villes du monde entier jusqu'à présent.

Plus de 750 agents de service et gardiens se sont rassemblés près de Wall Street pour manifester en faveur d'une revalorisation de leurs emplois, pendant que non loin de là, selon la police, une centaine de personnes manifestaient devant le gratte-ciel de JP Morgan Chase.

Selon un sondage Reuters/Ipsos publié mercredi, 82% des Américains interrogés ont dit avoir entendu parler du mouvement "Occuper Wall Street" et 38% s'y déclarent favorables. (Reuters 13.10)

Economie

1- Zone euro

Le Parlement slovaque a finalement approuvé jeudi le renforcement du Fonds européen de stabilité financière (FESF), après un rejet du texte deux jours plus tôt. Cette décision lève le dernier obstacle à l'utilisation de ce fonds destiné à enrayer la crise de la dette dans la zone euro.

Le Parlement avait rejeté mardi le renforcement du FESF parce qu'un partenaire minoritaire de la coalition, le parti Liberté et Solidarité, était contre. Le rejet du texte a provoqué une crise gouvernementale.

Le parti social-démocrate Smer-SD (opposition) a ensuite accepté d'apporter son aide à la coalition au pouvoir pour voter le texte en échange de l'organisation prochaines d'élections anticipées.

Jean Leonetti, ministre français chargé des Affaires européennes a déclaré dans un communiqué : *"En dotant le FESF de pouvoirs élargis lui permettant d'agir de manière préventive, d'intervenir sur les marchés secondaires ou encore de contribuer à la recapitalisation des établissements bancaires, les pays de la zone euro se donnent pleinement, conformément à leur engagement, les moyens de continuer à profiter de l'atout que représente l'euro pour la puissance et la compétitivité de l'économie européenne"* (AP 13.10)

Autrement dit, c'est la totalité des travailleurs de l'UE qui vont devoir casquer pour les banquiers !

2- France

La croissance de l'économie française devrait tomber à 1,0% en 2012 après 1,6% cette année, montre jeudi une enquête de Reuters, un ralentissement qui risque de compliquer le redressement des finances publiques et la préservation de la note souveraine "triple A".

L'enquête réalisée auprès d'une vingtaine d'économistes confirme ainsi la dégradation rapide des anticipations: en juillet, la médiane des prévisions donnait encore une croissance de 2,0% pour 2011 et de 1,7% pour 2012.

Le gouvernement a basé son projet de budget 2012 sur une hypothèse de croissance de 1,75% l'an prochain. Un chiffre de 1,0% seulement pourrait donc contraindre le gouvernement issu de la prochaine présidentielle à de nouvelles mesures de rigueur pour respecter les engagements français en matière de réduction des déficits.

"L'environnement économique mondial s'est fortement détérioré et le seul élément positif qui tire la croissance en ce moment, l'investissement des entreprises, va souffrir du resserrement des conditions de financement", explique Jean-Christophe Caffet, économiste de Natixis.

Cinq des 16 experts interrogés sur ce point prévoient une contraction du produit intérieur brut (PIB) français au cours de l'un des prochains trimestres, une hypothèse qu'aucun d'eux n'envisageait il y a trois mois.

Pour Paris, le plus difficile pourrait être de parvenir à un niveau de rigueur suffisant pour assurer la maîtrise du déficit sans compromettre ce qui restera de perspective de croissance.

D'autant que la consommation, principal moteur de l'économie française, semble aujourd'hui fragile. Le moral des ménages s'est détérioré ces derniers mois et les économistes interrogés par Reuters n'anticipent plus qu'une hausse de 0,8% des dépenses de consommation l'an prochain, alors qu'ils espéraient +1,5% en juillet.

L'équation budgétaire s'annonce elle aussi compliquée.

"Il sera très difficile de réduire les dépenses avant les élections. Ce sera davantage possible après les élections mais on peut se demander si les marchés financiers donneront autant de temps à la France", souligne Marie Diron, économiste d'Oxford Economics. (Reuters 13.10)

3- Portugal

C'est un budget extrêmement austère pour 2012 qu'a présenté le gouvernement portugais, jeudi 13 octobre, au moment où le pays, sous assistance financière, peine à réaliser ses objectifs de réduction des déficits.

Parmi les mesures annoncées par le premier ministre, Pedro Passos Coelho, la suppression temporaire des 13e et 14e mois pour les fonctionnaires et les retraités dont les revenus sont supérieurs à 1 000 euros. Dans le secteur privé, il a annoncé une augmentation de l'horaire de travail d'une demi-heure par jour.

M. Passos Coelho a également annoncé la hausse des taux intermédiaires de TVA et des '*réductions substantielles des budgets de la santé et de l'éducation*'. Le gouvernement de droite, issu des élections de juin dernier, a déjà mis en oeuvre une série de mesures drastiques : une taxe extraordinaire sur les revenus, diverses hausses d'impôt, une baisse des prestations sociales ou encore le maintien du gel des salaires et des embauches des fonctionnaires.

'Nous devons faire plus, beaucoup plus que ce qui était initialement prévu', a reconnu le premier ministre, estimant que le Portugal vit actuellement 'un moment d'urgence nationale'. L'année prochaine '*le processus d'ajustement devra être plus profond et comprendre des mesures plus exigeantes*', a-t-il encore prévenu. (lemonde.fr 13.10)

J'ai de la famille au Portugal par ma seconde cadette.

4- Espagne

Le gouvernement espagnol a annoncé jeudi le report de la privatisation des deux principaux aéroports du pays, les candidats au rachat se heurtant à des difficultés de financement, une décision qui prive l'Etat de plusieurs milliards d'euros de recettes en pleine crise de la dette.

Le mois dernier, le gouvernement avait déjà mis un coup d'arrêt au projet d'introduction en Bourse de la loterie nationale en arguant des conditions de marché.

Des sources bancaires ont expliqué que les investisseurs privés étaient réticents à s'engager dans ces privatisations à quelques semaines des élections. (Reuters 13.10)

5- Grande-Bretagne

Fitch a abaissé jeudi la note d'émetteur long terme de Lloyds et de Royal Bank of Scotland à A, contre AA- précédemment, estimant que la probabilité de voir le gouvernement britannique venir à leur secours avait baissé.

Lloyds et RBS sont détenues respectivement à 41% et 83% par l'Etat britannique. (Reuters 13.10)

6- Etats-Unis

6.1 - Un vent de protectionnisme souffle au pays du libre échange. Le Sénat américain a en effet voté cette nuit en faveur d'un texte de loi visant à mettre en place des droits de douanes supplémentaires sur les produits importés des pays qui pratiquent le dumping monétaire. La Chine est clairement dans le viseur des parlementaires. Les responsables politiques américains estiment en effet que le yuan est maintenu faible par Pékin, pour gonfler ses exportations. Selon eux, cette politique permettrait aux marchandises chinoises d'afficher un avantage compétitif de l'ordre de 30% par rapport aux produits américains.

Barack Obama a récemment accusé la Chine de «*fausser le système des échanges commerciaux à son avantage et aux dépens d'autres pays, en particulier les Etats-Unis*» en intervenant pour faire baisser la valeur du yuan.

De son côté, Pékin fulmine. L'adoption du projet de loi est une «*entorse grave*» aux règles de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) susceptible de provoquer une «*guerre commerciale*», a réagi mercredi le ministère chinois des Affaires étrangères.

Le débat devrait se poursuivre à la Chambre des représentants, qui doit encore donner son feu vert pour que le texte de loi soit définitivement adopté.

En attendant, la monnaie chinoise a fortement baissé contre le dollar mercredi en début de journée, en réaction au vote des sénateurs américains. La Banque populaire de Chine a par le passé laissé filer le yuan lorsque les Etats-Unis augmentaient la pression pour qu'elle réévalue sa devise. (lefigaro.fr 12.10)

6.2- Warren Buffett, le troisième homme le plus riche du monde a dévoilé les détails précis sur ses revenus et l'impôt dont il s'acquitte, un revenu annuel de 62,8 millions de dollars en 2010. Mais grâce aux déductions diverses dont il bénéficie, son revenu imposable ne dépasse pas 39,8 millions de dollars, avait-il déjà précisé cet été, si bien qu'il a versé 6,9 millions de dollars au Trésor américain en 2011 au titre de l'impôt. Soit un taux d'imposition de 17,3%, moindre que celui dont s'acquittent nombre d'Américains issus de la classe moyenne, y compris sa secrétaire, estime, selon l'AFP, le milliardaire dans une lettre datée de mardi.

Warren Buffett, qui soutient l'administration Obama dans sa volonté d'imposer davantage les plus riches pour réduire le déficit américain, a par ailleurs incité ses compatriotes très aisés à publier à leur tour leur feuille d'impôt. «*Il est clair que de*

nombreux ultra riches paient des pourcentages encore plus faibles que moi au gouvernement fédéral, et obtenir le montant de leurs impôts pourrait être utile aux législateurs pour établir un code fiscal équitable», écrit-il à Tim Huelskamp.

Un rapport publié le 7 octobre dernier par les services du Congrès américain vient à l'appui du discours de Warren Buffett. Selon ce rapport, 25% des millionnaires américains, soit 94.500 personnes, paient effectivement moins d'impôts que les 10,4 millions de ménages gagnant moins de 100.000 dollars par an. En moyenne toutefois, les millionnaires s'acquittent selon ce rapport d'un taux d'imposition de 30%, quand ces ménages de la classe moyenne ne sont imposés qu'à hauteur de 19%.(lefigaro.fr 13.10)

Haut de page ↗

Le 15 octobre

JOURNAL

Petit tracas ce matin, le port USB du clavier est en panne, j'ai essayé de réparer, en vain, je l'ai donc connecté sur un autre port. Au fait, tous les jours je fais une sauvegarde complète du site sur une clé USB.

Je ne commente pas toutes les infos en bref. La plupart du temps le contenu des extraits d'articles que je mets en ligne se suffit à lui-même.

Je n'ai pas eu le temps d'avancer sur certaines questions que je voulais aborder dans le site parce qu'ici c'est la mousson, il pleut presque tous les jours, c'est le début seulement, et ils coupent sans cesse le courant.

CAUSERIE

Avant-hier, aux infos du soir de TV5Monde Asie, j'ai appris que Mittal fermait les deux derniers hauts fourneaux de Liège en Belgique, laissant sur le carreau 2 000 ouvriers et employés. Cette info n'a pas été reléguée par les agences de presse, pas plus que la grève des mineurs en Indonésie et sa répression par les autorités.

Condoléances. Leur démocratie est en réalité une dictature déguisée.

L'enseignante, Lise, qui a attenté à ses jours par le feu, jeudi 13 octobre au matin, dans la cour du lycée Jean-Moulin de Béziers (Hérault) (3 000 élèves), est morte vendredi 14 octobre des suites de ses brûlures. L'enseignante de mathématiques, 44 ans, s'était aspergée d'essence puis y avait mis le feu à l'heure de la récréation. Elle avait été brûlée au troisième degré et transportée au CHU à Montpellier.

Selon *Le Midi Libre*, l'enseignante était en conflit avec des élèves. Elle aurait mal vécu une réunion houleuse qui avait eu lieu la ville avec les lycéens. Suivie pour dépression, la professeure de mathématiques avait obtenu un horaire allégé au début de l'année. Au moment de craquer l'allumette pour s'immoler, elle a dit aux élèves présents dans la cour : « *C'est pour vous que je le fais* ».

« *Cet acte symbolique nous interroge tous* », ont déclaré les 280 professeurs de l'établissement dans un communiqué. « *Son geste appelle à la solidarité de l'ensemble des personnels et témoigne de notre difficulté à accomplir notre mission. Nous attendons donc l'engagement responsable de nos autorités. Nous pensons très fort à Lise* », ont-ils souligné.

Ses collègues, qui se sont rassemblés vendredi midi, vont organiser une marche blanche devant les portes de l'établissement, lundi à 14 heures. Selon l'un d'entre eux, les cours ne reprendront pas lundi matin, en vertu d'un droit de retrait éventuellement reconductible. (lemonde.fr et elle.fr 14.10)

Depuis le milieu des années 60, au nom de l'égalité entre les hommes et les femmes la plupart des femmes travaillent, et le trajet entre leur domicile et leur lieu de travail n'a fait que s'accroître au fil du temps, car avec le développement du chômage elles prennent le premier emploi qu'elles trouvent, n'importe où, annulant ainsi les effets de la baisse du temps de travail, donc elle n'ont plus le temps de se occuper ou d'élever leurs enfants qui sont par conséquent livrés à eux-mêmes.

Cyniquement, ils ont fait croire aux femmes qu'elles pourraient s'épanouir par le travail, qu'elles seraient plus libres... dans une société en pleine décomposition et de plus en plus liberticide. La plupart du temps, si elles ont pris un travail c'était pour subvenir aux besoins de leur famille parce que le salaire de leur conjoint en leur permettait pas de vivre à peu près normalement ou pour améliorer le quotidien, aspiration qui était parfaitement légitime.

Ni les parents, ni les enfants, ni les enseignants ne sont à blâmer dans cette histoire, seuls tous les gouvernements qui se

sont succédés depuis 30 ans portent la responsabilité de la terrible souffrance qu'a dû endurer Lise et finalement sa mort dans des conditions atroces.

Depuis 30 ans, les différents gouvernements qui se sont succédés n'ont eu de cesse de saccager l'Education nationale, de rendre les conditions de travail de plus en plus insupportables à des millions et millions de travailleurs, ouvriers, employés ou cadres confondus dans tous les secteurs d'activité, au point qu'une nouvelle épidémie se répande dans leur société : le suicide au travail ou en relation avec son travail (France Telecom, Renault, etc.)

Depuis 30 ans également, les différents gouvernements n'ont rien fait pour combattre le chômage, au contraire, il n'a cessé de se développer, fragilisant la situation des parents aux yeux de leurs enfants, les rabaissant au point de saper leur autorité, entamant gravement leurs rapports jusqu'à la rupture.

Récemment, le pyromane Sarkozy a sorti que les fonctionnaires n'avaient pas à se plaindre de leur sort par rapport aux travailleurs du secteur privé parce qu'ils étaient "*protégés*", apparemment ils ne sont pas immunisés contre les méfaits de sa politique réactionnaire, qui consiste notamment à supprimer des dizaines de milliers de postes d'enseignants, à bourrer les classes, etc. au risque de pousser certains enseignants à la dépression, au désespoir.

Non camarades travailleurs de Tunisie, d'Egypte, de Libye ou d'ailleurs, le régime en place en France n'est pas un modèle de démocratie qu'il faudrait imiter, car dans une réelle démocratie un tel drame n'aurait jamais eu lieu, réfléchissez-y.

Demain, ce sont des dizaines de millions de travailleurs unis dans un même combat qui vont se soulever dans toute l'Europe contre ces soit-disant démocraties, et en observant le sort que leur réserveront ces régimes à la façade démocratique, une répression féroce et sanglante, vous comprendrez qu'on vous a trompés sur la nature de ces régimes, qui à l'instar de ceux que vous combattez dans votre pays respectif n'ont jamais eu pour objectif de satisfaire les besoins des travailleurs.

Leurs discours sur l'intérêt général ne servent qu'à camoufler la dictature qu'impose à tous les peuples une poignée de capitalistes avec son lot de souffrances quotidiennes, qui, devenues tellement insupportables conduisent certains d'entre nous à préférer encore mourir que continuer à survivre dans de telles conditions. Sidi Bouzid, Béziers, Le Caire, Athènes, New York, Madrid, etc. même combat !

Les travailleurs n'ont pas d'autre alternative que s'organiser, se syndiquer, rejoindre le parti ouvrier qui leur semble combattre pour leurs intérêts, rejoindre les comités constitués à l'initiative des partis ouvriers, prendre leur sort en mains pour décider de leur destin.

Non, il n'y a pas de fatalité face à la barbarie à laquelle ils conduisent l'humanité. Notre impuissance face à l'Etat des exploiters et des oppresseurs provient uniquement du fait que nous sommes atomisés, isolés, donc faibles, divisés, manipulables, alors que nous composons l'immense majorité de la société, qu'ensemble nous constituons une force extraordinaire, invincible !

Face à notre ennemi de classe conscient de ses intérêts et organisé en partis et syndicats, il ne suffit pas de chasser le tyran au pouvoir ou de changer de gouvernement, il faut mener notre révolution jusqu'au bout, faire table rase du passé, il nous faut renverser ses institutions politiques antidémocratiques et changer les bases économiques et sociales de la société, construisons ensemble un véritable parti ouvrier révolutionnaire qui guidera les masses exploitées sur la voie de leur émancipation du capitalisme, sur la voie du socialisme.

Adieu Lise, nous te vengerons !

Epilogue.

Ma fille de 30 ans, institutrice, a été affectée la première années dans une école située dans une zone qualifiée de sensible ou difficile, à risque quoi. Au bout d'un an, elle en avait tellement marre qu'elle a failli démissionner de l'Education nationale, et pourtant elle est de constitution robuste et prend la vie plutôt du bon côté. Elle a pris un an de congé sabbatique pour s'occuper de sa fille après sa naissance en espérant tenir le coup par la suite.

Quand on en arrive à une situation où des gosses de CE ou CM nous pourrissent la vie à ce point-là, c'est qu'il y a vraiment quelque chose de pourri dans leur société et qu'il est urgent d'en changer.

Une idée qui chemine lentement mais sûrement, souterrainement pour le moment, mais qui, lorsqu'elle jaillira et finira par ne plus quitter les esprits jusqu'à les enflammer, elle deviendra incontrôlable, explosive, l'heure de régler son compte à notre ennemi aura sonné et le châtement que lui infligeront sera à la hauteur des souffrances et des sacrifices qu'il nous aura obligés à subir.

Un conseil. Encore un peu de patience camarades. Surtout ne sombrons pas dans le gauchisme, maîtrisons-nous, évitons de nous disperser, fuyons l'ultra gauche comme la peste et le terrorisme individuel, même s'il nous est impossible de le

condamner lorsqu'il n'est pas manipulé uniquement.

Les jeunes sont impatients par nature, révolutionnaires, souvenons-nous que nous avons été jeunes un jour nous aussi, aidons-les à s'organiser, à trouver la voie du socialisme, à comprendre que leur épanouissement personnel sera toujours impossible ou qu'une illusion de courte durée s'il n'est pas le produit du bien-être collectif qui passe par le renversement du régime en place.

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

Depuis plusieurs années, la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) édicte un "Mémento à l'usage du candidat et de son mandataire" fixant leurs obligations. Celui pour 2012 a été publié récemment.

Les campagnes ne connaissent pas la crise. En 2007, les douze postulants avaient déboursé, au total, plus de 76 millions d'euros. Pour 2012, les plafonds des dépenses autorisées ont légèrement augmenté : 16,851 millions d'euros par candidat pour le premier tour ; 22,509 millions pour le second. Ces sommes sont remboursées par l'Etat dans la limite de 50 % du plafond pour les candidats ayant obtenu plus de 5 % des voix. Ceux qui n'ont pas franchi ce seuil ont droit, toutefois, à une enveloppe de 842 550 euros. A la différence des autres élections, les personnes physiques ne peuvent accorder des prêts aux candidats à l'Elysée. Les dons, eux, sont limités à 4 600 euros par tête, et sont interdits de la part de personnes morales (société, association). (l'express. fr 14.10)

Donc si on comprend bien, tout d'abord c'est l'argent des impôts et des taxes que nous versons à l'Etat qui financent les partis politiques qui participent à l'élection présidentielle. Ensuite, cela ne coûte rien aux candidats (et leurs partis) qui n'atteignent pas la barre des 5% des voix, on comprend mieux l'empressement de certains à se présenter, et au diable les principes !

Puisque j'ai vérifié l'info donnée par l'Express en téléchargeant le *Mémento à l'usage du candidat et de son mandataire* publié par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP), je reproduis ici le passage qui nous intéresse, chapitre C. La fixation du montant du remboursement alinéa 2

"Le montant du remboursement forfaitaire versé par l'État ne peut excéder l'un des trois montants suivants :

- le montant des dépenses électorales arrêté par la commission, après réformations éventuelles ;
- le montant de l'apport personnel du candidat, ajusté au regard des réformations éventuellement opérées en dépenses ;
- le montant maximal prévu par la loi, qui est égal selon le cas :

au vingtième du plafond des dépenses électorales applicable aux candidats présents au premier tour, pour ceux qui ont recueilli moins de 5 % des suffrages exprimés"

Le vingtième de 16,851 millions d'euros égale bien 842 550 euros. A notez également dans l'alinéa précédent que "l'État (...) avance (...) un montant de 153 000 €" à chaque candidat.

Etats-Unis

Hillary Clinton, a publié un article de huit pages dans la dernière livraison de la revue Foreign Policy . La secrétaire d'État US y explique que Washington va réorienter ses engagements pour les concentrer sur la zone Asie-Pacifique destinée à devenir la première région économique du monde.

L'article a été relu et corrigé par ses collaborateurs ainsi que par la rédaction de la revue. Le titre compose un jeu de mot : « *Le Siècle pacifique américain* » (ici "pacifique" désigne la région de l'Océan pacifique, mais aussi le pacifisme opposé au « Projet pour un nouveau siècle américain » des néo-conservateurs).

On peut lire comme sous-titre : « *Le Futur de la géopolitique se décidera en Asie, pas en Afghanistan, ni en Irak, et les États-Unis devront être au coeur de l'action* » (sic).

Question à Mme Clinton : mais où se trouvent donc l'Afghanistan et l'Irak, sinon en Asie ? (Réseau Voltaire 14.10)

Social

1- France

1.1- L'alourdissement de la taxation par le gouvernement des contrats de santé des mutuelles va pousser ces dernières à augmenter en moyenne leurs tarifs de 4,7 % en 2012, indique jeudi la Mutualité française. "*L'augmentation aujourd'hui prévisible — évidemment c'est une augmentation moyenne, est de 4,7 % dont 3,2 % de répercussion de la taxe et 1,5 % résultant de l'augmentation des dépenses de santé*", a déclaré à la presse le président de la Mutualité française, Etienne Caniard.

Le gouvernement a décidé dans le cadre de son plan de rigueur de doubler de 3,5 % à 7 % la taxe sur les contrats de santé "*solidaires et responsables*" des complémentaires santé (mutuelles, assurances, institutions de prévoyance). Cette recette nouvelle va rapporter 1,1 milliard en 2012 à la Sécurité sociale. Selon les explications données par M. Caniard la taxe sera répercutée sur les cotisations des mutualistes à hauteur de 3,2 % calculés sur le chiffre d'affaires hors taxes des mutuelles, auxquels il faudra ajouter 1,5 % correspondant à "*l'évolution tendancielle des dépenses de santé*" et à une "*extrapolation des économies*" décidées dans le cadre du budget de la Sécu, notamment des remboursements de certains médicaments.

La Mutualité a entrepris une intense campagne pour combattre cette taxe qu'elle qualifie d'"*impôt sur la santé*". Mais pour le gouvernement les mutuelles ne sont pas obligées de la répercuter sur les cotisations. "*Les mutuelles, les compagnies d'assurances ne sont pas obligées de répercuter totalement cette augmentation*", avait assuré en septembre le ministre de la Santé, Xavier Bertrand, assurant que ni les mutuelles ni les compagnies n'étaient en "*situation financière difficile*". Des députés UMP considèrent que compte tenu de leurs importantes réserves, les mutuelles peuvent faire un effort financier dans le cadre du plan de rigueur. Un amendement parlementaire a même été préparé pour éventuellement taxer les "*réserves excessives*" des mutuelles.

Selon un sondage commandé par la Mutualité et publié jeudi, 76 % des Français y sont opposés. (lemonde.fr 14.10)

1.2- Trop payés... comme en Grèce !

Un rapport de la chambre régionale des comptes (CRC) d'Ile-de-France juge insuffisant le travail des agents de surveillance de Paris. Les «pervenches» ne dresseraient pas suffisamment de contraventions et ne travailleraient pas assez.

Alors que le ministère de l'Intérieur annonce vendredi que l'année 2010 a été la plus riche en distribution de procès-verbaux (7,5 millions), la chambre régionale des comptes (CRC) d'Ile-de-France a produit un rapport sur la préfecture de police de Paris dans lequel est pointé le manque de travail et de résultats des agents de surveillance de Paris (ASP). Révélé dans les colonnes du Monde mercredi alors qu'il ne devrait être publié que début 2012, le rapport met en évidence une baisse moyenne de 4% des contraventions pour le stationnement et de 12% des demandes d'enlèvement de voitures par la fourrière entre 2007 et 2009. Des chiffres faibles dans une ville qui aurait «*le taux de respect du stationnement payant le plus faible de France*», selon sa mairie. En réponse à ces chiffres, la préfecture annonce une hausse de 25,7% des verbalisations sur l'année 2010 et des résultats historiquement élevés pour 2011, deux périodes postérieures à la constitution du rapport.

La CRC pointe du doigt une trop faible présence des 1900 agents dans la rue et annonce un taux d'absentéisme de 15%. Un constat appuyé par la mairie de Paris qui estime qu'une plus grande présence «*dissuaderait les automobilistes de ne pas payer les horodateurs*». La CRC considère également que, compte tenu de leur faible niveau de qualification, les ASP seraient trop payés. (lefigaro.fr 14.10)

2- Italie

Un groupe d'étudiants a envahi vendredi les bureaux de la banque d'affaires Goldman Sachs dans le centre de Milan, à la veille des manifestations d'"indignés" prévues dans le monde entier.

Les étudiants sont parvenus à s'introduire dans la grande salle de Goldman Sachs, au coeur du quartier financier et à deux pas de la Scala, dit la police.

Ils ont été rapidement dispersés par la police et la sécurité a été rétablie dans l'élégant bâtiment, sur les murs duquel des graffiti hostiles à Silvio Berlusconi avaient été inscrits.

Toujours dans le quartier financier milanais, des manifestants ont lancé des oeufs en direction du siège d'UniCredit, la plus grande banque d'Italie.

Dans le cadre de la journée mondiale des indignés, une manifestation est prévue samedi à partir de 12h00 GMT à Rome, où des rassemblements pacifiques se sont poursuivis vendredi pour la troisième journée consécutive devant le siège de la Banque d'Italie. (Reuters 14.10)

Economie

1- Espagne

L'agence de notation Standard & Poor's a abaissé d'un cran jeudi soir la note souveraine de l'Espagne, accentuant la pression des marchés sur Madrid alors que les dirigeants européens et le G20 s'efforcent de trouver une issue à la crise de la dette.

Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts d'Etat espagnols à 10 ans a grimpé de 2,8 points de base à 5,24%, entraînant dans son sillage son homologue italien.

Selon des traders, la Banque centrale européenne (BCE) a acheté vendredi matin des titres de dette souveraine de ces deux pays, soucieuse de maintenir le coût de financement supporté par Madrid et Rome à un niveau acceptable.

L'agence ajoute s'attendre à ce que la qualité des actifs du secteur financier continue de se déprécier. Standard & Poor's juge également que la réforme du marché du travail est "*incomplète*" et qu'elle constitue donc un frein à la reprise de l'activité économique. (Reuters 14.10)

Si c'est le frein qui les gêne, on pourrait tout bloquer par une grève générale illimitée par exemple...

2- Etats-Unis

Le déficit budgétaire s'est creusé au cours de l'exercice fiscal 2011, restant au dessus de 1.000 milliards de dollars pour la troisième année consécutive.

En septembre, dernier mois de l'exercice budgétaire, le déficit est ressorti à 64,57 milliards de dollars (46,56 milliards d'euros) contre 34,61 milliards un an auparavant.

Sur l'ensemble de l'exercice, le déficit s'est inscrit à 1.299 milliards de dollars contre 1.294 milliards en 2010. (Reuters 14.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 16 octobre

CAUSERIE

Nous n'avons pas eu le temps de traiter la question des prix Nobel, dont l'attribution est justifiée uniquement par des motivations politiques ou économiques. J'ai mis en ligne dans la rubrique politique un article sur le Nigéria qui le souligne. Je ne peux pas tout faire et être partout à la fois ! Et il y a forcément des choses qui nous échappent.

Défendre des idées auxquelles on ne croit pas : c'est un métier !

Voilà la démonstration qu'a faite Montebourg en se ralliant à Hollande.

Cela ne veut pas dire qu'il ne croit pas en des idées, mais pas en celles qu'ils affichent. Celles-ci servent à attraper les mouches, les ignorants ou les naïfs qui sont incapables de faire la différence entre le voile des apparences et la réalité.

Le principe de la présomption d'innocence est à double tranchant, car il permet dans certaines circonstances d'innocenter un coupable. Le doute profite toujours à l'accusé. Montebourg est avocat et il le sait, il répondra à ses détracteurs qui l'accuseront de s'être renié, qu'ils lui font un procès d'intention parce qu'ils ne connaissent pas ses réelles intentions, alors que les faits sont suffisamment éloquents et parlent d'eux-mêmes, peu importe cela suffira à leur clouer le bec. Et puis, il ne faut jamais perdre de vue qu'ils peuvent compter sur l'ignorance de la majorité de la population, ils le savent, en usent et en abusent...

Montebourg a repris à son compte au PS le créneau étiqueté à gauche de Mélenchon, puis de Hamon, après avoir été le porte-parole de la gourde et droitière Royal qui défendait en 2006 des idées opposées aux siennes, sur l'UE notamment ; le vent tourne et la girouette se cale en fonction de sa direction. Souvenez-vous que l'élection d'Aubry à la direction du PS avait été contestée.

Aujourd'hui, c'est Hollande qui l'incarne et non Aubry qui porte en elle le spectre diabolique des 35 heures dénoncées à la fois par le Medef et l'UMP, les marchés financiers par le voie des agences de notation américaines, et tout ce que compte le capitalisme d'institutions financières à travers le monde.

Entre Hollande et Aubry, pour l'Elysée et la Bourse, c'est Hollande qui incarne le mieux ou plus clairement les intérêts du CAC 40 ou du gang du Fouquet's ; non pas que leurs programmes seraient différents, ils ont le même, c'est leurs discours qui diffèrent. Hollande joue davantage le registre de la fatalité propre à rassurer les investisseurs, qui estiment qu'un discours émaillé de promesses légitimerait en quelque sorte des revendications sociales dont ils ne veulent pas entendre parler. De leur point de vue, il n'est jamais mauvais qu'un candidat rappelle aux travailleurs qu'il n'existe aucune issue politique à la crise du capitalisme histoire de rabaisser leurs aspirations, il mérite le respect à défaut de pouvoir le soutenir ouvertement, les médias qu'ils contrôlent s'en chargent à leur place.

Précision : N'allez pas croire un instant qu'on soutiendrait Aubry ou qu'on exprimerait ici une préférence, on constate les choses et on les analyse, c'est tout.

Montebourg est le type même du carriérisme à l'ambition dévorante, froid, calculateur et cynique.

Avec l'éloquence, l'art de la répartie ou de la dissuasion, c'est le seul talent que l'on peut trouver à un bon avocat, pour peu, dans le cas de Montebourg, que son ambition dévorante soit masquée par un sourire charmeur ou une allure nonchalante un jour, grave ou sérieuse un autre, qui lui donne un genre et lui permette d'émerger du lot des prétendants à des postes à responsabilités, dès lors qu'il envisage sérieusement de faire carrière en politique.

Montebourg était le candidat des petits notables de province, de la petite-bourgeoisie, des professions intermédiaires ou dites libérales, mais aussi d'une frange de l'aristocratie ouvrière, d'où les regrets exprimés par Pierre Laurent du PCF.

Ces gens-là n'ont aucun principe, le seul qu'ils ont c'est justement de ne pas en avoir, autrement dit la fin justifie tous les moyens mise en oeuvre pour y parvenir. Marx avait qualifié les Versaillais de *chiens*, quel terme pourrait-on employer pour qualifier ceux qui en sont leurs laquais et leurs complices. Peut-être le même dans la mesure où ils aspirent à remplir les mêmes fonctions, au nom du socialisme ne l'oublions jamais.

Le doute est-il permis quand on appartient à la direction d'un parti dit ouvrier et indépendant ?

Cette question m'est venue à l'esprit en lisant l'article de Claude Jenet (IO n°170 page 3), membre du bureau national du POI, qui semble-t-il doutait encore des réelles intentions politiques du PS, entre nous, comme si le doute était encore permis et témoigne au passage des terribles illusions qui habitent les dirigeants de ce parti ou leurs errements politiques que je n'ai de cesse de dénoncer et combattre : "*il est aussi de plus en plus clair qu'en dehors d'une intervention massive sur le terrain de la lutte de classe, la même politique, à quelques variantes près, se poursuivra dans l'après-mai 2012.*".

Pour nous, cela a toujours été parfaitement clair, précisons que ce n'est pas seulement "*une intervention massive sur le terrain de la lutte de classe*" qui sera nécessaire pour changer radicalement de politique, mais une révolution, prolétarienne et socialiste.

Pour revenir à Montebourg, comme nous l'avons souligné plus haut, on ne peut pas affirmer qu'il aurait capitulé en rase campagne, puisque sur le fond tous les dirigeants du PS partagent la même politique réactionnaire et font acte de soumission devant les lois du marché qu'ils vénèrent, je parle du marché, du capitalisme, mais cela revient au même, Blum et Mitterrand l'ont suffisamment prouvé.

Après s'être employé à présenter Hollande sous un angle peu flatteur pendant des années, il ne s'est même pas donné la peine de faire semblant de défendre les particularités de son discours qui en apparence et en apparence seulement le distinguait des autres compétiteurs lors du premier tour des "primaires" du PS. Ainsi, c'est plutôt un type médiocre et lâche dans tous les sens du terme, couard et mou à la fois, qui a apporté son soutien à Hollande. Il est intéressant de rappeler de quelle manière il a traité Hollande dans le passé.

- En 2003, son "*Hollande, c'est Flamby !*" dans les couloirs de l'Assemblée nationale.

- En 2005 accusait Hollande dans le JDD, d'avoir "*brisé le parti dont il avait la haute charge. Voilà dix ans qu'il dirige le PS, son passif est lourd*".

- En 2007 en janvier, il n'avait pas hésité à ringardiser François Hollande en déclarant sur LCI que "*Ségolène n'a qu'un seul défaut, c'est son compagnon*".

- En 2009 à l'université d'été de la Rochelle, il affirmait s'être fait "*persécuter par l'ancienne direction hollandaise*" sur tous les plans.

- En 2011 en mars, interrogé par un "riverain" (sur le chat de Rue89 dont il était l'invité) sur le point faible de François Hollande, il répondait, laconiquement : "*C'est sa candidature*". (lepost.fr 14.10)

Il a suffi qu'Hollande soit en tête de la "primaire" du PS, pour que 8 ans de critiques acerbes passent au bilan des pertes et profits !

Il y a un autre aspect nauséabond dans cette campagne électorale, particulièrement du côté du PS, dont on comprend les tenants et les aboutissants, je veux parler de la mise sous tutelle du droit de chaque candidat (ou militant) à pouvoir s'exprimer librement, en réalité sa négation ; au nom du nécessaire "*rassemblement*" pour faire élire son candidat, il ne faudrait plus exprimer à haute voix ses différences qui devraient céder la place à un discours unique, la fameuse pensée unique, présente à la fois au PS et à l'UMP et qui caractérise si bien les partis institutionnels.

Après qu'Aubry eut affirmé qu'Hollande était le candidat désigné du "*système*", une partie des dirigeants du PS se sont déchaînés pour la faire taire, et à cette occasion ils ont gravement dérapé ou plutôt ils ont fait la preuve qu'ils étaient prêts à utiliser des amalgames immondes pour arriver à leur fin. En voici quelques extraits :

- Pierre Moscovici, le coordinateur de campagne : «*laissons ce vocabulaire à d'autres familles politiques*».

- Vincent Peillon a estimé que Martine Aubry, "*la première secrétaire la plus mal élue de toute l'histoire du parti socialiste*", avait "*le label Marine Le Pen*".

- François Rebsamen a renchéri : "*le vocabulaire de Le Pen n'a pas droit de cité entre candidats socialistes*".

- Manuel Valls, cité par Libération : "*Ca suffit ! Je ne veux pas qu'on utilise les mots de la droite, voire de l'extrême droite*" (Reuters 15.10) Il fallait osé de sa part !

- Jean-Marc Ayrault : "*le candidat qui sortira des primaires ne doit pas être affaibli par des propos qui pourraient être utilisés par Nicolas Sarkozy*". Quand Marx ou Engel citaient abondamment Ricardo ou Smith, c'était parce qu'ils avaient attrapé le virus du capitalisme !

- La Haute autorité des primaires (HAP) s'est elle-même fendue vendredi d'un communiqué : "*Les candidats et leurs équipes doivent constamment avoir à l'esprit que toute stigmatisation de l'un ou de l'autre revient à blesser une partie de l'électorat des primaires. Or quels que soient l'élu ou l'élue, il ou elle aura besoin de tout l'électorat pour gagner*".

Cette pourriture s'est donc abaissée jusqu'à prendre en otage "*une partie de l'électorat des primaires*" pour qu'Aubry la ferme, c'est dire à quel point le pouvoir et les prébendes les motivent au plus haut point, ils s'y voient déjà ! Ce qu'a confirmé Hollande lui-même sur France Inter : "*Il faut revenir à la réalité, à la vérité. La force, ce n'est pas l'agressivité, c'est le rassemblement, la conviction*", a-t-il ajouté. "*Je ne suis pas dans une compétition interne, je suis mobilisé depuis des mois pour gagner*". (Reuters 14.10)

Notre appel au boycott des élections présidentielles de 2012 est amplement justifié.

D'une part, parce qu'il n'est pas question de légitimer l'aspect bonapartiste des institutions de la Ve République, d'autre part par l'absence de candidat représentant les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière ou proposant une issue politique conforme aux intérêts des travailleurs en réponse à la crise du capitalisme, ajoutons la multitude des affaires qui atteignent le sommet de l'Etat et témoignent de l'état de putréfaction dans lequel est entré ce régime.

LES INFOS EN BREF

Politique

Yémen

Les forces de sécurité yéménites ont ouvert le feu samedi à Sanaa sur des dizaines de milliers de manifestants hostiles au président Ali Abdallah Saleh, faisant au moins 12 morts.

D'après des témoins et du personnel médical, les forces yéménites ont tiré samedi sur des manifestants tentant de marcher en direction de bâtiments officiels à Sanaa, notamment le palais présidentiel.

Avant d'ouvrir le feu, les forces de sécurité ont dans un premier temps fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau contre les manifestants, qui ont répliqué par des jets de pierre.

Les combats se sont concentrés dans le quartier d'Hassaba, où vit Al Ahmar, et près de l'aéroport, qui a été fermé.

Vendredi soir, un responsable d'Aqpa, l'Égyptien Ibrahim al Banna, a été tué avec 23 autres personnes dans un bombardement aérien dans le sud du Yémen. Selon des témoins, le raid a été mené par des appareils étrangers.

Des habitants et des responsables yéménites ont rapporté que, en représailles, des hommes armés avait fait exploser un gazoduc de Total reliant les gisements de la province de Maarib, dans le centre du Yémen, à une usine de gaz naturel liquéfié appartenant à la compagnie française sur le port de Belhaf, sur la mer d'Oman.

Cette attaque a interrompu les exportations de gaz du pays. (Reuters 15.10)

Etats-Unis

Personne ne s'attendait à ce que Barack Obama annonce, vendredi 14 octobre dans l'après-midi, un nouveau déploiement de soldats en territoire étranger. Même s'il ne s'agit que d'un petit contingent de conseillers militaires, envoyés en mission militaro-humanitaire en Ouganda pour coordonner la réponse locale aux atrocités commises par l'Armée de résistance du seigneur (LRA), la décision du président américain a beaucoup étonné les commentateurs.

Il s'agit 'd'aider les forces de la région' qui luttent contre Joseph Kony, le sanguinaire chef de la LRA qui fait l'objet de poursuites devant la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité, selon le texte de la lettre que M. Obama a fait parvenir au Congrès. Le président indique que le but est de '*retirer Joseph Kony du champ de bataille*'. Il s'agit autrement dit de le capturer.

Le texte fait référence aux pouvoirs de guerre qui permettent au président d'engager des troupes pendant 60 jours sans l'avis du Congrès. Il précise qu'il s'agit d'une centaine de conseillers dont une douzaine sont déjà sur place, selon la presse. Ceux-ci n'affronteront pas directement la LRA, même s'ils seront équipés pour le combat, sauf en cas de légitime défense. (libération.fr 15.10)

Social

France

Plus de 25 000 personnes, selon le réseau Sortir du Nucléaire, ont manifesté samedi 15 octobre en France dans le cadre d'une journée nationale "Nucléaire Stop" avec notamment une importante mobilisation à Rennes (Ille-et-Vilaine). (lemonde.fr 15.10)

Selon un internaute : "*Ouest France a revu ses chiffres et parle de + de 20 000 manifestants à Rennes.*"

2- Depuis plus de deux semaines, Mayotte est le théâtre d'un conflit social qui paralyse l'économie de l'île. De légers affrontements entre manifestants contre la vie chère et forces de l'ordre ont éclaté, vendredi 14 octobre, malgré l'annonce de mesures par la ministre de l'Outre-Mer, Marie-Luce Penchard, qui s'est rendue sur place.

Une grande surface du centre-ville de Mamoudzou, chef-lieu de Mayotte, a été pillée par plusieurs dizaines de personnes, principalement des jeunes, alors que près de 4 000 manifestaient non loin. Le cortège dénonçait les mesures annoncées par le gouvernement, insuffisantes à leurs yeux.

Concrètement, Marie-Luce Penchard a annoncé une réglementation étatique du prix de la bouteille de gaz, '*une baisse supplémentaire des prix des produits de première nécessité, par rapport à ce qui a déjà été négocié*', et une réduction de '*cinq euros par mois sur chacun des dix produits de première nécessité*' pour les familles gagnant moins de 600 euros par mois, une mesure qui devrait concerner '*60 000 personnes*', selon Mme Penchard. Au nom du gouvernement, elle a également appelé le conseil général de Mayotte à faire '*un effort en matière d'aide sociale en direction des familles nombreuses*'.

Depuis le début de la crise, la quasi-totalité des magasins de l'île sont fermés, et tout particulièrement les moyennes et grandes surfaces. Chaque tentative d'ouverture a provoqué la réaction de centaines de manifestants qui sont intervenus pour faire baisser les rideaux. (lemonde.fr 15.10)

Monde

Des milliers d'"indignés" se sont mobilisés samedi à travers le monde à l'appel du mouvement Occupy Wall Street pour dénoncer l'impunité dont bénéficient à leurs yeux banques et monde politique face aux sacrifices consentis par les populations pour cause d'austérité.

Inspirés par les révolutions arabes et les "indignados" précurseurs de Madrid, les premiers manifestants ont défilé en Nouvelle-Zélande et quelques régions d'Asie, suivis par les Européens, avant de laisser la place aux New-Yorkais.

Selon le réseau 15october.net, qui recense les appels à manifester, des rassemblements étaient prévus dans au moins 951 villes à travers 82 pays.

La plupart des rassemblements sont restés relativement limités, à l'exception notable de Rome où un cortège de dizaines de milliers de manifestants s'est étiré sur plusieurs kilomètres.

Environ 40.000 personnes se sont également mobilisées au Portugal, moitié à Lisbonne, moitié à Porto, deux jours après l'annonce par le gouvernement de centre droit d'un nouveau budget de rigueur.

En France, où se tenait parallèlement la réunion des ministres des Finances du G20, la mobilisation est restée limitée.

Ceux qui se surnomment "*les 99%*" et ne tolèrent plus la "*cupidité*" des 1% les plus favorisés se sont néanmoins fait entendre à Paris, où ils étaient un millier devant l'Hôtel de ville, et dans une trentaine de villes de province.

En Espagne, des rassemblements nocturnes étaient prévus dans une soixantaine de villes. La foule s'est massée à la nuit tombée sur la Puerta del Sol à Madrid, où les "indignados" avaient entamé leur mouvement en mai dernier, et des milliers de personnes se sont aussi rassemblées à Barcelone.

En Grèce, 4.000 personnes se sont à nouveau donné rendez-vous sur la place Syntagma, point central des manifestations qui se succèdent depuis des mois contre la cure d'austérité sans précédent que connaît le pays.

En Allemagne, les défilés ont rassemblé des milliers de protestataires à Berlin, Hambourg, Leipzig, et devant le siège de la Banque centrale européenne à Francfort. Des manifestants se sont également groupés sur Paradeplatz, la grande place de Zurich, capitale financière de la Suisse.

A Londres, quelque 2.000 personnes se sont réunies devant la cathédrale St Paul, dans la City.

En Amérique du Nord, le mot d'ordre Occupy Wall Street a été lancé cet été sur internet par les activistes du collectif Adbusters (littéralement les Casseurs de pub), un groupe créé à Vancouver qui combat le capitalisme et détourne les codes de la société de consommation.

"Nous étions inspirés par ce qui s'était produit en Tunisie et en Egypte. Nous avons le sentiment que l'Amérique était mûre pour vivre son propre Tahri", explique Kalle Lasn, co-fondateur du groupe, en référence à la place du Caire devenue l'hiver dernier l'épicentre de la contestation contre le régime d'Hosni Moubarak.

Un rassemblement était prévu à Times Square et 2.000 personnes ont marché à travers le quartier financier aux cris de "*on a été liquidés, les banques ont été secourues*".

A Melbourne, où était donné le coup d'envoi de cette journée de mobilisation mondiale, un millier de personnes se sont réunies sur une place du centre-ville.

Quelque 2.000 manifestants, des représentants de la communauté aborigène, des syndicalistes et des militants communistes, se sont également rassemblés à Sydney.

Les manifestations sont restées limitées à quelque centaines de personnes en Asie, de Tokyo à Manille, Taïpeh ou Hong Kong. (Reuters 15.10)

Economie

G20

(Les sous-titres sont du site)

Le G20 des ministres des Finances, qui se tenait vendredi et samedi à Paris, avait comme objectif de prouver une nouvelle fois aux partenaires de l'Europe que celle-ci était au chevet de la crise qui touche actuellement la zone.

«Les pays avancés adopteront, en tenant compte de leurs situations nationales respectives, des politiques de nature à renforcer la confiance et soutenir la croissance et mettront en oeuvre des mesures claires, crédibles et ciblées pour rééquilibrer leurs finances publiques », peut-on lire dans le communiqué final.

Alors que, dans les prochains jours, les États-Unis devront «préciser» leurs mesures de consolidation budgétaire et la Chine s'engager à «rééquilibrer» les moteurs de sa croissance, les Européens eux ont promis d'apporter une réponse «globale et durable» à la crise de la dette qui les mine. Dans ce contexte, les résultats du sommet européen du 23 octobre seront «décisifs», a assuré ce samedi le ministre de l'Economie, François Baroin, qui présidait ce sommet. Les ministres du G20 attendent en effet «un plan global» qui devra «apporter une riposte énergique aux défis actuels».

Sarkonapoléon et Barroso au placard.

Une taxe sur les transactions financières ne verra pas le jour au niveau international, comme l'espérait Nicolas Sarkozy, les ministres des Finances du G20 ayant rejeté massivement samedi cette initiative.

Les délégations américaine, canadienne, japonaise, indienne ou brésilienne se sont prononcées contre une telle taxe, qui était l'une des initiatives phares que la France espérait faire avancer lors de sa présidence du G20.

S'agissant de la régulation des marchés de matières premières, une des priorités de la présidence du G20, Paris n'a pu obtenir gain de cause sur la fixation de limites aux positions que les investisseurs peuvent détenir.

Le communiqué appelle à une mise en oeuvre d'ici fin 2012 des recommandations de l'OICV, l'organisme qui regroupe les superviseurs nationaux des marchés, sur les marchés dérivés de matières premières qui ne prévoient pas l'imposition de telles limites. (Reuters, lefigaro.fr 15.10)

Autres mesures.

Les ministres des Finances et gouverneurs de banques centrales du G20 ont approuvé samedi l'imposition d'une surcharge en capital obligatoire allant jusqu'à 2,5% de leurs fonds propres pour les banques d'importance systémique, qui devra être mise en place progressivement à compter de 2016.

Selon le communiqué publié à l'issue d'une réunion de deux jours à Paris, ils ont entériné le dispositif en ce sens proposé par le Conseil de stabilité financière (CSF), passant outre aux appels des financiers qui souhaitaient un réexamen de celui-ci ou des délais supplémentaires pour le mettre en oeuvre.

La surcharge, qui pourra être comprise entre 1% et 2,5%, s'appliquera à tous les établissements qui, de par leur taille, présenteraient un risque global pour le système financier en cas de défaillance.

Seraient concernées des banques comme Goldman Sachs, HSBC, Deutsche Bank, JPMorgan Chase mais aussi les plus grandes banques françaises : BNP Paribas, Société générale et Crédit agricole.

"Maintenant que nous nous sommes mis d'accord sur le cadre applicable à ces établissements, nous engageons le CSF à définir les modalités permettant d'étendre sans délai ce dispositif à tous les établissements financiers d'importance systémique", lit-on dans le communiqué.

L'objectif est que ces banques disposent d'un capital suffisant pour traverser les turbulences de marchés afin que les Etats ne se trouvent pas contraints de se porter à leur secours lors de la prochaine crise.

Le P-DG de JPMorgan Chase, Jamie Dimon, a déjà dénoncé le dispositif comme "anti-américain", alors que les banques concernées devront l'appliquer en plus du nouveau cadre prudentiel dit de Bâle III qui les obligera à détenir des fonds propres "durs" à hauteur d'au moins 7% de leurs engagements.

Le CSB a reçu d'autre part le soutien du G20 pour ses travaux sur la définition du "système bancaire parallèle" en vue d'une régulation de celui-ci, l'objectif étant d'éviter que des activités à risque ne migrent des banques vers d'autres pans du secteur financier comme les fonds monétaires ou des entités spéciales.

Autres réactions.

«Je suis satisfaite de voir la prise de conscience des Européens sur la nécessité de renforcer la résistance des banques », a indiqué de son côté la patronne du FMI, Christine Lagarde.

Du côté des États-Unis, on est satisfait. « *Nous avons entendu des choses encourageantes de la part de nos collègues à Paris* », a de son côté déclaré le secrétaire américain au Trésor Timothy Geithner. Depuis plusieurs semaines, les États-Unis ont mis une pression importante à leurs partenaires européens pour que ces derniers prennent des mesures rapides pour endiguer la crise dans la zone euro, par crainte d'être contaminés.

Il y a le feu au lac.

Il n'y a désormais plus une minute à perdre. L'économie mondiale a encore « *évolué négativement* » depuis les réunions du FMI et de la Banque mondiale le mois dernier à Washington et la contagion « *commence à toucher les économies émergentes* », a prévenu Christine Lagarde.

[Haut de page ↗](#)

Le 17 octobre

CAUSERIE

Les infos en bref étaient peu nombreuses ce matin, on verra cela demain.

Parole d'internaute

- "*Je me rends de plus en plus compte que la population française n'y comprend strictement rien à l'économie, c'est effrayant. C'est une population qui gobe toutes les promesses électorales (de droite ou de gauche) et qui est très facile à manipuler.*" (20minutes.fr 16.10)

C'est l'ignorance qui favorise la manipulation des masses laborieuses, ce n'est pas une découverte. Si l'ignorance des masses n'est pas le seul facteur qui permet d'expliquer comment un tel système économique peut survivre, je pense notamment à ceux qui parlent en leur nom et prétendent combattre ce système alors qu'ils le soutiennent, il y en a un autre qui doit nous interpeller, leur incapacité à se positionner strictement à partir de leurs propres besoins, leur faculté à accepter de les brader, comme si finalement ils n'avaient aucune légitimité.

Quand on en arrive à estimer que nos propres besoins ne sont pas légitimes, c'est parce que l'on considère plus ou moins consciemment que d'autres le sont à leur place. Pour le justifier, on n'a pas vraiment le choix, il faut aller encore plus loin dans le renoncement à ses propres besoins, on doit forcément accepter ou reprendre à son compte les arguments de ceux qui défendent des besoins ou intérêts contraires aux nôtres, mais comme la plupart du temps on n'y comprend rien non plus, on les accepte tels quels ou aveuglément pour peu qu'ils soient présentés comme majoritaire dans la société, ce que s'emploie à démontrer la propagande gouvernementale et patronale, sans parler des médias et des instituts de sondages.

On voit bien ici qu'une fois qu'on a mis le doigt dans cet engrenage infernal, on va y laisser la main avant que tout le reste y passe, et perdre ainsi toute emprise sur notre propre destin.

Pourquoi dit-on que la jeunesse est révolutionnaire, parce qu'elle est sourde à ce genre de discours, elle considère que ses droits ou besoins sont légitimes et que cela ne se discute pas. Elle considère à juste titre que par le seul fait qu'ils existent, ses droits ou ses besoins sont parfaitement légitimes, donc ils doivent être respectés ou satisfaits, immédiatement pas dans un futur lointain ou indéterminé.

Un jeune n'a guère de charges ou de responsabilités dans la société, il estime qu'il a des droits et peu de devoirs ou pas du tout, tandis qu'un adulte sera accablé de devoirs au point d'en oublier qu'il a aussi des droits, et que ses droits sont aussi légitimes que ceux qu'il avait exprimé quand il était plus jeune. Une fois que dans sa vie la priorité entre les droits et les devoirs s'est inversée, processus qui s'impose à lui parce qu'il se déroule inconsciemment, il n'en comprend pas la nature et la finalité, il doit désormais livrer un combat pour se réapproprier ses droits ou plutôt, il doit lutter pour que ses besoins redeviennent prioritaire dans sa vie.

Pourquoi ? Parce que dorénavant il occupe une place particulière au sein des rapports de production et que ces rapports sont le produits de besoins contradictoires, distincts ou propres à chaque classe en présence, placé sous la coupe de ces rapports qui lui sont défavorables, il se retrouve dans l'obligation d'en accepter les règles et les contraintes pour survivre, y compris le fait que ses besoins passent au second plan au profit de ceux de son patron ou du capitaliste qui l'emploie.

Pour un jeune adulte, l'entrée dans le monde du travail, expression que j'emploie ici dans le sens originel, coïncide donc avec la

perte de son indépendance, de sa spontanéité révolutionnaire, de sa liberté, de la légitimité de ses aspirations ou de ses besoins, jusqu'à la force créative de son imagination désormais bridée, soumise au carcan du capitalisme qui tend toujours davantage à réduire son champ d'exploration, par crainte que par des moyens détournés il remonte à l'origine de sa condition et renoue avec le démon de sa jeunesse, quand il laissait libre cours à ses aspirations et besoins.

Ainsi, le travailleur à qui ce processus échappe en grande partie ou dont il n'a pas vraiment conscience, doit se réapproprier le droit d'avoir des besoins ou des aspirations qui ne sont pas tributaires du système économique auquel il est désormais enchaîné, regagner son indépendance, ce qu'il ne peut pas réaliser en demeurant isolé, puisque c'est justement parce qu'il était seul face à un système reposant sur la négation de ses droits qu'il a perdu son indépendance, il lui faut donc s'organiser pour commencer à reconquérir son indépendance de classe, se syndiquer et/ou rejoindre un parti ouvrier situant son combat strictement sur le plan de son indépendance de classe par rapport au capitalisme et à l'Etat, ses institutions.

Cette prise de conscience d'appartenir à une classe distincte des autres ne se produit pas spontanément dès lors qu'on a décidé de se syndiquer ou de militer dans un parti, la collaboration de classe des syndicats avec le patronat et l'Etat ne la favorise pas vraiment à vrai dire, elle aurait plutôt tendance à le renvoyer dans l'obscurité qui prévalait quand il était isolé, tandis que la compromission ou la collusion des différents partis ouvriers avec le capitalisme et les institutions ne l'aide pas non plus vraiment à entretenir cette prise de conscience et à l'approfondir, pour qu'elle demeure un acquis tout au long de son existence et ne soit pas perdue.

Nous rejetons la théorie selon laquelle il suffirait que les travailleurs soient organisés pour que leur indépendance de classe soit garantie, c'est une supercherie, du charlatanisme qui occulte le fait que les syndicats et les partis ouvriers tels qu'ils existent aujourd'hui ne sont indépendants ni du capitalisme ni des institutions. Sinon, comment expliquer qu'un travailleur qui a adhéré à la CGT par exemple, au POI, au NPA, à LO ou éventuellement au PCF finisse par rejoindre le PS ou le FN sans forcément penser y faire carrière (Jospin, Dray, etc.) ou cesse le combat.

C'est uniquement l'assimilation des enseignements du marxisme et leur mise en pratique qui permet à un travailleur d'avancer progressivement sur la voie de la conquête de son indépendance de classe, l'interprétation du système capitaliste et tous les rapports sociaux qui en découlent sur une base matérialiste et dialectique. Et finalement permet à la classe de comprendre la voie dans laquelle elle doit s'engager, les outils qu'elle doit forger pour s'émanciper du système d'exploitation et d'oppression, du règne de la nécessité, pour entrevoir enfin celui de la liberté, une fois que les classes et l'Etat auront disparu de la surface de la terre.

Ainsi prendra fin un cycle de l'histoire de l'humanité, où la liberté chère à la jeunesse appartiendra désormais à toutes les générations, à tous les peuples, à toutes les femmes et à tous les hommes sans distinction, chacun contribuant à la société en fonction de ses capacités, la société se chargeant de satisfaire tous leurs besoins.

Illusionnisme. L'enchantement.

- Hollande : « *C'est le rêve français que je veux réenchanter* » (liberation.fr 16.10)

- Royal : « *L'heure est au rassemblement joyeux !* » (liberation.fr 16.10)

Lors de la dernière "primaire" organisée en Italie pour désigner le candidat de la "gauche", 4,5 millions de personnes y avaient participé, et le candidat qui l'avait remportée et qui devait affronter Berlusconi quelques mois plus tard avait obtenu 75% des voix. Lors de cette élection il sera battu !

Un autre exemple pour montrer à quel point Hollande est passé maître en tautologie, attention sans rire le Grand Robert nous dit que c'est une loi logique, hier soir à la Maison de l'Amérique Latine : " *Il m'est demandé si c'est un grand jour de ma vie. Mais non, c'est un grand jour de mon existence* ". (lemonde.fr 16.10)

Tautologie signifie notamment, dire la même chose dans deux propositions différentes en employant des mots différents. Sur le plan grammatical, c'est synonyme de pléonasme. Souvent associé au sophisme qui consiste à employer des mots ou des formules spécieuses pour tromper son auditoire. Tout un art, quoi !

Je me suis demandé s'il était débile, non, il prend seulement les électeurs pour des abrutis, selon le principe qu'ils auront cru discerner dans son discours ce qu'ils y cherchaient... même si cela n'y figurait pas !

Un petit dernier pour la route, histoire de commencer la semaine dans la bonne humeur camarades : " *Aucun candidat n'a perdu* ", a assuré François Hollande. Qui est le seul perdant de cette mascarade, devinez ? Mais attention, rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme, par exemple, une crise financière en crise sociale, puis politique, puis révolutionnaire... quel que soit le locataire qui siège sur le trône !

Si le coeur vous en dit, vous pouvez poursuivre à partir des différentes significations du substantif "trône" en précisant à l'adresse

de son locataire : n'oubliez pas de tirer la chasse derrière vous en partant, on a horreur des mauvaises odeurs et celles de ce régime empestes !

Je n'ai pas le temps ni l'envie de m'apesantir sur le second tour des "primaires" du PS. Juste un mot.

Il a été dit qu'Aubry était plus à gauche qu'Hollande, que ce dernier était plus ouvert, entendez par là qu'il lorgnerait vers les centristes. Aubry a été élu à la mairie de Lille en s'associant au MoDem et elle cogère la ville avec les amis de Bayrou. Franchement, où y aurai-il une différence fondamentale entre Hollande et Aubry ?

Je ne laisse rien passer.

Aux infos de TV5Monde Asie hier soir, on a pu voir Hollande, Aubry et Montebourg voter.

Aubry a introduit son enveloppe sans marquer de pause, elle semblait presser d'en finir et d'échapper à la nuée de photographes qui étaient là. Hollande a marqué une légère pause. Quant à Montebourg, il est resté figé l'enveloppe à la main pendant au moins 5 secondes, tournant la tête à droite et à gauche en direction des photographes en arborant un sourire à peine forcé qui s'est transformé en grimace lorsqu'il ferma la bouche, ne parvenant pas à masquer le mépris qu'il éprouvait pour tous ceux qui assistaient à cette scène pathétique, confirmant tout le mal que j'en ai dit hier.

Un aveu qui vaut bien une contrevérité

«Il faut dire à ceux qui sont dans les pays émergents qu'on n'est pas très contents de leur propre développement et donc qu'on entend bien que leur développement soit entravé», a dit le président de la Banque centrale Jean-Claude Trichet, dimanche sur Europe 1. (source : 20minutes.fr 16.10)

On imagine que les peuples des pays colonisés aux XIXe siècle jusqu'à leur indépendance dans les décennies qui ont suivi la seconde guerre mondiale, devaient être "très contents" du sort que leur avaient réservés les pays colonisateurs à cette époque... à coups de baïonnettes et de canons, pour finalement les maintenir dans un état de sous-développement !

Le journaliste de 20minutes.fr précise qu'"il a rappelé que ce développement de pays du Tiers-Monde et donc la concurrence qu'ils font aux pays industrialisés est l'objectif de la communauté internationale depuis 1945", on se demande alors pourquoi il existe un tel écart entre eux sur tous les plans plus d'un demi-siècle plus tard, pourquoi le milliard d'affamés que compte son vieux monde pourri se concentre principalement en 2011 en Afrique et en Asie, sur les continents où les peuples ont subi la plus féroce exploitation qui soit ou l'esclavage.

Il ne manque pas de cynisme l'animal ! Rectifions ses propos : la concurrence qui existe aujourd'hui, d'une part entre les pays capitalistes qui se sont développés au XIXe et au cours de la première moitié du XXe siècle, et d'autre part ce qu'ils appellent les pays émergents est la conséquence de la gigantesque accumulation de capitaux réalisée par les capitalistes des pays les plus riches au cours de la période appelée les Trente glorieuses, entre 1945 et 1975 ou le début des années 70 pour être plus précis, pendant lesquels ils ont continué d'exploiter et de piller les peuples de ces continents pour financer leur propre développement et satisfaire les revendications sociales de leur prolétariat, accumulation de capitaux qui conduisit à une nouvelle crise du capitalisme qu'ils ne pouvaient résoudre que de trois manières différentes, soit en affrontant directement leur prolétariat, ce dont ils n'avaient pas les moyens ou se serait avéré très risqué, soit en laissant l'économie capitaliste s'écrouler et réunir les conditions d'une troisième guerre mondiale afin de mieux reconstruire par la suite, mais là encore le rapport de force avec le prolétariat mondial n'était pas à leur avantage, et l'expérience des deux guerres mondiales précédentes leur avait enseigné qu'une guerre pouvait déboucher sur une révolution socialiste, ils n'étaient manifestement pas prêts à prendre un tel risque, du coup ils optèrent pour la troisième solution, investir leurs capitaux principalement en Asie, où ils pouvaient espérer engranger des profits mirobolants, tout en développant de nouveaux marchés pour palier la saturation des marchés des pays les plus développés et passer cette crise, on connaît la suite, une fois engrangés ces nouveaux profits, le cycle des crises a repris de plus belle...

En développant de nouveaux marchés, en développant le capitalisme dans les pays émergents, ils allaient donner naissance à de nouveaux capitalistes qui plus tard les concurrenceraient sur le marché mondial. Il y a donc là un rapport de cause à effet parfaitement prévisible.

Trichet voudrait faire croire que la concurrence à laquelle se livrent les capitalistes des pays les plus développés et ceux des pays émergents serait un objectif que les dirigeants du vieux monde se serait fixé en grands humanistes qu'ils sont, entendez pour le bien-être des peuples en Afrique et en Asie, alors qu'en réalité elle ne sert qu'à liquider les acquis sociaux des travailleurs dans toute l'Europe, à fermer toutes les entreprises jugées non suffisamment rentables et à organiser un chômage de masse pour faire pression sur les salaires.

Cette concurrence est le produit de l'évolution du capitalisme mondial, on y reviendra, c'était un des thèmes que je voulais traiter et dont je vous ai parlé il y a quelques jours. A suivre donc.

Haut de page ↗

Le 18 octobre

CAUSERIE

Quelques réflexions très rapidement.

1- On a appris hier qu'une femme de 77 ans s'est immolée par le feu avant-hier matin à Talence, dans la banlieue de Bordeaux. Elle vivait seule avec son fils handicapé dans un appartement, s'est aspergée d'essence dans un bosquet en fin de matinée, non loin de son immeuble, avant de s'enflammer, selon Sud-Ouest. (source : elle.fr 16.10)

J'ai trouvé cette info dans les news de Yahoo.fr et non sur le portail du journal Elle, j'aime les femmes, mais pas au point de me connecter à ce site, je précise pour les mauvaises langues !

Quelques jours à peine après qu'une professeur s'est immolée, cela commence à faire beaucoup. A part cela, elle n'est pas pourrie jusqu'à l'os leur société !

2- Ils en sont arrivés à anticiper une baisse de leurs parts de marché ou un ralentissement de l'économie pour planifier sans attendre et justifier des licenciements massifs ou des suppressions de postes. Ailleurs, leurs entreprises sont rentables disent-ils, mais pas suffisamment "*compétitives*", ce qui vaut la même punition pour les travailleurs. On en a malheureusement quelques exemples dans les infos en bref d'aujourd'hui.

3- Apparemment le gouvernement grec est en train de perdre le contrôle de la situation avec des mouvements de grève qui touchent pratiquement tous les secteurs de l'économie, nous sommes donc semble-t-il à un tournant de la situation politique en Grèce, qui malheureusement là encore paraît sans issue pour les travailleurs. Il faudrait parvenir à fédérer tous ces mouvements sociaux, qu'ils s'organisent, qu'ils élisent leurs délégués et constituent avec les syndicats et les partis qui soutiennent leur combat un comité central de l'ensemble des délégués issus de ces mouvements qui constituerait un embryon de double pouvoir face au gouvernement et aux institutions... Nous y reviendrons plus tard.

Quand Le Figaro rêve à haute voix...

En affirmant dès dimanche soir vouloir «*réenchanter le rêve français*», François Hollande a martelé une nouvelle fois le fil conducteur de sa campagne : le rêve français. Ce concept abstrait et angélique pourrait toutefois être porteur en France, un pays qui est régulièrement classé par les études internationales comme l'un des pays occidentaux les plus pessimistes au monde.

Mais en période de crise économique, un tel slogan pourrait-il séduire les Français revenus des promesses des uns et des autres, inquiets d'une crise économique qui n'en finit pas ? Peut-on rêver après avoir échoué à «*Changer la vie*»? Pas sûr si l'on en croit Stéphane Rozès, politologue et président de la société CAP (Conseils Analyses et Perspectives). «*Il va falloir trouver l'équilibre dans la rencontre avec les Français entre l'aspiration des citoyens à retrouver un destin et le fait que le réel est très compliqué en ce moment, analyse-t-il. Il ne faut pas que ce slogan apparaisse en déphasage. Il va falloir donner du contenu à ce rêve français pendant la campagne*». (lefigaro.fr 17.10)

Cela vaut pour tous les candidats, dont Sarkozy !

Il cite un extrait du livre programme, *Le rêve français*, paru en août dernier : "*Ce rêve français, c'est celui qui fait que chaque génération a la perspective de vivre mieux que la précédente. C'est l'égalité en acte. Ce rêve français, je veux le ramener à l'horizon de la conscience de chacun et de tous.*"

En trois phrases, on passe de l'abstrait ("perspective") au concret ("acte") pour finalement revenir à l'abstrait ou au subjectif ("conscience"), bravo pour la manipulation !

C'est la réalité bien concrète qui les rattrape, en même temps il ne faut pas oublier que depuis l'Ancien régime, en dehors des années 1789 à 1799, les institutions se sont toujours dotées d'un sauveur suprême avec l'aval du peuple, empereur, président de la République, président du Conseil, comme si la population était incapable de décider elle-même de son destin sans passer par un monarque ou un bonaparte. Il faut rappeler aussi que l'élection présidentielle est la plus populaire des élections si l'on compare le taux d'abstention de chaque élection, comme si quelque part les mentalités ou le niveau de conscience politique n'avait pas vraiment évolué depuis le Moyen-Age !

Mélenchonade. Il "**craint**"... alors qu'il n'y a aucune raison d'en douter !

"Je crains que le programme de François Hollande dans ce domaine soit assez court, car proposer comme espérance et comme horizon pour toute la gauche 60.000 postes dans l'Education nationale, et des contrats de génération, c'est vraiment le tarif super minimum de la gauche", a-t-il jugé, lundi sur sur France Info. (AP 17.10)

Hier soir Moscovici était l'invité du journal du soir sur TV5Monde Asie. Il a réaffirmé que la priorité du gouvernement dirigé par le PS si Hollande était élu en 2012 serait la dette de l'Etat à laquelle il s'attaquerait, autrement dit qu'il poursuivrait la politique antisociale de Sarkozy. Comment s'y prendra-t-il ? En demandant à "*tous les Français de faire un effort*" a-t-il répondu. Il a ajouté qu'il sera réparti "*équitablement*", mais on sait d'avance ce que cela signifie dans leurs bouches, Sarkozy tient le même discours depuis qu'il a été élu.

"Ce qu'il faut affronter dans ce pays, ça ne se règlera pas entre 'Bisounours'. C'est le partage. Il faut partager et faire partager de force, c'est-à-dire par la force de la loi, ceux qui ne veulent pas le faire de leur plein gré, c'est-à dire les banquiers, les puissants, les importants qui créent dans ce pays un chaos indescriptible", a détaillé Mélenchon. (id)

Le mécanisme qui conduit du Front populaire à sa chute ou au fascisme :

Un discours plus ou moins radical avant les élections ; une première reculade dès le lendemain des élections exprimée par le refus d'imposer quoi que ce soit aux privilégiés ; une seconde reculade à la première alerte histoire de rassurer les "banquiers", les "puissants" ou les "importants" ; puis refus de la moindre concession de la part de ces derniers et nouvelle reculade ; finalement renoncement à toute atteinte à la propriété privée des moyens de production, le fruit est mûr, la réaction a eu le temps de rassembler ses forces et de se renforcer, elle menace de passer à l'action ; dénouement : le gouvernement démissionne et cède la place au parti officiel du capital qui applique immédiatement son programme antisocial, au pire, qui réprime le mouvement ouvrier et son avant-garde... Merci monsieur l'apprenti sorcier Mélenchon, on a déjà donné !

Jugez la perspicacité du PG et d'autres d'ailleurs à propos des "primaires" du PS.

Titre d'un article : Le second temps de la primaire - 11 octobre 2011 - "*Il y a donc eu poussée, et poussée à gauche. Un nombre non négligeable de nos concitoyens, environ trois fois les effectifs d'adhérents du PS, s'est saisi de la candidature de Montebourg pour exprimer sa volonté de reconquête de la souveraineté populaire face notamment aux diktats des banques et du libre-échange dont il avait fait ses cibles favorites. C'est une bonne nouvelle.*"

La "*bonne nouvelle*" n'aura tenu que le temps d'une "primaire" qui aura compté pour du beurre, mais cela suffit au bonheur de François Delapierre, encore un socialiste en parole... Il faudra bien qu'ils justifient leur ralliement à Hollande au second tour de la présidentielle, si toutefois Hollande passe le cap du premier tour, ce qui n'est pas dit.

- "*On comprend donc le refus de Montebourg ce lundi soir de choisir entre Aubry et Hollande, « deux faces d'une même pièce »", ces lignes ont été écrites le lendemain du premier tour de la "primaire" et publiées le lendemain, trois jours avant que Montebourg se rallie à Hollande sans rien exiger en échange sur le plan programmatique. Des charlatans ces gens-là, qui en doute ?*

Dans un communiqué daté du 16 octobre, la mauvaise farce des "primaires" du PS étant terminée, il va falloir la digérer, pas facile apparemment pour le PG :

- "*Le Parti de Gauche prend acte du résultat de la primaire socialiste. Il constate, comme c'était prévisible, que cette formule des primaires aura au final accouché du candidat promu par les sondages depuis des mois comme le plus susceptible de battre Nicolas Sarkozy",* parce que voyez-vous, ce n'était pas prévisible ! Pas de bol, dans quelques mois le voile va tomber... un peu plus bas !

- "*Désormais les choses sont claires à gauche en vue des élections au suffrage universel de 2012, François Hollande ayant fait de la réduction drastique de la dette le préalable à toute mesure sociale",* parce que ce n'était pas la priorité affichée par tous les candidats à cette "primaire", y compris Aubry ! Elle au moins elle y mettait la forme, mais là franchement, pour quoi allons-nous passer au deuxième tour en 2012... Pour ce que vous êtes vraiment et ce sera bien ainsi.

Et ce communiqué de poursuivre : "*Il appartient donc aux citoyennes et citoyens français de trancher entre les deux choix politiques à gauche : l'accompagnement social du libéralisme incarné par le candidat du PS ou la rupture avec le capitalisme financiarisé et mondialisé proposé par Jean-Luc Mélenchon, le candidat du Front de Gauche",* dans les deux cas il ne s'agit nullement de rompre avec le capitalisme, mais uniquement avec son aspect libéral requalifié de financier pour se démarquer de la terminologie des altermondialistes qui flirtent avec le NPA ou l'inverse.

Ni les uns ni les autres ne croient un traître mot de ce qu'ils disent, ils sont sortis du même tonneau et partagent toujours la même idéologie, ce que confirme la suite :

- *"Il nous reste 6 mois pour réussir l'alternative et agir ainsi le plus efficacement possible pour battre la droite et l'extrême droite. Place au peuple !"*, ce sera le mot de la fin, exactement comme à chaque élection depuis 1962.

On reviendra plus tard sur le programme du Front de gauche résumé dans un article du 4 octobre de François Delapierre et intitulé *L'humain d'abord et les six conditions du changement*. Ou des philosophe des Lumières du XVIIIe siècle aux ténèbres du Petit père du peuple, le PG est associé au PCF dans le Front de gauche, d'où leur terminologie qui passe de l'un à l'autre, nous nous préférons Robespierre et Lénine, on a les références qu'on peut.

A chacun son "**Petit père du peuple**" ou son sauveur suprême !

L'Agence Tunis Afrique presse (TAP) rappelle qu'un Tunisien sur deux souffrait en 2005 de troubles mentaux. Cette enquête, menée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), révélait que 37% des cas présentaient des problèmes de dépression et d'anxiété. Un constat d'échec politique logiquement passé sous silence par l'ancien régime de Ben Ali.

En pleine crise identitaire, à la veille des premières échéances électorales démocratiques, la résistance psychologique des Tunisiens est, à ce jour, toujours éprouvée.

Le vendredi 14 octobre 2011, la Tunisie (a célébré) la Journée mondiale de la santé mentale sous le thème: «La santé mentale: l'affaire de tous». Pour la présidente de la Société tunisienne de psychiatrie (STP), le docteur Rim Ghachem, le choix de l'intitulé n'est pas anodin et recoupe plusieurs problématiques:

«Le Tunisien ne se reconnaît plus. Il cherche à affirmer son identité nationale et arabo-musulmane. Il cherche également ses repères et a besoin d'un nouveau guide en qui il a réellement confiance».

(...) dans le gouvernorat de Manouba, on constate que depuis le 14 janvier, date de la fuite de Ben Ali et sa famille, les cas psychiatriques ne cessent de se multiplier:

«Sous l'effet de l'anxiété, les personnes les plus fragiles, les schizophrènes et les bipolaires (maniaco-dépressifs), ont fait des décompensations délirantes, explique le docteur Cheour-Ellouze. Certains patients se disent investis d'une mission. La révolution, pour eux, c'est la guerre finale. L'ensorcellement revient souvent, aussi. Sans oublier les délires de grandeur et les angoisses de persécution». (slatafrique.com 14.10)

La révolution rendrait fou les Tunisiens, alors que leur reste-t-il ? Allâh ! Cela tombe bien, le principal parti islamique serait en passe de devenir ou serait déjà le principal parti politique en Tunisie. Hier soir, aux infos sur TV5Monse Asie, une de ses candidates, en campagne pour les législatives du 23 octobre, a expliqué que pour les membres de son parti la politique et la religion étaient intimement liées, inséparables, et qu'ils entendaient bien imposer un Etat islamique en Tunisie.

Un hasard ?

La libération du soldat israélien Gilad Shalit contre mille prisonniers palestiniens, tout comme l'initiative de l'autorité palestinienne à l'ONU, interviennent au moment où les salafistes ont renforcé leurs positions sur la bande de Gaza...

Les mains sales. Guerre d'Algérie, du 8 mai 1945 au 17 octobre 1961.

Le 8 mai 1945 est aussi la date du début des massacres de Sétif, Guelma et Kherrata, qui sont des répressions sanglantes d'émeutes nationalistes qui sont survenues en 1945 dans le département de Constantine en Algérie durant la période coloniale française pour réclamer l'indépendance du pays et la libération du chef du Parti populaire algérien (PPA) Messali Hadj.

Il y aura parmi les Européens plus de cent morts et autant de blessés. Le nombre des victimes autochtones reste sujet à débat ; les autorités françaises de l'époque fixèrent le nombre de tués à 1 165, un rapport des services secrets américains à Alger en 1945 notait 17 000 morts et 20 000 blessés, le gouvernement algérien avance le nombre de 45 000 morts, alors que suivant les historiens le nombre varie de 8 000 (Charles-Robert Ageron, Charles-André Julien) à « *des milliers de morts* ». (<http://fr.wikipedia.org>)

La répression légale ne fut pas moins implacable. On dénombra 3 630 arrestations et jugements, 1 868 condamnations à des peines de prison et 157 condamnations à mort dont 33 furent exécutées. (Lutte Ouvrière n°1661 du 12 mai 2000)

« *Des hommes souffrent de la faim et demandent la justice... Leur faim est injuste.* » écrivait Albert Camus début 1945 dans Combat.

À la colère légitime des Algériens, la réponse du gouvernement français, dans lequel se trouve, mais oui, le PS et le PC, aux côtés

de de Gaulle, ne s'est, en tout cas, pas fait attendre en mobilisant toutes les forces de police, de gendarmerie, de l'armée, en envoyant des ren-orts de CRS et de parachutistes, et même en recrutant des miliciens, qui ne se gênent pas de fusiller des Algériens de tous âges et sans défense. (<http://rebellyon.info>)

Le Parti Socialiste comme le PCF, alors alliés dans le Gouvernement provisoire de De Gaulle, restèrent totalement solidaires de cette politique répressive. Ils la justifièrent même dans leur presse, les publications staliniennes allant jusqu'à dénoncer, côté Algériens, une provocation fasciste. Il est vrai que ces deux partis de gauche en étaient encore à prôner « *l'Union française* », c'est-à-dire à justifier le maintien du colonialisme français. (Lutte Ouvrière n°1661 du 12 mai 2000)

Le Parti Socialiste (à l'époque SFIO) comme le PCF, alors alliés dans le Gouvernement provisoire de De Gaulle, restèrent totalement solidaires de cette politique répressive. Ils la justifièrent même dans leur presse, les publications staliniennes allant jusqu'à dénoncer, côté Algériens, une provocation fasciste. Il est vrai que ces deux partis de gauche en étaient encore à prôner « *l'Union française* », c'est-à-dire à justifier à ce moment là le maintien du colonialisme français.

Dès le début, dans les colonnes de L'Humanité, le parti stalinien déclarait que "*les auteurs des troubles étaient d'inspiration et de méthodes hitlériennes.*" Il parlera aussi "*de provocation fomentée par les grands trusts et par les fonctionnaires vichystes encore en place.*"

Le PC le 21 mai 1945, dans l'Humanité demande au gouvernement de "*punir comme ils le méritent les chefs pseudo-nationalistes.*"

Le porte-parole du PCF, Etienne Fajon, déclarait encore à la tribune de l'assemblée nationale le 11 juillet : "*les tueries de Guelma et de Sétif sont la manifestation d'un complot fasciste qui a trouvé des agents dans les milieux nationalistes.*" Alors que de Gaulle avait demandé "*de prendre toutes les mesures nécessaires pour réprimer les agissements d'une minorité d'agitateurs*", le bureau politique du PCF publiait un communiqué le 12 mai déclarant : "*il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute*" au nom de la défense "*de la république française, métropole et territoires d'outre-mer, une et indivisible.*"

Dans un tract signé par cinq membres du comité central et distribué sur le sol algérien, il appelle à une chasse aux sorcières et lance de véritables appels au meurtre et aux pogroms en exigeant de "*passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. Il ne s'agit pas de vengeance ni de représailles. Il s'agit de mesures de justice. Il s'agit de mesures de sécurité pour le pays.*"

Ainsi une milice mise sur pied par le PC servit d'auxiliaire à la police et à l'armée contre les "*rebelles musulmans*". Et pour couronner le tout, c'est le ministre stalinien de l'aviation Charles Tillon ("*héros de la Résistance*" en tant qu'ex-chef des FTP), qui a directement ordonné le bombardement des régions de Sétif et de Guelma.

Le 5 novembre 1954 François Mitterrand déclare que "*L'Algérie, c'est la France. La seule négociation, c'est la guerre.*" Les socialistes Robert Lacoste et Max Lejeune, respectivement Ministres de l'Intérieur et de la Défense incitèrent l'armée et la police à user de tous les moyens de répression contre les combattants.

Le PCF (...) vota le 12 mars 1956 les "*pouvoirs spéciaux*" au gouvernement du socialiste Guy Mollet qui allait donner les moyens à l'Etat français d'intensifier la guerre sur le sol algérien.

François Mitterrand en 1956, est nommé garde des Sceaux dans le gouvernement de Guy Mollet. Il participe aux travaux du gouvernement, qui accorde l'indépendance à la Tunisie et au Maroc, l'autonomie à l'Afrique noire. Sur la question algérienne, il critique la dérive répressive en février 1956. Toutefois, c'est lui qui est chargé par le Conseil des ministres, de défendre le projet de loi remettant les pouvoirs spéciaux à l'armée. Selon les historiens il donne forcément son aval, en tant que Garde des Sceaux, aux nombreuses sentences de mort prononcées par les tribunaux d'Alger contre des militants de la lutte pour l'indépendance, notamment Fernand Yveton, membre du Parti Communiste Algérien, guillotiné à Alger le 11 février 1957. (<http://lesvertsdebagnolet.over-blog.com>)

Le 17 octobre 1961, en pleine guerre d'Algérie, le mouvement indépendantiste du Front de libération nationale (FLN) exhorte à manifester pacifiquement contre le couvre-feu imposé aux travailleurs algériens par le préfet de Paris, Maurice Papon. Contre ce qu'il qualifiait de mesure « *à caractère raciste* » mais qui entravait surtout ses activités, le FLN demande aux travailleurs de sortir en famille et de se débarrasser de tout ce qui peut être assimilé à une arme. Cet appel se déroule dans un climat tendu : une série d'attentats contre des policiers a fait 11 morts entre fin août et début octobre. Entre 20.000 et 30.000 personnes convergent vers Paris et font face à une répression policière sanglante. D'après plusieurs témoins, les forces de l'ordre tirent à balles réelles et jettent des hommes dans la Seine. Environ 12.000 manifestants sont interpellés et regroupés. Certains torturés. Le bilan officiel est de trois morts et 64 blessés. Mais les historiens estiment que le décompte réel se situe probablement autour de 200 morts, voire « *plusieurs centaines* ». (lefigaro.fr 17.10)

La SFIO (PS) et le PCF ou plus généralement la social-démocratie et le stalinisme avaient déjà à leur actif la première et la seconde guerre mondiale... Dans le prolongement il fallait y ajouter notamment leur complicité, leur rôle abominable au côté de

de Gaulle dans les guerres coloniales qui se poursuivèrent après la fin de la seconde guerre mondiale.

Il faut quand même préciser que bon nombre de militants de la SFIO et PCF s'opposèrent à la politique de leurs dirigeants, dès 1914 ou le début des années 30 jusqu'à l'époque dont nous parlons ici, sans que cela ne change quoi que ce soit il est important de rappeler, et cela vaut jusqu'à nos jours, à l'exception du PS qui n'est plus un parti ouvrier. D'où l'enseignement que j'en ai tiré depuis longtemps, que ces partis n'étaient pas "réformables", qu'une fois passés avec armes et bagages de l'autre côté de la barricade, ils étaient définitivement perdus ou inutilisables par le mouvement ouvrier pour avancer sur la voie du socialisme, que leur passé frappé du sceau de la trahison et entaché du sang des travailleurs dont ils portaient la responsabilité les condamnait à remplir indéfiniment les mêmes fonctions sordides au côté du capital, que seule la chute de l'ordre établi par une révolution socialiste entraînerait du même coup leur disparition, puisqu'ils ne doivent plus leur survie politique qu'au maintien du régime en place.

Si l'on peut concevoir que des travailleurs sans expérience du mouvement ouvrier ou ignorant son histoire adhèrent à ces partis, on ne peut l'admettre de la part d'intellectuels ou de militants, de cadres ou de dirigeants. Ceux qui lorgnent vers les élus ou dirigeants de ces partis, qui passent leur temps à essayer de redorer leurs blasons ou qui se réfèrent à leur époque "glorieuse", n'ont finalement pas plus de principes. J'ai milité à l'OCI à la fin des années 70 et j'ai combattu pour faire élire un homme dont je ne connaissais pas le sombre passé, en acceptant de minimiser celui du PS et du PCF, je n'ai pas voté en mai 81 parce que je n'étais pas inscrit sur les listes électorales, cependant j'estime avoir été manipulé et j'en garderai toujours un souvenir amer.

François Hollande a osé dire hier à propos du massacre du 17 octobre 1961 : «*Trop longtemps cet événement a été occulté des récits historiques. Il est important de rappeler ces faits*», refusant de reconnaître que c'était un crime d'Etat qui avait été commis par des fonctionnaires de police (en 1961) sans parler du nombre de victimes, refusant de dire qu'il le reconnaîtrait s'il était élu président de la République en 2012 et on comprend parfaitement pourquoi. On se demandera aussi à quels "récits historiques" il fait allusion, ceux fabriqués de toutes pièces par le PS qui occulte sa responsabilité dans ce massacre et celui de 1945 ?

Quant au ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, sans surprise il a affirmé que la France «*doit faire face à son passé*» mais «*ne doit certainement pas présenter des excuses*», j'ajoute, parce que selon lui le gouvernement de l'époque aurait agi légitimement. (lefigaro.fr 17.10)

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Décomposition du régime

Fait sans précédent dans l'histoire des services secrets français, Bernard Squarcini, patron de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) a été mis en examen lundi dans une enquête sur des investigations occultes sur la presse, a annoncé son avocat Patrick Maisonneuve.

Poursuivi pour "*atteinte au secret des correspondances, collecte illicite de données et recel de violation du secret professionnel*", le suspect a reconnu les faits lors d'une audition de près de cinq heures chez deux juges d'instruction parisiens, tout en niant qu'ils constituent une infraction. Il n'entend donc pas démissionner, a dit l'avocat.

Bernard Squarcini, proche de Nicolas Sarkozy, est un des plus hauts fonctionnaires de police français. C'est l'actuel chef de l'Etat qui l'a porté à la tête de la DCRI, vouée au contre-espionnage et à la lutte anti-terroriste, et créée par Nicolas Sarkozy en fusionnant la DST et les Renseignements généraux.

Bernard Squarcini est mis en cause pour avoir obtenu d'un opérateur téléphonique, sous contrainte légale, les factures détaillées de téléphone, ou "*fadettes*", d'un reporter du Monde, Gérard Davet, à l'été 2010.

Il s'agissait de connaître l'informateur du journaliste à l'origine d'un article concernant la procédure judiciaire visant l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt et mettant en cause Eric Woerth, alors ministre UMP du Budget.

L'informateur du Monde identifié par la DCRI, le magistrat David Sénat, alors en poste au ministère de la Justice, a été limogé et affecté à une mission sur la cour d'appel de Cayenne.

Le directeur général de la police nationale, Frédéric Péchenard, supérieur de Bernard Squarcini et autre proche de Nicolas Sarkozy, a déjà admis avoir donné l'ordre concernant l'affaire en question.

Le 9 septembre, il a en effet dit à France Info : "*j'ai demandé à la DCRI d'identifier le haut fonctionnaire qui, soumis au*

secret professionnel et ayant un accès direct à des documents sensibles, avait divulgué des informations confidentielles dans une affaire judiciaire en cours".

L'enquête menée par la juge d'instruction a cependant montré que les réquisitions de la DCRI visaient bien le téléphone du reporter du Monde Gérard Davet, ce qui semble être illégal, notamment du fait que le gouvernement a fait voter une loi en 2010 protégeant les sources des journalistes.

Il n'est pas possible légalement de rechercher les sources d'un média sauf cas "*d'impératif prépondérant d'intérêt public*", dit cette loi.

Frédéric Péchenard est lui-même convoqué par les juges d'instruction dans les prochains jours et pourrait donc aussi être mis en examen.

Dans un autre dossier instruit aussi à Paris et qui vise une autre enquête sur un article du Monde et Gérard Davet, le procureur de Nanterre Philippe Courroye, autre proche de Nicolas Sarkozy, est également menacé d'une mise en examen. (Reuters 17.10)

1.2- Honnête ou socialiste en parole, bourgeois ou voyou en acte.

La décision était attendue: le sénateur-maire socialiste de Berre-l'Étang (Bouches-du-Rhône), Serge Andréoni, a été mis en examen ce lundi dans l'affaire de marchés publics présumés frauduleux de l'agglomération marseillaise. Le juge Charles Duchaine, chargé de l'instruction, lui a notifié sa mise en examen pour «*complicité de trafic d'influence*».

De source proche du dossier, on précise que le sénateur PS serait intervenu en faveur de l'homme d'affaires Alexandre Guérini dans un litige financier qui l'opposait à la communauté d'agglomération de Salon-de-Provence, dont il est le vice-président. Ancien dirigeant de plusieurs sociétés spécialisées dans le traitement des déchets, Alexandre Guérini a été mis en examen, notamment pour «*abus de biens sociaux, détournement de biens publics, recel de détournement de fonds publics, corruption active et blanchiment*» ainsi que pour «*association de malfaiteurs*».

Il avait été écroué en détention provisoire de décembre 2010 à mai 2011 avant d'être placé sous contrôle judiciaire après le versement d'une caution de 300.000 euros. Son frère Jean-Noël, sénateur et président socialiste du conseil général des Bouches-du-Rhône, a pour sa part été mis en examen début septembre pour des faits de prise illégale d'intérêt, de trafic d'influence et d'association de malfaiteurs avec son frère, en vue du trafic d'influence et du recel de trafic d'influence. Il s'est mis en congé du PS après sa mise en examen. (20minutes.fr 17.10)

Social

1- France

La direction de Findus n'est pas parvenue à apaiser les craintes des salariés face aux rumeurs de mise en vente. Faute d'information sur l'avenir du groupe de surgelés, ils envisagent mardi d'appeler à la grève à Boulogne-sur-Mer, où est située l'usine française de Findus. «*Nous serions prêts à immobiliser les salariés si l'actionnaire continuait à nous ignorer*», déclare Patrick Merlin, représentant de la CFDT. Aucun dirigeant de Lion Capital n'a, en effet, assisté lundi à la réunion extraordinaire du comité central d'entreprise qui s'est tenue au siège de Findus France, à Noisy-Le-Grand.

Le scénario d'un démantèlement du groupe semble aujourd'hui à l'étude chez Lion Capital, propriétaire depuis trois ans de Findus. Les filiales française et scandinave pourraient notamment être cédées afin de financer le redressement de la filiale britannique. Environ 40 % de la production de l'usine de Boulogne-sur-Mer est destinée au marché scandinave.

Officiellement, le processus de vente de Findus Group n'a pas encore été engagé. Mais le fonds d'investissement Permira, déjà propriétaire de Findus Italie et du groupe Birds Eye, leader du surgelé en Europe, étudierait le dossier.

En France, Birds Eye, à travers sa marque Igloo, a entrepris depuis deux ans la refonte de sa gamme et un repositionnement de l'entreprise. Ce qui lui a permis de gagner du terrain, notamment au rayon poisson, sur son concurrent... Findus. (lefigaro.fr 17.10)

2- Portugal

Les deux principales centrales syndicales portugaises, la CGTP et l'UGT, ont soumis lundi à leurs adhérents le principe d'une grève générale contre l'austérité, dont la date sera fixée mercredi.

La dernière grève générale au Portugal remontait à novembre 2010.

La Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP, 725.000 adhérents) et l'Union générale des travailleurs (UGT,

500.000) s'étaient réunies pour examiner le budget de rigueur dévoilé jeudi dernier par le gouvernement de centre droit de Pedro Passos Coelho.

Quelque 40.000 personnes ont manifesté samedi soir à Lisbonne et Porto dans le cadre de la journée mondiale de protestation contre le système financier. (Reuters 17.10)

3- Espagne

Une autre conséquence de la profonde crise qui frappe l'Espagne depuis des mois pourrait également être démographique. Le Financial Times parle de l'"exode" d'une partie de cette population qui n'arrive plus à joindre les deux bouts. '*Après une décennie d'immigration et d'accroissement démographique, la population espagnole est désormais en train de décliner,*' rapporte le quotidien, citant une étude du National Statistics Institute (INE).

Entre 2002 et 2008, la population espagnole a augmenté d'environ 700 000 personnes par an du fait de l'accroissement naturel et de l'immigration du travail. Cette année, elle n'augmenterait que de 100 000 personnes environ.

L'explication viendrait de l'absence de perspective des travailleurs migrants, principalement des latino-américains. Ils seraient plusieurs '*centaines de milliers*' à quitter le pays, selon le Financial Times. La plupart choisissant de se rendre dans d'autres pays d'Europe, tels que l'Allemagne ou l'Angleterre.

Certains sont inquiets de voir des jeunes diplômés, incluant des étrangers qui ont été naturalisés, quitter le pays par manque de perspectives. Le nombre de jeunes diplômés qui quittent le pays n'est pas quantifiable, mais certains éléments laissent penser que ceux qui ont quitté le pays pour la Grande-Bretagne, l'Allemagne ou l'Amérique latine ont des compétences puisque la demande en travailleurs migrants de ces pays repose sur des qualifications nécessaires pour l'économie intérieure, rappelle le Financial Times. (lemonde.fr 17.10)

4- Belgique

ArcelorMittal a confirmé vendredi la fermeture définitive de ses activités de sidérurgie en phase liquide sur son site de Liège, du fait de surcapacités et de la lente reprise des marchés européens.

Le leader mondial de la sidérurgie a confirmé la nouvelle, qui avait été rapportée mercredi soir par des dirigeants syndicaux. Ces derniers évoquaient la fermeture de deux hauts fourneaux mis à l'arrêt, l'un depuis 2008, l'autre depuis août, ainsi que d'une fonderie.

Les négociations ayant abouti à cette décision ont été difficiles. Six membres de la direction du groupe à Liège ont un temps été retenus par les employés à l'intérieur des locaux.

ArcelorMittal dit être confronté à des surcapacités structurelles en Europe du Nord étant donné la situation du marché. Ces derniers mois, le groupe a également mis à l'arrêt des hauts fourneaux à Florange, en France, et à Eisenhüttenstadt, en Allemagne.

"*La phase liquide de Liège n'est toujours pas suffisamment compétitive dans les conditions de marché prévisibles*", a estimé vendredi Joao Felix da Silva, directeur général d'ArcelorMittal Liège. (Reuters et Les Echos 14.10)

5- Pays-Bas

Philips Electronics a annoncé lundi 4.500 suppressions d'emplois et laissé entendre que la vente de son activité de téléviseurs ne serait sans doute pas bouclée avant la fin de l'année, une incertitude qui s'ajoute à la chute de ses résultats.

Le groupe néerlandais, numéro un mondial de l'éclairage, a expliqué qu'il étudiait des solutions alternatives au cas où les discussions avec le groupe de Hong Kong TPV sur sa branche TV devraient échouer.

"*Le marché mondial des téléviseurs s'est dégradé et à l'évidence, plus tôt nous bouclerons ce dossier, mieux ce sera. Mais nous devons d'abord finaliser les négociations et il reste des incertitudes sur la possibilité d'y parvenir cette année ou au premier trimestre 2012*", a expliqué à la presse le directeur général, Frans van Houten.

Philips et TPV ont, chacun de leur côté, précisé qu'aucune date de clôture de l'opération n'avait été fixée.

Les activités de téléviseurs dont Philips souhaite se désengager représentent un peu moins de 10% du chiffre d'affaires total du groupe et ont accumulé près d'un milliard d'euros de pertes depuis le début 2007, en raison notamment de la concurrence des constructeurs asiatiques.

"Les négociations sur les télé prennent plus de temps que prévu et il n'y a pas d'accord définitif, ce qui est à l'évidence un mauvais point", a commenté Hans Slob, analyste de Rabobank.

"Le fait que Philips évoque des négociations 'intenses' n'est pas très bon signe et il semble qu'il y ait un risque clair qu'ils ne parviennent pas à un accord", a-t-il ajouté.

L'action Philips gagnait néanmoins 2,4% en fin de matinée à la Bourse d'Amsterdam, surperformant l'indice Stoxx européen du secteur des hautes technologies, alors en hausse de 0,65%. Le titre a chuté de près de 40% en un an.

Les 4.500 suppressions d'emplois annoncées lundi s'inscrivent dans le cadre d'un plan de réduction des coûts de 800 millions d'euros et les économies attendues se répercuteront sur les résultats pour l'essentiel en 2013, a précisé Frans van Houten.

Les coûts de restructuration sont l'une des causes de la chute de 85% du résultat net au troisième trimestre, à 76 millions d'euros contre 524 millions un an auparavant.

Tout en confirmant les objectifs fixés pour 2013 d'une hausse de 4% à 6% du chiffre d'affaires et d'une marge opérationnelle (Ebita) de 10 à 12%, Frans van Houten a souligné qu'il restait encore beaucoup à faire.

"Nous ne sommes pas encore satisfaits de notre performance financière compte tenu des défis économiques du moment, surtout en Europe, et des risques et problèmes opérationnels. Nous ne pensons pas parvenir à une amélioration importante de la performance à court terme", a-t-il noté.

Philips, qui figure dans le trio de tête mondial des équipements hospitaliers, a lancé deux avertissements sur ses résultats ces sept derniers mois.

Il a ainsi fortement réduit ses objectifs de croissance à long terme en raison de la hausse des coûts des matières premières, de la baisse de confiance des consommateurs, du ralentissement du marché du bâtiment et de la réduction des budgets de santé publique. (Reuters et Les Echos 17.10)

6- Etats-Unis

Lowe's a annoncé la fermeture de 20 magasins aux Etats-Unis, ce qui se traduira par la suppression de près de 2.000 postes, la deuxième chaîne américaine de magasins de bricolage justifiant cette décision par le besoin d'augmenter sa rentabilité.

Le groupe, qui détient quelque 1.700 points de vente aux Etats-Unis, a précisé qu'il en avait fermé 10 dimanche et que 10 autres mettraient la clef sous la porte d'ici un mois.

Cité dans un communiqué, Robert Niblock, directeur général de l'entreprise, déclare qu'elle doit "*prendre des décisions difficiles*" pour améliorer sa rentabilité.

Lowe's est le dernier distributeur en date à réduire le parc de ses magasins en raison de l'atonie de la demande.

La semaine dernière, Gap a réaffirmé l'intention affichée en juin de fermer 200 de ses 889 points de vente éponymes aux Etats-Unis.

La chaîne de grands magasins de luxe Saks a pour sa part fermé sept points de vente au cours des deux dernières années et n'exclut pas d'en fermer d'autres. (Reuters 17.10)

Economie

La Bourse ou la vie

Le Dow Jones a abandonné 2,13%, le S&P -1,94%, le Nasdaq a reculé de -1,98%. (Reuters 17.10)

Les Bourses européennes ont clôturé en net recul lundi, après des propos du ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble, qui a déclaré que le prochain sommet européen ne produirait pas de solution définitive à la crise de la dette.

A Paris, le CAC 40 a terminé en baisse de 1,61%, l'Eurofirst 300 a cédé 1,04%.

Haut de page ↗

Le 19 octobre

CAUSERIE

Pas le temps de causer, juste un mot.

On nous dit que le problème serait le "capitalisme financiarisé et mondialisé" (FG), le "libéralisme" ou le "capitalisme libéral" (altermondialistes), l'emprise des banques ou de l'aristocratie financière sur l'économie, etc. Mais si ma mémoire est bonne, à l'époque des Maîtres des forges, au milieu ou à la fin du XIXe siècle, n'était-ce pas le capitalisme industriel, le capitalisme tout court qui avait réduit les ouvriers en esclavage, le capitalisme (mondial) était alors dominé par l'industrie et non par la finance ou les banques, non ?

Mais alors, ceux qui tiennent ces discours seraient des charlatants, des escrocs, des manipulateurs ? Vous croyez ? Des ignorants, certainement pas, des valets du capital, assurément, leur maître. (A suivre, je dois impérativement aller faire des courses)

LES INFOS EN BREF

Politique

France

1- L'électorat privilégié du PS

Près de six Français sur dix (59%) souhaitent une victoire de la gauche à la présidentielle de 2012, le plus haut niveau depuis septembre 2010, selon le tableau de bord des personnalités politiques «Paris-Match»/Ipop publié mardi.

Un succès de la gauche est souhaité par l'ensemble des catégories socio-démographiques, y compris les personnes âgées de 65 ans et plus (54%, contre 45% souhaitant une victoire de la droite). Le souhait le plus fort en ce sens émane des professions libérales et cadres supérieurs (71%), le plus faible se trouvant chez les artisans et commerçants (42%). (liberation.fr 18.10)

Un internaute précise : "*en réalité n'est ce pas le départ de sarko qui est voulu surtout*". Vous avez tout compris ou presque...

Tiens donc "*le souhait le plus fort en ce sens émane des professions libérales et cadres supérieurs*", et nous qui étions prêts à croire que c'était les ouvriers qui avaient participé aux "primaires" du PS, c'est bien ce qu'on a essayé de nous faire croire, n'est-ce pas ? C'était encore une manipulation.

D'après vous, quelle politique souhaitent les "*professions libérales et cadres supérieurs*" : une politique qui rompt avec le capitalisme, avec l'UE, etc ? ou plutôt une politique qui leur permettra de conserver leurs privilèges ou de maintenir leur niveau de vie confortable, en s'en foutant bien des couches les plus exploitées de la société ? Posez la question, c'est y répondre. C'est le sens de leur soutien au PS, ainsi que les intellectuels en général, l'aristocratie ouvrière, les couches supérieures de la classe ouvrière, etc. tous ceux qui estiment avoir quelque chose à perdre.

La culture des illusions en guise de stratégie politique, voilà où en sont rendus les partis ouvriers, masquée par un discours qui se veut radical...

2- Le programme de Hollande : pas « **vraiment à gauche** ». Non, sans blague ?

Qu'ils soient de droite, de gauche, du PS ou de l'UMP, les sondés estiment que le projet présidentiel de Hollande est un programme « *plutôt de centre-gauche* ». 65 % des personnes de l'échantillon le classent dans cette catégorie (63 % des sympathisants du PS, 77 % des sympathisants UMP), alors que seulement 19 % le disent « *vraiment à gauche* ».

Seulement 8 % des électeurs du MoDem consultés classent les idées du candidat socialiste « *vraiment à gauche* ».

Seulement 18 % des sondés se déclarent déjà « *certain* » d'aller voter Hollande (10 % pour Sarkozy). Il reste encore des millions de Français à convaincre et peut-être même des déçus du sarkozysme : 61 % de l'échantillon exclut de voter pour le président sortant. (20minutes.fr 18.10)

Rectifications ou précisions : le "*projet présidentiel de Hollande*" et le programme du PS adopté par tous les candidats qui ont participé aux "primaires" de ce parti, c'est la même chose.

N'a-t-on pas essayé de nous faire croire également que c'était "*le rejet de la politique de Sarkozy*" qui s'était exprimé lors des "primaires" du PS, comme si le programme du PS romperait avec la politique mise en oeuvre par Sarkozy et qu'il aurait été plébiscité par les électeurs ? Conformément au contenu bonapartiste de la Ve République, en réalité les électeurs ont rejeté un homme, Sarkozy, pour se jeter tout aussi aveuglément dans les bras d'un autre sauveur suprême.

A noter (et réfléchir, c'est mieux !) que sur cette question précise, le contenu bonapartiste de la Ve République, le niveau de conscience politique des travailleurs n'a pas évolué depuis 1962, date de la première élection présidentielle sous la Ve République.

Ce qui est intéressant dans ce sondage, c'est qu'il montre aussi qu'une minorité seulement croit encore que le PS serait encore « *vraiment à gauche* » à travers son programme. Or les partis qui lorgnent vers le PS définissent leur politique en fonction ou s'appuie sur cette minorité qui manifeste le plus d'illusions dans le PS, et délaisse l'immense majorité des travailleurs qui n'en ont plus dans ce parti depuis belle lurette, comme nous ne cessons de le répéter en vain. Donc ils font exactement l'inverse de ce qu'il faudrait faire, s'adresser aux millions de travailleurs qui n'ont plus d'illusions dans le PS et le PCF pour les aider à rompre avec le capitalisme et les institutions.

Question : Ceux qui manifestent des illusions dans le PS en ont davantage dans le capitalisme et les institutions que ceux qui n'ont plus aucune illusion dans le PS, cela paraît évident, à des degrés divers on est bien d'accord. Alors ceux qui se tournent vers le PS et ses élus, ne se servent-ils pas dans leurs discours de la rupture avec le capitalisme et les institutions pour masquer leur soumission à ce parti, donc finalement au capitalisme et aux institutions qu'incarne ce parti inféodé au capital ? N'y aurait-il pas là un lien avec leur stratégie foireuse (POI) ou l'absence de stratégie tout court (NPA et LO), leur incapacité à rompre avec le PS, le capitalisme et les institutions, à se situer strictement sur le terrain de classe du prolétariat n'en serait-il pas à l'origine ?

3- Zapatero : Une référence pour F. Hollande... en matière d'austérité !

- François Hollande a rencontré mardi en Espagne le chef du gouvernement espagnol, Jose Luis Rodriguez Zapatero, qui est également socialiste.

C'est la première visite à l'étranger de François Hollande depuis sa victoire dimanche aux primaires socialistes. Elle semble destinée à renforcer sa stature internationale. (AP 18.10)

Gageons qu'il se rendra ensuite en Grèce ! Vous avez raison d'être prudent dans vos propos car cette visite pourrait au contraire desservir ses intérêts ; la gestion de la crise par Zapatero (et Papandréou en Grèce) a démontré que les travailleurs n'avaient rien à attendre des partis de l'Internationale socialiste à la solde du capital.

Imaginons que demain une explosion sociale se produise en Grèce et qu'elle prenne la forme d'une insurrection. Hollande serait obligé de la condamner et cela en serait fini de "*l'enchanteur*" et de son parti...

Au fait, Hollande et sa fine équipe de bras cassés doivent être bien inspirés : Zapatero et le PSOE sont promis à une cinglante défaite électorale prochainement...

Social

France

1- Environ 500 salariés de l'ancienne usine Continental de Clairoix (Oise) sont venus mardi devant les prud'hommes de Compiègne, réclamer des dommages et intérêts à leur employeur pour licenciement non justifié selon eux.

L'audience, prévue sur trois jours, réunit près de la moitié des 1.100 anciens salariés de l'usine Continental de Clairoix qui vont être mis au chômage à la fin de l'année, suite à la fermeture du site début 2010.

Par son ampleur et sa durée, « *c'est un procès jamais vu en France à ma connaissance* », a commenté le conseiller prud'homal CGT Hervé Grosjean en marge des débats au Centre de rencontres de la Victoire, où une salle a été louée afin de pouvoir accueillir le procès.

Les salariés comptent démontrer que le groupe Continental AG, la maison-mère allemande, « *est le véritable employeur et menait la barque*. Or ce groupe n'a pas eu de problème économique » dans les pneus de tourisme et pour camionnettes, dans lesquels l'usine de Clairoix était spécialisée, selon Me Dufresne-Castets.

Absence de motif économique

«*Il n'y a donc pas eu de motif économique à leur licenciement*», a-t-elle assuré.

Par ailleurs, selon l'avocate, «*Continental n'a pas respecté ses engagements en matière d'emploi, notamment ses obligations de reclassement*» des salariés. Ceux-ci affirment que l'équipementier automobile a promis de trouver un nouvel emploi pour 80% d'entre eux, un chiffre que la direction a toujours contesté.

A deux mois et demi de l'échéance du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), 49% des 1.110 employés, soit 545 d'entre eux, «*ont retrouvé une solution*» professionnelle, a souligné Continental dans un communiqué.

«*Continental déploie depuis plus de 18 mois un plan d'accompagnement social d'une ampleur exceptionnelle au regard des sommes réclamées par les salariés (entre 31 et 98 mois de salaires)*» dans ce procès, s'est défendu le groupe.

Ils ont obtenu un congé mobilité de 24 mois avec 65% de leur salaire pour pouvoir rechercher un nouvel emploi, une prime de 50.000 euros en plus de leurs indemnités de licenciement ou encore des investissements de 4,5 millions d'euros dans la formation, selon Continental.

La fermeture de l'usine de Clairoux était «*inévitable face à la crise européenne de l'automobile*» en 2008 et 2009, qui s'est traduite par une surcapacité de production de 20,9 millions de pneus fin 2009, a enfin plaidé Continental.

Le site avait fini par fermer début 2010 après un conflit social de plusieurs mois au printemps 2009. (20minutes.fr 18.10)

2- Plus de 450 licenciements sont prévus au palace parisien Ritz Paris, qui ferme deux ans pour travaux, annonce mardi l'AFP.

Contacté par 20minutes, l'hôtel de luxe confirme la «*fermeture totale*» de l'établissement pour 27 mois à compter de l'été 2012. Le nombre de licenciements prévus n'a pas été annoncé, puisqu'il est encore en négociation avec les partenaires sociaux dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi. (20minutes.fr 18.10)

3- Décomposition de leur société.

3.1- Le nombre des cambriolages des habitations principales a fortement augmenté entre octobre 2010 et septembre 2011, par rapport à la période correspondante 2009-2010, avec une hausse de 17,5%, selon le bilan mensuel de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) publié mardi.

Selon ce bilan, 28.726 cambriolages de plus ont été enregistrés entre octobre 2010 et septembre 2011 par rapport à la période correspondante 2009-2010.

Le nombre des violences contre les personnes, point noir de la délinquance depuis plusieurs années, continue quant à lui d'augmenter, avec une hausse de 1,6%, selon le même bilan mensuel de l'Observatoire.

Cette hausse est «*composée à 70% de violences physiques crapuleuses, c'est-à-dire de vols avec violences et d'infractions connexes*» qui sont en hausse, sur cette période, de 4,3% sur 12 mois, précise l'ONDRP.

Toujours selon ce bilan, les escroqueries et les infractions économiques et financières ont augmenté de 6,1%. (liberation.fr 18.10)

Ajoutons à ce tableau :

3.2- Les vols dans les magasins sont repartis à la hausse en France entre la mi-2010 et la mi-2011, progressant de 2,9% en valeur, selon une étude publiée ce mardi, qui pointe une «*professionnalisation*» du vol à l'étalage.

En France, la facture pour les distributeurs est repartie à la hausse, pour renouer avec le montant atteint deux ans plus tôt, 4,9 milliards d'euros (ou 1,40% du chiffre d'affaires) contre 4,7 milliards d'euros (ou 1,36% des ventes il y a un an). L'équivalent, selon l'étude, d'un impôt annuel de 200 euros par foyer.

Les distributeurs estiment que les vols sont commis à 44% par les clients, 30,1% par le personnel et 7,2% par les fournisseurs.

«*Des voleurs mieux renseignés déjouent plus facilement les dispositifs standard de sécurité et ceux qui se font attraper sont les voleurs qui restent occasionnels, avec des montants moins élevés*», a expliqué à l'AFP Cédric Brossard, directeur marketing

pour la division textile Europe de Checkpoint Systems. (20minutes.fr 18.10)

Commentaire d'un internaute.

- "Les vols augmentent ? comme le reste, les prix du carburant, le montant des impôts, le prix de la nourriture... si tout n'augmentait pas, les gens ne deviendraient pas des voleurs..."

A noter que 90% des commentaires des internautes ne condamnent pas les voleurs et s'en prennent à ceux qui les poussent à voler : les capitalistes.

Economie

1- Zone euro

Les opérations "à nu" sur des actions ou des obligations - c'est-à-dire sans détenir le titre correspondant - seront désormais interdites dans l'Union européenne, selon un accord trouvé mardi par les Etats membres, le Parlement et la Commission européenne.

Les ventes à découvert resteront elles permises mais la nouvelle autorité européenne des marchés (Esma) aura toutefois le pouvoir de les interdire elles-aussi en cas de tensions généralisée sur les marchés financiers.

En pleine crise de la dette, les négociations ont longtemps buté sur la possibilité ou non d'interdire les CDS "à nu" sur dette souveraine, certains pays redoutant un choc de liquidité sur les marchés obligataires.

A l'insistance de la Grande-Bretagne, les Etats disposeront finalement de dérogations nationales en cas d'apparition de signes de tensions sur ces marchés.

Ces derniers devront toutefois transmettre des "éléments objectifs" et une analyse détaillée à l'Esma, qui aura 24 heures pour rendre une décision publique sur le bien-fondé de cette dérogation.

"L'Esma n'a pas de pouvoir d'imposer sa décision mais on a une pression politique qui va s'exercer et une pression juridique si le texte n'est pas respecté", a dit le rapporteur du texte au Parlement européen, l'eurodéputé vert Pascal Canfin.

Au nom de la Commission européenne, Michel Barnier s'est félicité d'un accord ambitieux, "qui renforce la stabilité financière et renforce le marché unique des marchés financiers".

Il sera ensuite publié au journal officiel de l'UE et commencera à produire immédiatement des effets pour les nouveaux contrats, même si son application pleine et entière devra attendre le 1er novembre 2012.(Reuters 18.10)

Tu parles, d'ici là l'économie mondiale a le temps de s'effondrer ! Ils donnent aussi le temps aux spéculateurs de s'organiser pour contourner ces mesures.

Questions complémentaires :

1- Comment des "signes de tensions sur ces marchés" pourraient-elles apparaître une fois les spéculateurs mis au pas ? Etrange, non ? A moins qu'ils ne le soient pas (mis au pas) !

2- Ne sera-t-il pas déjà trop tard pour agir lorsque ces "signes de tensions sur ces marchés" apparaîtront ? C'est quand le corps se couvre de petits boutons rouges qu'on se rend compte qu'on a la rougeole, on ne peut pas empêcher qu'ils se propagent sur tout le corps, il est trop tard pour agir, on a été incapable de l'éviter et il ne reste plus qu'à en subir les conséquences et traiter le mal (les conséquences) comme on peut, par exemple par l'intermédiaire des banques centrales, la planche à billets, etc.

3- L'Esma n'ayant "pas de pouvoir d'imposer sa décision" et les Etats étant libres de déroger aux mesures qu'elles préconisent, on ne voit pas trop ce que cela va changer.

2- Espagne

Moody's a abaissé mardi la note souveraine de l'Espagne de deux crans, de Aa2 à A1, avec perspective négative, jugeant que le pays restait vulnérable aux tensions de marché. (Reuters 18.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 20 octobre

CAUSERIE

Pour ne pas allourdir la page d'accueil du site, j'ai remplacé les deux articles suivants *La crise de la zone euro ralentit l'Europe de l'Est.* et *Joseph Stiglitz: "L'austérité ne marchera pas"*, que vous trouverez au format pdf dans la rubrique économie, par deux autres articles d'actualité sur les banques et Mayotte.

Une précision et deux rectificatifs

Commençons par la précision.

Il y a quelques jours je donnais à chaud à peine l'information diffusée, une interprétation de l'échange entre le soldat israélien Shalit et 1028 prisonniers palestiniens. Elle est confirmée.

D'un côté du mur de la honte : Titre de Lexpress.fr du 19 octobre : *Gilad Shalit: "L'accord d'échange est une bouée de sauvetage pour le Hamas"*.

De l'autre côté : Benjamin Netanyahu en difficulté sur le plan social : *"Pour le quotidien de centre gauche Haaretz, cet événement n'aurait peut-être pas eu lieu sans la mobilisation sociale sans précédent de l'été dernier."*

Poursuivons par les rectificatifs.

1- Dans une précédente causerie j'avais fait coïncider à la même date le début de la Ve République et la première élection du président de la République, j'ai depuis corrigé mais je voulais le préciser aux lecteurs, c'était une erreur la Constitution a été adoptée en 1958 et la première élection du locataire du Palais a eu lieu en 1962.

2- Suite à la lecture de l'intervention de Schivardi au congrès du POI le 2 octobre reproduite dans le n°169 page 10 d'*Informations ouvrières*, on était fondé à en conclure qu'il avait décidé de quitter ce parti, et bien pas du tout puisque dans le n° 171 page 9 de l'hebdomadaire du POI on peut lire qu'il est intervenu dans meeting le 12 octobre en tant que secrétaire national du POI *"Outre les deux secrétaires nationaux, Gérard Schivardi et Daniel Gluckstein"*. Avait-il l'intention de le faire, a-t-il été convaincu de rester, on s'en fout vous me direz.

Pour rappel, et pour qu'on ne puisse pas nous faire passer pour de vulgaires manipulateurs, je précise que plusieurs camarades avaient tiré les mêmes conclusions que moi à la lecture de son intervention au congrès du POI qui était très claire, voici ce qu'il avait dit :

"Je terminerai mon intervention en vous remerciant. Je viens de passer cinq années enrichissantes sur le plan des idées, sur le plan personnel", et plus loin *"j'espère que le POI continuera de vivre et de se développer. Nul n'est indispensable"*, formule qui voulait dire désormais vous vous passerez de moi, et qu'on ne vienne pas nous raconter qu'il avait *"un train à prendre"* (Gluckstein) pour expliquer son absence à la conférence de presse qui devait suivre ce congrès et que nous ne saurions pas lire.

Quand le POI légitime l'existence du Sénat

On a appris (IO n°171 page 8) qu'en plus d'un rendez-vous avec Sarkozy dont le POI est à l'initiative, il s'apprête à se rendre au Sénat, institution caractérisée hier encore d'antidémocratique car non élue au suffrage universelle, mais comme depuis le PS et ses satellites y ont la majorité absolue, miraculeusement cette auguste institution est devenue fréquentable, à part cela le POI serait un parti indépendant, on se demande bien de quoi, devinez.

Il est écrit à propos de la réforme des collectivités territoriales : *"Une autre délégation se rendra au Sénat : « Vous avez la majorité, abrogez la loi ! »"* en direction des sénateurs du PS et ses alliés.

Un consensus qui en vaut bien un autre.

Extrait de L'éditorial de Jean-Claude Mailly, daté du mercredi 19 octobre 2011

"La situation économique et sociale a été passée au crible et le CCN a adopté, à l'unanimité, une résolution centrée sur les questions d'actualité et définissant le comportement de la Confédération pour les mois à venir." Je précise que cette résolution a été adoptée lors du Comité confédéral national (CCN) de FO qui a eu lieu à Paris les 13 et 14 octobre 2011. J'ai cherché l'intégralité de cette résolution sur le portail national de FO, elle n'y figure pas, il faudra donc se contenter de ce que Mailly nous en dit.

Et que nous dit-il plus loin ? "... cette résolution rappelle que la crise est une crise du système capitaliste appelant de nouvelles règles internationales, une réorientation importante des modalités de la construction européenne et des décisions tout aussi importantes au niveau national.", donc dans le cadre de l'Union européenne telle qu'elle existe (et de l'ONU, du G20), et les cadres ou dirigeants du POI présents à la direction confédérale nationale de FO ont voté cela. Les militants du POI apprécieront sans doute une nouvelle fois le double langage de leurs dirigeants.

J'ai lu attentivement les pages 2 et 3 du n°171 d'*Informations ouvrières* consacrées à la situation en Grèce et au Portugal. Il n'y figure aucune analyse politique, le POI ne propose aucune perspective politique aux travailleurs, il se contente de commenter l'actualité comme le font les journalistes des médias nationaux, Libération, Le Monde ou Le Figaro notamment. Dès lors quel intérêt y aurait-il à mettre ces pages en ligne ? Absolument aucun.

Faut-il en rire ou en pleurer ? Quelle bande de cyniques manipulateurs !

- "Depuis dimanche, les choses sont plus claires: à gauche, il y a un PS qui assume son social-libéralisme et puis le Front de gauche", a résumé hier Eric Coquerel, secrétaire national du parti de gauche, lors de l'inauguration du local de campagne du candidat du Front de gauche. (source : lexpress.fr 19.10)

Parce que les choses n'étaient pas parfaitement "claires" un jour auparavant, sur les réelles intentions du PS, ben voyons ! On serait tenté de dire que pour ces gens-là les choses sont "claires" quand cela les arrange... et s'obscurcissent aussi vite, mais là ils préfèrent garder le silence !

Pour comprendre quelque chose au double jeu et langage des uns et des autres, c'est dans les non-dits qu'il faut chercher, ce qui requière certaines qualités que la plupart des militants ne maîtrisent pas, encore moins le travailleur lambda, ou d'avoir en permanence à l'esprit certains facteurs pour analyser (dialectiquement) un fait ou la situation, ce qui est rarement le cas, d'où la facilité à les manipuler.

A part les petits-bourgeois qui ne supportent pas de voir remis en cause leur petit confort matériel, les ignares et les crédules qui semble-t-il sont de moins en moins nombreux à espérer quoi que ce soit du PS, la majorité n'en attendant plus rien depuis des lustres ou sinon quelques miettes, ce qui n'est manifestement pas le cas du Front de gauche incapable de rompre le cordon ombilical avec le PS. Le Front de gauche fait plutôt partie de la première catégorie, son fond de commerce en somme, c'est ce que confirme ici les illusions que leurs dirigeants plaçaient encore hier dans le PS... et demain assurément, vous aurez deviné facilement pourquoi sans qu'on vous fasse un dessin. Et s'il devait en être autrement, que le candidat du Front de gauche n'appelle pas à voter Hollande lors du second tour de la présidentielle, il éclaterait, car le PCF n'accepterait jamais de perdre encore des élus lors des législatives qui suivront. On en reparlera le moment venu.

Tartufferies

Ceux qui dénoncent le "*capitalisme libéral*" (les altermondialistes) ou qui prétendent s'attaquer au "*capitalisme financiarisé et mondialisé*" (le Front de gauche), qui prétendent "*mettre sous tutelle*" les banques. (PS - Montebourg) par ces formules qui se veulent radicales, masquent en réalité leur refus de rompre avec le capitalisme, de s'attaquer aux fondements du capitalisme.

Même s'ils s'attaquaient à la dictature de l'aristocratie financière, est-ce que cela changerait fondamentalement quelque chose pour les travailleurs ? C'est ce qu'on voudrait nous faire croire. Mais nous ne sommes pas dupes, si nos souvenirs sont bons, du début ou de la première moitié du XIXe siècle jusqu'au début du XXe, lorsque le capitalisme était encore dans sa phase ascendante, c'était encore la production industrielle qui dominait au sein du capitalisme mondial. Or à cette époque le prolétariat subissait des conditions de travail et d'existence épouvantables, misérables. L'accumulation rapide du capital accéléra la fusion (concentration) du capitalisme industriel et financier pour donner naissance à l'impérialisme, les modestes ateliers cédèrent la place aux manufactures, qui à leur tour donnèrent naissance aux trusts, puis aux multinationales, aux holdings, étendant leur pouvoir de l'extraction des matières premières jusqu'aux services financiers, couvrant et contrôlant ainsi la totalité du marché, de l'économie, sans oublier les Etats de nos jours.

Ainsi, ils contrôlent la totalité de la chaîne du capital, de la production de marchandises jusqu'au financement de leurs clients en passant par la commercialisation de ces marchandises. Il suffit donc qu'un maillon de cette chaîne se grippe pour que la machine s'enraie. Ils peuvent organiser la pénurie de matières premières ou procéder au lock-out, réduire la production, délocaliser, ensuite ils peuvent faire flamber les prix (et les taux d'intérêt) par le biais de la spéculation boursière, enfin ils peuvent décider de fermer le robinet du crédit. Rien de plus facile pour eux que d'orchestrer la faillite d'une entreprise et de la société toute entière pour parvenir à leur fin et d'accuser le gouvernement en place d'en être le responsable.

Quand le gouvernement de Front populaire décida d'augmenter les salaires de 30%, au cours des mois qui suivirent les prix flambèrent à tel point que cette augmentation avait été pour ainsi dire annulée, puis Blum en désespoir de cause dut se résigner à dévaluer la monnaie... de 30%, donc à l'arrivée les travailleurs se retrouvèrent encore plus misérables qu'avant l'arrivée au pouvoir du Front populaire...

Ces messieurs du Front de gauche auraient-il une mauvaise mémoire ou une mémoire sélective par hasard ?

Sans l'expropriation des banquiers et des institutions financières, des compagnies d'assurance et les quelque 2 000 entreprises que compte le pays, ce qui revient en fait à nationaliser ou socialiser des centaines de milliers d'entreprises si l'on compte les sous-traitants de ces grandes entreprises, certaines en comptent une centaine ou davantage (Renault, Airbus, etc.), et sans abolir les institutions politiques qui servent à justifier, légitimer et défendre l'existence de la propriété privée des moyens de production et d'échange, nous n'avancerons jamais sur la voie de l'émancipation du capital, sur la voie du socialisme.

On peut ajouter à la liste des charlatans cités plus haut, ceux qui estiment qu'il suffirait de revenir à la situation antérieure à la réforme des statuts de la Banque de France réalisée en 1973 par Pompidou, pour nager demain dans le bonheur, car il serait alors possible d'en finir avec la dette de l'Etat qui plombe ses budgets sociaux et servent de prétexte à l'austérité, etc.

Par un tour de passe-passe dont les opportunistes de tous poils ont le secret, on voudrait nous faire croire que si l'Etat empruntait à la Banque de France à 0% d'intérêt, il ne s'agirait plus d'une dette à rembourser, par un coup de baguette magique il serait possible de décréter qu'en procédant de la sorte les millions de chômeurs retrouveraient un emploi, la demande augmenterait, donc la production suivrait ainsi que la consommation, et tout cela sans tenir compte de l'environnement du marché mondial dont les opérateurs garderont les yeux rivés sur un seul indicateur, leur profit.

Ajoutons que la France importe la plus grande partie des matières premières dont elle a besoin pour faire tourner ses usines, que le gouvernement quel qu'il soit n'a aucune emprise sur le cours de ces matières premières, et que toute mesure sociale qui aurait pour conséquence une augmentation du coût du travail pénaliserait ses entreprises sur le marché mondial qui perdraient en compétitivité et du même coup des parts de marché.

D'où la nécessité impérieuse de réorganiser l'ensemble de la production, de mettre fin à l'anarchie qui y règne, donc d'exproprier les propriétaires ou les actionnaires des grandes entreprises, d'instaurer le contrôle du commerce extérieur par l'Etat, etc. pour tenter de retarder au maximum le moment où l'ensemble de l'économie du pays se retrouvera étranglée par le marché mondial dominé par le capitalisme, ne pouvant que compter sur la prise du pouvoir par les travailleurs dans d'autres pays développés pour espérer s'en sortir, ce scénario n'étant valable bien sûr que dans le cas d'une révolution socialiste en France et non une "*révolution citoyenne*" ou par les "*urnes*" qui ne changera absolument rien aux rapports de domination de classes, la classe des capitalistes conservant le pouvoir, le programme du Front de gauche.

Tous ces beaux discours tiennent la route face à des travailleurs ou des militants qui n'ont pas vécu cette époque merveilleuse (avant 1973) ou qui en ignore tout ou encore qui ne sont pas issus des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, mais je peux vous assurer pour l'avoir connue et pour être issu justement de ces couches, qu'on avait toutes les peines du monde à survivre, exactement comme aujourd'hui ou pire encore, car à cette époque il n'existait pas une ribambelle d'associations pour vous filer à bouffer gratuitement ou vous distribuer des fringues, etc.

En aparté.

Mon père était menuisier sur les chantiers, ma mère avait subi une opération de la colonne vertébrale et ne pouvait pas travailler, et j'ai deux soeurs (14 et 5 ans) qui étaient scolarisées, j'ajouterai que nous étions logés gratuitement par un de mes oncles dans une ancienne maison en bois que mon père avait retapé. C'était ma grand-mère maternelle, qui faisait les marchés, qui nous nourrissait en partie, et c'était à ma tante Madeleine qui habitait à cent mètres de chez nous, que ma mère allait emprunter quelques dizaines de francs presque chaque fin de mois en attendant que la paie de mon père soit virée sur son compte pour acheter du pain, du lait et quelques bricoles indispensables, mais surtout pour mettre de l'essence dans le réservoir de la bagnole de mon père pour qu'il puisse aller travailler. Il bossait à une centaine de kilomètres aller et retour, et dans le coffre il y avait tous ses outils, au bas mot cela devait peser une centaine de kilos, outils et machines qu'il avait payés de sa poche je précise, donc aller travailler en voiture n'était pas un luxe, il n'avait pas le choix : pas de bagnoles, pas d'outils égale pas de boulot, voilà la condition d'un ouvrier en 1973. Et je précise encore, que je n'ai jamais vu mes parents aller au cinéma, au restaurant, je me suis même demandé quand ils s'achetaient des vêtements, à part les bleus de travail de mon père qu'il fallait bien changer quand ils n'en pouvaient plus, je n'en ai pas souvenir. Quant aux vacances, en camping évidemment.

Nationaliser les banques, en soi cela ne changerait absolument rien à la condition ouvrière, sauf à la marge.

Il faut encore ajouter quelque chose. Si l'Etat n'était plus endetté, il pourrait mieux rémunérer les fonctionnaires ou leur condition s'améliorerait... C'est ce que certains pourraient croire ou à qui on veut le faire croire, mais c'est en réalité une arnaque qui vaut bien celle des auteurs de cette dette, car je me souviens parfaitement que lorsqu'on m'a proposé de rentrer dans la fonction publique, j'ai refusé à l'époque, et vous savez sur quel critère j'ai basé ma décision, le salaire qui était encore plus bas

que dans le privé, où en se débrouillant bien on pouvait trouver un boulot mieux payé et espérer être mieux payé assez rapidement par la suite, ce qui se produisit effectivement, depuis les choses se sont inversées, pas pour tous les fonctionnaires, comparez quand avec même les conditions d'embauche dans le secteur privé.

J'ai pris l'exemple des banques, on pourrait prendre celui de l'impôt sur les bénéfices des entreprises ou d'autres encore et on parviendrait exactement à la même conclusion. Par an, quelques 195 milliards d'euros sont passés de la poche du travail dans celle du capital en quelques décennies. Certes, mais avant, vivions-nous mieux qu'aujourd'hui ? Certaines couches du prolétariat sans aucun doute, mais les millions de travailleurs et leurs familles qui appartenaient aux couches les plus défavorisées, elles vivaient aussi mal ou plus mal qu'aujourd'hui.

L'objectif de notre combat est-t-il d'obtenir des miettes que demain on nous reprendra ou de porter un coup fatal au système d'exploitation capitaliste ? La question est-elle de reproduire les schémas d'autrefois qui ont finalement conduit à la situation actuelle ? Réforme sociale ou révolution ? Choisir le camp de la réforme sociale signifierait que le capitalisme aurait encore un rôle progressif à jouer, qui peut croire encore pareille baliverne ? Uniquement ceux qui ont intérêt au maintien en place du capitalisme, qui en vivent bien ou qui ne doivent leur survie politique qu'à ce régime, mais certainement pas les travailleurs toutes couches confondues.

Un dernier mot.

En regardant hier soir un magazine de France2 diffusé sur TV5Monde Asie quelques semaines plus tard, *Palestine, un Etat est-il encore possible ?*, cela m'a inspiré plusieurs réflexions.

Tout d'abord, la réponse à cette question est évidemment non, j'avais eu la faiblesse d'espérer le contraire avec certes des réserves en ne considérant que la situation dramatique de la population de Gaza et des réfugiés palestiniens au Liban, c'était une erreur ; je l'avais corrigée dernièrement en précisant qu'économiquement et politiquement un Etat palestinien n'était pas viable, puisque déjà la survie des territoires palestiniens dépendait des subventions que lui versent l'impérialisme américain, l'Etat israélien et l'UE. Toute la politique de l'Etat israélien jusque dans les moindres détails consiste à convaincre les Palestiniens à quitter leur maison ou leur terre, à s'exiler, mais pour aller vivre où ?

Ensuite, dans ce magazine on a vu le lobbying sioniste à l'oeuvre aux Etats-Unis. Ils représentent 1,75% des électeurs, mais ils parviennent à influencer et dicter la politique américaine au Moyen-Orient, ils sont aidés en cela par les évangélistes sionistes qui seraient 40 millions dans ce pays. Quoi qu'il en soit, il constitue une minorité, alors comment s'y prennent-ils, au-delà de la richesse qu'elle brasse et du contrôle qu'elle exerce sur les médias pour entraîner la majorité des Américains derrière eux ?

J'en suis arrivé à la déduction suivante, qu'il suffisait d'avoir dans sa poche de manière stable 20 ou 25% de l'électorat pour entraîner les 30 ou 25% manquants et faire une majorité ou obtenir l'adhésion à une politique une grande partie de la population, sur laquelle s'appuyer ensuite pour la légitimer, tenant compte qu'une partie de la population n'a pas d'idées fondées sur la plupart des questions qui lui sont soumises. En réalité, il en leur faut moins que 30 ou 25%, car c'est parmi les couches les plus arriérées politiquement de la société, qui n'appartiennent pas forcément aux couches les plus défavorisées de la société, et qui justement n'ont aucune idée sur bon nombre de questions, qui influencées plus que d'autres par la formidable force d'inertie que représente le poids du passé (et les idées reçues) où la société elle-même, adopteront spontanément la position réputée être la plus répandue sans que cela corresponde forcément à la réalité, la propagande des partis institutionnels et des médias contribuant à les convaincre sans qu'elles ne s'en aperçoivent.

LES INFOS EN BREF

Politique

France

Selon le Spiegel, la France veut vendre à la Grèce des frégates et proposerait au pays surendetté un tarif préférentiel et un délai de paiement.

Il s'agit de deux à quatre frégates furtives du groupe d'armement naval DCNS qui seraient vendues avec une remise de 100 millions d'euros si Athènes décide de les garder au bout de cinq ans. Dans le cas contraire, la Grèce devrait les rendre à la marine française.

Les concurrents allemands du constructeur français, qui ont tenté pendant des années de remporter ce contrat, critiquent cet accord. Dans un courrier au gouvernement allemand, un dirigeant du groupe ThyssenKrupp déplore que l'achat des frégates soit en partie financé par les contribuables allemands, car, selon lui, la Grèce, dépendante de l'aide du FMI et de l'UE, pourrait devoir restructurer sa dette.

Selon un document interne de Thyssen, le contrat pourrait aussi violer les règles européennes sur les subventions et les achats publics. Thyssen a refusé de faire un commentaire sur le sujet. (lemonde.fr 19.10)

Commentaire d'un internaute.

- "Et avec quoi ils vont les payer les frégates ?

- Ben, avec les sous qu'on va leur prêter, que t'es bête..

- Les sous qu'on a empruntés pour pouvoir leur prêter ?"

Social

France

Dans un e-mail adressé à tous, envoyé mercredi après-midi, Jean Lesieur, directeur de la rédaction de France 24, annonce qu'il quitte ses fonctions à la suite d'un différend avec la direction de la société de l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF, maison-mère) au sujet des augmentations de salaire des journalistes. Alain de Pouzilhac, patron de l'AEF, est particulièrement visé par ce coup de sang.

Lesieur accuse Pouzilhac de vouloir "*opposer une partie de la rédaction à une autre*". "*Je refuse de me prêter à des manoeuvres perverses qui m'empêcheraient de maintenir la cohésion de la rédaction et de récompenser comme ils le méritent tous ceux qui font de France 24 ce qu'elle est*".

Pouzilhac et Lesieur s'étaient montrés solidaires au moment des turbulences avec Christine Ockrent. Cette fois, pour Lesieur, c'en est trop. Le patron de la rédaction estime que le "*lien*" entre eux est "*cassé*". Il dénonce l'attitude "*fermée, hostile, méprisante*" de Pouzilhac à son égard.

Le matin même, Pouzilhac avait rappelé, par mail, à Jean Lesieur que l'enveloppe des augmentations de salaire, proposée par le DRH, ne serait pas extensible et qu'aucun dépassement ne serait toléré. Jean Lesieur avait, a priori, obtenu des promesses que Pouzilhac disait ne plus être en mesure de tenir. D'où le clash. En prenant la défense du pouvoir d'achat de ses journalistes, Jean Lesieur, 62 ans, décide de "*tomber à gauche*", comme on le disait jadis des gouvernements sous la IIIe et la IVe République. (lepoint.fr 19.10)

Il y a pire comme chute, celle d'un monarque aux petits pieds ou du régime par exemple !

Grèce

En Grèce, plus de 125.000 personnes selon la police (100.000 à Athènes et 15.000 à Thessalonique) ont défilé dans les rues des grandes villes pour protester contre un nouveau train de mesures d'austérité imposé par le gouvernement.

La mobilisation pour cette cinquième grève générale de l'année a atteint un niveau record: transports, écoles, musées et secteur public étaient paralysés, mais aussi commerces, taxis et autres entreprises privées.

Tous les secteurs, des dentistes aux avocats en passant par les enseignants, ont décidé d'arrêter le travail pour manifester avant le vote de jeudi au Parlement et le sommet européen de dimanche sur la crise de la dette dans la zone euro.

La Grèce livre "*la bataille des batailles*", a lancé le ministre des Finances Evángelos Vénizélos en ouvrant les débats dans un parlement encerclé par une marée de contestataires.

Le projet de loi sur les nouvelles mesures d'austérité a été adopté dans la soirée par le Parlement grec lors d'un premier vote "sur le principe".

Sur les 295 députés présents, 154 députés du Pasok, le parti socialiste au pouvoir, ont voté en faveur du projet, dicté par les créanciers du pays, Union européenne et Fonds monétaire international. Tous les partis de l'opposition, 141 députés présents, ont voté contre.

Un second vote définitif est prévu jeudi soir. (liberation.fr et AP 19.10)

Portugal

La plus importante centrale syndicale portugaise a lancé mercredi un appel à la grève générale le 24 novembre pour protester contre la cure d'austérité présentée par le gouvernement de centre droit.

L'autre grande centrale portugaise, l'UGT, devrait également donner son accord pour organiser la journée de protestation le 24 novembre, un an après la dernière grève générale dans le pays.

Le chômage atteint 12,1% de la population active au Portugal, le taux le plus élevé depuis les années 1980. Il devrait grimper à 13,5% l'an prochain, d'après les prévisions du gouvernement. (Reuters 19.10)

Donc dans cinq semaines, pourquoi pas au printemps prochain ! Les dirigeants de ces syndicats vont tout faire pour tenter de casser la mobilisation des travailleurs portugais qui s'est exprimé samedi derniers quand plus de 40 000 ont manifesté dans les rues de Lisbonne et Porto.

Economie

Zone euro

A quatre jours du sommet européen, les contacts se multipliaient entre les capitales, pour tenter d'enrayer la contagion de la crise de la dette dans la zone euro, au moment où les agences de notation financière s'attaquent à l'Italie, la France et l'Espagne.

Selon une source diplomatique à Bruxelles, les pourparlers en cours visent à porter la capacité d'intervention du Fonds de soutien européen (FESF) pour les pays en difficulté à entre 1.000 et 2.000 milliards d'euros.

Ces discussions se déroulent sur fond de détérioration de la conjoncture économique: l'Allemagne a ainsi ramené à 1% ses prévisions de croissance pour l'an prochain alors que la première économie européenne tablait précédemment sur 1,8%.

Face à la propagation de la crise, le sommet européen de dimanche s'annonce décisif. Outre l'augmentation des capacités de prêt du FESF, l'Union européenne pourrait décider d'une nouvelle dépréciation des titres de la dette grecque détenus par les banques, plus importante que celle décidée le 21 juillet. (liberation.fr 19.10)

Allemagne

Le gouvernement allemand s'apprête à réduire quasiment de moitié sa prévision de croissance pour le pays, apprend-on mercredi au sein de la coalition au pouvoir.

D'après ces sources, le ministre allemand de l'Economie Philipp Rösler pourrait réviser sa précédente projection d'une croissance de 1,8% en 2012 à environ 1,0%, tout en abaissant sa prévision de croissance pour 2011 de 3% à 2,9%.

Le gouvernement doit dévoiler jeudi ses nouvelles projections de croissance, sur fond de craintes que la première économie de la zone euro ne ralentisse brutalement en raison notamment de la crise de la dette qui secoue la région.

Avec une telle révision, le gouvernement se rapprocherait des prévisions de croissances des principaux instituts économiques du pays, qui ont réduit la semaine dernière leurs prévisions de croissance à tout juste 0,8% pour 2012, après 2,9% cette année.

La Chambre de commerce et d'industrie allemande DIHK a de son côté estimé que les taux de croissance de l'Allemagne pourraient glisser en territoire négatif en 2012 sans qu'il y ait pour autant une récession.

Elle précise que le troisième trimestre 2011 pourrait réserver une bonne surprise mais que le dernier trimestre ainsi que le premier de 2012 pourraient montrer un recul du PIB.

En 2010, l'Allemagne a enregistré une croissance de 3,6% et faisait partie des économies industrialisées les plus performantes depuis la fin de la crise, soutenue par une forte demande pour ses exportations provenant notamment de Chine. (Reuters 19.10)

Etats-Unis

L'économie américaine a poursuivi sa croissance sur un rythme lent en septembre, mais ses perspectives semblent s'assombrir, estime la Réserve fédérale dans son "Livre beige" publié mercredi.

La note de conjoncture de la Fed est fondée sur des données recueillies avant le 7 octobre et traite de toutes les

conditions économiques dans les 12 districts de la Fed, qui couvrent l'ensemble des Etats-Unis. (Reuters 19.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 21 octobre

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Sarkozy ou la relève de Pasqua, chef d'un gang mafieux à la tête de l'Etat.

Joëlle Ceccaldi-Raynaud, députée-maire UMP de Puteaux et ex-suppléante de Sarkozy, est accusée par son père d'avoir touché des pots-de-vin en marge d'un appel d'offres en 2001, selon le Canard enchaîné.

Et une affaire de plus. Cette fois-ci dans les Hauts-de-Seine, terre électorale de Nicolas Sarkozy.

Le juge d'instruction de Nanterre Richard Palain enquête depuis plusieurs mois sur la concession en 2001 de l'immense chaufferie qui alimente le quartier de la Défense (Hauts-de-Seine) à la société Enerpart, créée pour l'occasion par trois associés Jean Bonnefont, ex-dirigeant de Charbonnage de France, Bernard Forterre ex-dirigeant de Vivendi et Laurent Gimel.

Dans cette affaire, c'est le père de l'élue, l'ex-sénateur-maire UMP de Puteaux, Charles Ceccaldi-Raynaud, président du syndicat intercommunal au moment des faits, qui trinque d'abord. Il est soupçonné d'avoir touché 5 millions de francs (762 000 euros) de pots-de-vin. Il est mis en examen en 2007 pour "*favoritisme, recel d'abus de biens sociaux et corruption passive*". Mais pour se défendre, l'ancien élu accuse sa fille, vice-présidente du syndicat intercommunal en 2001, d'avoir touché cet argent, puis de l'avoir caché au Luxembourg.

Toujours selon le Canard enchaîné, les résultats de la commission rogatoire du juge montre que Joëlle Ceccaldi-Raynaud a ouvert en 1996 un compte au sein de la banque privée Edmond de Rothschild, à Luxembourg. Ce compte, au nom d'une société écran domiciliée dans un paradis fiscal, aurait reçu plusieurs sommes d'argent par virement ou en liquide jusqu'à compter plus de quatre millions d'euros en 2005. Après avoir été placé au nom des enfants du député-maire en 2004, "*le compte a été subitement clos en avril 2009 et transféré vers une destination inconnue*". Le pactole disparaît, au moment exact où Charles Ceccaldi-Raynaud révèle au juge d'instruction l'existence des avoirs de sa fille.

Celle qui a hérité du siège de député de la 6^{ème} circonscription des Hauts-de-Seine (Neuilly et Puteaux) après avoir été la suppléante de Nicolas Sarkozy entre 1996 et 2007, réfute les accusations du journal. Elle a annoncé qu'elle allait porter plainte pour "*dénonciation calomnieuse*" en précisant: "*Sur le fond et pour conclure, les faits évoqués dans l'article ont été largement expliqués au juge d'instruction qui n'a pas remis en cause leur caractère purement privé et non délictuel*".

Entendue donc comme témoin assisté le 1^{er} août dernier, Joëlle Ceccaldi-Raynaud a déclaré que ces quatre millions d'euros étaient "*des fonds qui se trouvaient en Suisse et qui appartenaient à [sa] grand-mère*". Ces explications ont été contredites par le père de l'intéressé, déclaration de succession à l'appui.

La députée-maire de Puteaux est un personnage central des Hauts-de-Seine. Suppléante de Nicolas Sarkozy, elle fut également présidente de l'Epad, après le fiasco de la candidature de Jean Sarkozy, mais aussi conseillère générale des Hauts-de-Seine.

Elle risque gros dans cette affaire. Enfin, si la justice parvient à boucler l'enquête. Muté en septembre dernier, le juge Richard Palain n'a pu aller plus loin dans son enquête. Il revient donc à son successeur Philippe Courroye, connu pour ses proximités avec le chef de l'Etat, de poursuivre les investigations...

Quant à Joëlle Ceccaldi-Raynaud, elle ne manque pas de ressources, à lire le blog de son opposant MoDem Christophe Grébert. Pour être sûre qu'aucun des habitants de sa ville de Puteaux ne soit informé de l'affaire, l'élue n'aurait pas hésité à envoyer ses supporters chez tous les marchands de journaux afin de racheter tous les exemplaires du journal satyrique. (lexpress.fr 20.10)

1.2- Il n'y a pas de petits profits pour les adeptes du capitalisme

La primaire socialiste aura été une opération bénéficiaire, d'au moins 1 million d'euros, d'après le trésorier du PS, Régis Juanico. Le PS a largement couvert ses frais d'organisation, qui avaient pourtant doublé par rapport aux prévisions (près de 4 millions par rapport au 1,6 million prévu), grâce à la contribution des participants au scrutin, qui s'est chiffré à près de 5 millions d'euros.

Les recettes proviennent de la contribution d'un euro minimum demandée à chaque électeur pour voter. Au premier tour, les 2,6 millions de votants ont en réalité versé en moyenne entre 1,40 et 1,50 euro, a expliqué ce responsable.

Au second tour, certains ont reversé un euro, alors qu'ils n'étaient pas obligés de le faire, et il y a eu «*énormément*» de nouveaux votants qui, eux, devaient s'acquitter de cette somme. (liberation.fr 20.10)

Commentaire d'un internaute

- "*Quel génie celui ou celle qui a mis cela en place. On paie, on vote ! On ne paie pas, on ne vote pas ! C'est une idée de gauche et beaucoup de Français se sont faits cocufiés ! Une fois de plus ! Mais franchement, qu'est-ce qu'il faut être con pour y aller.*"

Si vous voulez, il fallait surtout être intéressé !

1.3- La République des ripous (ou avec un X)

Le chef de la sûreté départementale du Nord, le commissaire divisionnaire Jean-Christophe Lagarde, a été interpellé et placé en garde à vue, jeudi 20 octobre, par l'inspection générale de la police nationale (IGPN), "la police des polices" dans le cadre de l'enquête dite du Carlton de Lille.

Un avocat du barreau de Lille, le propriétaire du Carlton, le directeur de l'hôtel, leur chargé des relations publiques, ainsi qu'un chef d'entreprise du bâtiment, ont déjà été mis en examen pour "*proxénétisme aggravé en bande organisée*".

Concernant Jean-Christophe Lagarde, les policiers cherchent notamment à savoir s'il se trouvait aux Etats-Unis, avec Dominique Strauss-Kahn, courant mai. Par ailleurs, René Kojfer, le chargé des relations publiques du Carlton, soupçonné d'être un proxénète, a reconnu devant les enquêteurs, qu'ils avaient déjeuné ensemble, lui, Jean-Christophe Lagarde et Dominique Alderweireld, alias Dodo la Saumure.

Ce dernier est l'un des hommes clés de l'enquête menée par les juges Stéphanie Ausbart et Mathieu Vignau. Elle a des connections avec une instruction menée par les juges belges de l'arrondissement de Courtrai. Les magistrats ont en effet arrêté début octobre, en Belgique, Dominique Alderweireld, alias Dodo la Saumure, Béatrice Legrain, "Béa", sa compagne, ainsi que deux autres complices. Tous sont Français. Les juges les accusent de s'être enrichis grâce aux commissions perçues sur les passes des jeunes femmes qui travaillent dans les bars à hôtesses et autres lieux de plaisir dont ils sont les tenanciers. (lemonde.fr 20.10)

1.4- Leur morale et la nôtre. Le capitalisme est synonyme de perversion.

Dans l'affaire à tiroirs du Carlton de Lille, un couple est en garde à vue depuis mercredi. Fabrice P., 44 ans, dirige une société de matériel médical dans le Pas-de-Calais. Sa femme, Virginie D. est à la tête d'une société d'événementiel.

Le chef d'entreprise, par ailleurs très investi dans les milieux politiques et économiques de la région, est soupçonné d'avoir été le «*facilitateur*», selon l'expression d'une source judiciaire, des contacts entre Dominique Strauss-Kahn et certains membres présumés du réseau de proxénétisme. Son rôle est notamment décrit par David Roquet, mis en examen et écroué la semaine dernière.

Voici ce qu'a expliqué ce directeur d'une filiale du groupe de BTP Eiffage dans le Pas-de-Calais à propos des rendez-vous organisés à Paris: «*En fait, c'est Fabrice P. qui m'a dit qu'on avait l'occasion de déjeuner avec monsieur Strauss-Kahn et qu'il apprécierait que je ramène des copines, en fait des prostituées.*» La première «*rencontre*» aurait eu lieu en mars 2009, d'abord au restaurant L'Aventure (un club restaurant proche de l'Étoile) où les protagonistes auraient commencé à avoir des relations sexuelles avant de poursuivre leurs ébats dans un hôtel luxueux du boulevard du temple, le Murano. Deux autres rendez-vous ont lieu début et fin 2010, toujours au Murano. Le commissaire Jean-Christophe Lagarde, patron de la Sûreté départementale de Lille, en garde à vue depuis jeudi matin, aurait été de la partie.

L'une de ces scènes est ainsi décrite par le chef d'entreprise: «*Je suis allé avec Jade, une prostituée que René (René Kojfer, chargé des relations publiques du Carlton, mis en examen) m'avait fait connaître. Il y avait Fabrice et Jean-Christophe Lagarde. On s'est retrouvés à la gare et puis, à quatre, nous sommes allés sur Paris. Nous nous sommes rendus dans un hôtel, l'hôtel Murano. Nous avons mangé dans la chambre puis nous avons eu des relations sexuelles tarifées. Chacun était avec sa copine, moi j'étais avec Jade, DSK avait aussi sa copine et il y avait d'autres personnes.*»

Question: «*Est-ce que M. Strauss-Kahn a payé quelque chose?*»

- «*Non, il était invité.*»

- «*Il était invité mais il venait avec une copine?*»

- «*Oui.*»

Si les faits étaient établis, ils pourraient constituer de l'abus de bien social (ABS), et donc du recel d'ABS pour les bénéficiaires. La société de Virginie D. aurait, elle, pris en charge les billets d'avions de plusieurs déplacements à Washington auxquels auraient participé David Roquet, Jean-Christophe Lagarde et Fabrice P. Trois voyages ont été relevés par les enquêteurs: en décembre 2010, février 2011 et du 11 au 13 mai 2011, soit la veille du samedi 14 lorsque le patron du FMI sera arrêté à New York. Selon les éléments du dossier, David Roquet et Fabrice ont réglé les factures de l'hôtel. La filiale d'Eiffage, Matériaux enrobés du Nord, aurait réglé une large partie de l'addition - entre 12.000 et 15.000 euros. (lefigaro.fr 20.10)

Question : Comment les dirigeants du PS, qui n'ignoraient rien de ses frasques sexuelles, ont-ils pu malgré tout envisager sérieusement de le porter candidat à la présidentielle de 2012 ? Parce qu'ils sont tous pervertis sur un autre plan, idéologique et politique. Ils ont fermé les yeux parce qu'ils savent bien qu'ils ont les cuisses sales, excusez-moi, les mains sales.

Dernièrement un journaliste a demandé à Hollande si Strauss-Kahn ferait partie de son gouvernement s'il était élu en 2012, il a répondu non, mais apparemment Strauss-Kahn fait toujours officiellement partie du PS. Un parti qui a les dirigeants qu'il mérite !

Grèce

Le parlement grec a adopté jeudi une nouvelle et douloureuse cure d'austérité en dépit de manifestations de protestation massives et d'une grève générale qui a paralysé le pays.

Le gouvernement socialiste de George Papandreou a obtenu le soutien de 154 députés, contre 144, sur les 300 élus que compte le parlement.

Un seul député socialiste, l'ancienne ministre du Travail Louka Katseli, amie proche du Premier ministre, a refusé d'approuver une disposition du projet restreignant les négociations salariales collectives. Elle a été immédiatement exclue du groupe parlementaire socialiste.

Le texte prévoit une réduction de 20% des salaires de la fonction publique, abaisse le seuil du niveau d'imposition et autorise le licenciement des fonctionnaires.

Au moins 70.000 personnes, selon la police, presque autant que la veille, s'étaient rassemblés depuis le début de la journée sur la place Syntagma, face au parlement, avant le vote des députés.

Des affrontements ont éclaté entre des groupes de jeunes cagoulés et des manifestants rassemblés derrière la bannière du PAME, le syndicat communiste qui privilégie les rassemblements organisés et pacifiques.

"*C'était une attaque préméditée*", a déclaré le chef de file du Parti communiste Aleka Papatrifa, accusant les groupes de casseurs de servir les intérêts de "*mécanismes spécifiques*".

Au moins 74 personnes ont été hospitalisées pour des blessures et un homme est décédé d'une crise cardiaque en marge de la manifestation. Les autorités ont déclaré qu'il n'avait pas été blessé dans les incidents.

S'il a accepté de voter, l'un des députés dissidents du Pasok Vasso Papandreou a déclaré que ce serait "*la dernière fois*".

"*Trop c'est trop, la société désespère*", a-t-il dit.

Les observateurs s'attendent à voir la rue continuer à manifester son mécontentement, les Grecs ayant le sentiment que la cure d'austérité exigée touche les plus démunis sans affecter les fraudeurs et les hommes politiques jugés corrompus.

"*Les gens ont adressé mercredi le message que la limite a été atteinte, qu'ils ne peuvent pas supporter plus d'austérité*", dit Theodore Coulombis du cercle de réflexion Eliamep. "*Toutefois, ce genre de manifestations ne pourra pas renverser le gouvernement. Je ne vois pas ça se produire maintenant*".

La grève générale de deux jours est l'une des plus importantes depuis le début de la crise de la dette en Grèce, il y a deux ans. Mercredi, 100.000 personnes au moins ont défilé dans les rues d'Athènes.

Un porte-parole du syndicat GSEE représentant le secteur privé a reconnu que le nombre de grévistes avait quelque peu diminué jeudi, un certain nombre d'employés ne pouvant se permettre de perdre une seconde journée de salaire.

Les magasins ont rouvert mais les ministères, les écoles et d'autres bâtiments publics sont restés fermés. Les services de transport et les hôpitaux ont fonctionné à minima. (Reuters 20.10)

Aux infos du soir sur TV5Monde Asie, j'ai entendu les manifestants interviewés disant : "*dehors le gouvernement*", "*dehors Papandréou*"...

Libye

Mouammar Kadhafi était encore vivant lors de sa capture près de Syrte. Dans la vidéo, filmée par un spectateur présent au milieu de la foule, on distingue Mouammar Kadhafi tiré hors du capot d'un véhicule et jeté par terre en étant tiré par les cheveux.

"*Laissez-le en vie ! Laissez-le en vie !*" crie une voix. Puis, on entend des coups de feu. Dans le chaos, les images changent alors de plan et ne filment plus l'ancien leader libyen. D'autres coups retentissent alors.

"*Ils (les soldats) l'ont capturé vivant et alors qu'il allait être transporté, ils l'ont tabassé et ensuite ils l'ont tué*", a confié une source haut placée du Conseil national de transition (CNT) à Reuters.

Ces images semblent contredire la version officielle du gouvernement libyen.

Mahmoud Djibril, chef du gouvernement du CNT, a expliqué que Mouammar Kadhafi était mort d'une blessure par balle à la tête reçue lors d'une fusillade entre ses gardes et les soldats pro-gouvernementaux.

"*Le véhicule, quand il s'est mis en route, a été pris dans une fusillade entre les révolutionnaires et les forces de Kadhafi qui a été touché d'une balle dans la tête*", a déclaré Djibril lors d'une conférence de presse à Tripoli, lisant le rapport d'un médecin légiste.

"*Le médecin légiste ne peut dire si la balle venait des révolutionnaires ou des forces de Kadhafi*", a-t-il ajouté. (Reuters 20.10)

Ils l'ont exécuté pour éviter un procès, au cours duquel il aurait pu être trop bavard et révéler des secrets d'Etat qui en auraient embarrassé plus d'un, à commencer par Sarkozy et Berlusconi.

Social

UE

Le maintien d'une aide européenne aux banques alimentaires et soupes populaires en Europe s'est heurté jeudi à l'opposition d'une minorité de blocage de six Etats, a constaté la présidence polonaise de l'UE en annonçant qu'elle allait continuer ses efforts pour trouver une solution.

L'enjeu des négociations était d'éviter l'an prochain une réduction drastique -de l'ordre de 80%- de ces fonds à la suite d'un arrêt de la Cour européenne de justice. Actuellement, des centaines d'organisations caritatives profitent de ce programme doté de 480 millions d'euros, dans une vingtaine d'Etats.

Jeudi à Luxembourg, l'Allemagne, la Suède, le Royaume-Uni, le Danemark, la République tchèque et les Pays-Bas ont maintenu leur opposition à ce que les fonds, tirés du budget agricole, soient utilisés à des fins de politique sociale. (liberation.fr 20.10)

Le Luxembourg, un paradis fiscal préférerait que les pauvres crèvent de faim, normal.

2- France

2.1- Les sommets de l'Ecureuil.

Certains dirigeants de l'Ecureuil ne connaissent pas la crise. Le Parisien.fr s'est procuré un tract du syndicat Sud du groupe Banques Populaires-Caisses d'épargne (BPCE) qui dévoile la rémunération annuelle de 9 des 17 patrons des caisses locales.

Le mieux loti est celui d'Ile-de-France avec 435.000 euros par an. En queue de peloton, on retrouve le responsable des régions Auvergne-Limousin qui émarge à 245.000 euros. Entre les deux, citons le président pour la Bretagne et les Pays de Loire (320.000 euros) ou encore celui de l'Alsace (260.000 euros).

A cela s'ajoutent des rémunérations variables représentant plus de 50% de la partie fixe, précise le site qui a pu confirmer toutes les données avancées par Sud. (20minutes.fr 20.10)

2.2- C'est encore trop !

Selon «*les dernières données, qui portent sur l'impôt payé cette année au titre des revenus 2010*», citées par Les Echos, près de 5000 hauts revenus ont effacé totalement leur impôt cette année.

Ainsi, 4800 ménages taxés à la dernière tranche d'imposition de 41% et qui disposent donc d'un revenu imposable de plus de 70.830 euros ont effacé leur impôt sur le revenu par le jeu des niches fiscales. Ils étaient 6497 l'an passé. Parallèlement, plus de 9000 foyers fiscaux ont réduit leur impôt entre 70% et 100%, selon le rapport sur le budget 2012 de Gilles Carrez cité par le quotidien.

Par ailleurs, le rapport du député constate que l'impôt est proportionnellement moindre en haut de l'échelle fiscale. Ainsi, l'an passé les ménages à la tête d'un revenu fiscal de référence de plus de 500.000 euros par part avait un taux d'imposition de 26% contre 28,5% pour ceux gagnant plus de 250.000 euros par part. L'explication est toute trouvée : les plus fortunés tirent la majorité de leur revenu de leur capital qui est moins taxés que les revenus issus des salaires.

La nouvelle taxe sur les hauts revenus devrait permettre de corriger ces inégalités. Les foyers fiscaux déclarant entre 250.000 et 500.000 euros paieront une taxe de 3% et ceux qui déclarent plus de 500.000 de 4%.

Mais les très hauts revenus devraient continuer à être proportionnellement moins taxés. Liliane Bettencourt consacre moins de 15% de ses revenus à l'impôt contre près de 30% en moyenne pour un cadre vivant de son travail. (lefigaro.fr 20.10)

2.3- Suppressions d'emplois programmées dans l'industrie pharmaceutique

L'industrie pharmaceutique devrait encore perdre des emplois en France en 2012 et 2013 car aux mesures gouvernementales pour maîtriser les dépenses de santé s'ajoute la stratégie des laboratoires pour croître dans les pays émergents, estiment des experts du secteur.

Dans les deux années à venir, "on sera entre 1.000 et 1.500 emplois industriels supprimés", déclare Christian Lajoux, le président du Leem, qui dirige aussi Sanofi France. Il y a aussi "des risques de suppressions de 1.000 à 1.500 emplois de visiteurs médicaux, assez rapidement", ajoute-t-il.

Les analystes observent de leur côté que les industriels, pour se développer dans des pays comme la Russie ou la Chine, doivent passer par l'implantation d'usines de production locale, quitte à fermer des sites identiques en France.

Les organisations syndicales soulignent quant à elles que les pertes d'emplois touchent aussi bien les visiteurs médicaux, les chercheurs ou les salariés de la production, et elles dénoncent la gourmandise des actionnaires d'un secteur pourtant plus rentable que bien d'autres.

Pfizer a annoncé en septembre la suppression de 225 postes en France, où le groupe américain emploie 1.453 personnes. Et l'allemand Merck cherche un repreneur pour son site d'Eragny-sur-Epte, au nord-ouest de Paris, ce qui menace près de 300 emplois.

Le danois Novo Nordisk s'apprêterait lui aussi à supprimer des emplois en France. De même que le laboratoire Fournier, dont le repreneur, l'américain Abbott, veut réduire les effectifs du siège social établi à Dijon.

Chez Sanofi, le poids lourd français, les organisations syndicales affirment que 4.500 emplois auront été supprimés entre fin 2008 et 2014 du fait de la fermeture ou la vente de huit sites en France.

Ipsen, qui ambitionne de tripler ses forces de ventes en Chine, veut, lui, vendre son usine de Dreux (Eure) et trouver un partenaire pour ses produits de médecine générale en France.

"Les restructurations se sont surtout illustrées par des diminutions sensibles dans les forces de vente de la visite médicale, qui sont passées de 27.000 emplois il y a quatre ans à 18.000 aujourd'hui", indique le président du Leem.

Quatrième contributeur à la balance commerciale française avec un solde positif de plus de sept milliards d'euros,

l'industrie pharmaceutique compte 106.000 salariés en France.

L'analyste chez Natixis, Béatrice Muzard, observe aussi qu'il y a une forte incitation des gouvernements à avoir des usines de production locale, "comme si c'était un permis d'exploitation".

C'est le cas en Europe de l'Est et en Chine, note-t-elle, où les grands laboratoires sont tentés de délocaliser certaines productions "pour bénéficier de la croissance de ces pays et de coûts de production inférieurs". Ce qui entraîne une restructuration de l'outil industriel. (Reuters 20.10)

Economie

1- UE.

1.1- A hue et à dia entre la Commission européenne et les chefs d'Etats.

Pour José Manuel Barroso, ça commence à bien faire. Le président de la Commission européenne est décidé à ne plus laisser les Etats européens régler la crise des dettes entre eux, de la manière laborieuse que l'on sait. Dans le discret rapport de force qui l'oppose au président du Conseil européen (rassemblant les chefs d'Etats et de gouvernement), Herman Van Rompuy, le Portugais s'efforce désormais de reprendre la main.

Depuis le début de la crise, ce sont bien les Etats, avec la Banque centrale européenne, qui occupent le devant de la scène.

Barroso a récemment décidé de passer à la contre-attaque : «*La réalité, c'est que la coopération inter-gouvernementale n'est pas suffisante pour sortir l'Europe de cette crise, avait-il déjà lancé fin septembre devant le Parlement européen. Nous avons besoin plus que jamais de l'autorité indépendante de la Commission*».

En vue du Conseil européen de ce dimanche, le président de la Commission a ainsi dégainé le 12 octobre une «*feuille de route pour la stabilité et la croissance*», détaillant plusieurs mesures à mettre en œuvre «*conjointement et le plus rapidement possible*». «*Action décisive*» sur la Grèce, «*approche coordonnée*» sur les banques européennes, construction d'une «*gouvernance économique intégrée*»... Une exhortation à l'action, qui fait, en creux, la critique de l'action des Etats face à la crise.

«*Depuis le début, chaque sommet a été centré sur un seul thème, déclare Olivier Bailly, porte-parole en France de la Commission pour les affaires économiques. Une fois le FESF, une fois l'Irlande, une fois le Portugal... José Manuel Barroso estime qu'il faut arrêter d'agir au coup par coup, et résoudre enfin l'ensemble des problèmes. Sur la Grèce, on fait des plans à court terme au risque de donner l'impression d'un manque de volonté. Il faut voir sur plusieurs années*».

Une ambition nouvelle chez le patron de la Commission, dont les détracteurs soulignent d'habitude le peu de charisme et la rapidité à s'effacer devant les Etats. «*Contrairement à d'autres, nous n'avons pas d'intérêt politique à être en visibilité permanente*», ironise-t-on à Bruxelles.

«*Il y a chez certains une tentation de renforcer le rôle du Conseil européen dans la coordination économique, pointe-t-on à la Commission. Ce serait retomber dans le système d'avant, dans le jeu intergouvernemental. On perçoit cette tentation depuis un an, un an et demi: quand c'est à Van Rompuy que l'on demande un rapport sur la réforme de la gouvernance, quand c'est lui qui est pressenti pour présider le sommet de la zone euro...*»

La Commission se félicite d'ores et déjà d'avoir, à l'issue d'une rude bataille, renforcé son pouvoir de sanction à l'encontre des Etats coupables de dérapage budgétaire. Ceux-ci devront désormais réunir une majorité qualifiée pour éviter l'amende, alors qu'une minorité de blocage suffisait dans l'ancien système. Poursuivant sur sa lancée, «*la Commission entend bien préempter le débat à venir sur la réforme des institutions, selon Frédéric Allemand. Déjà, elle s'était attachée à couper l'herbe sous le pied du comité Van Rompuy, en devançant certaines de ses propositions*».

Cela suffira-t-il à éviter que, dans le nouvel équilibre des pouvoirs au sein de l'UE, la balance ne penche plus nettement encore du côté des Etats? «*Comme je le lui ai dit en séance plénière: quel dommage qu'il n'ait pas été président de la Commission plus tôt!, ironise la députée européenne Sylvie Goulard (MoDem). Il dit aujourd'hui des choses qui vont dans la bonne direction. Mais il a longtemps été du côté des Etats: par exemple, quand il refusait de renforcer la supervision financière ou qu'il menait à l'échec la stratégie de Lisbonne*». (liberation.fr 20.10)

Vous avez bien lu, la Commission européenne est toujours en quête d'indépendance par rapport aux Etats, parce que ce sont les chefs d'Etats qui de fait dirigent l'Union européenne. Ce sont eux qui à travers l'UE sont les véritables fossoyeurs de nos acquis sociaux, des services publics, etc., ils s'en servent notamment comme bouc émissaire ou écran pour se protéger face au rejet que suscite leur politique antisociale, sachant qu'il est plus difficile pour la classe ouvrière de se rassembler et de lutter contre l'UE que de combattre le régime en place dans chaque pays.

Finalement, ceux qui axent leur combat contre l'UE au lieu de le concentrer contre les institutions nationales commettent une grave erreur stratégique.

Je reviendrai plus tard sur une info dont je n'avais pas eu connaissance, le traité européen signé le 11 juillet 2011 par les 17 ministres des Finances de la zone euro, portant sur Le Mécanisme Européen de Stabilité (MES) et permettant d'exiger de l'argent des pays membres de façon illimitée sans que les Parlements nationaux puissent s'y opposer, c'est en tout cas l'interprétation qui en a été donnée et qui reste à vérifier.

Quoi qu'il en soit, ce sont bien ministres des Finances des gouvernements de l'ensemble des pays de la zone euro qui ont signé ce nouveau traité dont apparemment personne n'a entendu parler. (lire les deux articles mis en ligne aujourd'hui dans la rubrique économie dans cette page)

1.2- A hue et à dia entre la France et l'Allemagne.

La France et l'Allemagne ont annoncé jeudi qu'il y aurait un deuxième sommet européen au plus tard mercredi 26 octobre, après celui prévu dimanche à Bruxelles, pour apporter une "*réponse globale et ambitieuse*" à la crise de la zone euro.

Ce sommet avait déjà été reporté de six jours pour permettre à la France et à l'Allemagne de se mettre d'accord sur la solution durable à la crise de l'euro qu'elles ont promis de présenter avant la fin du mois.

L'organisation d'un deuxième sommet, après celui de dimanche, traduit les difficultés de parvenir à un accord.

"La France et l'Allemagne sont convenues que l'ensemble des éléments de cette réponse globale et ambitieuse sera examiné de manière approfondie lors du sommet de dimanche pour pouvoir être adopté définitivement par les chefs d'Etats et de gouvernement lors d'une deuxième rencontre, au plus tard mercredi", lit-on dans le communiqué.

En attendant, Paris et Berlin demandent que des négociations s'engagent "*immédiatement!*" avec le secteur privé sur sa participation à un nouveau programme de redressement de la situation économique et financière de la Grèce.

"En vue d'une solution durable à la situation de la Grèce, les autorités grecques devront prendre des engagements ambitieux pour redresser la situation de leur économie", dans le cadre de ce nouveau programme, précise le communiqué.

La France et l'Allemagne rappellent que la réponse à la crise de l'euro doit comprendre la mise en oeuvre opérationnelle de nouvelles modalités d'intervention du Fonds européen de stabilité financière (FESF), sujet qui semble encore diviser les deux pays.

Cette solution doit aussi comporter un plan de renforcement du capital des banques européennes fragilisées par leur exposition à la dette grecque et des autres pays de la zone surendettés, la mise en place d'une gouvernance économique et le renforcement de l'intégration économique des Etats membres. (Reuters 20.10)

Confirmation de la brève analyse que j'ai écrite à la suite de l'article précédent : la Commission européenne : à la trappe !

Apparemment, ils évoquent (au futur) déjà de nouvelles mesures d'austérité en Grèce, alors que les dernières viennent tout juste d'être votées (hier) par le Parlement grec.

1.3- Le FESF sur les traces de la FED

Les pays de l'Union européenne se sont entendus jeudi pour recapitaliser leurs banques à hauteur de 100 milliards d'euros mais de profondes divergences entre Paris et Berlin sur la manière de réformer le fonds de soutien à la zone euro les ont poussé à nouveau à différer leurs décisions les plus importantes.

Les banques devront d'abord faire appel à leurs réserves internes ou au marché puis à des fonds nationaux. Une fois ces possibilités épuisées, il pourront recourir aux fonds du FESF.

Concernant le FESF, Paris insiste pour que le fonds reçoive une licence bancaire, ce qui lui permettrait d'avoir accès à des financements de la Banque centrale européenne et de multiplier sa capacité d'action par un facteur allant jusqu'à cinq.

Berlin se refuse toutefois à cette possibilité et planche sur une autre solution consistant à permettre au FESF de payer les intérêts de la dette des pays bénéficiant d'un programme d'aide international.

Ce dernier mécanisme est toutefois loin de faire l'unanimité entre les pays de la monnaie unique.

Selon plusieurs sources, Paris et Berlin ne parviennent pas non plus à s'entendre sur le montant de la participation des banques au nouveau plan de sauvetage de la Grèce.

Les autorités allemandes, en particulier le ministre des Finances Wolfgang Schäuble, insistent pour que l'enveloppe de 50 milliards d'euros négociée le 21 juillet dernier soit considérablement revue à la hausse, au besoin en forçant les banques à faire un effort supplémentaire.

"(Wolfgang) Schäuble est celui qui pousse le plus pour que la décote (sur les titres grecs) aille au moins à 50%, voire plus", a dit l'une des sources.

Selon ces mêmes sources, l'idée fait son chemin auprès de plusieurs Etats membres de ne pas se limiter à une participation volontaire des banques mais de les forcer à un plan plus ambitieux pour la Grèce. (Reuters 20.10)

2- La Commission européenne propose et les marchés disposent.

La Commission européenne a donné jeudi, avec la révision des directives sur les marchés d'instruments financiers (MIF) et sur les abus de marchés (MAD), le coup d'envoi à un automne extrêmement chargé en matière de régulation du secteur de la finance.

Voici une liste des principales propositions contenues dans ces textes :

- En dehors des systèmes multilatéraux de négociation et des marchés réglementés, les "systèmes organisés de négociation", où s'échangent notamment des contrats dérivés standardisés, seront désormais couverts par la réglementation européenne.
- Le trading algorithmique et le trading à haute fréquence seront mieux encadrés afin de prendre en compte le risque systémique qu'ils représentent.
- Le texte sur les marchés d'instruments financiers cherchera également à accroître la transparence des activités de négociation sur les marchés d'actions, y compris sur les "dark pools". Les marchés obligataires et de dérivés devront eux aussi répondre à des règles de transparence accrues.
- L'encadrement et la surveillance des marchés de dérivés sur matières premières seront accrus. En coordination avec le nouveau superviseur européen des marchés, les superviseurs nationaux pourront interdire certains produits s'ils portent atteinte à la protection des investisseurs, à la stabilité financière ou au bon fonctionnement des marchés. Les opérateurs auront une obligation de déclaration de leurs positions et des limites de positions pourront être introduites en cas de perturbation des marchés.
- Les règles en matière de gestion de portefeuille, de conseil en investissement et d'offres de produits financiers complexes sont aussi renforcées.
- En matière d'abus de marchés, la nouvelle réglementation cherche elle aussi à s'adapter à l'évolution récente des marchés en couvrant désormais les instruments échangés sur des plateformes alternatives et de gré à gré.
- Les régulateurs auront un accès accru à l'information nécessaire pour détecter et punir les abus de marchés. Ces derniers auront pour obligation d'exiger la communication de données de la part des opérateurs télécoms et avoir accès à des édifices ou des documents privés lorsqu'ils suspectent un abus de marché.
- Enfin, l'arsenal de sanctions est lui-aussi revu à la hausse. Les amendes ne pourront plus être inférieures au bénéfice obtenu par le biais de l'abus de marché et pourront aller jusqu'à deux fois cette somme. La Commission propose aussi d'harmoniser les sanctions nationales en la matière, en les criminalisant dans les pays où elles ne sont pas considérées comme tel. (Reuters 20.10)

3- Irlande

Le gouvernement irlandais a clairement laissé entendre jeudi qu'il ne voulait pas plus d'austérité, après avoir rencontré ses bailleurs de fonds internationaux.

"Les économistes peuvent voir les choses relativement par le petit bout de la lorgnette... Il nous faut nous veiller à des choses comme la cohésion sociale", a-t-il dit.

Il a également dit que les banques irlandaises devaient rendre leurs bilans plus clairs pour pouvoir revenir sur le marché. "Les

banques doivent vraiment améliorer la qualité et la transparence de leurs bilans, cela les aiderait à s'assurer un accès au marché; c'est l'un des sujets qui ont été discutés", a-t-il observé. (Reuters 20.10)

Deux remarques :

1- Il craint qu'à trop tirer sur la corde de l'austérité la situation sociale dégénère ;

2- Tiens, donc les bilans des banques seraient toujours opaques, c'est étrange on croyait que le G20 s'était employé à les rendre transparents, merci pour cette aveu qui vaut évidemment pour toutes les banques dont celle de l'UE. Au même moment, le commissaire au Marché intérieur, Michel Barnier, affirmait lors d'une conférence de presse "*nous remettons à plat les marchés financiers, nous mettons fin à l'opacité*", quelle blague !

Haut de page ↗

Le 22 octobre

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Remise en cause de la laïcité par le gouvernement, mode d'emploi.

Le ministre de l'Intérieur a présenté, vendredi matin devant l'Association des journalistes de l'information religieuse (AJIR), le premier recueil complet de tous les textes juridiques s'appliquant aux religions.

Ce recueil présente tous les textes du droit s'appliquant aux questions religieuses : Constitution, conventions internationales, lois, règlements, circulaires, extraits de la jurisprudence... 502 pages très roboratives, d'apparence impénétrables mais sauvées par un astucieux index de dix pages où 300 mots clés donnent à voir concrètement ce que recouvrent les termes «laïcité et liberté religieuse», titre de cette somme, éditée par les Journaux officiels et qui sera en vente dès lundi.

C'est une véritable culture de la laïcité que le ministre entend promouvoir. Par l'édition de ce recueil mais aussi par un effort accru de formation des personnels de l'État à cette question. Avec l'objectif final de réaffirmer le «*principe de neutralité du service public*».

Les instances administratives, les élus et les responsables religieux nationaux et locaux à qui cet outil juridique est destiné pourront s'y référer. Il sera régulièrement remis à jour. (lefigaro.fr 21.10)

En réalisant une dichotomie entre «*laïcité et liberté religieuse*», il permet à cette dernière des entorses parfois graves au principe de la laïcité de l'Etat ou de contourner la loi sur la séparation de l'Etat et de l'Eglise de 1905.

1.2- Moratoire sur la réforme des collectivités.

Dans son discours de clôture du 81^{ème} congrès de l'ADF, le président du sénat a réitéré sa proposition de d'appliquer un moratoire sur la réforme des collectivités. Une cause qu'il avait déjà plaidée auprès de François Fillon lors de leur entretien le 6 octobre dernier.

Le 11 octobre, lors de sa première allocution au sénat, Jean-Pierre Bel avait proposé des états généraux des élus. Au congrès de l'ADF, il a défendu l'urgence de ces états généraux : l'état des lieux des collectivités doit intervenir avant l'élection présidentielle, avant février, selon lui. A l'issue du congrès, les départements ont approuvé à l'unanimité à ses Etats généraux. (publicsénat.fr 21.10)

1.3- Un rôle sur mesure pour le Front de gauche.

Le candidat du Front de gauche à la présidentielle a participé vendredi à une action "*andouillette AAAAA*" au siège parisien de Moody's, pour dénoncer les ravages commis par les agences de notations et leur triple A qui "*mettent à genoux*" les "*gouvernements serviles*" européens.

Le représentant du Front de gauche a affirmé que les agences "*pourchassent les gouvernements des peuples pour leur mettre des notes*" et les "*gouvernements serviles se mettent à genoux*" avec "*des politiques d'austérité qui à leur tour, font baisser l'activité si bien qu'il y a moins de recettes fiscales*". (lexpress.fr 21.10)

On savait déjà que les malheureux dirigeants syndicaux étaient les innocentes victimes des "*pièges*" que leur tendaient le gouvernement et le patronat, et voilà que les gouvernements seraient victimes des agences de notation qui les "*pourchassent*", on en aurait presque la larme à l'oeil... et envie de les soutenir ou leur trouver des circonstances atténuantes !

Cela dit je ne suis pas contre ce genre d'actions que peut se permettre le Front de gauche, parce qu'elles seront médiatisées, et si elles sont médiatisées, c'est peut-être parce que les agences de notation savent qu'elles n'ont pas grand chose à craindre du Front de gauche, ceci explique cela.

1.4- Pas moi mais mon ombre. C'est pareil, non ?

Invité ce jeudi soir de l'émission "Parole directe" sur TF1, le candidat du Front de gauche pour l'élection présidentielle interrogé sur son entrée éventuelle dans un gouvernement dirigé par François Hollande, M. Mélenchon a répondu : "*Personnellement non*", il n'irait pas. "*Je veux rassembler ceux qui veulent y aller et ceux qui ne veulent pas y aller, il faut que ceux qui votent pour moi ne se sentent pas prisonniers*", a-t-il ajouté. (lemonde.fr 21.10)

Encore un qui a des principes ! Il en a un : sa carrière politique avec ses à-côtés.

1.5- Bataille pour que la gamelle soit verte ou en quête d'existence.

Noël Mamère est en colère contre le Parti socialiste et le fait savoir.

Le sénateur socialiste de l'Isère, André Vallini, mercredi 20 octobre, avait déclaré que le PS n'avait pas "*à céder à quelque diktat que ce soit de la part des Verts*". Il faisait alors référence à la candidate écologiste, Eva Joly, qui avait exigé dans un entretien au Monde la sortie du nucléaire avant tout accord entre partis. Le candidat socialiste, François Hollande, prône, lui, une diminution de la part de cette énergie dans l'électricité produite, de 75 % à 50 % en 2025.

La réplique de Noël Mamère à André Vallini n'a pas tardé. Selon des propos rapportés par le quotidien Sud Ouest, le député et maire de Bègles s'est emporté contre le PS : "*Ils sont gentils les socialistes, mais il faut qu'ils comprennent qu'on ne va pas durablement rester dans leurs mains. Nous sommes la deuxième force de gauche dans ce pays. Il faut que les socialistes fassent preuve de sens de partage et de réalisme.*"

"*Il faut [qu'ils] arrêtent de se considérer en position hégémonique*", a poursuivi Noël Mamère. "*Cela fait quinze ans qu'ils perdent toutes les élections présidentielles. Il faut qu'ils prennent conscience que les écologistes ne sont pas une force supplétive, et qu'ils sont un des éléments indispensables du moteur de la gauche.*"

Pour Europe Ecologie-Les Verts, l'enjeu est d'obtenir un groupe politique à l'Assemblée nationale. Pour cela, quinze parlementaires du même bord politique sont nécessaires. Or, seuls quatre députés écologistes siègent actuellement au Palais Bourbon. (lemonde.fr 21.10)

Commentaire d'un internaute.

- "*Je suis peut-être un peu simplet, mais je n'ai jamais compris pourquoi être vert ou écologiste il fallait être de gauche!!! Je n'ai jamais réussi à faire le parallèle. Si l'on peut m'expliquer?*"

Vous vouliez dire faire la différence ?

2- Libye. Hypocrisie généralisée.

L'Onu et des associations de défense des droits de l'homme ont demandé vendredi l'ouverture d'une enquête sur la mort de Mouammar Kadhafi, tué jeudi à Syrte dans des circonstances encore floues.

Un porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a rappelé qu'"*une personne capturée doit être traitée correctement*".

Amnesty international s'offusque également des conditions de la mort de l'ancien chef d'Etat libyen. Même malaise de la part d'Human Rights Watch (HRW).

Safia Kadhafi, la veuve de l'ex-dirigeant libyen, réfugiée en Algérie, a aussi réclamé une enquête des Nations unies.

Les dirigeants mondiaux n'ont pas regretté la disparition sans procès de Mouammar Kadhafi, pourtant réclamé par la Cour pénale internationale (CPI). Un procès aurait pu plonger dans l'embarras gouvernements étrangers et compagnies pétrolières occidentales, qui se sont rapprochés de Mouammar Kadhafi ces dix dernières années. (Reuters 21.10)

Commentaire d'un internaute

- "L'ONU d'aujourd'hui s'apparente bel et bien à l'aile juridique et administrative de l'Otan."

L'ONU n'en a pas que l'apparence... Tout comme les institutions politiques dans chaque pays sont "l'aile juridique et administrative" ou législative du capitalisme. Dans les deux cas, pour les légitimer sans avoir forcément à justifier leur politique puisque ce sont toutes des institutions antidémocratiques.

Social

1- France

1.1- Suppression de postes chez Areva le scénario le plus dur évoqué au sein du management", écrit vendredi Le Figaro.

Le cabinet de conseil missionné par Areva, le Boston Consulting Group, préconiserait une réduction des coûts de 30% pour affronter la période actuelle, ajoute le quotidien, qui ne cite pas ses sources.

Areva compte près de 48.000 salariés, dont 30.000 en France et 5.700 en Allemagne.

Une source syndicale a par ailleurs déclaré à Reuters qu'un comité de groupe européen se tiendrait les 26 et 27 octobre en présence de Luc Oursel, le nouveau président du directoire. (Reuters 21.10)

1.2- Résultats provisoires des élections professionnelles des fonctionnaires

La Fédération syndicale unitaire (FSU) conserve sa place de première organisation syndicale de la Fonction publique d'Etat, selon les résultats des élections professionnelles des fonctionnaires disponibles vendredi auprès du gouvernement.

La participation au scrutin -quelque trois millions de fonctionnaires étaient appelés aux urnes jeudi- a été très variable d'un ministère à l'autre, dans une fourchette de 30% à 80%.

Le taux de participation le plus bas est celui du ministère de l'Enseignement supérieur avec 30,4%, et le plus élevé celui de ministère de l'Economie et des Finances (80).

Au ministère de l'Education nationale, la participation a été de 38,5%, alors qu'elle s'établit habituellement pour ce type d'élection aux alentours de 60%. Plusieurs syndicats dénoncent la mise en place d'un scrutin uniquement par le biais du vote électronique et assurent qu'il y a eu de "nombreux dysfonctionnements".

Pour l'ensemble des ministères, selon les résultats disponibles vendredi matin, la FSU arrive en tête avec 24% des voix, suivie de l'UNSA (18,6, de FO (17,8%), de la CFDT (11,8%), et de la CGT (11,1%).

Viennent ensuite la CGC (6,8, Solidaires (4,2%), tandis que diverses petites listes totalisent 2,8%. (AP 21.10)

A La Poste.

La CGT a obtenu 29,33% des voix (contre 32,79% lors des dernières élections en 2007), SUD 22,25% (21,97%), FO 18,17% (16,70%), CFDT 18,14% (17,06%), la CGC-Unsa 5,73% (Unsa 3,66% et CGC 2,68%), CFTC 4,71% (5,14%) et, pour la première fois 1,65% des voix se sont portées sur la Confédération nationale du travail, de tendance anarcho-syndicaliste (CNT).

Le taux de participation définitif à l'élection des représentants au comité technique national s'élève à 76,38% contre 81% en 2007, selon la direction de la Poste.

La Poste, qui est devenue le 1er mars 2010 une société anonyme à capitaux publics, compte encore une majorité de fonctionnaires (54%) et applique les règles de la Fonction publique pour ses élections. (20minutes.fr 21.10)

2- Grèce

Les syndicats grecs menaçaient vendredi de lancer de nouvelles grèves la semaine prochaine, au lendemain de l'approbation par le parlement grec de nouvelles mesures d'austérité, malgré les manifestations d'opposition qui ont fait un mort.

Ilias Iliopoulos, secrétaire-général du syndicat de fonctionnaires Adedy, a martelé qu'il ne fallait pas "*appliquer*" cette loi, et a accusé les Socialistes de fermer les yeux sur le coût de l'austérité pour les ouvriers. "*Nous envisageons de nouvelles grèves la semaine prochaine*".

"*Ce gouvernement a ignoré le soulèvement populaire en approuvant cette terrible mesure*", a-t-il déclaré à l'Associated Press. "*Notre réponse est: partez aussi vite que vous pouvez, il n'y a plus de place pour vous en Grèce désormais*".

Le principal syndicat du secteur privé, le GSEE, envisage également de nouveaux débrayages. "*Nous pensons à une opposition sur le long terme, pour s'assurer que les coupes budgétaires imposés par nos créiteurs ne sont pas appliquées*", a expliqué un membre de la direction du GSEE Stathis Anestis. (AP 21.10)

Grande-Bretagne

La fête du travail des Britanniques –célébrée comme en France le 1er mai– est propice aux manifestations et revendications syndicales. Pour cette raison, le ministre conservateur du tourisme John Penrose propose d'éliminer ce jour férié et de le remplacer par le 21 octobre, selon un article de myeurop.info. Le 21 octobre 1805, jour de la victoire de Trafalgar, les Britanniques conduits par Nelson avaient battu les troupes napoléoniennes lors d'une célèbre bataille navale.

Une consultation publique doit avoir lieu pour opérer ce remplacement de jour férié qui pourrait voir le jour en 2013 selon myeurop.info.

En Espagne, pour des raisons économiques également, il est question de déplacer les jours fériés ayant lieu en milieu de semaine au lundi ou au vendredi afin que les Espagnols restent compétitifs et n'en profitent pas pour prendre des congés de quatre-cinq jours, mais trois seulement. (slate.fr 21.10)

Chine

La fillette de deux ans renversée le 13 octobre par deux véhicules, agonisant sous le regard des passants sans que l'un d'eux ne vienne lui porter assistance, est décédée ce vendredi.

Les images, insoutenables, ont ensuite fait le tour du Net. Elles montrent la petite Wang Yue se faire renverser par une camionnette. Personne ne vient la secourir. La petite fille est ensuite écrasée par un camion. Une vingtaine de passants l'ignorent, avant qu'une chiffonnière la déplace au bord de la route avant de prévenir sa mère. Les deux conducteurs, qui avaient pris la fuite, on ensuite été arrêtés.

L'affaire Yue Yue "*a sans aucun doute exposé un côté sombre de notre société*", a estimé de son côté vendredi le journal Global Times. Aujourd'hui la Chine ne dispose pas de loi pénalisant la non-assistance à personne en danger, a souligné le quotidien, et le pays est loin d'un consensus sur les bienfaits d'une telle loi. "*Il serait plus approprié d'établir un système récompensant ceux qui aident plutôt que de punir ceux qui ne le font pas*", a-t-il jugé dans un éditorial.

Le drame a été vu comme l'illustration d'une dérive de la société chinoise: beaucoup sont convaincus que le rapide développement économique du pays et l'enrichissement général de la population s'accompagnent d'une montée de l'égoïsme. Les valeurs collectives de solidarité mises en avant dans la Chine communiste de Mao Zedong semblent s'être envolées.

"*Il y a cette idée qui se développe en Chine qu'il y avait auparavant un âge d'or*" de l'entraide, a confirmé Jean-Louis Rocca, sociologue spécialiste de la Chine. Mais "*c'est difficile de dire si c'est pire qu'ailleurs*", tempère-t-il, en insistant sur les solidarités "*qui existent toujours, par exemple dans la famille ou entre collègues de travail*". (lexpress.fr 21.10)

Commentaire d'un internaute.

- "*Cela n'a rien à voir avec la Chine. C'est tout simplement l'illustration des règles du monde dans lequel nous vivons, c'est à dire celles du plus fort. C'est pareil en France. Il m'est arrivé plus d'une fois de m'arrêter voyant un homme couché à terre dans la rue alors que les autres passaient sans lui adresser un regard. J'ai perdu un oncle ainsi, victime d'un infarctus à Paris, France, dans un pays où on prône l'égoïsme, l'individualisme, l'indifférence, le mépris des autres et la compétition permanente comme modèle; un pays où privilégiés qui nous gouvernent nous affirment que la solidarité est une forme de cancer. Ne nous étonnons pas que les individus finissent par se comporter comme des robots. C'est un choix d'avenir et de société.*"

J'ajouterai personnellement, vous ignorez monsieur, les bonnes consciences qui se livrent à "*l'éco-tourisme*", tous ces "*bénévoles*" qui souvent ne sont pas vraiment dans le besoin et qui partent en Afrique ou en Asie pour soulager la misère du monde, et qui s'en foutent de celle qui s'étale quotidiennement sous leurs yeux dans leur propre pays, qu'ils ne combattent pas, qui voyagent et vivent aux crochets de l'Etat ou des multinationales qui financent les Ong, qui saignent les travailleurs d'impôts et taxes en tous genres...

Economie

1- France

1.1- Interview de l'économiste Eric Heyer. Mercredi, le gouvernement présentera son projet de loi de finances pour 2012 bâti sur une hypothèse de croissance du PIB de 1,75%. Optimiste, juge Eric Heyer, directeur adjoint au département analyse et prévision de l'OFCE, qui table plutôt sur un chiffre de 0,8%.

En conséquence, pour tenir son engagement de réduire le déficit public à 4,5% du PIB l'an prochain, l'exécutif devra concocter un nouveau plan de rigueur de 30 milliards d'euros.

Quelle aurait été le taux de croissance s'il n'y avait pas eu de plans de rigueur?

Nous avons fait ce calcul. C'est très analytique. Mais s'il y avait eu une politique budgétaire neutre, la croissance aurait atteint les 3,8% cette année et 2,5% l'an prochain. Quand au déficit budgétaire, il aurait atteint 5,9% fin 2012 et le taux de chômage 7,8%. Au lieu de ça, en 2011, selon nous, la croissance ne sera que de 0,8%, le déficit atteindra 5,2% et le chômage sera à 9,7%. Pour réduire le déficit public de 0,7 point supplémentaire, cela nous coûte presque 2 points de chômage. On le paie très cher. A l'heure actuelle, nous sommes confrontés à deux gros déficits: le déficit des finances publiques élevé et le déficit d'emploi. L'Europe mise tout sur la réduction du déficit public, coûte que coûte, au détriment de l'emploi.

C'est un cercle vicieux?

Oui. Nous avons des perspectives de croissance spontanée de sortie de crise assez élevées, mais les plans d'austérité, en pénalisant l'activité, nécessitent de les revoir à la baisse. En conséquence, les engagements de déficit ne peuvent être tenus: le gouvernement décidera alors, comme il l'a fait au mois d'août dernier, de faire un nouveau plan d'austérité qui nuira à son tour à la croissance.

De quel ordre?

Si la croissance du PIB n'atteint que 0,8% en 2012, pour tenir son engagement de 4,5% de déficit public, le gouvernement devra, selon mes calculs, réaliser un plan d'austérité d'au moins 30 milliards d'euros.

La situation sera-t-elle différente si la France connaît un changement de majorité en 2012?

Non, car les principaux candidats à la primaire socialiste, dont François Hollande et Martine Aubry, ont dit vouloir ramener le déficit budgétaire à 3% en 2013, ce qui impliquera pour y parvenir de passer à 4,5% de déficit en 2012. (20minutes.fr 21.10)

1.2- En famille, histoire de faire adopter une nouvelle taxe

Les députés français ont voté vendredi l'instauration d'une taxe sur les boissons contenant des sucres ajoutés et des édulcorants de synthèse pour apporter à l'Etat 280 millions d'euros de recettes supplémentaires en 2012.

La taxe s'élèvera à 7,16 euros par hectolitre et non plus à 3,58 euros comme l'avait proposé le 24 août le Premier ministre François Fillon en présentant le projet de budget 2012.

La ministre du Budget, Valérie Pécresse, qui y était initialement opposée, a finalement accepté un amendement de la commission des Finances qui instaure une autre taxe sur les boissons dites «light» contenant des édulcorants de synthèse.

Cette taxe sur les boissons «light» rapportera 40 millions d'euros. (20minutes.fr 21.10)

Vous vous souvenez que juste après avoir acquis la majorité au Sénat le PS s'était empressé de donner la direction de la commission des Finances à l'UMP, une décision jugée équitable puisque l'UMP majoritaire à l'Assemblée nationale avait cédé la commission des Finances au PS. Donc cet amendement inique est à mettre au compte du PS.

Camarades, cela ne vous dit vraiment rien de participer à la délégation d'élus avec le POI au Sénat ? Non, vraiment pas, vous avez raison, nous condamnons cette initiative.

2- Zone euro. Tour de passe-passe ou comment 162 divisé par deux égale 120.

Vendredi lors de la réunion à Bruxelles des ministres des Finances de la zone euro (eurogroupe).

Selon un rapport préparé par la "troïka" - FMI, BCE et Commission européenne - représentant les bailleurs de fonds internationaux, une décote de 50% sur les obligations grecques détenues par les investisseurs privés est nécessaire pour réduire cette dette à 120% du PIB, contre 162% aujourd'hui.

S'il était envisagé de ramener la dette sous la barre des 110%, une décote d'au moins 60% serait alors nécessaire, précise le rapport, qui servira de base aux décisions des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro lors des sommets de dimanche et mercredi.

"Nous avons décidé d'autoriser le versement de la prochaine tranche d'aide financière à la Grèce dans le contexte du programme actuel d'ajustement économique."

Selon plusieurs sources, les Européens restent toutefois largement divisés sur le niveau de la décote qui devra être appliquée aux obligations grecques ainsi que sur le caractère volontaire ou non de la participation des banques.

Le ministre de l'Economie, François Baroin, a souligné que la France continuait de penser que la transformation du fonds en banque était la meilleure solution mais qu'elle n'en faisait pas *"un point d'affrontement définitif"*.

Octroyer une licence bancaire au FESF lui permettrait d'avoir accès à des financements de la Banque centrale européenne et de multiplier sa capacité d'action par un facteur allant jusqu'à cinq.

Mais Berlin se refuse à cette possibilité, qui reviendrait à accepter que l'institution de Francfort finance les pays de la zone euro, l'un des dogmes explicitement exclus par les traités européens.

Les autres membres de la zone euro sont eux aussi divisés, la Belgique ou l'Espagne s'étant prononcés pour un rapprochement BCE-FESF alors que la Slovaquie ou l'Autriche ont indiqué que cette solution n'était plus étudiée. (Reuters 21.10)

Cette décote ne s'appliquerait qu'aux obligations détenues par les banques et les institutions financières qui y ont souscrit pour leur propre compte ou leurs clients fortunés, alors que celles souscrites directement par les Etats seraient épargnées. Et comme les Etats ont été obligés d'emprunter sur les marchés financiers pour financer l'acquisition de ces obligations grecques, leur appliquer une décote se traduirait par faire supporter aux banques et aux institutions financières la totalité des pertes sur ces obligations et contribuerait à la détérioration de leurs bilans, les fragiliserait davantage, ce dont l'Allemagne ne veut pas entendre parler.

Et lorsque ces obligations d'Etat ont été rachetées par la BCE au moyen de la planche à billets, appliquer une décote à ces obligations est impossible, à moins que les banques centrales des Etats de la zone euro, donc les gouvernements de ces pays, s'engagent à récupérer la différence, par exemple en amplifiant leur politique d'austérité contre leurs peuples ou en augmentant leurs dettes en empruntant aux marchés ou par une combinaison de ces deux mesures, à ceci près qu'un nouvel endettement des Etats semble exclu dans la situation actuelle, quoi que, sans prendre le risque de voir leur note abaissée par les agences de notation.

Maintenant, la BCE vient de transférer cette compétence - le rachat d'obligations d'Etat au FESF, au grand dam de la France qui voulait l'impliquer davantage, ce qui aurait contribué à forcer l'Allemagne à renoncer à son rôle dominant au sein de la BCE ou à l'influence qu'elle joue sur les orientations monétaires de la BCE. Le ministre allemand des Finances l'a rappelé hier à sa manière en affirmant *"Il est clair qu'on s'en tient à ce qui est autorisé par le traité (de l'UE), à savoir que la Banque centrale (européenne) ne peut être utilisée"*, alors que les statuts de la BCE avaient déjà été violés en rachetant des obligations grecques, italiennes et espagnoles, comme quoi finalement rien n'est impossible.

L'orthodoxie monétaire défendue par l'Allemagne et qui favorise son économie par rapport à ses voisins de la zone euro, dont la France qui en est la seconde puissance économique, trouve un écho dans la politique monétaire pratiquée par la BCE, alors qu'elle pénalise les économies plus faibles ou plus fragiles, d'où l'insistance de l'Allemagne à préserver les statuts de la BCE tels qu'ils existent, sa soit-disant indépendance en réalité influencée par l'Allemagne, tandis que la France voudrait les voir évoluer, affaiblir la BCE par rapport au FESF en transformant ce dernier en un établissement bancaire, ce que l'Allemagne refuse catégoriquement parce l'Office de gestion de la dette allemande est directement impliqué dans les emprunts réalisés par le FESF, ce qui lui donne un droit de regard privilégié sur les demandes d'emprunts des Etats auprès du FESF.

On aura compris que l'Allemagne tient à conserver le statu quo existant entre la BCE et le FESF qui lui est favorable, et que toute modification des rapports entre la BCE que du FESF se traduirait par un affaiblissement de sa position aussi bien au sein de la BCE que du FESF. Autrement dit, les Allemands ne veulent rien lâcher. N'oublions pas non plus que Merkel est en difficulté sur le plan politique.

3- Allemagne

Le patron de la Commerzbank, la deuxième banque allemande, estime qu'une participation volontaire du secteur bancaire à l'aide à la Grèce ne suffira pas et appelle Athènes à se déclarer en défaut de paiement, dans un entretien publié vendredi. "*La Grèce a besoin d'une réduction de sa dette*", déclare Martin Blessing à Bild. Mais "*des dépréciations dans le bilan des banques [ayant prêté de l'argent à la Grèce] ne suffisent pas*", a-t-il ajouté, "*le dernier accord entre la politique et le secteur privé n'a pas résolu le problème*".

En juillet, les dirigeants européens avaient obtenu des créanciers privés de la Grèce, banques, assureurs et fonds d'investissement, qu'ils renoncent volontairement à environ un cinquième de leurs créances, détenues sous forme d'obligations émises par la Grèce. Cet accord paraît désormais obsolète au vu des problèmes du pays, selon M. Blessing. "*A mon sens cela ne marche pas de manière volontaire, poursuit M. Blessing, mais seulement si la Grèce se déclare elle-même en cessation de paiements*". "*Un renoncement volontaire [des créanciers à leurs remboursements] sans déclaration de faillite serait néfaste pour la crédibilité des obligations d'autres pays*", affirme-t-il. "*Il faut le dire clairement : les Etats ont le choix entre deux possibilités, soit ils paient leurs dettes comme prévu soit ils se déclarent en faillite*", poursuit le banquier.

Une faillite de la Grèce entraînerait un besoin de recapitalisation des banques, dont beaucoup en Europe seraient touchées, reconnaît M. Blessing. Pour y faire face, "*chaque banque devrait d'abord essayer de lever elle-même du capital*" avant d'avoir recours à des fonds publics, selon lui. L'Etat allemand était venu en aide à la Commerzbank au cœur de la crise financière en 2008, et a pris à l'époque 25 % de son capital. (lemonde.fr 21.10)

Apparemment Merkel n'est pas vraiment sur la même longueur d'onde, car l'Etat allemand devrait encore mettre la main à la poche. D'une manière ou d'une autre il y sera obligé, ce que Martin Blessing reconnaît sans vouloir l'admettre vraiment.

[Haut de page ↗](#)

Le 23 octobre

CAUSERIE

J'ai rectifié la date d'hier, j'ai eu des petits soucis informatiques qui m'ont dérangé...

Pour rappel. Les articles (de presse) mis en ligne de sources diverses n'engagent que leurs auteurs. Ils figurent dans le site à titre informatif uniquement, parce qu'ils fournissent des données qui sont censurées par les médias aux ordres et des éléments qui permettent de mieux saisir un fait ou la situation pour se forger sa propre opinion.

Au fait, le taux de fréquentation du site est repassé à près de 100 visites par jour en moyenne, 96,3 exactement. Ce chiffre ne concerne que les visites des internautes, les visites effectuées par les moteurs de recherche sont comptabilisées à part. Quant au nombre de documents téléchargés il tourne autour de 1 500 par mois, il faut ajouter les fichiers qui sont ouverts et lus sans être téléchargés.

Si j'étais dirigeant (et permanent) dans un parti, je publierais ma déclaration d'impôt, ma feuille de paie et je communiquerais tous les éléments sur mon train de vie, mon compte en banque, ce que je possède réellement, etc. Actuellement, je loue et ne possède aucun bien immobilier, j'ai environ 5,268 millions de roupies (un peu moins de 80 000 euros) placés dans une banque de l'Etat indien sur un compte du style du livret A en France (à 9,5% d'intérêts par an), plus 500 000 roupies que je prête à 3% par mois à une relation, un business man toujours à court de liquidités, plus 275 000 roupies immobilisées icic ou là et qui ne me rapporte rien, je ne perçois ni salaire ni retraite, et mon épouse Magueswary perçoit en France une allocation handicapée de 700 euros une fois déduite l'APL (allocation logement), nous n'avons évidemment aucun bien en France.

A ceux qui me prendraient pour un nanti. Ne pouvant pas compter sur une retraite et ne sachant pas pendant combien de temps les taux d'intérêt resteront élevés et cette personne m'empruntera de l'argent, je suis obligé d'économiser pour mes vieux jours, je n'ai pas le choix. Quant à faire un "business" comme ils disent ici ou investir dans je ne sais pas quoi, rien que d'y penser cela me file la nausée, je m'y refuse depuis 20 ans et je ne changerai jamais d'idée, je préfère vivre en adéquation avec les idées que je défends.

J'ai revendu ma maison, je ne le regrette pas, car je me porte beaucoup mieux maintenant. Cela me fait penser à mon père

menuisier qui faisait ce qu'il appelait la "réception" des appartements dans lesquels il avait travaillé et qui avaient été vendus un an plus tôt, ce travail consistait à constater les problèmes survenus dans l'année écoulée (parquet, portes et fenêtres, etc.) et à les résoudre. Il nous racontait qu'il n'était pas rare que les joyeux propriétaires de ces appartements cossus ou luxueux vivaient encore dans les cartons un an plus tard, parce qu'ils ne leur restaient qu'à peine de quoi bouffer...

Nous à la même époque, le soir pour se caler l'estomac avant d'aller nous coucher, on mangeait de la panade, de la soupe au lait ou une soupe composée du jus de cuisson du pot au feu agrémentée de pain rassis, quelques légumes et un maigre morceau de viande dans une grande marmite remplie de flotte, ou encore une soupe composée d'un cube et de vermicelles ou au tapioca (farine de manioc) pour épaissir, ce que je détestais. Entre être propriétaire et ne pas avoir de fric pour bouffer ou être locataire et pouvoir vivre à peu près normalement, j'ai choisi la deuxième solution, une chance, car beaucoup de prolos n'ont pas du tout de choix. Je rentrerai peut-être en France quand mon chien sera mort, c'est pour lui uniquement que j'ai loué cette baraque et ce jardin, on verra.

Autre chose.

Puisque les réunions des ministres des Finances à Bruxelles se sont terminées samedi soir et qu'elles seront suivies par un double sommet de la zone euro et des Vingt-Sept, nous attendrons de voir ce qu'il en est ressorti pour aborder ce sujet. Des premiers éléments seront fournis lundi ou mardi.

L'alliance du sabre et du goupillon.

Qui a dit :

"Il faut maintenant espérer que le peuple libyen ne subisse pas d'autres violences, que ses dirigeants pacifient et reconstruisent le pays dans un esprit de réconciliation, sur la base de la justice et du droit, et que la communauté internationale apporte une aide consistante à cette renaissance." (Réseau Voltaire)

Sarkozy, Merkel, Berlusconi, Cameron, Obama, mais encore... le Saint-Siège ! Les grands esprits se rencontrent... dans la fosse sceptique de la barbarie ! Le seul siège qui ne soit pas éjectable ! Tirons la chasse et passons à autre chose.

Défendre la laïcité ne consisterait-il pas à camoufler le refus de lutter pour la défense de l'athéisme, le matérialisme ?

Une réflexion en passant qui mériterait un développement selon moi : tout le monde parle de la laïcité et des religions, mais personne ne parle de l'athéisme, vous n'avez pas remarqué ? Qu'oppose-t-on au prosélytisme des églises et des sectes ? La lutte des classes, mais encore, je parle sur leur terrain, quel parti ouvrier à côté du combat pour défendre la laïcité défend l'athéisme ? Pourquoi associer le combat pour la laïcité et l'athéisme ? Parce que le combat en défense de la laïcité se réduit à défendre le droit de croire ou non, mais il ne défend pas le droit de ne pas croire.

La laïcité consiste à permettre à chacun de choisir entre croire ou ne pas croire, le principe est juste puisqu'il respecte le libre choix de chacun. Mais dans la société, le camp des croyants dispose d'organisations, d'institutions et de puissants moyens financiers, médiatiques, pour propager son venin et maintenir la plèbe dans l'ignorance ou l'obscurantisme qui fait le jeu du régime en place.

Ne devrait-on pas défendre davantage l'athéisme qui repose sur des faits et le savoir, sur les connaissances acquises par l'homme au cours de son histoire reposant sur des faits matériels, constatés, palpables, vérifiables ou impossibles à nier, bref, le matérialisme dans sa version la plus développée à ce jour, dialectique et historique ?

Cela ne manquerait pas d'intérêts à l'heure où on voudrait nous enfermer dans un débat d'idées (figées) qui s'apparente à l'idéalisme, à débattre d'idées qui appartiennent tous à l'idéologie bourgeoise dominante...

La risée du monde.

Le comportement de Nicolas Sarkozy amuse ou exaspère, selon les cas, les chefs d'Etat et de gouvernement européens.

Lorsque nous nous téléphonons entre dirigeants européens et que nous en venons à parler de Nicolas Sarkozy, nous nous disons: *"Tu me dis les méchancetés qu'il a dites sur moi, ou c'est moi qui commence?"*, raconte un membre du conseil européen, qui s'agace du ton sirupeux du président dans les contacts directs, et de ses commentaires acerbes quand il appelle les uns et les autres. (lemonde.fr 22.10)

Commentaire d'un internaute :

- "NS n'a pas l'envergure c'est vrai. Hollande ne fera guère mieux . De toutes façons les classes moyennes vont trinquer « grave ».

En effet , les grosses fortunes se débrouilleront toujours pour payer le minimum d'impôts et pour la paix sociale on évitera de toucher trop violemment les petits salariés.

Ceci étant, de toutes façons il faudra passer à la caisse avec ou sans sarko. L'impasse en quelque sorte . Mais pourquoi n'ont-ils pas vu plus tôt que nous allons à la catastrophe indépendamment de la crise grecque ? Inutile de dire que j'appartiens à la classe moyenne qui une fois spoliée par des impôts de plus en plus élevés rétrogradera bientôt à la classe des smicards."

Toucher aux "petits salariés" devient délicat quand ils sont tombés dans l'indigence, mais toute augmentation des prix continue de les frapper directement, donc les appauvrit encore plus.

Il "faudra passer à la caisse", parce qu'on vous l'a fourré dans le crâne, la fatalité quoi, par contre il est vrai que toute politique qui se refuse à rompre avec les fondements du capitalisme conduit inévitablement à une "impasse".

Il faudrait donc apprendre à penser par vous-même au-delà du système capitaliste qui n'existe pas depuis l'éternité comme Onfray voudrait le faire croire. Si vous partiez du principe que vos besoins sont légitimes, que ceux de chaque travailleur des villes et des campagnes, manuel ou intellectuel le sont également, et que vous vous en teniez strictement à ce principe, vous arriveriez à la conclusion qu'il serait possible de les satisfaire, dès lors que la société ne serait plus basée sur la recherche du profit et que les moyens (de production) pour produire les richesses ne seraient plus détenus par une infime minorité de la population, mais deviendraient le bien commun de la collectivité, de l'Etat regroupant tous les producteurs, l'ensemble de la population qui travaille, qui crée ces richesses.

La question est juste de savoir si l'on est capable ou non de concevoir la société autrement que basée sur l'inégalité entre ceux qui possèdent les moyens de produire les richesses et qui détiennent le pouvoir politique, et ceux qui ne possèdent rien d'autres que leur tête et leur bras pour survivre et qui de fait ne détiennent aucun pouvoir politique dans cette société profondément marquée du sceau de l'injustice.

Le seul pouvoir politique qui est accordé à la classe ouvrière et à la classe moyenne comme vous dites, c'est dans le cadre des institutions de la Ve République de choisir à quelle sauce elles vont être exploitées et opprimées, sans jamais que leur soit donnée l'occasion de remettre en cause les fondements économiques sur lesquels repose la société, d'où la nécessité d'une révolution sociale pour y mettre un terme, acte démocratique s'il en est puisqu'elle exprime les intérêts de la majorité de la population, celle qui travaille à l'opposé de celle qui s'enrichit sur son dos.

L'Etat (et ses institutions) fonctionne au moyen de partis politiques qui sont tous inféodés au capitalisme, comme l'ont amplement prouvé les différents partis et gouvernements qui se sont succédés au pouvoir depuis 1958, on pourrait remonter à 1936 qu'on parviendrait au même constat et à la même conclusion, dès lors seul un parti rompant à la fois avec ce système économique et les institutions de la Ve République, se situant exclusivement sur le terrain des besoins ou aspirations des travailleurs sera à même de conduire cette révolution et d'ouvrir la voie à un Etat qui intégrera les valeurs de la laïcité, de la République et du socialisme, socialisme n'étant pas un gros mot, car il signifie simplement que la société, la production et la distribution ainsi que tous les rapports qui en découlent, doit être basée sur les besoins à caractère social exprimés par ceux qui travaillent

Qui est Mario Draghi qui doit remplacer Trichet à la direction de la BCE ?

Il a fait ses études à Rome chez les Jésuites. Licencié en économie et commerce à l'université de Rome « La Sapienza » en 1970, il obtient un PhD en économie au Massachusetts Institute of Technology en 1976. Professeur universitaire à Florence et à Turin, il a été de 1991 à 2001 directeur général du ministère du Trésor public, chargé des privatisations. De 1993 à 2001, il a présidé le Comité pour les privatisations. À ce titre, il a été membre du conseil d'administrations de plusieurs banques et sociétés en phase de privatisation (Eni, IRI, Banca Nazionale del Lavoro-BNL et IMI). De 2002 à 2005, il est le vice-président pour l'Europe de Goldman Sachs, la quatrième banque d'affaires mondiale. (http://fr.wikipedia.org/wiki/Mario_Draghi)

PAROLE D'INTERNAUTE

(Après le discours d'investiture de Hollande, hier à Paris)

- "Après un tel discours, l'avenir est des plus sombres et tout est à craindre. A l'entendre, Monsieur Hollande a enfin trouvé les solutions, toutes les solutions, et il nous annonce qu'il va mettre tout le monde au pas, l'ensemble du PS (ben voyons !), les verts et l'extrême gauche (ben voyons !), la France toute entière, l'Allemagne et l'Europe entière (ben voyons !) et, bien évidemment, le reste du monde (ben voyons !). Alléluia, alleluia, le nouveau sauveur est arrivé ! S'il y a encore des français pour croire à de tels promesses, c'est à désespérer." (lexpress.fr 22.10)

Tout de même pas ! De notre côté on devrait se poser une seule question et ne plus trouver le sommeil avant d'y avoir répondu ou d'y avoir apporté une réponse satisfaisante, non pas par des formules creuses, mais par une analyse sérieuse et sans complaisance : pourquoi ne sommes-nous pas parvenus en 70 ans à construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire ?

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Chape de plomb et fatalisme. Le programme d'un "**rêveur**", quel cauchemar !

- François Hollande ne compte pas cacher "*les difficultés qui s'annoncent*" - Lexpress.fr (22.10)

- François Hollande se présente en candidat de la «*vérité*» - LeFigaro.fr (22.10)

La même méthode que Sarkozy, normal : ils sont sur la même longueur d'onde...

Circulez, il n'y a plus rien à discuter !

François Hollande samedi lors de son premier discours de campagne présidentielle : "*Nous étions dans le débat, nous sommes aujourd'hui dans le combat contre droite et contre l'extrême droite*". Il enfonce le clou plus loin «*Un sursaut est possible, à la condition de chasser les divisions, les stigmatisations et de proposer un rassemblement autour du rêve français*».

Un "rêve" en forme de cauchemar il nous promet : «*Je ne serai pas le président qui viendra six mois après son élection pour dire qu'il doit changer de cap, pour dire que les caisses sont vides, nous le savons*», donc comme "*les caisses sont vides*" et qu'il n'y a rien à attendre de sa candidature, il ne lui reste à vendre de consistant que du vent à ceux qui décideront de voter pour lui, leur promettant de la «*volonté*», de «*l'espérance*» et de la «*justice*». (source : lefigaro.fr 22.10)

Et attention, vous êtes priés de "rêver" en silence s'il vous plaît, sinon il vous balancera que vous lui manquez de "respect" ! C'est ainsi qu'il a cloué le bec à Aubry avant le second tour des "primaires" du PS, et qu'il compte bien faire la fermer à Joly, avec l'aide (hier) de Valls notamment.

En étant le candidat d'électeurs anonymes ou de toutes les classes sociales confondues et non pas d'un parti, il ne peut pas revendiquer être le candidat d'une classe sociale particulière ni même celles des exploités (la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie), il ne peut pas non plus revendiquer être le candidat d'un parti, du coup sa légitimité est une imposture qui se confond avec l'intérêt général dont seule il peut se réclamer, qui correspond comme chacun sait avec les intérêts spécifiques de la classe dominante, celle des capitalistes. Dès lors, il n'est pas exagéré d'affirmer qu'il est l'un des candidats du CAC 40.

Le PS parti a perdu toute légitimité, en admettant qu'il en avait une, puisqu'elle est été supplantée par celle d'électeurs n'appartenant pas au PS. Cela n'empêchera pas demain de furieux opportunistes d'appeler à un front unique (des partis ouvriers), dont le PS !

1.2- Pierre-Louis Basse évincé d'Europe 1 sur ordre.

Après avoir travaillé trente ans à Europe 1, pourquoi n'animez-vous plus «*Bienvenue chez Basse*» ?

Pour y avoir beaucoup réfléchi, je pense qu'il fallait qu'on ne m'entende pas en 2012. On m'a identifié comme un «*anar*» à qui il ne fallait plus laisser la parole. Le pouvoir doit vraiment se sentir en danger pour prendre une telle décision.

A qui faites-vous référence, précisément ?

Je suis convaincu que l'Elysée ne voulait plus m'entendre. Pour moi, un journaliste doit prendre des risques tous les jours, sur le terrain s'il est reporter de guerre, en allant contre le pouvoir quel qu'il soit s'il est en France; et ça, ce pouvoir de droite ne le supporte pas. Ce n'est pas de la prétention, je fais seulement de la radio, mais j'ai été fidèle à une station pendant trente ans, et voilà comment Arnaud Lagardère me remercie... Mon éviction est donc complètement politique. Mais cela va bien au-delà de ma voix, c'est significatif de ce qui se passe dans le pays. En fait, ce sont ceux qui, sans le dire, s'engagent chaque jour aux côtés du pouvoir qui ont le haut du pavé; tandis que des gens comme moi, on les dit engagés pour mieux les éliminer, alors qu'on ne fait que mettre en avant la réflexion, la culture et l'exercice de la démocratie.

Vous voulez dire que Denis Olivennes, à la tête d'Europe1, a répondu à une injonction de Nicolas Sarkozy et d'Arnaud Lagardère de vous limoger?

Denis Olivennes n'avait peut-être pas le choix. Il m'a tranquillement demandé de faire autre chose: il était donc acté que mon émission ne devait pas continuer. Elle a d'ailleurs été remplacée par un direct où l'on reçoit des «people» au Café Costes [lieu très parisien du 1er arrondissement]... (lemonde.fr 22.10)

Afghanistan

L'Afghanistan soutiendrait le Pakistan en cas de conflit militaire entre les Etats-Unis et le Pakistan, a déclaré samedi le président afghan Hamid Karzai lors d'une interview à une chaîne de télévision pakistanaise, Geo television.

"Si jamais il y a une guerre entre le Pakistan et l'Amérique, l'Afghanistan serait aux côtés du Pakistan", a-t-il dit à Geo television.

"Si le Pakistan est attaqué et si le peuple pakistanais a besoin de l'aide de l'Afghanistan, l'Afghanistan sera là avec vous", a-t-il ajouté.

Karzai a aussi affirmé que les relations entre les Etats-Unis et le Pakistan, qui se sont envenimées avec la capture de Oussama ben Laden par un commando américain au Pakistan en mai, n'avaient pas d'impact sur sa relation avec Islamabad.

Hillary Clinton, secrétaire d'Etat, vient d'effectuer une visite de deux jours à Islamabad après avoir été à Kaboul.

Vendredi, elle a fait état d'une rencontre préliminaire entre les Etats-Unis et des représentants du réseau Haqqani, un groupe d'activistes accusés par Washington d'avoir mené une série d'attaques en Afghanistan.

Cette annonce est intervenue peu de temps après une mise en garde sévère de la secrétaire d'Etat américaine aux activistes tant afghans que pakistanais en cas de refus de coopérer aux efforts visant à stabiliser l'Afghanistan et à y ramener la paix. (Reuters 22.10)

Karzai serait-il tenté de jouer la carte chinoise après que les autorités de ce pays ont signifié à Washington que s'attaquer au Pakistan serait considéré comme un acte de guerre contre la Chine, parce qu'il sait que Pékin n'est pas vraiment regardant sur la corruption qui règne dans les pays avec laquelle il commerce ou leurs régimes dictatoriaux ?

Social

Espagne

Espagne

Aux cris de «*non aux coupes*» budgétaires dans l'éducation, des dizaines de milliers d'enseignants, parents et lycéens venus de plusieurs régions d'Espagne ont défilé samedi à Madrid pour leur première manifestation nationale, à l'appel des principaux syndicats du pays. Aux rythmes des tambours couverts par le son des sifflets, entre 70 000 et 100 000 personnes selon les organisateurs, ont défilé à la mi-journée dans une ambiance festive.

Outre Madrid, où des dizaines de milliers de professeurs et familles ont déjà défilé ces dernières semaines, des manifestants étaient venus dans 200 bus selon les organisateurs, d'autres régions comme la Castille-La Manche, l'Extrémadure, de Galice ou encore d'Andalousie. (liberation.fr 22.10)

[Haut de page ↗](#)

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Et pourtant !

Ce sont les résultats d'un sondage TNS Sofres pour Canal+, dévoilé dimanche 23 octobre.

Seuls 3 % des 955 personnes interrogées (les 19 et 20 octobre, par téléphone, méthode des quotas) sont capables de donner le nom du candidat du NPA à l'élection présidentielle, 2 % donnant une réponse évasive correcte ("un nouveau", "un ouvrier", "un syndicaliste", etc.). 18 % des sondés donnent une réponse incorrecte (Olivier Besancenot et Jean-Luc Mélenchon sont les plus couramment cités), tandis que 77 % signalent directement ne pas savoir.

Le contexte est pourtant favorable aux idées du Nouveau parti anticapitaliste. Dans la même étude de TNS Sofres pour Canal+, 80 % des sondés souhaitent une réforme du système capitaliste : 44 % sont pour une réforme "en profondeur", 36 % "sur quelques points". Ils étaient 40% et 51% respectivement en 2009, soit 91%. (lemonde.fr 23.10)

Comment expliquer ce décalage, un euphémisme, au-delà, car la question du candidat du NPA ne nous intéresse pas, comment se fait-il que 80 à 91% des personnes ayant répondu à ces sondages se disent favorables à une remise en cause du capitalisme, et que dans le même temps, le NPA et les partis qui prétendent le remettre en cause demeurent marginaux dans la société, n'inspirent pas vraiment confiance ou ne parviennent pas à se construire ?

Le problème ne viendrait-il pas de leurs directions, de leur conception du parti, de leurs rapports aux masses ? Mais non, mais non, ils sont parfaits, intouchables, voyons, pas de procès d'intention camarades, c'est la faute à pas de chance ou à la fatalité... Parfois on se demande si c'est l'ignorance ou la malhonnêteté intellectuelle qui l'emporte chez ceux qui cherchent une réponse à cette situation en dehors de leur parti.

1.2- Pour le pire et le meilleur...

La crise de la dette, qui secoue la zone euro, mine profondément les Français. Il s'agit, pour 79% d'entre eux, de la crise «la plus grave» de ces dernières années, selon un sondage Ifop pour le Journal du Dimanche . Face à la situation économique et sociale actuelle de la France, 53% des sondés se disent «révoltés», tandis que 29% sont «résignés».

Les Français sont, en effet, très pessimistes. Seuls 4% d'entre eux croient à une sortie de crise dans les six prochains mois. Près de la majorité (46%), en revanche, n'attendent pas d'amélioration avant 2014. «Ce sondage met en exergue le malaise des Français», explique Frédéric Dabi, directeur du Pôle opinion de l'Ifop. «Pour eux, il s'agit d'une crise grave dont ils ne voient pas la sortie et sur laquelle les politiques ne peuvent pas peser.» Pour autant, ils se préparent à des «mesures douloureuses et difficiles». Ils sont d'ailleurs prêts à faire des sacrifices, notamment à tailler dans leurs dépenses «de confort» et dans leur budget vacances, souligne l'étude.

Interrogés sur les causes de la crise, 52% des Français pointent du doigt le rôle des marchés financiers. Loin derrière, le gouvernement (26%), les banques (15%), l'Union européenne (10%), les Français dans leur ensemble (6%), les pays émergents (5%) et les entreprises (1%) sont également jugés partiellement responsables de la crise actuelle. «Paradoxalement, alors que leur attachement à l'UE est souvent tenu, les Français sont pour plus d'Europe», analyse Frédéric Dabi. Pour preuve, ils se disent favorables à la création d'un ministère européen de l'Economie. (lefigaro.fr 23.10)

Ils ne sont pas dupes, c'est ce qui ressort de ce sondage. Qu'ils pointent comme responsable de la crise, disons plutôt de la situation sociale, les marchés financiers et les banques ainsi que le gouvernement, nous fait dire que nous ne nous sommes pas fourvoyés en axant notre combat contre le gouvernement et les institutions, ainsi que l'aristocratie financière dont ils servent les intérêts, ceux qui ont axé leur combat contre l'UE ne peuvent pas en dire autant, simple constat.

Et si les "Français se disent favorables à la création d'un ministère européen de l'Economie", c'est uniquement parce qu'on leur suggère que ce serait la panacée, une solution pour sortir de la crise. Ce qui démontre au passage qu'ils sont toujours autant subordonnés au capitalisme ou que leur niveau de conscience politique peine à progresser.

1.3- Drogue, proxénétisme, etc. la place Beauvau ou le repère de la pègre.

Dans le répertoire téléphonique de René Kojfer, le directeur des relations publiques du Carlton, mis en examen pour "proxénétisme aggravé en bande organisée", figurerait en bonne place le numéro de portable de Frédéric Veaux, numéro deux de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI).

Entre l'indic et le grand flic, les relations seraient presque amicales, selon l'avocat de René Kojfer, Me Christophe Snyckerte. Les deux hommes se connaissent depuis longtemps. Frédéric Veaux a commencé sa carrière de commissaire à Lille, en 1984, avant d'y revenir comme directeur de la PJ entre août 2000 et juin 2001. À cette époque, René Kojfer s'occupait de la gestion de la résidence Politel de Lille, un établissement réservé aux policiers en mission. Cet hôtel appartenait à la mutuelle du ministère de l'Intérieur avant d'être cédé au Carlton.

"René Kojfer a été fourni à la direction du palace en paquet cadeau au moment de la transaction", précise un avocat dans le dossier. En clair, selon lui, c'est la police qui aurait intronisé René Kojfer dans l'hôtellerie de luxe, et notamment Frédéric Veaux, qui à l'époque était patron de la PJ de Lille. Depuis, le grand flic et l'indic ne se seraient jamais perdus de vue. C'est ce qu'affirme

l'avocat de René Kojfer : "Lorsque mon client se rendait dans la capitale, il ne manquait jamais de passer un coup de fil au policier ou de lui rendre visite."

Selon nos informations, René Kojfer aurait en outre reçu, la veille de son interpellation, la visite d'un haut fonctionnaire de la police venu de la Place Beauvau.

Le nom d'un autre grand flic apparaîtrait dans le répertoire de René Kojfer. Il s'agirait de celui de Christian Sainte, sous-directeur à la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ). Le policier est lui aussi passé par Lille, entre 1986 et 1996. Il était à la crim. (lepoint.fr 23.10)

2- Argentine

La présidente sortante Cristina Fernandez a été confortablement réélue dimanche en Argentine, portée par les succès de sa politique économique, son caractère bien trempé et la compassion que lui a attiré la mort de son mari.

Après dépouillement dans 96% des bureaux de vote, Cristina Fernandez arrive en tête du premier tour avec près de 54% des suffrages, soit 36 points d'avance sur son plus proche rival, le socialiste Hermes Binner.

Aucun dirigeant argentin n'a atteint un tel score depuis Juan Domingo Peron, vainqueur en 1973 avec 62% des suffrages.

Pour être élu dès le premier tour, il faut réunir 45% des voix ou 40% avec une avance d'au moins 10 points.

A 58 ans, la présidente sortante a réussi un spectaculaire renversement de tendance après avoir vu sa cote de popularité dégringoler au début de son premier mandat.

Elle sort renforcée de ce scrutin pour poursuivre sa politique économique interventionniste, qui plaît à une majorité de la population mais mécontente les investisseurs.

Cristina Fernandez a conquis ses concitoyens avec une politique généreuse de redistribution sociale, notamment pour les retraités et en matière de prestations familiales.

Quelques mois après avoir pris les rênes de la troisième économie d'Amérique latine (derrière le Mexique et le Brésil) en décembre 2007, Cristina Fernandez a dû affronter la colère des agriculteurs, dans un bras de fer concernant la hausse des taxes sur les exportations de soja qui a fait dégringoler sa popularité à 20%.

Beaucoup pensaient alors que les jours du "Kirchnérisme", dernier avatar du péronisme, étaient comptés. D'autant qu'une sévère défaite lors des élections de mi-mandat lui a fait perdre le contrôle du congrès.

A la mort de son époux, en octobre 2010, des rumeurs disaient même Cristina Fernandez sur le point de quitter la vie politique.

Il faut également rechercher les raisons de son soutien populaire élevé du côté de l'économie - la croissance atteindra 8% cette année, le chômage est à son plus bas niveau depuis vingt ans, la confiance des ménages à un plus haut historique - et des divisions de l'opposition.

Cristina Fernandez applique une politique interventionniste - contrôle des prix, quotas agricoles, financement de la dette par une partie des réserves de la banque centrale - qui lui vaut l'animosité des marchés financiers.

Mais cette présence de l'Etat dans la vie économique rassure une partie des Argentins, encore traumatisés par la "banqueroute" du pays dans les années 2001-2002, après des années de libéralisme forcené comme lors de la présidence de Carlos Menem.

Les principales critiques de ses détracteurs visent sa façon de gouverner et la forte inflation, qui atteindrait plus de 25% selon certains économistes. Une chute des cours du soja, "l'or vert" de l'Argentine, ou un ralentissement de la croissance du Brésil pourraient également mettre en péril les fondements du "kirchnérisme". (Reuters 24.10)

3- Hongrie

Environ 25.000 Hongrois ont manifesté dimanche à Budapest contre le gouvernement conservateur, accusé de menacer les fondements de la démocratie.

Ce rassemblement a coïncidé avec le 55e anniversaire du soulèvement de 1956 contre la tutelle de l'Union soviétique.

Les manifestants étaient principalement issus des milieux intellectuels, libéraux et syndicaux, qui accusent le Fidesz au pouvoir d'imposer ses choix sans la moindre consultation grâce à sa majorité des deux-tiers au parlement.

Afin de réduire la dette publique et le déficit budgétaire, le gouvernement a d'autorité saisi environ 15 milliards de dollars d'avoires dans des fonds de pension privés. Il envisage d'augmenter des taxes et de mettre en oeuvre d'autres mesures d'austérité en 2012 pour contenir les dépenses.

Sur le plan institutionnel, il a modifié la procédure de nomination des juges de la Cour constitutionnelle. Il a aussi adopté une loi controversée sur les médias et il est sur le point de modifier la loi électorale.

"Nous nous sommes rassemblés pour montrer que, une fois de plus, 55 ans après, nous nous levons pour défendre nos droits, pour défendre la démocratie", a dit l'organisateur du rassemblement, Peter Juhasz, à la foule. (Reuters 24.10)

4- Maroc

Des milliers de Marocains ont manifesté dimanche dans plusieurs villes du pays pour appeler au boycottage des élections législatives anticipées prévues en novembre dans le royaume.

A Rabat, la capitale, un journaliste de Reuters a vu plusieurs dizaines de policiers anti-émeutes frapper à coups de pieds et de matraques des manifestants rassemblés devant le parlement à l'issue d'une marche ayant réuni environ 3.000 personnes.

Un élu de Casablanca, le coeur économique du pays, a fait état d'une manifestation d'environ 8.000 personnes. Plusieurs milliers de manifestants ont été signalés dans d'autres villes, notamment Fès et Tanger.

"Ces manifestations à travers le pays ont été organisées autour d'un même mot d'ordre, qui est le boycottage des élections du 25 novembre", a dit Omar Radi, un militant du comité local du Mouvement du 20-Février à Rabat.

"Il est évident que ces élections vont porter au pouvoir les mêmes personnalités qui, depuis des années, pillent les richesses du pays et prennent en otage l'avenir du peuple marocain", a-t-il ajouté.

Le Mouvement du 20-Février a été créé par des jeunes inspirés par les révolutions tunisienne et égyptienne, qui ont renversé des régimes autocratiques en place depuis des décennies. Il demande l'instauration d'une monarchie parlementaire et dénonce la corruption dans les cercles du pouvoir.

Les détracteurs du roi jugent que cette consultation a été organisée de manière trop précipitée pour permettre un véritable débat.

A Rabat, les manifestants ont qualifié les élections de mascarade et ont exigé de séparer *"l'argent et le pouvoir"*. Beaucoup ont brandi des images du cadavre de Mouammar Kadhafi, dirigeant déchu de la Libye, avec la légende suivante: *"Voilà ce qui arrive aux despotes"*.

Mohammed VI a promis que les élections seraient libres et transparentes. Le Parti de la Justice et du Développement, principale formation d'opposition, a cependant dénoncé les lois adoptées récemment pour le déroulement du scrutin et qui, selon lui, ne sont pas suffisantes pour empêcher les achats de voix. (Reuters 24.10)

Economie

Zone euro. La crise.

Transformer le FESF en banque reviendrait à ce que la BCE prête aux Etats au lieu de passer par le marché.

L'Allemagne et la Banque centrale européenne ont obtenu dimanche que le fonds de soutien à l'euro, le FESF, ne soit pas transformé en banque, contre le souhait de la France, d'une majorité des pays de la zone euro et de membres du G20 qui y voyaient un moyen facile de multiplier sa force de frappe.

La France défendait encore publiquement à la veille du week-end l'octroi d'une licence bancaire au FESF, qui aurait pour avantage de lui donner un accès illimité aux liquidités de la BCE.

Paris et Berlin sont proches de s'entendre sur un dispositif à double détente, expliquent des sources bien placées. D'abord une garantie directe du FESF, qui assurerait l'investisseur lors de l'émission de nouveaux emprunts par les États

financièrement fragiles. Ensuite un fonds de soutien ou de régulation, qui interviendrait sur le marché secondaire des titres de dette. Ce fonds, qui bénéficierait lui aussi d'une caution du FESF, devrait attirer des investisseurs privés, voire souverains liés par exemple à la Chine, au Brésil et aux nations pétrolières. (Reuters et lefigaro.fr 23.10)

Par liquidité, il faut entendre par là la planche à billets.

A l'arrivée, quelle que soit la solution retenue, ce seront toujours les mêmes qui paieront la facture.

La décote sur les titres obligataires grecs que vont subir les banques sera compensée par leur recapitalisation via les Etats, donc les contribuables, recapitalisation qui se fera en passant par les marchés financiers qui empocheront des intérêts au passage, donc d'autres banques plus puissantes, la crise sert également à épurer la finance, logiquement cela devrait aboutir à une augmentation de la dette des Etats, ce que nieront leurs gouvernements en présentant leur concours aux banques comme une garantie apportée aux marchés.

La garantie fournie par le FESF est un tour de passe-passe rhétorique servant à masquer que ce sont en réalité les Etats qui se porteront garants des dettes d'autres Etats de la zone euro passées auprès des marchés, confirmant la soumission des Etats de la zone euro aux marchés financiers.

Un commentaire d'internaute pour aller plus loin dans notre analyse :

- "*Je ne comprends pas bien pourquoi il ne faut pas que la BCE prête aux États?*

On préfère qu'elle prête notre argent aux banques pour qu'elles puissent tenir les États par les roubignelles? En quoi c'est mieux pour les citoyens?"

Sinon à quoi l'Etat servirait-il ?

Reprenons leur mécanisme de la base.

La BCE fabrique de la monnaie (la planche à billets), elle la distribue aux banques et aux institutions financières qui la prête ensuite aux Etats en empochant au passage des intérêts dont elles ont fixé elles-mêmes les taux, intérêts qui vont se traduire par l'augmentation de la dette des Etats qui pour y faire face mettront en oeuvre des plans d'austérité, mais comme cela ne suffit pas, ils doivent de nouveau emprunter sur les marchés et ainsi de suite.

Ce n'est pas la seule explication à cette dette des Etats. En France, il faut ajouter notamment la baisse des impôts sur les bénéfices des entreprises, plus les cadeaux fiscaux en tous genres, l'exonération de cotisations sociales prises en charge par l'Etat.

On voit clairement que la BCE est au service de l'aristocratie financière et non des Etats. Quant à l'Etat, on s'aperçoit nettement qu'il n'est pas un organisme indépendant qui serait placé au-dessus des classes ou qu'il ne représenterait pas l'intérêt général, mais qu'il est bien le représentant des intérêts du capitalisme financier qui domine le capitalisme mondial.

Nous, nous le savions, ce qui est nouveau, c'est que cela apparaît de plus en plus clairement aux travailleurs du monde entier, ce qui devrait les aider à comprendre le rôle et le fonctionnement de l'Etat et du système capitaliste, et à se poser la question de savoir de quel Etat ils ont besoin pour rompre avec le cycle infernal dans lequel le capitalisme les enferme et risque de les broyer.

Cette crise pose directement la question du pouvoir et de l'Etat, d'un gouvernement ouvrier qui romprait avec le capitalisme et ses institutions, la question d'un Etat ouvrier, socialiste.

[Haut de page ↗](#)

Le 25 octobre

JOURNAL

On vient d'avoir une coupure de courant qui a duré 7 heures.

En raison de la mousson, j'ai calculé hier qu'ils avaient coupé le courant plus de 40 fois dans la journée, je n'exagère pas, après être rentré et avoir écourté ma balade quotidiennement avec mon chien, j'ai compté 7 coupures entre 18h et 19h30 ! Cet après-midi,

je pensais cuisiner, puis je me suis dit : il va falloir que les plats que j'aurai préparés refroidissent avant de les mettre dans le réfrigérateur, ce qui va bien prendre quelques heures, il pleut certes, mais on ne peut pas dire qu'il fasse frais pour autant, environ 30°C, et s'ils coupent le courant toute la nuit et que tu places tes plats encore tièdes dans le frigo, ils risquent de tourner ainsi que le reste, du coup, je me suis abstenu de cuisiner.

Voilà le genre de calcul qu'il faut faire sans cesse. Là je bosse sur la batterie du portable, ce matin j'ai bossé sur l'autre ordinateur en vidant au trois quart la batterie de la maison. J'ai mis mon boulot sur une clé USB pour continuer. Parfois je rallume l'ordinateur et je le réteins cinq minutes plus tard et ainsi de suite, bon côté patience je commence à être blindé !

CAUSERIE

Pendant la pause de midi, j'ai eu une nouvelle idée à creuser. J'ai imaginé ce que serait un parti révolutionnaire comportant cinq, six ou sept tendances, comment il pourrait fonctionner et sur quelle base politique, etc. Ce n'est pas la première fois que j'y pense, mais cette fois-ci les choses me sont apparues plus clairement, à mi-chemin entre le parti ouvrier social-démocrate de Russie et le parti bolchevik, de telle sorte que chaque parti (NPA, LO, POI-CCI) ou groupe de militants constituant ces tendances conserverait son journal, sa revue théorique, son matériel et local, une partie des cotisations de ses militants, etc. J'ai parfaitement conscience que nous ne sommes plus en 1917.

Je proposerais qu'il s'appelle le Parti socialiste révolutionnaire. Pourquoi pas ouvrier ? Parce que de nos jours de nombreux travailleurs ne se reconnaissent pas dans cette appellation, ce qui ne signifie pas que ce parti ne se tournerait pas vers les ouvriers, bien au contraire. On ne construit pas un parti pour se faire plaisir ou flatter une couche particulière de travailleurs, encore moins pour se conformer à une tradition ou des principes théoriques obsolètes, mais pour s'implanter dans toutes les couches exploitées de la société.

Socialiste, parce que c'est l'antithèse du capitalisme. Le socialisme, parce que ce sont les droits sociaux ou les questions sociales qui doivent être prioritaires dans la société que nous voulons construire, parce que la production et l'échange doivent être basés sur les besoins sociaux des travailleurs, à l'opposé du capitalisme qui privilégie le capital, le profit.

Révolutionnaire, parce que c'est uniquement par une révolution que les masses exploitées pourront renverser le régime, abolir les institutions et s'attaquer ensuite aux fondements du capitalisme, et non par des réformes successives qui finissent toujours un jour par disparaître et ne permettront jamais de s'émanciper du règne de l'exploitation et de l'oppression, du capital.

Ce parti aurait son propre journal auquel il faudra donner un nom. Il fournirait l'orientation politique adoptée par le parti lors de son congrès, il rendrait compte de la lutte des classes en France et dans le monde, de l'intervention du parti sur le terrain, il consacrerait une ou deux pages à la vie du parti, une tribune libre serait réservée aux différentes tendances dans laquelle ils pourraient exposer leurs divergences avec la ligne politique adoptée par le parti, une page serait consacrée au matérialisme dialectique, une page comporterait des témoignages sur les difficultés que rencontrent les travailleurs au quotidien pour survivre, une page ou deux consisterait à démonter la propagande gouvernementale et celle des médias, une page ou deux expliquerait en quoi le socialisme changerait la vie des travailleurs, tous les rapports dans la société...

Les hebdomadaires du POI, du NPA et de LO et des différents groupes de militants deviendraient les journaux internes de chacune de ces tendances, ainsi personne ne serait lésée. Chacun conserverait sa revue théorique. La transparence la plus totale serait de rigueur, un principe inviolable. Chaque tendance se verrait reverser une partie des cotisations des membres du parti en fonction de leur nombre d'adhérents, afin qu'elles puissent financer leurs journaux, revues, etc.

Quant à l'accord politique qui rassemblerait ces tendances, il reposerait sur la rupture avec le capitalisme et toutes les institutions du capital, nationales, européennes ou internationales, la rupture avec les appareils des partis et des syndicats ouvriers ou réputés tels, la révolution prolétarienne et socialiste comme moyen pour renverser le régime en place, prendre le pouvoir, notre unique objectif, l'organisation politique et indépendante des masses exploitées sous la direction de la classe ouvrière pour constituer les piliers du nouvel Etat ouvrier, social ou socialiste. Sur le plan international, soutien aux travailleurs combattant l'exploitation ou l'oppression sous une forme ou une autre, soutien au prolétariat combattant pour se défaire de la tutelle de l'impérialisme, soutien aux Etats menacés par un impérialisme, à condition toutefois qu'ils ne soient pas eux mêmes des dictatures ou des régimes despotiques, défense de la propriété collective des moyens de production dans les pays où le capital a été exproprié, sans soutenir les régimes en place, soutien à ceux qui combattent ces régimes à condition qu'ils ne situent pas leur combat dans la perspective de la réintroduction du capitalisme...

Prenons le cas de la Libye qui a prêté à confusion et polémique.

Il nous était impossible de soutenir Kadhafi sans soutenir du même coup son régime despotique, et si nous condamnions l'intervention militaire de la coalition impérialiste, nous nous exposions à apparaître comme des partisans de Kadhafi, la soutenir était évidemment impossible, puisqu'il s'agissait manifestement d'une entreprise à caractère coloniale, impérialiste, purement mercantile pour s'octroyer les richesses de ce pays au détriment de son peuple. Dès lors notre combat aurait dû se concentrer contre Sarkozy et son gouvernement en pointe dans cette guerre de rapine, pour aider les travailleurs à faire la

jonction entre ses réelles intentions qui n'avaient rien d'humanitaires ou de démocratiques en Libye, et l'arsenal des mesures antisociales qu'il avait prises contre eux en France.

Prendre partie comme chacun à voulu le faire, estimant que c'était un devoir, une obligation, au nom d'un principe que l'on a voulu appliquer sans tenir compte de l'ensemble des facteurs en présence, c'était s'exposer à une incompréhension de la part des travailleurs. On comprend qu'il ne faille pas caller notre position sur l'état d'esprit des travailleurs, je suis l'un des plus farouches adversaires de la théorie qui consiste à s'aligner sur le *mouvement spontané* des masses, et je ne crains pas de défendre des positions qui vont à contre-courant de leur état d'esprit (majoritaire). La question était de savoir si le jeu en valait vraiment la chandelle, sachant à l'avance ce qui risquait de sortir de cette "révolution" dont le CNT vient de siffler la fin, comment pouvait-on espérer être pris au sérieux en niant à la fois l'état d'esprit de la majorité des travailleurs, tandis que la minorité n'a pas été foutue de se mobiliser contre Sarkozy, après on s'étonne que les travailleurs ne soient pas attirés par ces partis, mais il y a franchement de quoi, ils font tout pour qu'il en soit ainsi.

Moi aussi j'étais farouchement, viscéralement contre l'intervention militaire en Libye. Mais entre mes convictions personnelles et adopter une position qui serait incompréhensible aux yeux des travailleurs et ne permettrait pas de construire le parti, j'ai tranché en adoptant une autre position qui consistait à ni soutenir ni condamner l'intervention impérialiste en Libye, ce qui me permettait d'être crédible pour à la fois combattre Sarkozy que je ne soutenais pas, pour dénoncer les réelles intentions du CNT que je n'ai jamais soutenu, pour dénoncer le régime de Kadhafi que je n'ai jamais soutenu non plus, me plaçant résolument au côté des masses libyennes qui aspiraient à la fin de la dictature et à la démocratie, même si je ne me faisais aucune illusion sur l'issue probable de ce soulèvement.

Encore une fois, on ne pouvait rien pour le peuple libyen, il faut l'admettre. Dès lors la chose la plus importante, c'était la perception que les travailleurs auraient de la position que l'on avait adoptée, et si ces partis avaient été uniquement guidés par l'objectif de la construction du parti, ils n'auraient pas adopté la même position à peu de chose près. Entre nous, si j'avais milité dans un de ces partis ou dans le parti dont j'ai parlé, j'aurais défendu ma position et je me serais plié à la majorité sans en faire une maladie.

Pour conclure, je ne pensais pas développer sur la Libye, je me suis écarté de mon sujet encore une fois. L'idée m'est venue de soumettre par écrit cette proposition de parti au POI, au NPA, à LO et aux différents groupes de militants qui gravitent autour d'eux ou en sont issus. Je vais y réfléchir sérieusement et on en reparlera.

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Soumission à la dictature du capital : un "**impératif catégorique**" pour le PS.

« *Le projet socialiste n'est pas obsolète, il reste une référence, un socle* », explique Pierre Moscovici. Mais l'ancien ministre est prudent sur la « conjoncture »: « *Les hypothèses de croissance qui le nourrissaient ne sont pas celles qui sont annoncées* » pour 2012. « *Il faudra bien s'adapter à cette perspective de croissance.* »

Si, pour l'instant, le candidat n'a abandonné officiellement aucune des propositions qu'il a défendues, Pierre Moscovici prévient: « *Le projet sera adapté sans être renié.* » « *L'impératif catégorique* » est de respecter la réduction du déficit à 3% en 2012, rappelle-t-il. (lefigaro.fr 24.10)

>Renier quoi ? Plus vous apparaîtrez au grand jour tels que vous êtes et mieux ce sera...

1.2- La livraison destinée à Ben Ali ira au CNT, gouvernement fantoche de l'impérialisme.

Claude Guéant voulait un policier de confiance pour remettre d'aplomb le service de sécurité intérieure de l'ambassade de France à Tripoli. C'est un commissaire de la police judiciaire, Lucas Philippe, 38 ans et déjà ancien patron des groupes d'interventions régionaux (GIR) et de la structure de renseignement installée au sein de l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCRTIS), qui hérite du poste. Il est arrivé dans la capitale libyenne il y a une semaine à peine, accompagné d'un officier spécialiste des questions d'immigration.

«*Ce jeune commissaire qui vient du terrain manifeste des dispositions certaines pour l'analyse*», se félicite Émile Perez, le chef de Direction de la coopération internationale (DCI) au ministère de l'Intérieur. «*Le service de sécurité intérieure de notre ambassade devra répondre à toutes les questions sur la restauration de la sécurité en Libye*», explique une responsable de la cellule diplomatique à Beauvau. En clair: évaluer les besoins du pays en termes de formation et de matériel. Car la Libye n'a plus de police digne de ce nom après huit mois de conflit. «*Ce n'est pas avec des kalachnikovs qu'on assure la paix publique dans un*

«*État de droit*», résume un commissaire de police.

«*La France a un savoir-faire reconnu en matière de gestion démocratique des foules*», estime le chef de la DCI. Selon lui, «*les premières notes d'information attestent que les autorités locales sont demandeuses de tous les équipements possibles pour assurer l'ordre: uniformes, voitures, bâtons de défense*». La France, qui a une image forte auprès du Conseil national de transition (CNT), est en situation favorable pour décrocher les premiers contrats. Elle s'engage notamment à former des cadres policiers locaux. Londres et Rome espèrent aussi renforcer leur coopération avec la Libye. (lefigaro.fr 24.10)

Juppé et Longuet se sont précipités pour saluer la disparition du tyran. Au même moment, l'ONU et l'UE s'efforçaient de déplorer son exécution sommaire dont les images tournent en boucle sur Internet, donc accessibles dans le monde entier, comme pour faire oublier qu'ils en partagent la responsabilité, conformément à leurs intentions sur lesquelles il serait fâcheux de trop s'attarder, de crainte que les peuples découvrent le cynisme et le côté purement mercantile de ces institutions dont les intérêts n'ont rien à voir avec les leurs. Bref, un nouveau dérapage du gouvernement Sarkozy-Fillon que l'hypocrisie de l'ONU et de l'UE ne parviendra pas à faire oublier, trop tard !

1.3- La risée, suite. Sarkozy dans ses oeuvres.

Le président français, Nicolas Sarkozy, se serait emballé dimanche contre le Premier ministre britannique David Cameron, lors du sommet européen sur la dette.

Répondant à des critiques de Cameron, Sarkozy lui aurait lancé : "*Tu as perdu une bonne occasion de te taire*", rapporte The Guardian ("*You have lost a good opportunity to shut up*").

Puis le président français aurait ajouté : "*Nous en avons assez de vous entendre nous critiquer et nous dire ce que nous avons à faire*", toujours selon The Gardian, citant des sources diplomatiques. Avant d'ajouter : "*Vous dites détester l'euro, vous n'avez pas voulu le rejoindre et maintenant vous voulez vous ingérer dans nos réunions*". Cinglant.

"*La crise de la zone euro affecte toutes nos économies, y compris celle de la Grande-Bretagne*", a lancé M. Cameron. Avant d'ajouter qu' "*Il est dans l'intérêt de la Grande-Bretagne que les pays de la zone euro règlent leurs problèmes. Mais cela devient dangereux -et j'en ai parlé franchement avec eux-, s'ils prennent des décisions vitales pour les autres pays du Marché unique, comme des décisions sur les services financiers qui concernent tout le Marché unique*".

Ce sont ces paroles qui ont apparemment énervé Nicolas Sarkozy.

Mais le président Français ne s'est pas arrêté là. Il aurait aussi provoqué les Italiens. Franco Frattini, le ministre des Affaires étrangères, s'est notamment plaint "*des gestes et expressions ridiculisant notre pays [qui] ne sont pas opportuns*". Une référence aux sourires entendus de Nicolas Sarkozy et Angela Merkel à propos de l'Italie.

Un sourire à la suite d'une question sur les garanties apportées par Silvio Berlusconi sur les réformes en Italie, qui fait beaucoup parler en Italie. "*Personne n'est en mesure de donner des leçons à ses partenaires*" et que "*personne au sein de l'Union ne pouvait s'autodésigner commissaire et parler au nom de gouvernements élus*", a dit le chef du gouvernement italien lundi, selon Le Point. (lepost.fr 24.10)

1.4- Va-t-en-guerre. Après la Côte-d'Ivoire et la Libye, c'est au tour de la Somalie !

1.4.1- La France apporte un soutien «*logistique*» à l'armée kényane dans le cadre de l'opération menée par Nairobi contre des militants islamistes somaliens soupçonnés d'avoir enlevé plusieurs ressortissants occidentaux, a déclaré lundi un porte-parole de l'état-major des armées.

Un média a rapporté qu'un bâtiment de la marine française avait bombardé la côte somalienne dans le cadre de cette opération contre l'organisation Al Chabaab qui a débuté le 16 octobre. «*Je démens formellement qu'un bâtiment français a bombardé la côte somalienne*», a dit le porte-parole. «*(Mais) il vrai que nous opérons un soutien logistique limité aux autorités kényanes*», a-t-il ajouté, précisant qu'un avion de transport tactique Transall avait été dépêché pour effectuer des rotations entre Nairobi et une localité située au nord du Kenya. (20minutes.fr 24.10)

1.4.2- "*Le Kenya a donné son accord pour aider les forces somaliennes d'un point de vue logistique, mais nous ne permettrons jamais quoi que ce soit qui puisse nourrir les soupçons d'intervention (extérieure)*", a lancé le président somalien, Sharif Cheikh Ahmed. Les deux pays ont signé un accord de coopération pour des opérations militaires et de sécurité, qui limite les interventions kényanes à la région somalienne frontalière du Bas-Juba. (lemonde.fr 24.10)

Vous ne saviez pas que Sarkonapoléon était le chef des armées autoproclamé en Afrique ?

2- Tunisie

Les islamistes d'Ennahda ont revendiqué lundi soir la victoire aux élections constituantes de la veille en Tunisie.

En début de soirée, aucun résultat officiel n'avait été annoncé, à l'exception du vote des Tunisiens de l'étranger, mais la formation islamiste a indiqué sur la foi des résultats affichés localement devant les bureaux de vote qu'elle avait remporté plus de 30% des voix, arrivant en première place sur le plan national et dans la plupart des régions.

"*Nous ne ferons l'économie d'aucun effort pour forger une alliance politique stable au sein de l'assemblée constituante*", a annoncé Abdelhamid Jlazzi, directeur de campagne d'Ennahda (Renaissance).

Sans attendre la proclamation des résultats par l'Instance supérieure indépendante des élections (ISIE), le Parti progressiste démocratique (PDP), formation laïque, a reconnu sa défaite.

Les Tunisiens se sont déplacés en masse dimanche pour élire démocratiquement une assemblée constituante. La participation a dépassé les 90% des inscrits.

Selon toutes vraisemblances, compte tenu notamment du mode de scrutin de liste à la proportionnelle, Ennahda ne devrait pas remporter de majorité absolue à l'assemblée et risque de se heurter à un front de formations laïques.

Les seuls résultats officiels disponibles concernent le vote des Tunisiens de l'étranger, qui votaient avant dimanche.

Sur les 18 sièges qu'ils devaient désigner, neuf sont allés à Ennahda, quatre au Congrès pour la république (gauche) de Moncef Marzouki, longtemps exilé en France, trois à l'Ettakatol, autre parti laïc.

En plus de la rédaction de la nouvelle constitution du pays, les 217 membres de l'assemblée élue dimanche devront former un nouveau gouvernement provisoire avant des élections législatives et présidentielle prévues l'année prochaine.

Dimanche, Rachid Ghannouchi, chef de file d'Ennahda rentré en Tunisie après 22 ans d'exil en Grande-Bretagne, avait parlé de "*jour historique*". En sortant du bureau, il a été hué par des dizaines de personnes aux cris de "*Dégage !*" et "*Tu es un terroriste et un assassin ! Rentre à Londres*".

Pour les observateurs, le parti est tiraillé entre une direction modérée et une base parfois plus radicale.

"*Ennahda a réussi là où nous avons échoué, nous devons nous restructurer, nous devons nous unir une nouvelle fois*", a indiqué Riadh ben Fadhal, du Pôle démocratique moderniste (PDM, coalition de centre-gauche). (Reuters 24.10)

Ils ont redonné vie au cadavre d'Ennahda pour empêcher que les masses laborieuses se tournent vers les partis ouvriers (avec tous leurs défauts).

3- Bolivie

Les autorités boliviennes ont conclu, lundi 24 octobre, un accord mettant un point final au mouvement de protestation mené depuis deux mois par des Indiens d'Amazonie opposés à un projet de route qui a fortement mobilisé l'opinion.

Vendredi, le président Evo Morales avait ouvert la voie à une résolution du conflit en accédant à la principale exigence des Indiens : l'annulation d'un projet routier devant relier deux provinces enclavées en traversant le territoire indigène du parc national Isiboro-Secure, dans le nord-est du pays.

Parmi les demandes des Indiens d'Amazonie figuraient également la fin des activités gazières dans le parc Aguaragüe, qui fournissent 80 % de la production nationale de gaz, la principale richesse du pays, des garanties sur la préservation de leur habitat ainsi que la réaffirmation de leur droit à vivre dans un milieu naturel préservé.

Après l'annonce de l'abandon du projet, qui devait être financé par le Brésil, Fernando Vargas, un des représentants indiens, s'est réjoui que "*le gouvernement a fini par comprendre qu'il ne pouvait pas détruire un parc national*". "*Je ne sais pas si c'est parce qu'il a compris ou parce qu'il a cédé sous la pression de la marche*", a-t-il quand même noté.

Près de 2 000 Indiens ont parcouru à pied 600 kilomètres et bravé l'altitude, le froid, les intempéries, ainsi qu'une violente tentative policière de dispersion qui avait fait 74 blessés à Yucumo (nord-est), avant d'être accueillis en héros la semaine dernière par les habitants de La Paz.

Evo Morales a accepté de rencontrer des représentants des manifestants après avoir tenté, en vain, de négocier par l'intermédiaire de 11 ministres envoyés successivement à la rencontre des marcheurs. Depuis son arrivée au pouvoir en 2006, c'est la deuxième fois que le président bolivien fait marche arrière sous la pression populaire. En décembre 2010, il avait annulé un décret sur la hausse des prix des carburants qui avait déclenché grèves et manifestations violentes. (lemonde.fr 24.10)

4- Libye.

Dimanche, Moustapha Abdeljalil a affirmé que la charia serait la principale source de législation dans la nouvelle Libye, au cours d'un discours à l'occasion d'une cérémonie pour la proclamation de la «libération» de la Libye.

«En tant que pays islamique nous avons adopté la charia comme loi essentielle et toute loi qui violerait la charia est légalement nulle et non avenue», avait-il indiqué à Benghazi, citant en exemple la loi sur le divorce et le mariage.

Sous le régime de Mouammar Kadhafi, la loi n'interdisait pas la polygamie mais imposait des conditions préalables, notamment le consentement de la première épouse. L'époux doit aussi faire la preuve devant la justice qu'il a la capacité financière de soutenir une famille multiple.

Abdelrahman Al-Chater, un des fondateurs du Parti de la solidarité nationale (centre-droite) a estimé qu'il était «précoce de parler de la forme de l'Etat». «C'est un sujet qui doit être discuté par les différents courants politiques et le peuple libyen», a-t-il dit.

Dimanche, outre l'exemple de la loi sur le divorce et le mariage, M. Abdeljalil avait annoncé l'ouverture de banques islamiques en Libye qui conformément à la loi islamique interdisent de toucher des intérêts. (libération.fr 24.10)

Rectifications : La guerre de Sarkozy, Cameron, Berlusconi et Obama ne conduisait pas à l'instauration de la charia en Libye, elle était déjà en place, sauf qu'au lieu de profiter au clan Kadhafi, elle profitera à ces impérialistes dont le CNT est l'intermédiaire. A moins que les Libyens s'estiment lésés et se rebiffent contre le CNT...

Quant aux banques islamistes qui seraient des entreprises philanthropiques, c'est une escroquerie, c'est le prétexte tout trouvé pour ne pas rémunérer les dépôts de leurs clients, tandis que les banques s'en servent pour spéculer sur les marchés et empocher des profits.

5- Afrique du Sud

Le président sud-africain Jacob Zuma a limogé lundi deux membres de son gouvernement pour corruption présumée et suspendu le chef de la police nationale pour montrer sa détermination en matière de lutte contre la corruption.

Le chef de l'Etat a précisé à des journalistes que les deux ministres révoqués étaient Sicelo Shiceka (Gouvernance des coopératives) et Gwen Mahlangu Nkabinde (Travaux publics).

Le premier est soupçonné d'avoir dépensé 600.000 rands (74.220 dollars) d'argent public en déplacements luxueux non autorisés. Il lui est notamment reproché de s'être rendu à plusieurs reprises à l'étranger pour rendre visite à une maîtresse emprisonnée en Suisse pour trafic de drogue.

Son collègue des Travaux publics, ainsi que le patron de la police nationale figurent dans un rapport ayant l'aval des autorités pour des agissements illicites lors de transactions immobilières.

Le patron de la police est suspendu avec effet immédiat jusqu'aux conclusions de l'enquête ouverte sur les allégations le concernant. Il conserve toutefois son traitement.

L'enquête porte sur de possibles malversations de sa part concernant des transactions immobilières de la police d'un montant de 265 millions de dollars

Le gouvernement actuel est accusé par certains, y compris par la grande centrale syndicale Cosatu, qui est un allié de longue date de l'ANC au pouvoir, de tolérer une corruption endémique au sein de l'administration. (Reuters 24.10)

Des fusibles, Jacob Zuma ne vaut guère mieux. (lire dans la rubrique internationale : *Afrique du Sud. Les révolutionnaires Gucci.* (sateafrique.com) (29.09.11))

Social

1- France

1.1- Baisse des commandes ou trop de stock = chômage partiel

Renault va recourir à des mesures de chômage partiel en novembre pour réguler ses stocks, a indiqué lundi une porte-parole du constructeur automobile, alors que son concurrent national PSA Peugeot Citroën a déjà fermé des usines quelques jours en octobre.

L'usine de Douai (Nord), où sont produits les monospace Scenic et la Mégane coupé cabriolet et qui emploie environ 4.800 salariés, sera fermée du 26 octobre au 1er novembre inclus.

Sandouville, où sont produits l'Espace et la Mégane, avec 2.400 salariés, fera le pont du 1er novembre, tout comme Flins, où sont montées les Clio avec 2.700 salariés. A l'étranger, l'usine de Novo Mesto, en Slovénie, sera fermée «*dimanche, lundi, mardi*», a-t-elle précisé. (liberation.fr 24.10)

1.2- Saigner les plus faibles pour engraisser les puissants.

A partir du 1er janvier 2012, les indemnités journalières (IJ) pour arrêt maladie devraient représenter 60 % du salaire net, et non plus 50 % du brut. Le gouvernement justifie ce changement par un besoin d'harmonisation du calcul des indemnités (maladie, accident du travail, congés maternité). En choisissant ce taux, qu'il aurait pu fixer de manière à ce qu'il n'y ait pas de baisse des montants perçus par les malades, il opère une économie de 220 millions d'euros. Une façon de contenir la hausse des dépenses d'IJ.

Certains malades seront touchés directement. Les autres, qui bénéficient de contrats de prévoyance, pourraient voir leurs cotisations augmenter.

Chaque année, 7 millions de salariés se voient prescrire un arrêt de travail. Un tiers sont inférieurs à 8 jours, 57 % sont entre 8 jours et 3 mois, et 13 % vont au-delà.

Le gouvernement renoncera-t-il à réduire le montant des indemnités pour arrêt maladie lors de l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2012, qui commence mardi 25 octobre à l'Assemblée nationale ?

Certes, la perte de revenus liée au changement du mode de calcul des indemnités journalières pourra être compensée par les employeurs. Mais de nombreux Français seront touchés. En France, 30 % des salariés ne bénéficient pas d'un contrat de prévoyance. Premiers concernés, les précaires ou les personnes dont la faible ancienneté ne donne pas droit à un complément de rémunération. L'impact sera particulièrement lourd en cas d'arrêt de longue durée.

Pour un smicard, la baisse devrait s'élever à 40 euros par mois, pour un cadre, à 85. Un montant à soustraire non pas du salaire, mais d'un revenu composé d'indemnités et déjà réduit.

Depuis 1945, jamais les indemnités journalières n'avaient été réduites. Un premier changement de mode de calcul, en janvier 2011, avait provoqué une baisse de 1,4 %. Si la nouvelle mesure entre en vigueur, la diminution s'élèvera à près de 6 %. (lemonde.fr 24.10)

Espagne

L'Espagne ne voit pas le bout du tunnel. La crise s'allongeant, le nombre de chômeurs en fin de droit ne cessent d'augmenter : ils seraient 2- près de deux millions sur les 4,8 millions de chômeurs espagnols (21 % de la population active) à ne percevoir aucune prestation. Près d'1,4 million de foyers compteraient tous leurs membres au chômage. Et selon les associations de droit au logement, 300 000 familles ont été expulsées de chez elles par les banques parce qu'elles ne payaient plus leur crédit depuis trois ans.

Le 13 octobre, l'association caritative, dépendant de l'église catholique Caritas, a tiré la sonnette d'alarme, annonçant lors de la présentation de son rapport 2010 que la pauvreté en Espagne "se stabilise et devient chronique". Le nombre de personnes ayant recours à ses services d'"accueil et assistance primaire", qui résolvent les questions d'urgence basiques telles que l'alimentation, est passé de 400 000 en 2007 à 950 000 en 2010. Or seulement 30 % de ceux-ci demandaient de l'aide pour la première fois. Les 70 % restants correspondent à "des personnes dont la situation empire par manque de solution", a souligné le secrétaire général de l'organisation Sébastien Mora. Les trois-quarts sont des couples âgés entre 20 et 40 ans avec plusieurs enfants en bas âge. Et pour la première fois, ils sont majoritairement de nationalité espagnole.

La solidarité familiale traditionnelle des pays méditerranéens, qui a si longtemps permis d'épargner les gens de la misère et

de l'exclusion sociale, semble ne plus suffire. *"Chaque année, il y a davantage de personnes qui ont besoin d'une aide d'urgence et le réseau de protection sociale public, qui était faible, diminue et s'érode"*, continue M. Mora.

Plan d'austérité oblige, les aides nationales destinées aux chômeurs en fin de droit, limitées à une durée de six mois, sont de plus en plus restrictives. Quant aux régions autonomes espagnoles, obligées de réduire leur déficit monstrueux, elles taillent dans les budgets sociaux. Les aides au logement, aux familles nombreuses, aux personnes dépendantes ou sans revenu se trouvent, par exemple, sur la sellette en Catalogne.

L'Institut national de statistiques espagnol, l'INE, qui a rendu public la semaine dernière les conclusions de l'enquête sur les conditions de vie 2011 parvient au même constat : la misère augmente à grands pas en Espagne.

Près de 22 % des foyers espagnols vivraient actuellement sous le seuil de pauvreté, fixé à 7 500 euros annuels pour une personne seule ou 13 500 pour un couple avec un enfant. En 2010, ils étaient 20,7 % et 19,5 % en 2009. L'augmentation du chômage en est la principale cause. *"Un signe de la gravité de la situation est que de plus en plus de jeunes, formés et qualifiés, quittent l'Espagne pour trouver du travail ailleurs"*, souligne Florentino Felgueroso, directeur de la chaire de capital humain à la Fondation des études d'économie appliquée (Fedea). L'Espagne redeviendra-t-elle un pays d'émigration comme il y a quarante ans ? Selon les études de l'INE, c'est une possibilité si la situation continue de se détériorer.

Les revenus moyens des familles espagnoles ont baissé de 4,4 % en un an, atteignant moins de 25 000 euros annuels par foyer et 9 400 euros annuel par personne. Une famille sur trois n'a pas les moyens d'affronter des dépenses imprévues et 40 % n'a pas les moyens de se payer une semaine de vacances hors de son domicile. Plus alarmant encore, un récent rapport de l'Unicef souligne que 15 % des enfants d'origine étrangère vivent dans des conditions de grave pauvreté et que 6 % souffre de la faim de manière habituelle.

Pour le moment, l'Espagne ne connaît que peu de tensions sociales malgré l'ampleur de la crise. Pas de grève générale. Pas de violence et de délinquance de masse. Seuls les sympathiques "indignés", pacifistes et utopistes, dénoncent les difficultés de la société, gentiment, lors d'assemblées populaires... Mais jusqu'à quand ? (lemonde.fr 24.10)

Quand on parle de "sacrifices" que le prolétariat devra consentir dans son combat abattre le régime en place, on ne pense pas seulement à ceux qui y laisseront la vie, ce qu'on vient de lire en fait partie.

Désolé pour les petits-bourgeois qui se disent révolutionnaires, et qui croient qu'il ne faudrait pas en passer par là pour parvenir à l'objectif que nous nous sommes fixés. D'ailleurs, peut importe ce qu'ils croient ou non, puisque les choses se dérouleront ainsi, et qu'ils le veulent ou non n'y changera rien, d'où l'inanité de leur position qui repose sur l'ignorance du processus qui conduit à une situation révolutionnaire, ce qui ne veut pas dire forcément à une révolution. Il faudrait étayer cet argument.

En substance, on ne souhaite évidemment pas que la classe se retrouve confrontée à des difficultés croissantes pour survivre, il faut avoir conscience que c'est la crise du capitalisme qui conduit inexorablement à cette situation et si tel n'était pas le cas, les conditions objectives qui poussent les masses exploitées à passer à l'action n'existerait pas et le socialisme serait une utopie.

Le problème, c'est que lorsqu'on s'emploie à ignorer cette perspective, on est incapable de proposer une perspective révolutionnaire aux travailleurs qui prennent en compte cet aspect du développement de la situation, on est tout juste capable de leur proposer une orientation politique qui a pour seule objectif une amélioration de leur condition, et comme ils s'aperçoivent que c'est exactement le contraire qu'ils subissent, ils considèrent à juste titre que ceux qui leur proposent cette politique se moquent d'eux, ignorent leur situation ou ne sont pas très sérieux.

Je vais vous livrer le secret du léninisme qui n'en est pas, mais qu'ignore nos dirigeants ou dont ils se sont écartés : être toujours prêt à engager le combat pour le pouvoir, en toutes circonstances, même lorsque la question du pouvoir ne figure pas à l'ordre du jour, lorsqu'elle paraît encore lointaine, de façon à y préparer les militants et les travailleurs. Cela nécessite de partir de la réalité aussi dure soit-elle, de s'en saisir pour la dépasser, au lieu de la nier ou de se lamenter.

3- Egypte

Des milliers de policiers égyptiens ont fait grève lundi pour exiger des augmentations de salaire et le limogeage des hauts responsables de la sécurité compromis dans le régime du président Hosni Moubarak, renversé par la rue le 11 février dernier.

Environ un millier de policiers de base se sont rassemblés devant le ministère de l'Intérieur, dans le centre du Caire. Ils revendiquent notamment une hausse de 200% de leur traitement et la fin des procès de policiers devant des tribunaux militaires. (AP 24.10)

Economique

1- BCE

Les autorités de la zone euro devraient à l'avenir disposer de pouvoirs renforcés pour peser sur les politiques économiques d'un Etat membre qui échouerait continuellement à atteindre ses objectifs économiques, a déclaré lundi le président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet.

"Une deuxième phase devrait être envisagée pour un pays qui échouerait à atteindre les objectifs de son programme", a-t-il dit.

"Dans cette deuxième phase, les autorités de la zone euro auraient un rôle approfondi et plus directif dans la formulation des politiques économiques de ce pays."

"Appliquer cette idée d'une deuxième phase impliquerait de toute évidence un changement du Traité (européen). Cela impliquerait également une nouvelle conception de la souveraineté." (Reuters 24.10)

Tiens donc, les Etats seraient encore souverains, nous le soupçonnions fortement, tandis qu'il y en a qui n'arrête pas de nous rabâcher le contraire, c'était faux alors, cel explique peut-être pourquoi ils ne sont pas crédibles auprès des travailleurs, non ?

2- Zone euro

Nicolas Sarkozy a certes perdu dimanche une bataille face à Angela Merkel en cédant sur la réforme du fonds de soutien à l'euro et l'évolution des missions de la BCE, mais le temps - et les marchés - pourraient bien lui donner raison à terme.

Car si l'Allemagne a refusé de revenir sur l'un des dogmes de la construction de l'euro - l'interdiction faite à la Banque centrale européenne de financer la dette des Etats -, elle n'en a pas moins accepté de faire un pas de plus dans l'intégration économique et budgétaire en acceptant des garanties accrues pour les dettes des pays en difficulté.

D'une part, via une assurance partielle - sans doute à hauteur de 20% - des nouveaux titres de dette émis sur le marché obligataire primaire par les pays de la zone euro qui seraient chahutés sur les marchés.

D'autre part, via un nouveau "*véhicule spécial*" qui, alimenté par des fonds privés et garanti par le FESF, rachèterait de la dette de ces pays sur le marché secondaire.

Ces mécanismes, qui permettraient de multiplier par dix au maximum la capacité du FESF doté de 440 milliards, resteraient liés à des conditions strictes, selon le voeu allemand, mais ils renforcent encore l'arsenal européen.

D'autant que le FESF, qui peut désormais aussi émettre des lignes de crédit dites flexibles et être utilisé pour recapitaliser les banques, se fondera mi-2012 dans une structure permanente et aux reins plus solides encore : le mécanisme européen de stabilité (MES).

Celui-ci aura statut d'institution internationale et sera doté d'un capital "*en dur*" de 80 milliards d'euros et d'une réserve de capital "*appelable*" de 620 milliards d'euros, qui rendront sa transformation en banque et le recours à l'effet de levier à la fois plus facile et plus évident.

La question de donner accès au MES aux liquidités illimitées de la BCE se reposera donc d'elle-même, avec cette fois un environnement plus porteur.

Les Européens auront entamé une réforme des traités afin de muscler la gouvernance de l'euro et blinder les contrôles sur les Etats les moins orthodoxes sur un plan budgétaire.

La pression des Etats-Unis, des grands émergents, du Fonds monétaire international et des pays hors zone euro, largement favorables aux vues françaises de faire de la BCE le prêteur en dernier ressort de la zone euro, redoublera d'intensité.

Et les marchés auront quant à eux livré leur verdict sur la solution complexe et peu lisible sur laquelle s'est entendue le couple franco-allemand.

Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a d'ailleurs laissé la porte ouverte à la question d'une participation de la BCE au processus de réforme du FESF.

"Dire que la BCE n'est impliquée en rien serait aller trop loin", a-t-il dit lors d'une conférence de presse à l'issue du sommet des dirigeants de la zone euro, dimanche soir.

A Paris comme à Bruxelles, des diplomates ayant suivi les discussions entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel au cours du week-end s'accordent à penser que la chancelière n'était pas si inflexible qu'elle veut bien le dire publiquement sur l'évolution des missions de la BCE.

Ces diplomates disent par ailleurs que l'idée française est loin d'avoir été remise au placard et qu'elle fera sa réapparition au premier signe d'aggravation de la crise.

"Au bout du bout, ce sont les marchés qui jugeront. Avoir la BCE en soutien, c'est mieux que le contraire", explique l'un d'entre eux.

"Et le succès de la réponse européenne à la crise repose sur l'intervention de la BCE à un moment ou à un autre. Tout le monde en est convaincu", dit-il encore. (Reuters 24.10)

Nous disions récemment que fondamentalement leur objectif à terme est copier le modèle américain aussi bien sur le plan économique que politique, à ceci près que les Etats-Unis sont une fédération d'Etats sans souveraineté ni pouvoir contrairement à l'UE, et que chaque Etat de l'UE continue de défendre ses propres intérêts nationaux contre les autres Etats de l'UE.

Leur objectif : BCE + FESF = MES = Fed = les banquiers, les marchés financiers !

Aux Etats-Unis, c'est la Fed qui décide la politique économique du pays dont le gouvernement ne sera que le porte-parole. Dans l'UE, un tel mécanisme ne peut pas fonctionner, pour y parvenir il faudrait remettre en cause la souveraineté des Etats qui la composent et doter l'UE d'un gouvernement fédéral qui déciderait la politique économique en lieu et place des Etats... comme aux Etats-Unis.

3- Etats-Unis.

Caterpillar a fait état lundi d'un chiffre d'affaires record et d'un bond de 44% de son résultat au troisième trimestre, dépassant nettement les attentes des analystes et faisant preuve d'un optimisme mesuré pour 2012.

Le numéro un mondial des engins de terrassement et des équipements pour l'industrie minière a dit s'attendre à ce que son chiffre d'affaires grimpe de 10% à 20% l'an prochain.

Au troisième trimestre, le groupe a dégagé un bénéfice net de 1,14 milliard de dollars.

Pour l'ensemble de l'année 2011, Caterpillar a dit s'attendre à des ventes atteignant environ 58 milliards de dollars, en incluant sa récente acquisition de Bucyrus.

Caterpillar a indiqué que 2011 serait une année record pour le groupe s'il atteint ses objectifs de résultat et de ventes. Le groupe américain ajoute avoir créé 4.800 emplois pendant ce trimestre, dont 2.000 aux Etats-Unis. (Reuters 24.10)

Les ouvriers de Caterpillar qui ont été licenciés en France (notamment), je ne sais plus si c'était en 2010 ou 2009, apprécieront.

[Haut de page ↗](#)

Le 26 octobre

JOURNAL

J'ai terminé de formater les articles mis en ligne hier dans cette page, mettre les passages entre guillemets en italique. Hier j'étais pressé par le temps en raison d'une coupure de courant, aujourd'hui c'est la même chose, on croule sous un déluge de flotte depuis tôt ce matin et il a plu toute la nuit, mais aujourd'hui c'est Diwali, une fête nationale, donc on a un peu plus de courant ! Le bonheur, c'est qu'à cause de la pluie les pétards sont humides !

Véridique. Avant-hier j'ai voulu acheter du riz pour mon chien, je m'arrête à la coopérative du gouvernement : pas de riz, on ne vend que des pétards ! Bon, j'aperçois à deux pas une boutique qui vend du riz, je demande le prix du riz le moins cher en spécifiant que c'est pour mon chien, on me propose du riz à 22 roupies le kilo, alors qu'ailleurs c'est 13 roupies, je les ai traités de voleurs en tamoul ! Comme j'ai déménagé, je dois faire mes courses chez des commerçants qui ne me connaissent pas, du coup ils essaient de me voler, pas tous mais presque.

Bon c'est férié et je bosse.

CAUSERIE

- Les discussions européennes sur une réponse d'envergure à la crise de la dette semblaient s'enliser mardi... (Reuters 25.10)
Donc attendons demain pour aborder cette question.

Autre chose.

Pour nous détendre, décryptons la note que la curie papale a pondue à destination de ses brebis, dont des extraits figurent dans un article de presse mis en ligne hier dans cette page.

Pour faire bonne figure, elle commence par une concession en dénonçant "*l'idolâtrie du marché*" pour aussitôt benoîtement fustiger la "*cupidité collective*" mêlant dans le même bénitier maudit les nantis et les nécessiteux, car il est bien connu qu'ils possèdent les mêmes pouvoirs et bénéficient des mêmes droits dans la société, et si "*les personnes comme les peuples*" ne savent pas savent pas s'en servir pour déguster le bonheur sur terre avant de le trouver dans le ciel, c'est parce qu'ils manqueraient singulièrement de "*discernement*" et non parce qu'on s'emploierait sciemment à les tromper sur la nature du malheur qui les accable.

Puis elle tempère cet excès de zèle à la manière d'un dérapage contrôlé en interrogeant les anges à voix haute, en se demandant hypocritement si "*les gens à Wall Street*" serviraient vraiment "*les intérêts de l'humanité et l'intérêt général*". Quelle audace, parbleu, voilà qu'elle blasphème, qui oserait en douter enfin !

Diable, reprenez-vous, patience, pas autant qu'il en faudra pour les miracles tout de même, qu'est-ce que vous croyez les banquiers du Saint-Siège ont aussi les pieds sur terre qu'un Warren Buffet !

Conscient du profond malaise social qui règne dans le vieux monde au bord du chaos, qu'elle se propose de secourir comme pour faire oublier qu'elle en est le complice, sans toutefois évoquer son origine réelle, elle a appelé lundi à la création d'une "*autorité publique universelle* basée sur le modèle de l'ONU qui selon elle ferait partie des "*institutions démocratiques*" et une "*banque centrale mondiale*" calquée sur les "*banques centrales nationales*", donc la Fed, une sacrée référence !

Et comme la démocratie n'est pas vraiment en odeur de sainteté au Vatican, elle a ajouté qu'une telle autorité politique devrait "*gagner ensuite en indépendance*", ce qui signifie en réalité, échapper à tout contrôle des peuples qui devraient en être les esclaves dociles, pour l'éternité, amen ! Et pour parvenir à cette dictature mondiale du capital sur laquelle le prolétariat n'aurait aucune emprise ou si peu, il faudrait que les Etats renoncent à leur souveraineté en procédant à un "*transfert, graduel et équilibré, d'une partie (de leurs) attributions nationales*" au profit d'une "*autorité mondiale et aux autorités régionales*", dont l'UE et la boucle est bouclée, au-dessus de la ceinture cette fois, à l'emplacement du portefeuille...

Si une telle perspective se réalisait un jour, nous pourrions dire adieu au socialisme. Mais, car il y a un mais et de taille, on peut concevoir que quelques Etats acceptent de perdre leur souveraineté, en partie ou en totalité, mais il est inconcevable d'y inclure les pays les plus développés ou des pays de la taille de la Chine, de l'Inde, de la Russie ou du Brésil. La crise de l'UE en est la démonstration si besoin était.

En France et dans les pays de l'UE, pour combattre efficacement cette perspective satanique à laquelle adhère évidemment le Vatican, il faut défendre tous nos acquis sociaux en orientant notre combat politique et syndical dans la perspective du renversement des institutions et du capital, dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Toute politique qui se situerait dans un cadre nationaliste, social-patriote, qu'illustre les mots d'ordre de la défense de la démocratie ou de la République qui se confondent avec la défense de l'ordre établi qu'il nous faut renverser, ou encore la défense de la Constitution telle qu'elle existe, toute allégeance au régime quelle que soit la forme ou le contenu qu'on lui donne, à ses institutions, à l'UE, à l'ONU et ses agences, la référence au protectionnisme ou à la démondialisation, etc. devrait être dénoncée et combattue avec le même acharnement que l'on met à combattre les capitalistes et leurs représentants politiques.

Autre sujet.

Le Sénat, dont la majorité est détenue par la gauche, a rejeté mardi la proposition de loi (PPL) du député UMP Eric Ciotti prévoyant un encadrement de type militaire des mineurs délinquants.

L'Assemblée nationale a, de son côté déjà adopté la PPL le 12 octobre. Elle sera donc soumise à une Commission mixte paritaire (CMP, 7 sénateurs, 7 députés) pour tenter d'établir une version commune aux deux Chambres. En cas d'échec, ce qui est probable, elle reviendra devant le Parlement mais l'Assemblée nationale aura le dernier mot. (liberation.fr 25.10)

Vous avez bien lu la fin de la dernière phrase, en dernier ressort c'est l'Assemblée nationale qui prime sur le Sénat, la Constitution est ainsi faite, dès lors la majorité des sénateurs peuvent voter ce qu'ils veulent, ce sera sans conséquence, un coup d'épée dans l'eau. Cela signifie que s'adresser aux sénateurs comme le fait le POI est une aberration, inutile ou brasser du vent au-delà de son aspect opportuniste... Rompez une fois pour toute le cordon ombilical avec les institutions et l'appareil du PS !

Cela m'a fait penser à autre chose.

En 1917 les bolcheviks s'adressaient ainsi aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaire au pouvoir avec les cadets : rompez avec la bourgeoisie, attaquez-vous aux fondements du capitalisme, etc. ce mot d'ordre était justifié puisqu'ils n'avaient jamais gouverné, les masses avaient besoin de savoir ce qu'ils avaient réellement dans le ventre pour comprendre qu'ils ne rompraient jamais avec la bourgeoisie, elles avaient besoin de faire cette expérience pour tirer un trait dessus et en tirer des enseignements politiques pour la suite de leur combat. Il était également valable en 36 en France puisque le Parti communiste n'avait jamais gouverné.

Mais plus tard, quand l'expérience avait démontré aux masses qu'elles ne pouvaient pas espérer un changement de société en portant au pouvoir le PS et le PC, ce mot d'ordre était devenu obsolète, impossible à avancer, passer outre ce constat, c'était conduire la classe ouvrière à revivre la même expérience qui se serait soldée par le même résultat, une impasse avant que la réaction revienne au pouvoir, et c'est chaque fois ce qui se passa, on peut ajouter mai 1981.

Les appels en direction des députés du PS et du PCF en 1981 à appliquer une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière reposaient notamment sur l'interprétation erronée qu'elle avait faite de l'expérience de la IV^e République de 1946 à 1958 ou de son bilan, sur le refus de combattre ses illusions et de se situer sur le terrain du programme de la révolution socialiste mondiale, sur le refus d'apparaître à contre courant des masses en combattant pour la chute de Giscard sans soutenir la perspective d'un gouvernement de front populaire, même avec des réserves, sans appeler à voter Mitterrand ou Marchais au premier comme au second tour de la présidentielle de 1981.

Une fois qu'on avait appelé à voter Mitterrand, qu'on s'était employé à le faire passer pour un représentant de la classe ouvrière, une fois qu'on avait appelé à voter PS-PCF aux législatives, une fois élus, on était liés par les illusions que nous avions entretenues, on s'est adressé à eux, on pensait que les masses se mobiliseraient, ce fut le cas pendant une très brève période si je me souviens bien, pour que Mitterrand cède sur la cinquième semaine de congés payés car il trainait les pieds, puis plus rien, pas même lorsqu'une politique d'austérité nous fut imposée, les masses estimèrent qu'elles avaient obtenu tout ce qu'elles pouvaient espérer de cette majorité PS-PCF-MRG, leurs illusions n'allaient pas au-delà, et le PCI n'en tint pas compte comme d'habitude, il continua de s'adresser aux députés du PS et du PCF pendant que les masses et le mouvement ouvrier s'enfonçaient dans une léthargie qui allait durer jusqu'à la moitié des années 90, et encore, cela ne concernait qu'une catégorie particulière de travailleurs.

Quand je fais référence aux illusions de la classe ouvrière, il faut préciser qu'elles étaient extrêmement limitées et ne concernaient pas ni ces partis ni la question du pouvoir ou du régime, elles concernaient essentiellement l'amélioration de ses conditions de travail ou d'existence ; à vrai dire, sa réflexion politique, déjà à cette époque, n'allait pas jusqu'à poser la question du pouvoir politique, on nous a volontairement trompé en voulant nous faire croire le contraire, nous sommes tombés dans le panneau parce que nous étions jeunes, donc aujourd'hui corrigeons, cet enseignement sera utile aux jeunes militants.

Au passage, on devrait faire la distinction entre ce qu'on nomme des illusions et l'ignorance proprement dite qui se réfère à une autre réalité. Avoir une illusion, c'est prendre quelque chose pour ce qu'elle n'est pas, tandis qu'ignorer signifie ne pas donner de sens à quelque chose. Quand on a une illusion, on a déjà une idée sur quelque chose, plus ou moins forgée ou enracinée dans notre tête qu'il sera plus difficile ensuite d'extraire, alors que lorsqu'on a aucune idée sur une question, on sera plus disponible à écouter les différentes idées qu'on nous propose, ce qui ne garantit pas qu'on fera le bon choix. Pour avoir des illusions sur quelque chose, en principe cela signifie qu'on y a déjà réfléchi un minimum auparavant, qu'on s'est posé des questions et qu'on a adopté les réponses qui nous semblaient les plus crédibles ou vraisemblables.

On prétend souvent que les masses auraient un tas d'illusions sur des choses auxquelles en réalité elles n'ont jamais vraiment réfléchi, d'où une erreur d'appréciation sur leur état d'esprit ou leur niveau de conscience politique. Cela provient du fait que ce sont des intellectuels qui tiennent ces raisonnements foireux (et dirigent les partis ouvriers), parce qu'eux ils passent leur temps à réfléchir, ils s'imaginent inconsciemment que tout le monde leur ressemble dans la société, alors que ce n'est pas du tout le cas. En conclusion, le mouvement ouvrier se fourvoie parce qu'il est bourré d'illusions, tandis que les masses se fourvoient davantage par ignorance tout simplement. Et qu'on soit ignorant ou bourré d'illusions, on demeure aussi manipulable et réceptif aux idées de la classe dominante.

Si on trouvait le temps d'analyser pas à pas les lignes politiques, les tactiques ou les stratégies ou encore les mots d'ordre mis en oeuvre par ceux qui se présentaient comme l'avant-garde au cours des décennies depuis l'après-guerre, on s'apercevrait qu'ils n'ont cessé, soit de nourrir les illusions des masses dans le capitalisme et les institutions, soit de leur prêter des illusions qu'elles n'avaient plus dans les appareils, en projetant leurs propres illusions sur les masses, en leur prêtant les leurs pour justifier leur politique, sous le prétexte de ne pas se couper d'elles, de coller au plus près du mouvement spontané des masses, si bien est qu'ils ont fini par en épouser les illusions, et à l'étape suivante décréter que puisque la révolution n'était décidément pas

pour demain, il valait mieux abandonner cette perspective et se détourner de la classe ouvrière pour se tourner vers des gens respectables capables d'assumer leurs illusions, des républicains, des démocrates, jusqu'à des élus de tous bords politiques, ce qui aurait pu se justifier dans d'autres circonstances, temporairement, mais comme là encore cette stratégie politique reposait avant tout sur une analyse erronée aussi bien de la situation objective des masses que leurs rapports aux partis et aux institutions, elle conduisait inévitablement à une impasse et se solde naturellement par un nouvel échec, un simple constat.

On sait très bien ce qui se dit au POI : si le Sénat est majoritaire à "gauche" c'est grâce à nous, si la réforme territoriale est suspendue provisoirement, c'est grâce à nous, ben voyons, le POI n'a jamais été capable de toucher autre chose que des maires de villages quelques exceptions près, sa pétition s'adresse à 36 000 maires, quelque 500 000 élus au total, et ce serait quelques centaines de signatures qui changeraient soudain le cours des choses, il faut être naïf pour gober pareille baliverne, il y a des élus qui n'ont pas attendu après vous pour apprendre à lire et s'informer, et vous n'êtes pas la seule source d'information dans ce pays, heureusement d'ailleurs. Quand j'étais militant de l'OCI, on avait réussi à me foutre dans le crâne que c'était grâce à nous si Mitterrand avait été élu, alors que l'immense majorité de la population ignorait jusqu'à notre existence, alors assez !

LES INFOS EN BREF

Politique

France

1- En République bananière

Jeudi, le président s'exprimera dans une émission très spéciale consacrée à la crise de l'euro.

L'organisation même de l'émission qui fait réagir. Libération affirme qu'elle sera produite par une société privée, Maximal production, dirigée par Jérôme Bellay (directeur du journal du dimanche, propriété du groupe Lagardère, dont le patron est un ami du président).

Les syndicats de France Télévision l'ont en travers de la gorge, et parlent d'un procédé "scandaleux" et de "république bananière". "C'est parfaitement choquant qu'une émission du service public fasse appel à une société privée", affirme le secrétaire général du SNJ (syndical national des journalistes), Dominique Pradalié, cité par Le Nouvel Observateur.

Enfin, le réalisateur de l'émission sera Renaud Le Van Kim (Le Grand Journal) qui n'est autre que la personne... qui a mis en scène la cérémonie d'intronisation de Nicolas Sarkozy à la tête de l'UMP en 2004. (lepost.fr 25.10)

2- Lobbying et vases communicants.

Le député PS Michel Sapin a affirmé mardi sur i-TELE que la création de 60.000 emplois dans l'Education proposée par le candidat PS à l'Elysée François Hollande, dont il est proche, serait «*bien entendu*» compensée par des baisses de postes ailleurs.

«*L'idée est de ne pas augmenter le nombre de fonctionnaires*», a poursuivi le député de l'Indre, ajoutant: «*Je dirais même que l'idée est de stabiliser la masse salariale de l'Etat dans le budget de l'Etat*». (libération.fr 25.10)

L'immense majorité des profs voteront Hollande et ils le savent au PS, car leur conscience politique se réduit le plus souvent à leurs intérêts corporatistes. C'est sur la base du refus de prendre en compte ce constat que ce sont construits des partis ouvriers qui comptent parmi leurs dirigeants bon nombre d'enseignants.

On nous a fait le même coup avec le syndicalisme. Dès lors que le combat des syndicalistes n'a pas d'objectif de classe (le renversement du capitalisme - Internationale communiste), il se situe dans la perspective de la préservation du régime capitaliste et de l'ordre établi. Cela est valable pour la conscience politique des enseignants ou des intellectuels en général dont on taira ou ne tentera surtout pas de définir l'orientation politique, par crainte de devoir constater que finalement elle n'a rien à envier aux autres couches d'exploitées subordonnées au capitalisme, qui elles n'ont pas reçu une formation intellectuelle leur permettant de réfléchir davantage à leurs conditions ou avec plus de difficultés.

Il y a fort à parier que si la majorité des suppressions d'emplois ne concernaient pas l'Education nationale, on en entendrait à peine parler.

Social

Grèce

Athènes était paralysée mardi par une nouvelle grève de 24 heures des employés des transports publics, qui privait la capitale grecque de métro, trains, tramways ou autobus. (AP 25.10)

Suisse

Le groupe pharmaceutique suisse Novartis a annoncé mardi la suppression de 2.000 postes au niveau du groupe et une série de mesures destinées à absorber la pression sur les prix.

Le bénéfice net de Novartis a progressé de 7% au troisième trimestre sur un an, pour s'élever à 2,49 milliards de dollars. Le chiffre d'affaires a totalisé 14,8 milliards de dollars, en progression de 18% en dollar et de 12% à taux de change constant. (Reuters 25.10)

Pologne

L'opérateur télécoms polonais TPSA (24.339 employés) va réduire ses effectifs de 9,4%, soit 2.300 postes, au cours des deux prochaines années, a annoncé mardi la filiale de France Télécom après avoir trouvé un accord avec les syndicats. (Reuters 25.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 27 octobre

JOURNAL

La mousson a vraiment commencé, il pleut pratiquement sans interruption 24h/24 depuis deux jours. On n'est pas habitué à ne pas voir le soleil. La température a nettement chuté, plus besoin de climatisation ni même de ventilateur la nuit, une fenêtre ouverte fait l'affaire, l'humidité en prime mais on ne peut pas y échapper.

Il pleut parfois pendant deux semaines d'affilée. Pour sortir c'est la galère évidemment. Les commerçants en profitent pour augmenter les prix de 30 à 50%. Lorsque la mousson approche, elle a lieu ici à partir de la mi-octobre ou le début du mois de novembre et elle dure jusqu'à la mi-janvier, je fais quelques provisions pour sortir le moins possible, seul problème, le pain qui moisit au bout de deux ou trois jours, j'ai tout essayé en vain, le seul moyen de le conserver c'est encore de le mettre au réfrigérateur, mais il durcit. L'autre problème, c'est le linge et la literie qu'on croirait sortis de l'essoreuse et qui ne sont pas tout à fait secs, qui finissent par puer et qu'il faut retourner de temps en temps pour les aérer.

C'est la période la plus difficile pour les crève-la-faim qui n'ont pas de toit, qui vivent de la mendicité ou qui récupèrent de la bouffe ici ou là, c'est terrible pour eux. Maintenant que je suis plus à l'aise financièrement, j'ai décidé de consacrer mensuellement une partie de mon budget sous forme d'aumônes à tous les miséreux que je croiserai en faisant mes courses, peut-être un billet de dix roupies à chaque fois, les Indiens donnent une roupie maximum, ce qui est insignifiant, mais bon, c'est mieux que rien ou l'indifférence. Beaucoup d'Indiens donnent, les travailleurs sont généreux en général, les prix ont tellement flambé au cours des trois ou quatre dernières années qu'on a l'impression qu'il y a toujours autant de miséreux. C'est un sujet que l'on aborde rarement car chacun craint de tomber un jour dans l'extrême pauvreté, parce que si le niveau de vie de la population a augmenté, la plupart demeurent pauvres et parviennent tout juste à satisfaire leurs besoins quotidiens.

Ce qui les ruine littéralement, c'est leurs coutumes, chacun se doit d'honorer par sa présence et un cadeau ou de l'argent les dizaines et dizaines d'invitations qu'il reçoit chaque année, sans parler des fêtes annuelles ou des événements familiaux où y passent une bonne partie de leurs maigres économies, quand ils ne s'endettent pas. La société est ainsi faite, bureaucratique et corrompue, qu'on ne peut pas se passer de sa famille, de ses proches ou de ses relations qui constituent un réseau de connaissances indispensable pour régler certaines questions ou la plupart de nos problèmes.

Je n'y échappe pas, mais comme je ne suis pas habitué à ce genre de relations hypocrites uniquement basées sur des intérêts individuels et qui sont contraires à mes principes, je restreins le nombre de gens que je fréquente à ceux dont j'estime ne pas pouvoir me passer, un calcul fait consciemment qui me révolte ou que je condamne, mais sans lequel il me serait impossible de m'intégrer un minimum dans cette société qui a tout ou presque de la loi de la jungle, encore un paradoxe qui nous est imposé et qu'il faut gérer au mieux, sans y perdre son âme aurait ajouté Marx.

Toutefois je dois préciser dans mon cas, que chaque fois que je fais appel à quelqu'un, cela ne coûte que du temps à cette personne, jamais elle ne débourse une roupie pour moi, alors que moi cela me coûte toujours de l'argent, car rien n'est jamais gratuit, avec personne, surtout pas avec la famille dont le tarif est le plus élevé, donc dans les deux cas, jamais je ne profite des autres pécuniairement, je leur demande uniquement de me consacrer un peu de temps, vous me direz qu'ils n'en ont pas beaucoup,

je le sais, c'est la raison pour laquelle j'essaie de me débrouiller seul chaque fois que c'est possible, je déteste faire appel à d'autres pour régler mes problèmes, une question de principe. Si on voulait être sordide ou plus cru, on dirait que j'achète le temps qu'ils me consacrent, tandis que je les dépanne financièrement en y laissant des plumes le plus souvent, voilà en quoi consistent nos relations qui ne me procurent aucune satisfaction contrairement à eux, ce qui se comprend aisément.

CAUSERIE

Je n'ai plus le temps de commenter "*l'accord*" intervenu entre les dirigeants de la zone euro, la BCE et les banquiers, et qualifié une fois de plus "*d'historique*" par l'hystérique du Palais. Vous trouverez un article de Reuters dans cette page qui donne un aperçu de son contenu.

J'ai mis en ligne quelques pages du dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°172). Ne cherchez pas une orientation politique dans le "*Reportage au coeur de la grève générale des 19 et 20 octobre 2011*" réalisé par deux deux dirigeants du POI, il n'y en a pas, sauf s'en remettre aux syndicats et au Parti communiste grec ! A aucun moment ils n'évoquent ou proposent l'organisation politique indépendante des masses exploitées pour fédérer l'ensemble des mouvements en cours (avec leurs syndicats et partis) pour créer les conditions d'une situation de double pouvoir à même de rassembler l'ensemble des travailleurs et de revendiquer le pouvoir ou dans la perspective de renverser l'ordre établi. Allez savoir pourquoi...

Le sophisme à la dure épreuve de la réalité.

Il y a quelques jours, je rappelais que le conseiller et plume de Sarkozy, Henri Guaino, était plus dangereux que les exités qui sont aux commandes de l'UMP, car il a l'art de manier la rhétorique, de telle sorte qu'il apparaît comme le témoin innocent ou la victime de la crise au même titre que son auditoire dont il partage les préoccupations, alors que la politique réactionnaire qu'il défend en est en grande partie responsable.

Mais ce talent ne lui est d'aucune utilité face à un journaliste qui laisse échapper une question qui tue, la hausse envisagée ou plutôt à venir ou déjà ficelée de la TVA. C'était sur le plateau de l'émission « Questions d'info » diffusée sur la Chaîne Parlementaire.

Le journaliste de Yahoo relate qu'il n'a pas caché son agacement en levant les yeux au ciel et en haussant le ton. « *Je refuse de répondre !* » s'est-il exclamé, avant d'accuser les journalistes de se prêter au « *petit jeu (...) idiot* » qui consiste à obtenir une dépêche à la fin d'une l'émission. (yahoo.com 26.10)

Il est plus à l'aise face à un auditoire gagné à sa cause ou à un public facile à embobiner ou qui n'a pas les moyens de prendre la parole ou des journalistes aux ordres, cela existe.

Ce qu'il y a d'ironique dans tout cela, c'est que Guano écrit la plupart des discours ou déclarations de politique générale de Sarkozy sans avoir d'autre retour que ce qu'en disent ses opposants par voie de presse ou les médias eux-mêmes, alors que là il teste en direct les réactions et les inquiétudes, le rejet que suscitent la politique qu'il défend.

Guaino se démène pour sauver son maître d'une débâcle électorale annoncée et sa peau par la même occasion. Il faut dire que La Talonnette est très occupée avec la crise de la zone euro et qu'il ne peut pas être partout.

Parmi ses dernières prestations :

- 22 octobre : premier meeting en Corrèze.
- 23 octobre Invité de C'politique, sur France 5.
- 24 octobre : cette fois sur BFMTV et RMC
- 25 octobre : déclaration dans le Journal de Saône-et-Loire
- 26 octobre, invité de l'émission "Questions d'info" organisée par France-Info, Le Monde et l'AFP.

Devinette

Qui veut "*éclairer le chemin*" des années à venir ?

Le pape ? Perdu, c'était le secrétaire général de l'UMP Jean-François Copé, mercredi, lors de son point presse hebdomadaire. Pas besoin d'"*éclairer le chemin*" de la sortie, empruntez le même chemin en sens inverse !

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France.

1.1- Symptôme d'une fin de régime.

Une femme de 68 ans, qui a tenté de s'immoler par le feu mercredi matin devant le palais de l'Elysée, où se tient le conseil des ministres hebdomadaire, en est sortie indemne, grâce à l'intervention d'une policière, a-t-on appris de sources policières. Cette femme s'est présentée devant le palais de l'Elysée vers 10h30, en plein conseil des ministres, et a demandé à entrer pour parler avec un ministre «*pour évoquer ses problèmes de logement*», selon cette source.

«*Elle avait sur elle une petite bouteille d'alcool à brûler et devant le refus, elle a alors tenté de s'immoler. Un de ses vêtements a pris feu*», a ajouté cette source. Une policière de la préfecture de police de Paris de faction devant l'Elysée est alors intervenue «*pour éteindre ce petit départ de feu*», a précisé cette source.

La femme de 68 ans, «*a priori n'a pas été brûlée*», selon cette source. Elle a été prise en charge par les pompiers à proximité du palais de l'Elysée, a constaté un journaliste de l'AFP. Elle a ensuite été conduite vers l'hôpital de l'Hôtel-Dieu à Paris. (20minutes.fr 26.10)

1.2- En régime bonapartiste.

Les parlementaires français sont totalement exclus des négociations européennes, contrairement à leurs homologues allemands qui valident chaque décision d'Angela Merkel.

Une différence qui provient de la nature des régimes politiques allemand et français. Contrairement à la constitution française, le régime allemand est authentiquement parlementaire. D'où la décision de la Cour constitutionnelle allemande, en septembre dernier, de contraindre la chancelière à consulter les parlementaires avant toutes négociations européennes.

Bien qu'informé, les parlementaires français n'ont donc pas leur mot à dire.

Le député socialiste Christophe Caresche concède que l'actuel mode de fonctionnement présente un gain de réactivité, mais il retient surtout ces défauts: "*Il entretient un cruel déficit de débat et d'information et il favorise la mauvaise compréhension des décisions*". (l'express.fr 26.10)

Ce que regrette ce philistin, ce n'est pas que les institutions de la Ve République soient antidémocratiques et bonapartistes, que l'Assemblée nationale n'ait aucun pouvoir de décision en la matière, mais que le fonctionnement des institutions aboutissent à une "*mauvaise compréhension des décisions*" prisent par le bonaparte de service qui détient ce pouvoir selon la Constitution, décisions que le PS ne peut que soutenir officiellement ou sous le manteau puisqu'il partage la même idéologie, défend les mêmes intérêts fondamentaux et les mêmes objectifs que l'UMP.

Les institutions de la Ve République sont critiquables par le PS, sans les remettre en cause toutefois, quand il n'est pas au pouvoir, et dès qu'il y est, il s'y adapte et loue leur fonctionnement.

2- Italie

Des députés italiens en sont venus aux mains mercredi lors de débats sur les réformes économiques, signe de la grande tension d'une classe politique sous pression des partenaires européens et des marchés.

Au moins deux députés de la Ligue du Nord, membre de la coalition de centre droit au pouvoir, se sont battus avec des membres du parti de Gianfranco Fini, un ancien allié de Silvio Berlusconi et président de la chambre basse.

Deux députés se sont pris à la gorge avant d'être séparés par des collègues.

A l'origine des affrontements, des propos de Fini ironisant à la télévision sur la retraite de l'épouse d'Umberto Bossi, qu'elle aurait prise selon lui à 39 ans.

Bossi, chef de file de la Ligue du Nord, refuse de faire plus que des concessions mineures sur la réforme des retraites, notamment sur le report de 65 à 67 ans de l'âge légal de départ.

La session a été suspendue quelques minutes après la bagarre.

"*Il y a un climat de violence et d'intolérance*", a dit Amedeo Ciccanti, député centriste. "*Nous devons nous calmer car les Italiens*

sont plus qu'énervés par tout cela." (Reuters 26.10)

3- Egypte

Des affiches appelant le maréchal Hussein Tantaoui, qui dirige le Conseil suprême des forces armées au pouvoir en Egypte, à se présenter à l'élection présidentielle sont apparues mercredi sur les murs du Caire, suscitant les craintes des acteurs de la révolution égyptienne.

Le maréchal Tantaoui, ancien ministre de la Défense de Hosni Moubarak, dirige le CSFA, qui a pris les commandes du pays dans la période de transition ouverte par le renversement du "raïs", le 11 février dernier.

Depuis huit mois, l'armée assure qu'elle ne présentera aucun candidat à l'élection présidentielle.

Sur les affiches collées mercredi sur des bâtiments du Caire, on peut voir le visage souriant du maréchal Tantaoui, posant en uniforme devant un drapeau égyptien, souligné du slogan: "*Une exigence populaire de stabilité*".

La campagne est officiellement conduite par un mouvement de jeunesse du nom de "*l'Egypte par dessus tout*" qui affirme avoir récolté un million de signatures en faveur d'une candidature de Tantaoui.

Des activistes de la révolution soupçonnent d'anciens caciques du régime Moubarak d'être à la manoeuvre. (Reuters 26.10)

Par facilité ou commodité on a parlé d'une "révolution" en Egypte, alors qu'il n'y a eu qu'un soulèvement d'une partie de la population qui a entraîné la chute du dictateur Moubarak, sans remettre en cause les fondements du régime. Cette réflexion vaut pour la Tunisie. En Egypte, c'est l'armée qui a récupéré le pouvoir, en fait elle le détenait déjà, et en Tunisie ce sont des représentants officiels du régime de Ben Ali qui sont au pouvoir avec la bénédiction de l'armée, dans les deux cas, ils demeurent inféodés à l'impérialisme ou ils sont les porte-parole de ses intérêts.

On aurait pu qualifier ces soulèvements de révolutions si le pouvoir avait échoué à des partis ouvriers même bourgeois ou si la classe ouvrière était parvenue à constituer ne serait-ce qu'un embryon de pouvoir politique indépendant de l'Etat, à instaurer une situation de double pouvoir même limitée, or cela n'a jamais été le cas, à aucun moment ces soulèvements ont été suffisamment puissants et organisés pour prétendre menacer les fondements des régimes en place.

En Tunisie, ce sont des partis liés à la bourgeoisie et à l'impérialisme qui sont en passe de constituer une coalition pour gouverner, qui plus est avec à leur tête un parti islamique.

En Libye, il s'est agi avant tout d'un soulèvement à caractère tribal qui s'est appuyé à un moment donné sur le rejet qu'inspirait le régime policier de Kadhafi à toutes les couches de la société en dehors du clan proprement dit du dictateur, sans jamais parvenir à rassembler la majorité des masses exploitées pour le renverser, parce qu'elles étaient dépourvues d'expériences de la lutte des classes, de syndicats et de partis, et demeuraient enfermées dans des structures tribales ou claniques datant de la monarchie, soulèvement qui en dernier ressort s'est appuyé sur une coalition impérialiste pour parvenir à chasser Kadhafi du pouvoir. Le CNT est à la fois une émanation de l'ancien régime monarchique et de l'impérialisme.

Il faut avouer qu'il nous a été très difficile de saisir avec précision le développement de la situation dans ces pays à partir des informations qui nous ont été transmises, qui étaient tronquées, déformées, manipulées ou qui manquaient le plus souvent d'impartialité. Personnellement, j'ai dû me contenter de ce que j'ai trouvé sur Internet. De plus, on n'avait qu'une connaissance très limitée de la situation dans ces pays avant ces soulèvements, on se contentait de généralités. Cela ne nous a pas empêché d'en comprendre l'orientation et de soutenir ces soulèvements, c'est là l'essentiel. Et au-delà d'avoir chasser des tyrans du pouvoir, on retiendra de ces soulèvements qu'ils ont permis à toutes les classes, y compris la classe ouvrière, de disposer désormais du droit de s'exprimer et de s'organiser librement pour défendre leurs intérêts spécifiques de classe...

4- Libye

Le Soudan a fourni des armes, des munitions et d'autres formes d'aide aux anciens rebelles libyens du CNT.

Le Soudan accusait le défunt guide libyen de soutenir les rébellions dans la province occidentale du Darfour ainsi qu'au Sud-Soudan, devenu indépendant en juillet.

A Khartoum, les responsables espèrent désormais une amélioration des relations entre les deux pays, qui partagent une frontière.

Dans un discours prononcé à Kassala, dans l'est, le chef de l'Etat soudanais, par ailleurs recherché par la Cour pénale internationale pour crimes de guerre au Darfour, a notamment affirmé : "*Les forces qui sont entrées dans Tripoli étaient en*

partie armées par le Soudan". (Reuters 26.10)

Social

1- France

1.1- Et pendant ce temps-là le chômage continue d'augmenter.

Le chômage en France est reparti en hausse en septembre après un léger repli en août, montrent des statistiques publiées mercredi par le ministère du Travail et Pôle Emploi.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité au cours du mois) en France métropolitaine a augmenté de 26.000 (+0,9%) le mois dernier pour s'établir à 2.780.500. Sur un an, le nombre de chômeurs en catégorie A croît de 3%.

En ajoutant les personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi signe une progression de 0,7%, soit 27.600 personnes de plus en un mois, pour atteindre 4.175.800. En rythme annuel, la hausse pour ces trois catégories confondues s'inscrit à 4,5%.

Le mois de septembre a surtout été défavorable aux 50 ans et plus, une tranche d'âge au sein de laquelle le nombre de chômeurs en catégorie A augmente de 2,1% sur un mois et de 14,3% sur un an.

Il a aussi été préjudiciable aux moins de 25 ans puisque, dans cette même catégorie, le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 0,6%. Sur un an, il recule néanmoins de 2%. (Reuters 26.10)

1.2- Alors si c'est pour une "**raison** jugée "**incontestable**"...

Le groupe PSA Peugeot Citroën s'apprête à supprimer 6.000 postes en Europe l'an prochain, dont 2.500 contrats de sous-traitants, dans le cadre d'un plan qui doit permettre d'économiser 800 millions d'euros dès 2012.

La direction générale du groupe automobile a présenté mercredi, lors d'un comité de groupe européen réuni en session extraordinaire, un plan visant à "*restaurer la compétitivité et la rentabilité de la division automobile*".

Des mesures sur les "*structures du groupe*", notamment dans le commerce, le marketing, l'informatique et la recherche et développement, "*pourraient avoir pour conséquence la suppression de 2.500 emplois en Europe en 2012*", précise un communiqué de PSA Peugeot Citroën. En production, le groupe prévoit une baisse des effectifs de 1.000 postes en Europe.

Lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, le ministre de l'Industrie Eric Besson a fait savoir qu'il s'était entretenu avec le patron de PSA Peugeot Citroën Philippe Varin à la mi-journée. "*Il m'a confirmé (...) que ce plan était adopté en raison du ralentissement incontestable de la demande automobile européenne et de la pression tout aussi incontestable sur les prix à la baisse*", a dit Eric Besson devant les députés. "*En clair, plutôt cela que des fermetures d'usine*".

PSA a aussi annoncé mercredi un chiffre d'affaires en hausse de 3,5% au troisième trimestre par rapport à 2010 à 13,4 milliards d'euros. Mais le chiffre d'affaires de la division automobile a diminué de 1,6% par rapport au troisième trimestre de l'an dernier, à 9,31 milliards d'euros, sous l'effet "*des difficultés d'approvisionnement*" et d'une "*pression sur les prix accrue depuis septembre*". (AP 26.10)

Si le patron de PSA Peugeot Citroën estime la "*raison*" de ces suppressions massives de postes "*incontestable*", pour le ministre de l'Industrie elle l'est forcément ! Quelle est la nature de l'Etat, de quelle classe sociale représente-t-il les intérêts? On a là la réponse.

Rappel :

Comme l'a annoncé Philippe Varin, à la tête du groupe, PSA Peugeot Citroën va investir près de 500 millions d'euros dans cette joint-venture (Peugeot et le groupe China Changan), en sus des 650 autres millions prévus dans le cadre de sa seconde joint-venture. Soit au total, 1,1 milliard d'euros. (usinenouvelle.com 14.02)

Et au même moment :

PSA Peugeot Citroën va investir 3,7 milliards de reais (1,5 milliard d'euros) au Brésil pour doubler sa production d'ici 2015, a annoncé mercredi le ministre brésilien du Commerce et de l'Industrie Fernando Pimentel. (lesechos.fr 27.10)

Les choses sont claires, non ?

1.3- Mercantilisme.

Mercredi soir, la direction de la chaîne d'hypermarchés a finalement fait marche arrière dans l'affaire d'une caissière accusée de vol. «*La direction de Cora Mondelange a décidé de ne pas poursuivre la procédure engagée à l'encontre d'une salariée du magasin*», écrit le groupe sur sa page Facebook officielle. Traduction: face à la mobilisation des internautes sur Twitter et Facebook, Cora a décidé d'arrêter son suicide médiatique.

La caissière était en procédure de licenciement pour avoir récupéré une réduction d'un euro sur un ticket de caisse abandonné par une cliente. Cette représentante du personnel CGT de l'hypermarché a livré sa version des faits au micro de France Inter ce mercredi: «*J'ai pensé à mon fils de 8 ans, je l'ai détaché, mais vraiment au vu de tout le monde, et juste après, à 14 heures, à la fin de mon service, on m'a interpellée, l'adjoint de la sécurité et ma chef de caisse me disant que c'est la propriété de Cora*».

La femme est employée depuis dix ans par l'hypermarché et gagne 940 euros par mois. Du coup, les internautes lui sont venus en aide, multipliant les appels au boycott de la marque. (20minutes.fr 26.10)

Les patrons, les dirigeants des entreprises et leurs cadres supérieurs ne s'étonneront pas du sort que leur réserveront les masses laborieuses quand l'heure de la vengeance aura sonné, tellement leur comportement inspire la haine légitime des travailleurs.

Commentaire d'internautes

1- "*Une cliente a laissé son ticket de caisse volontairement ainsi ledit ticket n'appartenait plus à personne et la caissière avait tous les droits pour le ramasser.*"

Erreur. Vous confondez un espace privé ouvert au public dans lequel tout ce qui s'y trouve appartient à son propriétaire à défaut d'appartenir à une tierce personne, et un espace public où ce qui n'appartient pas à l'Etat ou la commune appartient à celui qui le trouve, à condition toutefois que cette chose ne soit pas identifiée comme appartenant déjà à quelqu'un.

2- "*C'est le monde à l'envers la victime (caissière) devient coupable et le coupable (Cora) victime. Comment voulez-vous accepter que cette femme qui travaille depuis 10 ans chez Cora ne gagne que 940 euros par mois ? C'est de l'esclavage moderne. C'est un crime contre l'humanité.*"

Le prolétariat en arme châtiara ces criminels ! Comme il se doit ou à sa manière peu importe. Plus de deux siècles d'exploitation et d'oppression valent bien qu'on les réprime et les terrasse par n'importe quel moyen quand on en aura l'occasion, y compris par le règne de la terreur s'il le faut pour en venir à bout et empêcher que l'ancien régime ne refasse surface un jour. Cela compensera d'une certaine manière tous les sacrifices que la classe ouvrière aura dû endurer pour enfin briser ses chaînes.

1.4- Trop chaud : plus d'eau ; trop froid : plus d'électricité ! Le progrès quoi !

Y aura-t-il une pénurie d'électricité en France cet hiver ? Le ministre de l'énergie, Eric Besson, a assuré, mercredi 26 octobre, que le gouvernement resterait vigilant, tout en reconnaissant que "*le premier risque de court terme est celui de l'approvisionnement cet hiver si des facteurs très défavorables étaient réunis*", évoquant notamment des températures très froides, des retards de mise en œuvre de centrales à gaz et à charbon en Allemagne en plus de l'arrêt des réacteurs allemands.

Exportatrice d'électricité durant presque toute l'année, la France est importatrice lors des grands pics quotidiens l'hiver – notamment autour de 19 heures. A cause du chauffage électrique, l'Hexagone est aussi le pays d'Europe dont la consommation augmente le plus par grand froid : pour chaque degré de température extérieure en moins, 2 300 mégawatts de puissance supplémentaire sont nécessaires, soit plus de deux réacteurs nucléaires, selon le transporteur d'électricité RTE.

"*Les hivers froids, comme ça a été le cas l'hiver dernier, on a importé jusqu'à 8 000 mégawatts, essentiellement d'Allemagne. Or cette énergie ne sera plus disponible*, dit Colette Lewiner, directrice internationale du secteur de l'énergie chez Capgemini.

Avant d'être contraint d'éventuelles coupures maîtrisées, RTE, responsable du réseau à haute tension en France, peut encore recourir à des contrats d'effacement auprès de clients industriels ou lancer des appels au civisme.

"*Mais on est dans un contexte qui est plus inquiétant*", dit-Mme Lewiner, en soulignant que l'Allemagne et la Belgique sont, avec la France, les plus exposées. RTE doit présenter son propre état des lieux sur cette question avant le 10 novembre. Une étude au niveau européen de l'Association européenne des gestionnaires de réseaux sera également présentée fin novembre. (lemonde.fr 26.10)

1.5- Une profession à risque.

Près de 2.700 policiers ont été blessés en service dans l'ensemble de l'agglomération parisienne (Paris et les départements de la petite couronne) sur les 9 premiers mois de l'année 2011, soit une moyenne de près de 300 par mois, a annoncé la préfecture de police de Paris (PP).

Ces policiers ont été blessés "*notamment dans le cadre d'opérations de maintien de l'ordre, de contrôles routiers, d'interpellations*", selon PPrama, la lettre hebdomadaire de la préfecture.

"*Ces chiffres sont à la fois le résultat de la RGPP (révision générale des politiques publiques), avec la baisse des effectifs et le fait d'une délinquance beaucoup plus jeune et plus violente*", a estimé Nathalie Orioli, secrétaire régionale de l'agglomération parisienne d'Unité police SGP-FO (premier syndicat de gardiens de la paix).

"*La riposte face aux policiers est de plus en plus violente, mais il n'y a pas de zone de non-droit pour les policiers qui vont sur le terrain*", a-t-elle ajouté.

"*Bien évidemment le métier de policier est de plus en plus difficile, et ces chiffres reflètent cette réalité. Les gens confrontés aux policiers sont de plus en plus violents*", a également estimé Jean-Claude Delage, le secrétaire national d'Alliance (2e syndicat des gardiens de la paix). (20minutes.fr 26.10)

Chacun sait à quoi il s'expose en choisissant de s'engager dans la police, c'est valable pour d'autres secteurs d'activité, je pense à l'enseignement. Maintenant, on se fie davantage à l'idée qu'on s'en fait plutôt qu'à la réalité, on pense toujours qu'on sera en mesure de faire face à certaines difficultés, et quand on y est confronté, souvent c'est une autre paire de manches car la réalité est encore plus dure que celle qu'on nous avait dépeinte ou ce qu'on imaginait, quand on n'a pas refusé d'écouter ceux qui nous mettaient en garde, pensant qu'ils en rajoutaient pour se faire plaindre ou d'autres raisons, la jalousie par exemple.

Maintenant, la violence qui sévit dans certaines banlieues ouvrières est le produit de la violence de l'Etat qui a produit des couches entières de prolétaires défavorisés, et dont les enfants manquent de repères pour ne pas sombrer à leur tour. On peut les accuser de toutes les tares ou de tous les maux qu'on veut, ils sont à l'image de la société décomposée que les tenants du capitalisme s'acharnent à défendre. Il n'y a aucune autre issue à cette situation que le renversement de l'ordre établi pour reconstruire la société sur de nouvelles bases sociales.

1.6- En famille, on ne se refuse rien...

Pour accueillir la cérémonie de l'élection de Miss France 2012, qui aura lieu le 3 décembre prochain, la communauté urbaine Brest métropole océane, présidée par le socialiste François Cuillandre, a conclu un accord avec Endemol et a accordé à la société organisatrice du concours une subvention de 237.000 euros, raconte Le Parisien ce mercredi.

François Cuillandre a défendu sa décision de verser une subvention à Endemol – avec le soutien de l'UMP locale – dans les colonnes du Parisien en affirmant qu'il effectuait là «*un investissement en communication*».

Selon lui, «*Endemol assurera devant neuf millions de téléspectateurs au moins huit minutes de promotion de la ville (...). C'est une opération rentable.*» (20minutes.fr 26.10)

Rentable pour qui vous vous demandez peut-être. Réponse à la fin de cet article :

Les 4.000 places mises en vente début octobre pour assister à l'élection sont parties en moins d'une demie-heure. Et ont déjà rapporté 450.000 euros à Endemol.

La municipalité de Brest verse une subvention sur les deniers publics de 237.000 euros à une société privée qui lui rapporte au passage 450.000 euros de recette, donc Endemol - "*société de Maître Arthur, TF1*" signale un internaute, aura touché 687 000 euros pour avoir organisé un concours infâme dédié au culte de la femme objet.

2- Russie

La région russe de Krasnodar (sud) s'apprête à installer les premières tours d'abandon du pays où des parents pourront déposer de manière anonyme des nouveaux-nés non désirés, qui seront ainsi en sécurité, a indiqué mercredi le département régional de la Santé.

"*Cinq boîtes à bébés ont déjà été livrées par la république Tchèque, et la première sera bientôt installée près d'un centre médical de la ville de Novorossiïsk*", port de la mer Noire, a indiqué à l'AFP la porte-parole du département, Elena Kovlakas.

Ce système "*sauvera la vie de nouveaux-nés abandonnés*" tout en préservant l'anonymat des parents, a indiqué à l'AFP Elena Golberg, une autre responsable du département de la Santé de Krasnodar.

"*Nous voulons mettre un terme à une terrible pratique, lorsque des nouveaux-nés sont laissés dehors*", parfois même dans une poubelle, a-t-elle encore dit.

Une vingtaine de nouveaux-nés ont été remis à des orphelinats de la seule ville de Novorossiïsk l'année dernière, selon l'experte.

La tour d'abandon qui sera installée consiste en un pan amovible dans un mur extérieur ou une fenêtre qui s'ouvre sur une petite cellule chauffée et aérée. Ce dispositif est doté de détecteurs pour alerter les services soignants lorsqu'un bébé y est déposé, selon l'experte.

"*Chaque année des centaines de nouveaux-nés non désirés sont jetés dehors*" en Russie, a indiqué récemment au journal en ligne argumenti.ru le président de la Fondation russe pour l'enfance, Albert Likhanov. (liberation.fr 26.10)

No comment !

Economie

1- France

Un "**succès**" qui pue la chair à canon.

Avec 5,12 milliards d'euros de prises de commandes en 2010, les exportations françaises d'armement ont connu une forte chute par rapport à l'année précédente, où elles avaient atteint 8,16 milliards, ont annoncé mercredi les ministères de la Défense et des Affaires étrangères.

Dans une "*conjoncture difficile*", la France a néanmoins conservé l'an dernier son quatrième rang des pays exportateurs derrière les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie, peut-on lire dans le Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2010.

Les principaux clients de la France ont été l'Arabie Saoudite, le Brésil, l'Inde et la Malaisie.

En préambule du rapport, le ministre de la Défense, Gérard Longuet, salue un "succès" de la France dans un contexte de crise.

Il y voit un encouragement "*à ne pas relâcher nos efforts et à poursuivre notre action en faveur de nos exportations pour conforter la base industrielle et technologique de défense de notre pays et préserver les 165.000 emplois que compte ce secteur*".

Sur la décennie 2001-2010, les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Russie, la France et Israël se sont partagés 90% du marché de l'armement. (Reuters 26.10)

2- Italie

La lettre d'engagements remise mercredi soir par Silvio Berlusconi à ses partenaires européens promet un ensemble de mesures étalées dans le temps visant à soutenir la croissance et à contenir la dette publique de l'Italie.

Rome annonce notamment un plan détaillé de développement de l'économie d'ici au 15 novembre.

Le président du Conseil italien s'engage également à assouplir le marché du travail en faisant adopter d'ici mai 2012 des règles moins favorables aux salariés et à réformer le système des retraites avec l'objectif de relever progressivement à 67 ans l'âge minimum de départ à la retraite d'ici 2026, tant pour les hommes que pour les femmes.

Berlusconi, que ses partenaires européens avaient sommé ce week-end de présenter un plan de redressement des finances publiques de la troisième puissance économique de la zone euro, promet aussi de dégager cinq milliards d'euros supplémentaires par an sur les trois prochaines années en coupant dans les investissements programmés et en augmentant la rentabilité du secteur public. (Reuters 26.10)

3- Brésil

Le Brésil a rejeté le principe de l'acquisition d'obligations européennes, semant le doute sur les chances de succès d'un projet visant à associer les principales économies émergentes au plan d'aide à l'Europe.

Le ministre brésilien des Finances Guido Mantega a préféré mardi relayer les appels en faveur d'une résolution de la crise par l'Europe elle-même, expliquant que le Brésil n'avait aucunement l'intention de racheter de la dette.

"Je pense que les pays européens n'ont pas besoin de fonds brésiliens pour racheter des obligations. Le Brésil ne l'envisage pas", a-t-il dit à des journalistes. "Ils doivent trouver en Europe des solutions aux problèmes européens."

Il a toutefois déclaré que son pays pourrait accepter d'apporter un soutien financier par le biais du Fonds monétaire international.

Le Brésil a déjà évoqué le principe d'un rachat d'obligations européennes par les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) avant de faire marche arrière faute de soutien des autres membres de ce groupe de pays émergents.

L'Inde et la Russie n'ont pas manifesté l'envie de proposer davantage d'argent pour aider l'Europe et rien de montre que la Chine en ait l'intention, a dit à Reuters un haut responsable politique d'un pays émergent.

Selon lui, les principales économies émergentes estiment que l'Europe n'en fait pas assez pour trouver une solution.

La délégation de l'Union européenne en Chine a annoncé mercredi que le directeur général du FESF Klaus Regling se rendrait vendredi à Pékin.

Le principe d'une aide des Brics passant par le FMI a également été évoqué par le Brésil, qui exigeait en retour une réévaluation du poids des émergents dans l'institution. Mais plusieurs membres, dont les Etats-Unis, avaient rejeté l'idée, certains analystes expliquant qu'une telle solution aurait dilué leur influence au sein du FMI. (Reuters 26.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 28 octobre

CAUSERIE

Le document que j'ai mis en ligne *Relance inégale des marchés de l'emploi dans les pays en développement après la crise*. est en anglais, mais on peut facilement lire les nombreux graphiques qu'ils comportent. La version en français présentant un défaut, j'ai dû bricoler un bon moment pour parvenir à obtenir un document qui ne soit pas tronqué, il est lisible, c'est l'essentiel.

Dictature du capitalisme financier

Pour ceux qui n'ont pas eu le temps de le lire, un extrait de l'article mis en ligne le 21 octobre *Les 147 entreprises qui font l'économie mondiale* (slate.fr), qui relate une étude de l'Institut fédéral de technologie de Zurich :

- "James Glattfelder, un des auteurs de l'étude, explique avoir mené une analyse «fondée sur la réalité» et visant à éviter les «dogmes», que ce soient «les théories du complot ou le marché libre». Le travail de son équipe a conduit à l'identification d'un «noyau» de 1.318 entreprises qui représentent 20% du chiffre d'affaires mondial mais, à travers leurs prises de participations, contrôlent la majorité des entreprises de l'économie «réelle». Puis, en resserrant encore leur analyse, les chercheurs ont repéré 147 entreprises qui contrôlent mutuellement l'intégralité de leur capital et représentent 40% de la richesse totale du «réseau»."

Il en faut moins à un actionnaire d'une entreprise pour la contrôler.

Il faut compléter cet extrait en précisant que la plupart de ces 147 entreprises sont des banques, des institutions financières ou des compagnies d'assurance, qui de fait contrôlent le marché mondial et influent sur les cours des matières premières et des monnaies, pour ne pas dire qu'elles les dictent.

Maintenant il ne faut pas tomber dans le panneau qui consiste à limiter la crise actuelle au secteur financier : la crise a ses racines dans les fondements du capitalisme, dans la contradiction qui existe entre d'une part une infime minorité qui représente à peine 1% de la population mondiale, qui disposent des moyens de production et d'échange et qui s'accaparent l'immense majorité des richesses produites et qui en réclament toujours plus, et de l'autre une masse gigantesque de producteurs

qui représentent les 99% restants, qui ne possèdent rien d'autre que leur force de travail qu'ils vendent sur le marché pour survivre, tandis qu'une masse toujours plus importante demeure exclue du marché.

La crise a pour origine cette formidable injustice. Pour en finir avec cette injustice, avec cette crise, il faut en extraire la racine, il n'y a pas d'autres solutions que décréter les moyens de production et d'échange bien inaliénables de la collectivité...

Inde. La palme des inégalités sociales.

J'ai appris qu'en Inde "*le taux de malnutrition dépasse celui de la zone sub-saharienne.*" (Reuters 27.10) Tandis qu'aura lieu dimanche le "*premier Grand Prix de F1 en Inde.*" (id)

Le billet le moins cher pour le Grand Prix de dimanche est de 2.500 roupies (36 euros), l'équivalent d'un demi-mois de salaire d'une femme de ménage.

Les entreprises débourseront environ 200.000 dollars (140.000 euros) pour une loge, et toutes ont pratiquement trouvé preneur. (id)

A vomir !

2-1 = 1 et 1+1 = 2. Une trouvaille ; mieux : un exploit ; mieux encore : his-to-ri-que !

L'Etat grec doit 350 milliards d'euros, 210 aux banques et la différence à d'autres Etats. Les banques dévaluent la dette de l'Etat grec de 100 milliards d'euros, donc la la dette de l'Etat grec n'est plus que de 250 milliards d'euros. Mais comme les Etats par le biais de l'UE dans le même temps vont prêter 100 milliards de plus à la Grèce, sa dette globale demeurera inchangée et toujours aussi insoutenable. CQFC.

Les banques exposées à la dette grecque vont émettre des actions pour se recapitaliser, et si les investisseurs n'en veulent pas, ce sera aux Etats de les renflouer. L'avantage d'émettre des actions, c'est que cela ne leur coûtera rien en intérêts, par contre les détenteurs de ces actions toucheront des dividendes chaque années ou pourront les revendre à tout moment en cas de dégringolade à la Bourse.

Autre astuce. Les banques sont sommés de disposer d'un ratio de fonds propres de 9% pour renforcer leur solvabilité financière. Pas de problème, elles vont trafiquer leurs bilans, le réduire de façon à ne pas avoir à immobiliser un centime de plus, comment ? en prêtant moins et/ou en revendant des actifs et le tour est joué.

Tour de passe-passe. La BCE rachète les obligations des Etats qui ont dû passer par les marchés pour les financer, aux taux fixés par ces derniers, et ce sont les contribuables des différents Etats qui paieront la facture finale, plus précisément les intérêts car il sera impossible de rembourser cette dette colossale qui ne cessera de grimper du même coup.

Ce que je n'ai pas vraiment saisi parce qu'il me manque certaines données, c'est d'où provient l'argent dont dispose le FESF, de la BCE ou des marchés. D'un côté j'ai cru comprendre que c'était la planche à billets de la BCE qui le fabriquerait, de l'autre, que ce serait les marchés qui lui fourniraient, mais cela ne colle pas avec une telle somme, 1 000 milliards d'euros, et ils parlent déjà de doubler ou tripler cette somme, seule la planche à billets peut prétendre réaliser un tel miracle ou plutôt mirage.

Autre explication, la BCE fabrique cet argent qu'il met ensuite à la disposition du FESF, qui le prête à un taux très avantageux aux banques et institutions financières, qui elles-mêmes le prêtent à un taux plus élevé aux entreprises et aux particuliers, d'où le bonheur affiché par les banquiers après l'accord intervenu dimanche qui a déclenché l'envolée des cours de leurs actions à la Bourse, le jackpot quoi.

Cette inflation financière va influencer sur l'ensemble de l'économie mondiale, de la même manière que la Fed avec ses plans de relance à coups de milliers de milliards de dollars. Qui en fait les frais pour le moment ? Principalement les populations des pays émergents qui subissent une flambée des prix depuis déjà plusieurs années, puis les travailleurs sur tous les continents.

La BCE-FESF copie la FED, tout comme les Etats de la zone euro suivent l'exemple de l'Etat fédéral américain, ce que j'avais expliqué quelques jours plus tôt : ils s'endettent à hauteur de milliers de milliards d'euros qu'ils ne pourront jamais rembourser, ce n'est pas le but du jeu, leur objectif c'est de verser des sommes gigantesques d'intérêts aux marchés financiers ce qui leur permet d'accroître leur emprise sur le marché mondial et les Etats via leurs dettes.

Au jeu de se repasser la patate chaude, cela fonctionne tant qu'on peut la repasser à quelqu'un, mais quand il n'y a plus personne en bout de chaîne à qui la refiler, ils font quoi ? Ils s'en prennent violemment à leur prolétariat pour le réduire en esclavage, ils lui impose une dictature de fer, ils orchestrent une guerre mondiale, quelles autres solutions leur restent-ils ?

Il a sauvé le monde de la "**catastrophe**" !

L'éditorialiste au *Monde*, Françoise Fressoz, a résumé la prestation de Sarkozy, hier soir à la télévision :

- "*Au fond, toute la stratégie de N. Sarkozy ce soir a été de noyer son bilan dans une crise européenne et planétaire.*" (lemonde.fr 27.10)

Cette émission a été produite par le directeur du Journal du Dimanche, Jérôme Bellay, dont la société de production appartient au groupe Lagardère et dont la proximité directe avec le chef de l'Etat n'est un secret pour personne.

Cette émission a été fabriquée sur mesure pour redorer le blason de Sarkozy. Mode d'emploi pour éviter toute fausse note préjudiciable à son image déjà bien écornée, un euphémisme.

Tout d'abord le choix du producteur.

La Talonnette a décidé de confier la réalisation de ce "*Sarko show*" (L'Express) au directeur du Journal du Dimanche, Jérôme Bellay, dont la société de production appartient au groupe Lagardère et dont la proximité directe avec le chef de l'Etat n'est un secret pour personne. Il faut bien faire gagner de l'argent à ses amis. Et puis le service public...

Ensuite le choix des journalistes.

C'est encore Sarkozy lui-même qui a choisi Jean-Pierre Pernaut et Yves Calvi, dont Jérôme Bellay est le producteur pour son émission C'est dans l'air, tiens donc : tu contraries le président et ton émission saute, tu as compris... Alors qu'une grande partie de cette émission devait être consacrée à des questions économiques, il a écarté délibérément l'idée d'être interrogé par au moins un journaliste spécialisé dans les questions économiques, il aurait pu relever des inexactitudes dans son discours.

Inutile de commenter son discours, on le connaît par coeur et on savait ce qu'il allait annoncer, il fait la Une de tous les médias. On y reviendra quand les choses se préciseront au lieu de perdre notre temps.

A l'abattoir !

Pour terminer dans la bonne humeur, je n'ai pas vu cette émission, peut-être sa meilleure répartition... prémonitoire mais sans vraiment constituer une surprise :

- Sarkozy : "*Tous les candidats du système - y compris ceux que j'ai soutenus - ont été battus*" (lexpress.fr 27.10) Parce qu'il n'en ferait pas partie...

Ce que Sarkozy n'a pas dit... et contredit Barouin.

L'hypothèse de renoncer aux bonus et aux dividendes a été rejetée par Frédéric Oudéa, au micro de la radio Europe 1.

"*Attendez, les dividendes heureusement que ce n'est pas forcément fini*", a-t-il dit, ajoutant que les bonus seraient "*modérés et raisonnables*".

Si le PDG a dit ne pas savoir à l'heure actuelle le montant de recapitalisation qui serait nécessaire à sa banque, il a insisté sur sa capacité à trouver cet argent sans aide publique.

"*On attend le chiffre mais c'est quelque chose qui sera complètement gérable grâce à nos résultats ; on va continuer à faire des profits, on va garder ces profits dans notre banque*", a-t-il déclaré. (Reuters 25.10)

Ah ben alors, "*heureusement que ce n'est pas forcément fini*" de s'enrichir en dormant, vous n'alliez tout de même pas croire qu'on allait cesser de racketter ceux qui produisent les richesses et leur permettre de s'enrichir à notre place, vous rêvez ou quoi !

Non, voyez-vous le "*rêve français*" ce n'est pas vraiment notre truc, c'est hors de notre portée...

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

A "*marche forcée*".

Le nouveau Sénat de gauche a lancé mercredi sa première attaque contre la très contestée réforme territoriale, en adoptant en commission une proposition de loi PS modifiant radicalement son volet consacré à l'intercommunalité. Elle prévoit en partie l'achèvement à marche forcée, sous la houlette des préfets, du regroupement des communes d'ici le 31 décembre 2011. (publicsenat.fr 27.10)

Cela ne vous dit pas d'accompagner vos petits camarades du POI pour demander à la majorité du Sénat si elle est vraiment de gauche ? Non, vraiment pas, vous avez raison, ils sont tout juste bons à gérer la société pour le compte des capitalistes et s'en foutre plein les poches au passage.

2- Parlement européen. Manipulation, récupération.

Le Parlement européen a décerné, jeudi 27 octobre, son prestigieux prix Sakharov pour la liberté de l'esprit à cinq militants du Printemps arabe, a-t-on appris de source parlementaire. Les lauréats sont le protestataire tunisien Mohamed Bouazizi — honoré à titre posthume —, la militante égyptienne Asmaa Mahfouz, le dissident libyen Ahmed Al-Zubair Ahmed Al-Sanusi, l'avocate syrienne Razan Zeitouneh et le caricaturiste syrien Ali Farzat, a précisé cette source. (lemonde.fr 27.10)

Ils ont oublié Stéphane Hessel qui a rappelé hier soir dans l'émission diffusée sur TV5Monde Asie, La grande librairie, que le monde courrait à la catastrophe et que la seule solution était de d'en remettre à l'ONU pour oeuvrer à un monde meilleur.

En dehors de ce malheureux Mohamed Bouazizi qui s'était immolé, au passage, j'ai appris qu'il n'avait jamais été diplômé, c'est le Tunisien qui avait lancé cette fausse information pour "*faire monter la sauce*" qui l'a avoué, je l'ai vu et entendu le dire sur TV5Monde Asie, il était tordu de rire, tous les autres sont manipulés par l'impérialisme. Et on n'aurait jamais entendu parler de Stéphane Hessel et de son livret s'il ne faisait pas la propagande de l'ONU. Prix Nobel et prix Sakharov : même sac à merdes !

3- Tunisie

3.1- Résultats de l'élection à l'Assemblée constituante.

Après la proclamation des résultats par circonscription, le président de l'ISIE, Kamel Jendoubi a annoncé les résultats complets du scrutin et les pourcentages des voix obtenues par les partis en compétition.

Au cours d'une conférence de presse tenue par l'ISIE, il a été annoncé l'invalidation des listes du parti Al Aridha de Mohamed Hechmi Hamdi dans six circonscriptions électorales, à savoir celles de Tataouine, Sfax1, Jendouba, Kasserine, Sidi Bouzid et France 2.

Ainsi, Ennadhah vient en tête avec 90 sièges à la Constituante, soit un pourcentage de 41,47%, suivi du Congrès pour la République qui remporte 30 sièges, soit un taux de 13,82%. En 3ème position, on trouve Attakattol qui obtient 21 sièges, c'est-à-dire 9,68%, alors qu'en 4ème position figure Al Aridah avec 19 sièges, soit 8,76%. En 5ème position, il y a le PDP qui obtient 17 sièges avec 7,82%.

Voici le score des autres partis :

Le Pôle remporte 5 sièges pour un taux de 2,3% autant que le parti L'Initiative. Le parti Afak aura quatre représentants à la Constituante et le MDS 2, Alt. Rév 3, MPUP 1.

Il est à noter que les 8 listes indépendantes auront 12 sièges. Enfin, l'élément féminin dans l'assemblée représente 24% de l'ensemble de la Constituante.

Cela étant, la proclamation des résultats définitifs des élections de l'Assemblée nationale constituante pourrait prendre jusqu'à deux semaines, au cas où un grand nombre de recours sérieux est présenté au Tribunal administratif, a estimé Ridha Torkhani, membre de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE).

Dans une déclaration à la presse, jeudi après-midi, il a relevé que l'ISIE prévoit la réception de nombreux recours dont plusieurs peuvent être sérieux et qui seront en conséquence transmis au Tribunal administratif pour examen.

M. Torkhani a fait remarquer que l'ISIE recevra les recours, dans les 48 heures qui suivent l'annonce de la totalité des résultats partiels, prévue pour jeudi à partir de 20H00. (africanmanager.com 27.10)

3.2- Une formation politique se retire de l'Assemblée Constituante.

Mohamed Hachmi Hamdi (parti Al Aridha) vient de déclarer sur les ondes de la radio MosaïqueFM que sa formation « Al Aridha Achaâbia » se retire de l'Assemblée Constituante. (tunisienumerique.com 27.10)

Ces jours-ci, Hachemi Hamdi ne cessera de faire couler l'encre, sa fulgurante ascension « *surprise* » aux élections de la Constituante l'avait placé sous les projecteurs.

Dans une interview diffusée sur les ondes de Radio Express FM aujourd'hui, jeudi 27 octobre 2011, Hachemi Hamdi semble rappeler à Rached Ghannouchi, la date du 23 juillet 2008.

Le jour où Rached Ghannouchi aurait remis à Hachemi Hamdi, en présence d'un penseur saoudien, une lettre adressée à Ben Ali lui demandant de lui accorder la possibilité de négocier un arrangement. Hamdi a déclaré avoir faxé la lettre à Ben Ali qui aurait refusé la proposition de Ghannouchi.

Hachemi Hamdi a déclaré être en possession de cette lettre. (tunisienumerique.com 27.10)

Mohamed Hachmi Hamdi serait un riche homme d'affaires qui vivrait en Grande-Bretagne et qui n'aurait pas mis les pieds en Tunisie pendant la campagne électorale, c'est ce que des internautes ont signalé. Par ailleurs, j'ai noté que les candidats de cette formation politique sur laquelle j'ignore tout, avaient été invalidés dans les villes où a démarré le soulèvement qui a conduit à la chute de Ben Ali, notamment Kasserine, Sidi Bouzid, ville où Mohamed Bouazizi s'était immolé. Il semblerait qu'il aurait profité du désespoir de la jeunesse et des travailleurs tunisiens pour leur promettre la lune !

3.3- Manifestations et émeutes après l'invalidation de 6 élus du parti El Aridha Echaâbia

3.3.1- Sidi Bouzid.

Aussitôt la décision d'annuler les votes en faveur de la pétition populaire (El Aridha Echaâbia) annoncée, une centaine de jeunes sont sortis et ont pris position dans les carrefours de la ville.

Des pneus incendiés barricadent les routes devant le siège du gouvernorat et du côté du poste de police de la ville. (tunisienumerique.com 27.10)

3.3.2- Menzel Bouzayène. Une locomotive de train a été incendiée ainsi que des opérations de pillage de magasins ont été déclarées en ville, les manifestations essayent, par ces actes, de provoquer les militaires et les policiers. (tunisienumerique.com 28.10)

3.3.3- Kasserine.

Deux à trois mille personnes sont sorties manifester, jeudi soir 27 octobre, au centre-ville de Kasserine après la conférence de presse tenue par l'ISIE. (tunisienumerique.com 27.10)

3.3.4- Sfax.

Des étudiants logeant dans des foyers universitaires à Sfax sont sortis manifester. Ils ont barré les routes de l'aéroport et de Agareb. Il semblerait que les sanctions infligées aux listes d'El Aridha Achaabia soient à l'origine de ce mouvement de contestation. (tunisienumerique.com 27.10)

Lu dans deux autres articles ((tunisienumerique.com). Le 16 et le 20 octobre dernier, deux manifestations regroupant quelques milliers de personnes dont la majorité des étudiants ont été perturbées par des membres d'Ennahdha

4- Argentine

La justice argentine a condamné mercredi l'ancien officier de marine Alfredo Astiz, surnommé "*l'ange de la mort*", et onze autres officiers de l'armée et de la police argentines à la prison à perpétuité, pour crimes contre l'humanité, commis sous la dictature entre 1976 et 1983. (AP 27.10)

5- Chine.

Réunis il y a dix jours pour le plénum annuel du Parti, les dirigeants chinois ont annoncé mercredi un renforcement du contrôle de l'Internet chinois. Dans le même temps est décidée une reprise en main des programmes des télévisions par satellite. À des fins «*morales*» et de stabilité sociale.

Le thème de la grande réunion annuelle du Parti communiste chinois (PCC) était en effet la «*réforme culturelle*». Et en clôture du plénum, les dirigeants communistes avaient adopté une directive visant à préserver la «*sécurité*» et à élargir l'«*influence*» de la culture chinoise. Il s'agit notamment de resserrer le contrôle sur Internet et l'information. Et c'est ce qui se retrouve dans le communiqué du PCC publié mercredi dans les colonnes du Quotidien du peuple. Il y est dit que Pékin va «*renforcer la surveillance et l'administration des services sociaux sur Internet, ainsi que des outils de messageries instantanées, et réguler la diffusion des informations*».

Diverses affaires -dont celle de l'accident de train meurtrier de juillet- ont convaincu Pékin que les choses allaient trop loin, avec une dangereuse perte de contrôle de l'opinion.

Mercredi toujours a été publiée une directive de l'Administration d'État pour la radio, la télévision et le cinéma (Sarft). Ordre est donné de limiter les émissions de télé-réalité et autres divertissements légers qui ont fleuri sur les 34 chaînes satellites du pays. Ces programmes, dont la «*vulgarité*» est comparable à celle d'émissions diffusées dans maints pays occidentaux, doivent être remplacés par des tranches d'informations ou culturelles. Au-delà, toute l'industrie culturelle, qui en prend trop à ses aises pour diffuser des points de vue indépendants, est fermement rappelée à l'ordre. Il lui est rappelé qu'elle doit promouvoir les «*valeurs centrales socialistes*», opposées classiquement aux supposées «*valeurs universelles*». Les dirigeants des chaînes sont invités à se focaliser sur le «*champ éthique*». Le document officiel publié mercredi exhorte ainsi à rejeter «*le culte de l'argent, l'hédonisme et l'individualisme extrême*».

Derrière ces mots, on retrouve le récent et tragique scandale de la petite Yue Yue, cette enfant de deux ans écrasée par deux camions successivement, et que les passants ont laissée mourir en l'ignorant. L'affaire a suscité un vif émoi dans l'opinion publique chinoise, les internautes s'interrogeant sur la crise morale de la société chinoise. Un questionnement sur les «*valeurs*» que le parti au pouvoir ne peut se permettre de voir aller trop loin. (lefigaro.fr 27.10)

Gageons que ce sujet fut abordé par Sarkozy avec Hu Jintao, à qui il réclame à cor et à cri de participer au FESF...

Economie

1- France. Racket pour renflouer les caisses de l'Etat.

Deux amendements adoptés en commission des affaires sociales prévoyaient de taxer le chiffre d'affaires des casinos et de l'industrie du tabac pour financer la sécurité sociale. Ils ont été tous deux rejetés en séance jeudi, le gouvernement s'y étant opposé.

Valérie Pécresse a dit craindre qu'une taxe sur l'industrie du tabac se traduise par une hausse des prix, alors que l'exécutif prévoit déjà 18 % de hausse entre cet automne et début 2012. (lemonde.fr 27.10)

2- Pétrole. Ils se gavent !

Exxon Mobil a fait état jeudi d'un bond de 41% de son bénéfice au troisième trimestre, soit légèrement plus qu'attendu par Wall Street, à la faveur d'une hausse du prix du pétrole et d'une amélioration des marges de raffinage.

Éléments exceptionnels inclus, le bénéfice net du groupe atteint 7,2 milliards de dollars à coût courant, en hausse de 100%. Cette mesure CCS fait abstraction des plus ou moins values non réalisées liées aux changements de valeur des stocks. De ce fait, le solde devient comparable au regard des règles comptables américaines.

Le géant américain, plus grande compagnie pétrolière cotée au monde, a livré un résultat de 10,33 milliards de dollars. (Reuters 27.10)

Shell, première pétrolière européenne par la capitalisation, a fait état d'une hausse de 42% du bénéfice net au troisième trimestre, hors exceptionnels, à 7,0 milliards de dollars à coût courant (CCS, current cost of supply). (Reuters 27.10)

Statoil a précisé de son côté que son bénéfice net ajusté, calculé sur la même base, avait augmenté de 50% à 2,07 milliards de dollars au troisième trimestre. (Reuters 27.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 29 octobre

CAUSERIE

Hier soir aux infos de TV5Monde Asie, j'ai pu voir un bref reportage sur une manifestation qui s'est déroulée à Rome en Italie après l'annonce faite par Berlusconi de porter l'âge du départ à la retraite (à taux plein) à 67 ans. J'en ai cherché une trace dans les articles de presse de ce matin, en vain.

C'est en cherchant un article sur cette manifestation que j'ai découvert d'autres agences de presse, dont <http://fr.novopress.info> et <http://balkans.courriers.info>.

Réaction à la prestation d'avant-hier de Sarkozy, suite.

Hervé Gattegno, rédacteur en chef au *Point*, sur les ondes de RMC : "*au total, si on peut lui accorder un AAA, c'était : Austérité, Artifice, Autosatisfaction !*"

Banksters. Confirmation.

Les dividendes des actionnaires et les bonus des traders et autres dirigeants des banques compris dans la facture qu'ils veulent nous faire payer.

«*Nous aurons certainement une politique de dividende modérée*», a déclaré le PDG de la Société Générale également président de la Fédération bancaire française (FBF), Frédéric Oudéa, sur les ondes de la radio BFM Business, au lendemain d'un accord européen imposant aux banques de renforcer leurs fonds propres. «*Ne condamnons pas l'industrie financière française*», a-t-il ajouté. (20minutes.fr 28.10)

En famille. Le PS combat la classe ouvrière au côté de l'UMP.

«*Il faut que l'on arrive au pouvoir et que la crise soit purgée. En fait, nous avons intérêt à ce que Sarkozy réussisse*», assure un proche de Hollande. (lefigaro.fr 28.10)

En pratique qu'est-ce que cela signifie ? Réponse dans le projet du PS dont le titre d'un chapitre se suffit à lui-même : «*Assainir les finances publiques : un impératif pour l'avenir et pour réaliser notre projet*». (lefigaro.fr 28.10)

En réalité les moyens ainsi définis et l'objectif du "*projet*" du PS se confondent, et sont une fin en soi : «*Assainir les finances publiques*».

Ceux qui estimaient que le PS pourrait se placer au côté de la classe ouvrière pour combattre la politique d'austérité de Sarkozy en seront pour leurs frais. S'adresser au PS, c'est le légitimer, pire encore, c'est légitimer la politique de Sarkozy privilégiant les intérêts des marchés financiers au détriment de ceux des travailleurs et dont PS souhaite la réussite. C'est se placer du côté de la réaction.

Quant à ceux, souvent les mêmes, qui pendant des décennies se sont tournés vers le PS pour aujourd'hui prendre leur distance avec ce parti, tandis que le PS est demeuré identique à lui-même il faut préciser, trop tard, ils ont amplement fait la preuve de leur incurie politique et ils ne sont pas plus dignes de confiance que ceux cités dans le paragraphe précédent, désolé on ne transigera pas sur ce principe.

LES INFOS EN BREF

Politique

France. On se rassure comme on peut !

Selon Médiamétrie, l'interview de Nicolas Sarkozy, jeudi soir, sur TF1 et sur France 2, a réuni 11 970 000 téléspectateurs, soit 43,8 % de part d'audience. À l'Élysée, on y voit un signe encourageant. (lepoint.fr 28.10)

Question : y en aura-t-il pour affirmer que cette audience constitue un soutien à sa politique ? Pour rappel, le 29 novembre 2007 18,8 millions de téléspectateurs avaient suivi sa prestation à la fois sur TF1 et sur France 2.

Etats-Unis

L'information, révélée par le Washington Post jeudi 27 octobre, n'avait pas été confirmée par le Pentagone ni par l'armée de l'air américaine. La confirmation est finalement venue de la Maison Blanche vendredi 28 octobre. Les Etats-Unis utilisent effectivement l'aéroport d'Arba Minch, dans le sud de l'Ethiopie, pour lancer des opérations dans la Corne de l'Afrique.

Mais le porte-parole de la présidence américaine affirme que ces appareils de reconnaissance ne sont pas armés.

L'aéroport d'Arba Minch est donc un aérodrome éthiopien sur lequel les Etats-Unis n'ont pas de base militaire mais qu'ils utilisent pour faire décoller et atterrir des avions pilotés à distance. Les cibles de ces opérations qui s'inscrivent dans le cadre de la campagne globale des Etats-Unis contre le terrorisme pourraient bien être les shebabs de Somalie. C'est en tout cas ce qu'affirmait le Washington Post jeudi. Cité par l'Agence France Presse, un responsable du Pentagone reconnaissait vendredi que Washington est « *évidemment très inquiet de l'instabilité en Somalie* ». (RFI 29.10)

Social

1- France

1.1- Antisocial !

Les députés ont adopté vendredi un amendement qui gèle les prestations familiales jusqu'au 1er avril, ce qui devrait permettre d'économiser 130 à 140 millions d'euros.

Cet amendement au projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2012 a été présenté par la ministre des Solidarités, Roselyne Bachelot.

Toutes les prestations familiales sont concernées : allocations familiales, congé parental, prestation d'accueil du jeune enfant et allocation de rentrée scolaire. (Reuters 28.10)

Le ministère de la Solidarité... avec les gangsters de la finance !

1.2- Les vases communicants.

Xavier Bertrand, ministre de la santé, a promis de revenir sur la réforme du calcul des indemnités journalières, qui devaient baisser en passant de 50 % du brut à 60 % du net. Son ministère réfléchit actuellement à une autre mesure, qui pourrait être la création d'un quatrième jour de carence pour les arrêts maladie. (lemonde.fr 28.10)

Précision : les trois jours de carences actuellement en vigueur ne concerne que les travailleurs du secteur privé, à vous de déduire ce que signifie en rajouter un quatrième...

2- Grèce

2.1- Un rassemblement de milliers de manifestants opposés aux mesures d'austérité a entraîné vendredi à Thessalonique l'annulation d'un défilé militaire organisé chaque année pour commémorer l'entrée de la Grèce dans la Seconde guerre mondiale.

Des manifestants ont interpellé le président Carolos Papoulias, le qualifiant de traître, ainsi que d'autres dignitaires qui assistaient au défilé, tandis que des anarchistes ont craché en direction d'officiers de l'armée à la retraite -applaudis cependant par la majorité des protestataires.

Dans d'autres villes, les représentants des autorités ont aussi été interpellés mais la plupart des défilés ont pu se tenir comme prévu, deux jours après l'annonce par les dirigeants européens d'un plan de sauvetage renforcé destiné à aider la Grèce à affronter les tempêtes liées à la crise de la dette.

A Thessalonique (nord), deuxième ville de Grèce, les protestataires ont bloqué la voie empruntée par les participants au défilé, obligeant la police à intervenir et à protéger les dirigeants présents dans une tribune jusqu'à leur départ. Après avoir patienté une trentaine de minutes, le président Papoulias est parti, non sans rétorquer d'abord violemment aux manifestants.

Parmi les manifestants, on comptait des militants de gauche, des anarchistes, des néo-nazis, des personnes n'en pouvant plus des cures d'austérité du gouvernement et des supporters du club de football local Iraklis, sommé de quitter la première division pour cause d'irrégularités financières.

Ils ne représentent qu'une "petite minorité", a jugé le président Papoulias. "La grande masse des gens accepte toutes ces mesures d'austérité qui frappent les plus faibles parce qu'ils espèrent un jour meilleur, quand nous aurons surmonté la crise et nettoyé notre maison", a-t-il dit.

Les manifestants ont été condamnés par le gouvernement Papandréou et l'opposition conservatrice, alors que certains partis de gauche leur ont trouvé des justifications.

"C'est une subversion des institutions démocratiques", a déclaré Elias Mossialos, porte-parole du gouvernement socialiste. "C'est une réponse calamiteuse aux politiques calamiteuses (du gouvernement). Seuls nos ennemis aimeraient nous voir nous diviser ainsi", a de son côté commenté le dirigeant de l'opposition conservatrice Antonis Samaras. (AP 28.10)

2.2- La crise va-t-elle vider les maisons de retraites ? Depuis la rentrée le phénomène s'accélère : enfants et petits enfants préfèrent prendre à leur charge leurs parents âgés et profiter de leur pension plutôt que de payer les quelque 1.000 euros mensuels d'une chambre. La preuve que même les classes moyennes aisées commencent à sérieusement pâtir des effets de la débâcle grecque.

Dans de nombreuses familles, il y a une personne au chômage qui peut d'une part s'occuper de son parent âgé, et d'autre part profiter ainsi de sa petite retraite. La situation semble encore pire en province, particulièrement dans le département de Thessalonique où le chômage a atteint des records, mais aussi dans l'ouest de l'Attique.

Les familles se sont trouvées dans une impasse. « Je me sens honteuse d'en être arrivée à convoiter la pension de ma grand-mère », confie une femme de 35 ans, « mais avec l'argent que nous donnions à la maison de retraite, nous pouvons couvrir beaucoup d'autres dépenses courantes. » (balkans.courriers.info 15.10, traduit et mis en ligne le 26.10)

3- Espagne

Le taux de chômage en Espagne a atteint 21,5% au troisième trimestre, son plus haut niveau depuis la fin 1996, la stagnation de l'économie ayant largement occulté le dynamisme de la saison touristique estivale.

Le nombre de demandeurs d'emploi s'est ainsi rapproché de la barre des cinq millions, montrent les statistiques officielles publiées vendredi.

La population active espagnole est restée pratiquement inchangée au troisième trimestre, avec une baisse de 2.100 seulement, tandis que le nombre de demandeurs d'emplois augmentait de 144.700 pour atteindre 4,98 millions.

L'emploi a diminué notamment dans la construction, les services et l'agriculture mais il est resté stable dans l'industrie, a précisé l'Institut national de la statistique (INE). (Reuters 28.10)

4-Etats-Unis

4.1- Les signes d'une paupérisation croissante de la population américaine ne cessent de se multiplier.

Ainsi, au sein des jeunes familles dont les parents ont moins de 30 ans, le taux de pauvreté a augmenté de 6 points en 5 ans, atteignant le pourcentage record de 37.3 % en 2010.

C'est le Bureau de Recensement américain qui a révélé ses chiffres particulièrement inquiétants dans son rapport annuel sur la pauvreté aux Etats-Unis.

Plus globalement, le nombre de personnes de tous âges vivant dans la pauvreté est aujourd'hui de 46.2 millions, soit plus de 15 % de la population nationale. (fr.novopress.info 27.10)

4.2- Les inégalités se creusent chaque jour davantage aux États-Unis. Face à la paupérisation d'une part croissante de la population, l'infime minorité (1%) de « très riches », elle, ne cesse de voir ses revenus augmenter.

En effet, dans un rapport du bureau du budget du Congrès, on apprend que ce 1% des plus riches Américains a presque triplé ses revenus sur les trente dernières années.

Le document officiel se penche sur la période entre 1979 et 2007 et montre que les revenus des plus riches ont augmenté de 275% durant ces trois décennies tandis que ceux des plus pauvres n'ont augmenté que de 18%.

Le rapport établit également que les 1% des plus riches détiennent plus de 50% des actions en bourse du pays et que les patrons des plus grandes entreprises touchent des salaires en moyenne 90 fois supérieurs à ceux de l'Américain moyen.

Une situation qui nourrit le mouvement de contestation anti-libéral « Occupy Wall Street » qui occupe les rues américaines depuis maintenant plusieurs mois pour dénoncer les dérives d'un système capitaliste ne profitant plus qu'à l'hyper-classe. (fr.novopress.info 28.10)

Société

France. Dans le sillage de la décomposition du régime.

L'acteur Alain Delon a été nommé président d'honneur de la Société Miss France et présidera à vie le jury du concours de beauté national, a annoncé vendredi Endemol, maison-mère de la Société Miss France.

Un autre acteur, Francis Huster assurera les fonctions de vice-président du jury, au côté d'Alain Delon. (AP 28.10)

Economie

1- FESF. Fantomatique ou comment "**maquiller les chiffres**".

Pour remplacer la principale arme dont dispose la banque centrale des États-Unis, les Européens comptent sur le FESF et ses "1 000 milliards d'euros". Problème, "parler de 1 000 milliards d'euros de capacité de prêts relève d'un abus de langage", souligne Christian Saint-Étienne, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM). "Il s'agit d'un objectif mais les moyens d'y parvenir ne sont absolument pas donnés." La directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, le reconnaît dans des termes très diplomatiques : "Au cours de la période à venir, il importera de préciser davantage les modalités du fonctionnement de ce FESF renforcé et de la mobilisation des concours dans les proportions envisagées", écrit-elle dans son communiqué post-sommet.

Mais Georges Ugeux, ancien vice-président exécutif international du New York Stock Exchange et patron d'une mini-banque d'affaires internationale, soupçonne les Européens de "**maquiller les chiffres**".

Selon ses calculs, les banques européennes ne détiennent que 81 milliards d'obligations grecques. Une fois déduit l'effort à fournir par les banques grecques elles-mêmes - qui devront être nationalisées pour encaisser le choc -, ce chiffre tombe à 32 milliards. Avec la décote de 50 % décidée mercredi, l'effort des banques n'est plus que de 16 milliards... sur une dette totale de 350 milliards ! Pas une goutte d'eau, mais presque ! Les autres créanciers, eux (BCE, FESF, Asset manager, hedge funds, autres banques centrales), ne participent en rien à l'effort. "Il aura fallu toutes ces discussions pour ne rien mettre sur la table ; je tombe des nues", lâche Georges Ugeux. Les Européens le reconnaissent eux-mêmes, la dette publique grecque ne devrait revenir à 120 % du PIB qu'en 2020. "Soit autant que la dette italienne actuelle, dont on nous dit déjà qu'elle est intenable", souligne Eric Dor.

Un autre risque se profile. La recapitalisation à marche forcée des banques européennes, qui doit s'achever en juin 2012 et non plus 2017, pourrait déclencher une raréfaction du crédit et amplifier le plongeon de la croissance. Car pour accroître leurs fonds propres, les banques seront tentées de conserver l'argent destiné au financement de l'économie.

Plus grave encore, "**l'euro, tel qu'il est conçu actuellement, n'a plus de sens**", s'inquiète Eric Dor. Pour que la monnaie unique survive, "**il faut à tout le moins un fédéralisme fiscal**" susceptible de combler les écarts de compétitivité qui se sont creusés au cours des années entre les différents pays, explique l'économiste. Mais les Européens commencent à peine à effleurer le sujet. En attendant, la France va devoir relever le défi de sa compétitivité, prévient Christian Saint-Étienne. Faute de quoi, son AAA est condamné et le FESF avec. Le sommet européen a sans doute permis à Nicolas Sarkozy d'acheter un peu de temps, en calmant provisoirement les marchés. (lepoint.fr 28.10)

2- France

Total a publié vendredi des résultats en hausse au troisième trimestre, portés par les prix du pétrole et malgré une légère baisse de sa production, et a dit aborder la fin de l'année "**avec confiance**".

Hors exceptionnels, le bénéfice net de Total s'est élevé à 2.801 millions d'euros au troisième trimestre (+13%), en ligne avec les attentes des analystes, pour un chiffre d'affaires de 46.163 millions (+15%).

Le bénéfice net part du groupe atteint 3.314 millions d'euros (+17%) en incluant en particulier des éléments non-récurrents, essentiellement composés de plus-values de cession, qui ont eu un effet positif de 610 millions d'euros.

Troisième compagnie pétrolière européenne par la capitalisation boursière derrière Royal Dutch Shell et BP, Total a également indiqué tabler sur une hausse de sa production supérieure à 3% l'année prochaine. (Reuters 28.10)

3- Italie

Le coût des emprunts d'Etat italiens à 10 ans a dépassé vendredi 6% pour la première fois depuis le lancement de l'euro.

Le rendement des obligations à trois ans a lui aussi augmenté, à 4,93%, au plus haut depuis novembre 2000. (Reuters 28.10)

4- Grande-Bretagne. Chacun pour soi !

S'adressant aux journalistes britanniques qui l'accompagnaient au sommet du Commonwealth à Perth, en Australie, M. Cameron a de nouveau fait part de sa volonté de défendre les "*intérêts britanniques*" face à ses partenaires de la zone euro et à la Commission européenne.

"*Londres, qui est le centre des services financiers en Europe, se retrouve sous attaques permanentes par le biais des directives de Bruxelles*", a-t-il dit selon des propos rapportés par la BBC et le Daily Telegraph. "*C'est un sujet d'inquiétude; il s'agit d'un intérêt national capital qu'il faut défendre*", a-t-il ajouté.

Les dirigeants de la City se sont en particulier alarmés d'une régulation accrue des produits dérivés, mis en cause durant la crise financière de 2008-2009 et dont la grande majorité des échanges européens s'effectue à Londres.

Ils s'opposent également avec vigueur au projet de taxe sur les transactions financières présenté par le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, qui a reçu le soutien de la France et l'Allemagne.

Pour entrer en vigueur, une telle taxe nécessiterait l'accord des 27 pays de l'Union européenne. Mais Londres craint désormais qu'elle puisse être adoptée à l'échelle des seuls pays membres de la zone euro, ce qui pourrait atteindre par ricochet le volume des échanges londoniens.

La City de Londres emploie quelque 300.000 personnes, mais la crise actuelle commence à faire sentir ses effets et elle devrait perdre 27.000 postes en 2011 et 2012, selon une récente étude de l'institut de recherche CEBR. (liberation.fr 28.10)

5- Grèce. Secret de polichinelle... bien gardé au chaud dans le coffre d'un paradis fiscal au coeur de l'Europe.

Le secrétaire d'Etat grec au ministère des Finances est à Berne pour récupérer une partie des milliards cachés dans les banques helvétiques.

En 2009, le courtier Helvea, filiale de la banque privée genevoise Pictet, révèle que, de tous les étrangers plaçant leurs économies en Suisse, les Grecs étaient les plus mauvais contribuables. Seulement 1 % des sommes déposées étaient déclarées (contre 3 % pour les Français). Écrasée par les dettes, Athènes s'est sans doute penchée sur cette étude avec beaucoup d'attention. D'autant que le montant des avoirs grecs dissimulés dans les banques helvétiques pourrait atteindre 150 à 200 milliards d'euros.

Ilias Plaskovitis, secrétaire d'Etat grec au ministère des Finances, est actuellement à Berne. Il est reçu par son homologue suisse, Michael Ambühl. Les deux pays envisagent de signer le plus rapidement possible un accord fiscal similaire à ceux que la Confédération vient de passer avec l'Allemagne et le Royaume-Uni. De quoi s'agit-il ? Les banquiers suisses proposent de prélever eux-mêmes un impôt libérateur sur les revenus des capitaux placés dans la Confédération par les étrangers.

Puis, sans révéler les noms des titulaires des comptes, de reverser cet argent aux pays d'origine. Ce dispositif, baptisé Rubik, présente pour tout le monde des avantages. La Suisse sauve son secret bancaire ; l'autre pays, à défaut de récupérer l'argent planqué, perçoit dorénavant une rente sur les revenus générés par les capitaux dissimulés. Concernant l'accord helvético-allemand, la taxe sera de 26,375 %. Quant au fraudeur, il ne s'en tire finalement pas trop mal. Il est absous de ses péchés moyennant une dîme... (lepoint.fr 28.10)

6- Etats-Unis. C'est tout !

6.1 - Merck, le numéro deux américain de la pharmacie, a annoncé avoir réalisé un bénéfice de 1,69 milliard de dollars, à comparer avec les 342 millions de dollars dégagés un an auparavant, lorsque le groupe avait dû passer plusieurs lourdes charges.

Le chiffre d'affaires mondial s'est quant à lui apprécié de 8% à 12,02 milliards, l'un des meilleurs jamais publié au troisième trimestre par un groupe pharmaceutique. (Reuters 28.10)

6.2- Whirlpool, numéro un mondial de l'électroménager, a revu à la baisse vendredi sa prévision de bénéfice annuel et a annoncé la suppression de 5.000 emplois en raison de la morosité du contexte économique mondial.

Le groupe américain, qui a publié un résultat trimestriel inférieur aux attentes, s'attend désormais à un bénéfice annuel compris entre 4,75 et 5,25 dollars par action, alors qu'il évoquait auparavant le bas d'une fourchette de 7,25 à 8,25 dollars par titre. (Reuters 28.10)

6.3- Chevron a annoncé vendredi un bénéfice plus que doublé au troisième trimestre et dépassant le consensus de Wall Street, grâce à la hausse des cours du brut et à de solides marges de raffinage.

Le deuxième pétrolier américain a fait part d'un bénéfice de 7,8 milliards de dollars. Le chiffre d'affaires a augmenté de 26% à 61,26 milliards de dollars. (Reuters 28.10)

Haut de page ↗

Le 30 octobre

CAUSERIE

Voici ce que j'ai trouvé dans ma boîte aux lettres avant-hier.

"Vous recevez cet e-mail parce que vous vous êtes inscrit auprès du M'PEP (*Mouvement politique d'éducation populaire - Ndlr*) ou que l'un de vos proches vous a inscrit". Je trouve curieux, sans toutefois en faire un plat, que quelqu'un m'ait inscrit à ce mouvement politique sans m'en parler. A vrai dire j'en ignorais l'existence jusqu'à hier matin.

A première vue, il s'agit d'un "*mouvement politique*" clairement dirigé contre les partis ouvriers, à caractère ouvertement anti-marxiste, stalino-réformiste, qui s'emploie à nier la lutte des classes, par exemple j'ai noté qu'ils considéraient que la notion de classe serait "*obsolète*" et qu'il faudrait la remplacer par celle de "*catégories sociales*, parce que ces "*termes de « bourgeois » et « prolétaires » caractérisent les deux classes qui se développent avec elle à savoir la bourgeoisie industrielle et les ouvriers d'usine*" qui "*à l'époque du capitalisme financier et du déclin de ces deux catégories sociales, ces termes ne sont plus adaptés*", après avoir rappelé que "*ces deux catégories sociales sont pour eux (Marx et Engels -Ndlr) essentielles dans la mesure où ils voient dans leur antagonisme la possibilité d'un débouché révolutionnaire.*" (<http://www.m-pep.org>)

Résumons leurs intentions, ce qu'ils visent ce ne sont pas ces termes en soi, mais bien les classes sociales qu'ils recouvrent : ces deux classes antagoniques, la bourgeoisie et le prolétariat, seraient en déclin, ce qui est absolument faux aussi bien sur le plan national qu'international ; l'employé dans un bureau ou la vendeuse dans un magasin sont des prolétaires, et le banquier ou l'actionnaire majoritaire d'une multinationale sont des bourgeois, une fois disparues d'un coup de baguette magique ces deux classes aux intérêts irréconciliables, on aura compris que c'est "*la possibilité d'un débouché révolutionnaire*" qui doit disparaître du même coup, parce que les dirigeants de ce "*mouvement politique*" y sont farouchement opposés. Leur "*opinion*", à défaut d'analyses sur le *Manifeste*, consiste à y faire référence pour en nier et combattre ses conclusions qui sont toujours d'actualité. Pour qui roulent-ils, devinez ?

On est donc en présence du produit achevé, de l'objectif que poursuivent tous ceux qui dénoncent les dérives des marchés financiers, qui appellent à une meilleure répartition des richesses ou qui se bornent à exiger l'annulation de la dette publique, et qui refusent farouchement qu'on s'attaque aux institutions et aux fondements du capitalisme qui inclut l'expropriation sans rachat des propriétaires ou actionnaires des grandes entreprises qui sont des bourgeois ou des capitalistes. Dès lors qu'on n'est plus en présence de classes sociales aux intérêts antagoniques, la lutte des classes n'a plus aucun sens, on ne forme plus qu'une grande famille, elles ne reposent plus sur une contradiction fondamentale qui les repousse chacune dans leur camp et les conduit à se combattre, de chaque côté de la barricade, il n'y a plus qu'à réunir ces "*catégories sociales*" dans un même combat (front populaire, union nationale) et défendre ensemble l'intérêt général et la boucle est bouclée.

Bref, une entreprise contre-révolutionnaire qu'il faut combattre. On y reviendra. J'allais oublier de préciser qu'y sont associés entre autres, Attac, le PCF, le PG et le NPA, ainsi que des altermondialistes comme il se doit. Le POI a refusé de s'y associer.

A propos du Mécanisme européen de stabilisation. (MES)

J'ai mis en ligne des articles et des documents sur le Mécanisme européen de stabilisation (MES). On s'étonnera encore du silence assourdissant des partis ouvriers parlant soit-disant en notre nom sur une question aussi essentielle. Jugez plutôt à travers quelques extraits ou réflexions que j'ai trouvés sur le Net.

L'auteur de la traduction de ce traité précise qu'il n'a toujours pas été traduit en français, il n'existe à ce jour qu'une version en anglais et en allemand. Au chapitre *Bibliographie* du portail wikipedia.org qui traite de ce sujet, on a confirmation que tous articles relatif au MES sont parus en anglais. J'ajoute qu'il n'existe en français que le projet de traité que j'ai mis en ligne ce jour.

En guise d'introduction (<http://www.haoui.net>) :

- "Imaginez une autorité nouvelle qui demande, quand elle le veut, aux Etats de payer dans les 7 jours des montants non plafonnés. Une autorité qui peut accuser sans être accusée. Une autorité dont les dirigeants et employés bénéficient de l'immunité. Une autorité qui ne peut pas être attaquée par les tribunaux. Des gouvernements qui ne peuvent plus revenir sur les engagements pris par leurs prédécesseurs auprès de cette autorité. Une autorité non élue qui détiendrait dans une seule main les caisses des Etats européens.

Et bien cette autorité est en cours de création. Elle s'appelle le MES, le Mécanisme Européen de Stabilité qui devrait entrer en vigueur en 2013. Vous n'en avez jamais entendu parlé ?"

Non hélas ! Essayons de rattrapper le temps perdu.

En préambule précisons que c'est le 11 juillet 2011 que le Traité établissant le Mécanisme européen de stabilité a été signé par les représentants des États membres de l'Union. Ajoutons que le 23 mars 2011, le Parlement européen avait approuvé l'amendement de l'article 136 du TFUE (Traité de Lisbonne) après avoir obtenu la garantie que la Commission européenne, et non les États membres, jouerait un « rôle central » dans le fonctionnement du MES, en regrettant dans le même temps qu'elle n'ait pas été impliquée plus tôt. (wikipedia.org)

1- Extrait du traité instituant le MES

Article 3 - Objet

L'objet du MES est de mobiliser des fonds et fournir une assistance financière, sous stricte conditionnalité de politique économique, au profit des Membres du MES qui connaissent ou sont menacés par des problèmes de financement grave, si cela s'avère indispensable pour sauvegarder la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble. A cet effet, le MES est en droit de lever des fonds par émission d'instruments financiers ou en concluant des accords financiers ou autres arrangements avec les Membres du MES, les institutions financières ou d'autres tiers.

Article 8 - Capital social

1. Le capital social s'élève à 700 milliards d'euros (EUR 700 000 000 000).

Article 9 - Appels du capital

[...] Les Membres du MES, irrévocablement et inconditionnellement, s'engagent à payer sur demande l'appel de capital effectué par le Directeur Général conformément au présent paragraphe, cet appel devant être payé dans les sept (7) jours suivant la réception de ladite demande.

Article 10 - Les changements dans le capital social

1. Le Conseil des Gouverneurs [...] peut décider du changement du capital social et de la modification de l'article 8 et l'annexe 2 en conséquence.

Article 27 - Le statut juridique du MES, les immunités et privilèges.

3. Le MES, ses biens, fonds et avoirs, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, jouissent de l'immunité de toute forme de procédure judiciaire, sauf dans la mesure où le MES renonce expressément à son immunité dans le but de toute procédure ou par les conditions de tout contrat, y compris la documentation sur les instruments financiers.

4. La propriété, le financement et les actifs du MES, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le lieu, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de saisie, de prise ou forclusion par action de l'exécutif, judiciaire, administrative ou législative.

Article 30 - Immunités des personnes

1. Gouverneurs, Gouverneurs suppléants, Directeurs, Directeurs suppléants, le Directeur Général et membres du personnel doivent être à l'abri de poursuites à l'égard des actes accomplis par eux dans leur qualité officielle et jouissent de l'inviolabilité à l'égard de leurs papiers officiels et documents, sauf lorsque le Conseil des Gouverneurs renonce expressément à cette immunité.

Bref, ils disposent d'un pouvoir illimité donc sans aucun contrôle, c'est officiellement la capitulation de la démocratie au profit de la dictature de l'aristocratie financière, contre laquelle seule la révolution socialiste mondiale constitue une alternative pour tous ceux qui combattent pour la renverser.

On comprend le silence des partis ouvriers qui sont tous à leur façon alignés sur le mot d'ordre stérile de la défense de la démocratie, démocratie qui a justement permis d'en arriver là...

2- Extrait d'un article de la Lettre d'informations économiques stratégiques internationales (liesidotorg.wordpress.com)

- Le MES remplacera ces deux-là (MESF et FSFE -ndlr) et aura autorité de vider les Caisses d'État quand elle veut et aussi souvent qu'elle veut. Le MES sera sans limite! Le Conseil du MES sera composé des 17 Ministres de Finances, qui en deviendront les Gouverneurs. C'est eux qui prendront les décisions. Les parlements nationaux n'auront rien à dire sur ce MES, ni sur ses Gouverneurs, qui bénéficieront d'une immunité à l'extrême (comme d'ailleurs tous les gens qui y travailleront.)

3- Commentaire d'un d'internaute

- *"Si par coup d'état nous entendons la prise du pouvoir réel et la limitation du pouvoir du Parlement national démocratiquement élu, alors le traité du MES est un coup d'état dans 17 pays simultanément.*

C'est entièrement en accord avec la philosophie de la Commission Européenne, qui, selon son Président Barroso, doit être le gouvernement économique de l'Union, qui doit définir les actions que les gouvernements nationaux doivent exécuter. (28.09.11)"

Je précise que ces gens-là sont loin d'être de farouches adversaires du capitalisme, encore moins des révolutionnaires, il suffit de lire les commentaires des internautes qui figurent sur ce site pour en être convaincu.

3- Point de vue d'une autre source (<http://francesudouest.wordpress.com>)

- *"Qu'y a-t-il de spécial dans ce traité du MES? Les Ministres des Finances auront une nouvelle fonction à temps partiel comme Gouverneur du MES. Les parlements nationaux n'auront aucune autorité sur ces ministres lorsqu'ils agissent en tant que Gouverneurs. Les Gouverneurs disposeront librement des Caisses de l'État. Un droit de véto pour les parlements nationaux n'est pas prévu. Ratifier ce traité, c'est la mort des démocraties souveraines de la zone euro."*

Quoi de mieux qu'un paradis fiscal au beau milieu de l'UE pour installer le siège du MSE : à Luxembourg !

4- Pour Trichet, aucun doute, les désirs des marchés sont des ordres auxquels les Etats doivent se soumettre, mieux ils doivent les devancer !

Interview du journal *Le Monde* hier :

Jean-Claude Trichet : Cet accord doit être appliqué rigoureusement et rapidement dans toutes ses dimensions, y compris celle de l'amélioration de la gouvernance. Les décideurs doivent s'efforcer d'être en avance sur les événements même si le temps des décisions dans nos démocraties n'est pas nécessairement celui des marchés.

Un des principaux défis de la zone euro réside dans la communication avec les investisseurs du reste du monde qui ont de la peine à déchiffrer les processus de décision européens. Pourvu que leurs décisions soient rapidement appliquées, les nations de la zone euro ont les moyens d'améliorer la perception que le reste du monde a de l'Europe.

A une autre question il répond que jamais l'indépendance de la BCE n'a été remise en cause, indépendance vis-à-vis des Etats avec la complicité de leurs présidents, gouvernements et institutions nationales, dépendance vis-à-vis des marchés dont la BCE est le porte-parole.

En filigrane et sans le nommer, il a fait référence au MSE : *"Demain, il faudrait que l'on puisse imposer à un pays les décisions indispensables après plusieurs refus d'appliquer les recommandations formulées par la gouvernance européenne. (...) Cela demande un changement de traité, désormais explicitement envisagé par les gouvernements de la zone euro, ce dont je me réjouis. "Après-demain", on peut envisager un changement institutionnel plus profond, avec un véritable exécutif européen."* (lemonde.fr 29.10)

Parole d'internaute

- "Il se pourrait que l'on ait une forte inflation qui côtoie une déflation.

L'inflation porterait sur les dépenses incompressibles (alimentations, énergie) et la déflation frapperait les autres types de dépenses, créant un effet ciseau assez redoutable.

Les entreprises produisant des biens de nature déflationniste verront la demande s'écrouler, ce qui provoquera un chômage important, agissant à nouveau sur le niveau de la demande...

Les ménages auront beau faire attention, l'épargne réalisée sera vite dévorée par l'inflation des biens de premières nécessités."

INFOS EN BREF

Social

1- France

1.1- Cessation de paiement pour les 11 centres médicaux mutualistes du département. Les salariés des centres de santé ne seront donc pas payés au mois d'octobre. Une situation qui ne fait que s'envenimer. Après-midi tendu au siège des centres de santé mutualistes. Un comité d'entreprise s'est tenu toute à l'heure, à Marseille, dans les locaux de la direction des centres de santé.

Les 1200 salariés et les 450 praticiens ne percevront donc pas leur salaire du mois d'octobre.

Une situation inadmissible selon les syndicats qui ont réclamé l'annulation de ce comité.

Ils réclament également que le Préfet « *prenne ses responsabilités* ». Selon Dominique Eddi, secrétaire du syndicat des médecins mutualistes : « *Le gouvernement a une entière responsabilité. Si jamais nous disparaissions, cela va être une catastrophe sanitaire dans l'accès aux soins* ».

10% de la population des Bouches-du-Rhône est soignée dans les centres de santé mutualistes soit 200 000 patients chaque année. Des fermetures qui priveraient les plus modestes d'un accès correct aux soins.

Un administrateur judiciaire devrait être nommé dans les semaines qui viennent.

Les syndicats appellent à une manifestation mardi 8 novembre devant la Préfecture des Bouches-du-Rhône. (lesmoutonsenrages.fr, source : <http://www.maritima.info> 29.10)

1.2- Air France a indiqué samedi avoir assuré, à 17h, "plus de 80%" de ses vols dans la journée en dépit de la grève de ses hôtesses et stewards pour ce week-end de Toussaint prolongé. Ce mouvement a été déclenché par les syndicats des personnels navigants commerciaux (PNC) pour protester contre les diminutions d'effectifs sur certaines liaisons moyen-courrier.

Dans un communiqué, la direction prévoit à nouveau d'assurer environ 80% de ses vols prévus dimanche. Ce jour-là, neuf long-courriers sont annulés au départ et neuf autres à destination de Roissy, même si la compagnie aérienne note que "*des retards et certaines annulations de dernière minute peuvent intervenir au cours de ce mouvement*".

Les négociations entamées le 10 octobre pour éviter ce conflit n'ont pas permis d'obtenir un accord avec la plupart des syndicats et seule l'UNAC-CGC a levé son préavis. Le SNPNC-FO, l'UNSA, la CGT, Sud et la CFDT ont maintenu les leurs, appelant hôtesses et stewards à cesser le travail de samedi à mercredi inclus. (AP 29.10)

2- Australie

La compagnie aérienne australienne Qantas a brutalement décidé samedi de clouer tous ses avions au sol, en plein coeur d'un conflit avec les syndicats qui avait entraîné plusieurs perturbations ces dernières semaines.

Cette suspension des vols se poursuivra tant que les syndicats n'auront pas "*retiré leurs revendications extrêmes et conclu un accord avec nous*", a prévenu le directeur général Alan Joyce, expliquant que les personnels n'auraient pas accès à leurs postes de travail. "*C'est une crise pour Qantas. Si le mouvement continue comme l'ont promis les syndicats, nous n'auront pas d'autre choix que de fermer Qantas pièce par pièce*".

Le personnel ne sera pas rémunéré à partir de lundi. Alan Joyce a estimé que la suspension des vols allait coûter 20 millions de dollars (14,1 millions d'euros) par jour à la compagnie, qui avait déjà réduit ses programmes de vols depuis plusieurs semaines.

Richard Woodward, le vice-président de l'Australian and International Pilots Association, un syndicat de pilotes, a accusé Qantas d'avoir "*mis un couteau sous la gorge de la nation*", estimant qu'Alan Joyce était "*devenu fou*".

Le gouvernement australien a demandé un arbitrage d'urgence de la justice. L'audience a ajournée tôt dimanche matin après l'exposé des arguments de la compagnie et des syndicats. Elle devait reprendre dimanche après-midi, le gouvernement demandant que la compagnie se voit ordonner de reprendre ses vols dans l'intérêt économique du pays.

Quand la mesure de suspension des vols a été annoncée, 36 vols internationaux et 28 vols intérieurs étaient en cours, selon une porte-parole de la compagnie. Les avions en vol ont poursuivi leur route jusqu'à leur destination, et au moins un appareil qui s'apprêtait à décoller s'est arrêté en pleine piste, selon un passager. Parmi les passagers qui se sont retrouvés bloqués, figuraient les dirigeants des 17 pays participant à un sommet du Commonwealth à Perth, dans l'ouest de l'Australie.

Qantas, la dixième plus grosse compagnie du monde et l'une des plus rentables, a provoqué la colère des syndicats en août en annonçant qu'elle comptait améliorer ses activités à l'étranger, déficitaires, en créant une compagnie basée en Asie qui aura son propre nom et sa propre marque. Un millier d'emplois seront supprimés dans le cadre d'un plan de restructuration. (AP 29.10)

3- Grande-Bretagne

Bond de 49% des revenus des directeurs des sociétés cotées au Fointsie-100. L

ondres (awp/afp) - Les dirigeants des grandes entreprises britanniques ont vu leurs revenus augmenter cette année de moitié par rapport à 2010, selon une étude publiée vendredi, dont les résultats ont suscité la colère des syndicats à l'heure où le pays doit se serrer la ceinture.

Les revenus des directeurs des sociétés du Fointsie-100, l'indice vedette de la Bourse de Londres, ont bondi de 49% pour atteindre 2,7 millions de livres (3 millions d'euros) annuelles en moyenne, selon les calculs du cabinet Incomes Data Services (IDS).

Cette somme comprend le salaire, l'exercice des stock-options, les divers plans de rémunération variable à long-terme et les bonus, ces derniers ayant augmenté de 23% à 906.044 livres en moyenne en 2011 en dépit des polémiques récurrentes sur leur bien-fondé.

"A l'heure où les salariés subissent une baisse de leurs salaires réels et risquent de perdre leur emploi, il pourrait être difficile pour les entreprises du Fointsie-100 de justifier l'augmentation significative des revenus de leurs dirigeants sans fournir d'explication", a commenté Steve Tatton, le responsable de l'étude.

La grande majorité des Britanniques voient en effet leur pouvoir d'achat rogné par une inflation supérieure à 5%, tandis que le chômage est au plus haut niveau depuis 17 ans.

Les salaires nominaux progressent beaucoup moins que le rythme de l'inflation, ce qui signifie que les salaires réels -qui reflètent le véritable pouvoir d'achat- reculent dans le pays.

Dans ce contexte, rendu encore plus difficile pour les ménages par le plan d'austérité drastique du gouvernement, cette étude a suscité la colère des syndicats.

"Ces dirigeants ont utilisé l'argument des conditions économiques difficiles pour imposer une baisse des salaires réels, qui ont porté un coup au niveau de vie des gens et à l'économie dans son ensemble, mais ils n'ont pas montré la même modération en ce qui concerne leur propre paye", a dénoncé Brendan Barber, le secrétaire général de la confédération des syndicats britanniques, le Trades Union Congress (TUC).

"C'est un autre exemple éclatant de la manière dont se comportent ces porcs cupides qui dirigent nos entreprises", s'est enflammé Paul Kenny, secrétaire général du syndicat GMB, l'un des principaux du pays. (<http://www.romandie.com> 29.10)

Haut de page ↗

CAUSERIE

Dans la rubrique consacrée au MSE j'ai rajouté le document suivant : *Modalité de fonctionnement du MES. (Conseil européen) (25.03.11)* (http://www.luttedeclasse.org/dossier/ue_mes_250311.pdf)

Réaction. Le saviez-vous ?

A propos de monsieur Jibril, Premier ministre du CNT : - "*M. Jibril avait aussi créé des sociétés de négoce, dont une chargée du commerce du bois de Malaisie et d'Australie avec son ami français Bernard-Henri Lévy.*"

(http://www.luttedeclasse.org/dossier/qatar_media_230911.pdf)

Le Front national, un parti d'extrême droite, clone du Parti national socialiste allemand.

De nombreux intellectuels, commentateurs politiques ou dirigeants de partis politiques de droite prétendent que le FN aurait changé. Les mêmes ou d'autres affirment qu'il serait différent du Parti national socialiste allemand d'Hitler.

Bref, ils estiment que ce parti d'extrême droite serait devenu fréquentable comme s'il y avait urgence à le rendre présentable aux yeux du plus grand nombre qui jusqu'à présent l'assimilent à un parti nazi, du reste, ils ne savent plus quel qualificatif employer pour le justifier.

Par exemple, parce qu'il aurait repris dernièrement dans son discours certaines valeurs démocratiques ou républicaines ainsi que les questions sociales qui préoccupent les travailleurs, pour en fait mieux les combattre, davantage dans un second temps qu'aujourd'hui. Ce recentrage politique plutôt qu'un revirement, s'explique à la fois par la crise ouverte du capitalisme depuis 2007-2008 et par les objectifs que poursuit le FN.

Sa nature sociale n'a pas changé évidemment. Quelle est-elle ?

Pour répondre à cette question, voyons comment s'articule la politique de l'extrême droite en général en examinant son discours social et son discours politique.

Son discours social.

1- Il consiste à dénoncer les méfaits du capitalisme (finance, Bourse, UE), mais attention pas le capitalisme en lui-même qu'il épargne, on verra plus loin pourquoi. Il se présente en défenseur des intérêts des travailleurs qui subissent les violentes conséquences de la crise du capitalisme.

A ce titre son discours est proche de celui des partis dits de gauche, à l'exception du PS qui a décidé ouvertement de se placer au côté de l'UMP en soutenant la recapitalisation des banques avec l'argent des contribuables, en soutenant la BCE et l'UE...

2- Bien que relayer au second plan momentanément ou selon les circonstances, il continue de développer le thème de la préférence nationale qui est la partie émergée de sa politique xénophobe, antisémite et raciste.

Son discours politique.

1- Il consiste toujours à dénoncer les "élites" et les partis institutionnels qui se succèdent au pouvoir et le monopolise depuis des lustres.

2- Il s'attaque aux institutions.

3- Il n'a pas abandonné son discours de combat anticommuniste.

Il y a une logique dans sa démarche, il poursuit un objectif non avoué que l'on ne peut saisir qu'en replaçant sa politique dans le cadre du développement de la crise du capitalisme, et l'incapacité de ce dernier de parvenir à la résoudre.

Ses objectifs.

1- Dans un premier temps, à cette étape de la crise du capitalisme et des institutions. Son objectif consiste

à attirer vers lui les travailleurs qui n'ont jamais été attirés par les partis se réclamant du socialisme et qui ont déjà été au pouvoir ou qui sont en bonne position pour y accéder, principalement le PS et le PCF.

Il consiste également à détourner de ces partis les travailleurs qui avaient des illusions en eux et qui n'en ont plus sur leur manque de volonté ou leur incapacité à résoudre leurs problèmes, travailleurs qui peuvent être attirés par un parti tenant un discours ferme sur la sorti de l'euro et de l'UE, qui s'engage à s'attaquer aux privilèges des capitalistes pour satisfaire leurs revendications sociales, ce qui est d'autant plus facile qu'il n'a jamais gouverné le pays et a toujours pu ainsi taire ses réelles intentions s'il était au pouvoir.

Il compte profiter de la crise pour récupérer tout ceux qui n'en peuvent plus et sont prêts à mettre leur sort entre les mains d'un sauveur suprême sur lequel il ignore tout ou presque. Demain, ils constitueront le gros des troupes du lumpenprolétariat qui s'attaqueront violemment aux partis et aux syndicats ouvriers.

2- Son discours s'adresse également à la petite-bourgeoisie fortement malmenée par la crise et dont certaines couches ont déjà rejoint les rangs du prolétariat, à celles qui craignent d'y tomber demain, qui face à la décomposition du PS et accessoirement aux hésitations de ses satellites, principalement le PG, à la disparition des centristes dont le gros des troupes a rejoint l'UMP, estiment que tous ces partis ne seront pas capables demain de maintenir leur niveau de vie ou de le faire progresser, pour toutes ces raisons des pans entiers de la petite-bourgeoisie peuvent être tentés de rejoindre le FN en croyant que leur situation ne pourra pas être pire après 2012 s'il parvenait au pouvoir.

2- Dans un second temps.

En imaginant que le FN parviendrait au pouvoir ou qu'il serait en position de le prendre par un coup de force ou encore qu'il lui tomberait dans les mains une fois le front populaire défait. Il disposerait dès lors d'une armée de lumpenprolétaires encadrés par les membres de la petite-bourgeoisie qu'il aurait formés, rejoints par des pans entiers de la bourgeoisie et l'armée.

L'ordre, dans lesquelles les différentes étapes du mécanisme par lequel il parviendrait à ses fins, dépendrait des circonstances précises qui lui auraient permis de parvenir au pouvoir.

1- Ils commenceraient par dissoudre les partis et les organisations ouvrières, arrêtés, emprisonnés leurs dirigeants ou pire encore, liquider l'avant-garde révolutionnaire, puis il dissoudrait les institutions.

2- Il en profiterait pour suspendre les libertés démocratiques, la presse serait muselée...

3- Ensuite, une fois les travailleurs totalement désarmés, il s'attaquerait à leurs droits sociaux, notamment en augmentant la durée du travail, en supprimant les congés payés, en totalité ou en partie, il supprimerait le Code du travail, etc.

4- Un seul parti demeurant ou un seul courant politique ayant le droit de citer, l'extrême droite, en présence d'une telle audace ou autorité qui en imposerait aux naïfs ou ignorants, ceux-ci confondant moyen et fin, le parti d'extrême droite rassemblerait la majorité des masses exploitées.

Faisons une pause et posons-nous une question :

Et dans tout cela où serait passée la dénonciation des "excès" du capitalisme, de la "cupidité" des capitalistes ? Elle aurait disparu ! Bien, mais alors qu'est-ce qui la remplacerait, car il faudra bien orienter dans une direction la haine des masses ainsi manipulées s'ils veulent continuer de les contrôler, car à cette étape bien qu'ils aient atteint en partie leur objectif, il va falloir le consolider et qui sait passer à l'étape supérieure.

C'est là que la dénonciation des juifs, des Arabes, des Noirs, des traîtres socialistes à la nation sera réactivée ou plutôt repassera de nouveau au premier plan dans son discours, les accusant d'être à l'origine de tous les maux des travailleurs, Français depuis de nombreuses générations et blancs de préférence.

L'objectif final du parti d'extrême droite est donc de réussir là où le parti officiel du capital aura échoué : infliger une sanglante défaite politique à la classe ouvrière, la mettre au pas pour pouvoir l'exploiter davantage, lui imposer un degré d'exploitation et d'oppression qu'il était impossible d'envisager tant qu'elles disposaient de ses partis et organisations, tant que les institutions garantissaient leur existence. Conditions également préalables à un conflit armé, à une guerre, disons de préférence, une fois que l'état d'esprit des masses est bien imprégné des thèmes xénophobes, antisémites et racistes du parti d'extrême droite.

Le FN et l'UMP ont les mêmes objectifs, seuls les moyens pour y parvenir les distinguent.

En conclusion, le parti d'extrême droite et le parti officiel du capital poursuivent les mêmes objectifs, à ceci près qu'en temps normal par le biais des institutions la classe dominante parvient à ses fins, avec la complicité des partis institutionnels se réclamant

du socialisme il faut préciser, et en temps de crise, lorsque le pouvoir de la classe dominante s'érode, que la décomposition des institutions s'accélère et s'amplifie, que le régime croule sous les scandales, que l'autorité de l'Etat est remise en cause, que le rapport de forces bascule au profit de la classe ouvrière, qu'elle s'enhardit et se fait de plus en plus pressante pour voir régler ses problèmes, quand la bourgeoisie est quasi paralysée car incapable d'affronter directement la classe ouvrière pour lui imposer une brutale régression sociale, elle passe le flambeau de la réaction à l'extrême droite qui fera le sale boulot à sa place, quand elle ne s'y associe pas il serait préférable de dire.

En guise d'épilogue.

Des extraits d'un article du Figaro paru hier qui revient sur le discours tenu par Marine Le Pen dimanche lors du «Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI. Vous y retrouverez une partie de l'argumentation que j'ai développée sur le FN et l'extrême droite en général.

Après l'annonce de mesures d'austérité supplémentaires par Sarkozy ou le gouvernement.

- *«Comme d'habitude, ce sont les classes moyennes et les classes populaires qui vont souffrir.»*

- Des économies pourraient également être trouvées, selon Le Pen, dans la fonction publique territoriale, qu'il faut *«réduire massivement»*. *«Notre pays est en voie de féodalisation»*, affirme-t-elle, en évoquant *«les centaines de milliers d'associations»* financées par les collectivités ou encore *«les seigneurs des régions»*.

- En revanche, assure Marine Le Pen, *«il ne faut pas toucher à la fonction publique d'État»* parce que *«leur disparition a un coût social»*. Un virage à 180 degrés dans la doctrine du parti d'extrême droite. Entre les lignes, Marine Le Pen le reconnaît, notamment lorsqu'elle évoque sa main tendue aux enseignants le 29 septembre. *«Le monde enseignant avait une vision caricaturale, probablement à cause des syndicats qui sont à gauche»*, analyse-t-elle. Puis elle ajoute : *«Il y avait une forme de défense de la part du FN. On nous critiquait. On nous caricaturait. On avait peut-être des réactions caricaturales.»* (lefigaro.fr 30.10)

Il faut ajouter pour étayer la conclusion que j'ai tirée, qu'elle se vante que des "gaullistes historiques" aient rejoint le FN.

Il faudrait étayer mon argumentation en ajoutant des citations et des faits tirés de régimes aux mains de l'extrême droite. Si un camarade avait le temps de s'y coller car le temps me manque, je suis preneur. On pourrait citer les banquiers et les industriels qui se sont enrichis pendant la seconde guerre mondiale. Comment en quelques années, entre la chute du front populaire et le début de la guerre, des capitalistes ont constitué des fortunes, etc. Mais aussi en Espagne ou au Chili.

Et puis, quand on y réfléchit un instant, les conditions de travail imposées aux travailleurs sous un régime fasciste ressemblent étrangement à celles que connaissaient la classe ouvrière avant qu'elle ne se constitue en classe vers la fin du XIXe siècle...

Le FN gouvernerait pour le compte des capitalistes au même titre que l'UMP avons-nous dit. Mais que veulent-ils de plus ces capitalistes que ce qu'ils ont déjà ? C'est une question qu'il faudrait traiter une autre fois. La crise résulte de l'accumulation du capital entre quelques mains, et ils ne savent plus où l'investir. Bien, mais cela ne suffit pas comme argument, c'est même plutôt léger ou inconsistant. A côté de l'argumentation purement économique ou sur les fondements ou les contradictions des lois de fonctionnement du système capitaliste qui conduisent à la crise, on peut développer une autre argumentation plus accessible aux masses.

Ils veulent tous ce que les plus riches d'entre eux possèdent : un parc de voitures de luxes, des villas gigantesques aux quatre coins du monde, un jet privé, un yacht de plusieurs dizaines de millions d'euros, pouvoir dépenser des centaines de milliers d'euros en une soirée sans que leur fortune s'en ressente, etc. Bref, ce ne sont pas des dizaines ou des centaines de millions d'euros qu'il leur faut, mais des milliards à dépenser pour leur seul plaisir. Ils aspirent à la luxure, au libertinage le plus débridé, à la jouissance suprême que seul l'argent et le pouvoir peuvent leur procurer, à condition d'en posséder ou d'y puiser, d'en user de façon illimitée et qu'ils en aient toujours autant ou plus de préférence... quite à affamer la moitié de la population mondiale et de réduire le reste en esclavage s'il le faut. (A suivre)

INFOS EN BREF

Politique

France

1.1- Intox, la propagande gouvernementale en marche.

Selon notre enquête OpinionWay, 55 % l'ont jugé convaincant, jeudi soir à la télé.

Selon cette étude réalisée les 28 et 29 octobre, 55 % des personnes interrogées ont trouvé le chef de l'État convaincant, contre 45 % ayant jugé l'inverse. Un pourcentage en hausse de 19 % par rapport à sa dernière intervention télévisée du 11 février 2011.

Globalement, ses propos sur la crise de l'euro et l'intérêt de soutenir la Grèce ont été largement jugés convaincants. Ainsi, c'est quand Sarkozy a évoqué le travail du couple franco-allemand qu'il a été jugé le plus convaincant (69 % contre 30 %). Autre bonne nouvelle pour l'Élysée : 60 % des sondés l'ont trouvé convaincant quand il a défendu la réforme des retraites. Un fort taux d'adhésion qui semble donner raison aux proches du président, qui assurent que les réformes sont bien perçues par les Français.

C'est sur les « affaires », notamment les soupçons de financements illégaux de la campagne d'Édouard Balladur, que Nicolas Sarkozy a été jugé le moins convaincant (62 % ne l'ont pas trouvé convaincant). Même mauvais score quand le président a évoqué sa candidature à un second mandat : 52 % des sondés (contre 46 %) l'ont trouvé peu convaincant.

«Le président a été bon pédagogue sur la crise, poursuit Bruno Jeanbart, directeur général adjoint d'OpinionWay. Mais il est plus clivant quand il propose des solutions (réindustrialisation de la France, lutte contre les déficits, NDLR) ou quand il revient à la politique politicienne.»

Ses électeurs de 2007 paraissent toutefois lui faire de nouveau confiance, après des périodes de doute : ils ont été 91 % à le trouver convaincant jeudi, contre 75 % lors de ses derniers vœux télévisés. (lefigaro.fr 30.10)

OpinionWay avec Ifop est l'institut de sondages attiré de l'Élysée, c'est la première chose. Ensuite, à la première ligne Le Figaro précise que c'est lui le commanditaire de ce sondage bricolé "selon notre enquête".

Ce que montre ce sondage, si on estime qu'il y a en moyenne deux adultes dans chaque foyer ayant regardé cette émission, c'est que pratiquement un électeur sur deux a suivi ce show de La Talonnette, 12 millions multipliés par deux égale 24 millions, pour quelque 45 millions d'électeurs au total.

Ensuite ce n'est pas parce que 12 millions d'électeurs ont suivi cette émission qu'ils auraient forcément des illusions dans Sarkozy, et bien que le Figaro pratique la méthode Coué, en désespoir de cause il n'a pas pu empêcher qu'une nouvelle fois une majorité désapprouve la candidature de Sarkozy en 2012, ce qui reflète le rejet massif qu'il inspire dans le pays qui va bien au-delà de 52%.

Cela étant, et c'est une indication à prendre en compte, ils ont été le double à regarder le "Sarko show" (Le point) par rapport à celle qui avait été consacrée aux "primaires" du PS. Tentons une explication : Les électeurs potentiels n'avaient sans doute aucune illusion dans le PS, tandis qu'un certain nombre d'entre eux pouvaient être curieux de voir comment Sarkozy allait s'y prendre pour transformer le plomb en or, leur vendre sa politique réactionnaire dont ils subissent les conséquences quotidiennement, bref se vautrer lamentablement. D'autres ont pu regarder cette émission l'angoisse au ventre, pressés de savoir quels mauvais coups il allait encore leur assénier d'ici les présidentielles en espérant que ce ne serait pas le cas.

Il a eu beau soigner sa présentation, mais dès qu'il a abordé les questions concrètes qui concernent tous les travailleurs, sa cote de popularité est redescendue brusquement, conformément à tous les sondages qui le placent à 20 points de Hollande, comme quoi la méthode Coué ne fonctionne pas toujours, cela dit il faut s'en méfier comme de la peste, car elle est l'arme suprême de l'extrême droite.

1.2- Terra Nova vous présente le programme antisocial du PS.

(Allez plus loin encore que Maastricht - note du site)

La France n'a pas d'autre choix que de restaurer l'équilibre de ses comptes publics au plus vite en respectant les deux points de passage qu'elle s'est fixée: un déficit ramené à 3% en 2013 puis 2% en 2014, jusqu'à l'équilibre en fin de mandature.

(La recette pour y parvenir : la même que Sarkozy à hauteur de 80 milliards d'euros - note du site)

Ce sera difficile: le déficit structurel est encore de 4 points de PIB, il y a donc 80 milliards à trouver.

(pourquoi pas au MSE ! - note du site).

Les hypothèses d'élaboration de la loi de finances (croissance notamment) ne doivent plus être arrêtées par le ministre des Finances (...), elles doivent être confiées à une autorité indépendante (typiquement l'Insee transformée en autorité administrative indépendante)

(payer la dette des capitalistes jusqu'au dernier centime - note du site)

Terra Nova a proposé que le taux de croissance retenu ne soit pas une hypothèse moyenne, mais une hypothèse basse (...)

Et il n'y a plus de dérapages budgétaires en exécution. Au contraire, il ne peut y avoir que des bonnes surprises. Ces «*cagnottes*» éventuelles sont affectées selon une règle préalablement fixée par le Parlement: en l'occurrence, étant donné le stress budgétaire actuel, 100% serait fléché vers le désendettement (...)

(plus fort encore que la "règle d'or", les noces de diamant avec le CAC40 - note du site)

Il s'agit en quelque sorte d'une «*règle d'or*». Mais pas une règle d'or d'objectif, qui relève une fois encore de l'affichage et n'a aucune efficacité. C'est d'ailleurs une proposition tout-à-fait baroque car la France a déjà introduit une telle règle d'or dans la Constitution en 2007! L'article 34 alinéa 7 fixe ainsi un objectif d'équilibre des comptes publics:

«Les orientations pluriannuelles des finances publiques sont définies par des lois de programmation. Elles s'inscrivent dans l'objectif d'équilibre des comptes des administrations publiques.»

(Soumission totale à l'UE et la BCE - note du site)

Les critères du pacte de stabilité européen (maximum de déficit à 3% du PIB et de dette publique à 60%) ont également valeur constitutionnelle...

(Elargir la RGPP aux collectivités locales et à la sécurité sociale - note du site)

En aucun cas, la RGPP ne peut répondre aux objectifs structurels, qui se chiffrent en dizaines de milliards. Il faut certes maintenir une RGPP rendue «intelligente» et la généraliser aux collectivités locales et à la sécurité sociale. Mais cela ne suffira pas.

(Il faut maintenant aller plus loin et s'attaquer aux structures de la fonction publique - note du site)

Terra Nova invite à un changement de méthode: non plus se limiter aux économies de gestion à politiques publiques constantes; mais s'attaquer aux politiques publiques elles-mêmes. Il faut accepter de modifier le périmètre des politiques publiques.

Nous ne l'avons jamais fait: nous avons toujours empilé les politiques nouvelles sur les politiques anciennes, sans jamais les remettre en cause. C'est ce qui explique le niveau exceptionnel de la dépense publique: 56% de la richesse nationale. Il y a des politiques du passé qui ne sont plus prioritaires aujourd'hui. (...)

(Pour qui roule le PS : la réponse suit - note du site)

A long terme, la clé est de cesser d'assassiner les investissements. (...) (quel terme faudrait-il alors employer pour qualifier ce que des millions de travailleurs et leurs familles vivent au quotidien ? Ces philistins ne se posent pas cette question, ils sont étrangers à la classe ouvrière et vivent confortablement. - note du site)

(Pour justifier cette politique réactionnaire, le PS reprend à son compte l'argument fétiche de l'UMP, de l'UE, de la BCE et du FMI - note du site)

La montée en puissance des contraintes de finances publiques, depuis trente ans, a eu comme conséquence l'asphyxie progressive des investissements publics. (slate.fr 30.10)

En réalité, c'est la baisse des recettes de l'Etat correspondant aux cadeaux faits aux capitalistes et la soumission de la Banque de France au diktat du marché par l'intermédiaire de la BCE qui est responsable de la situation actuelle. Au-delà, c'est la politique économique qui a été adoptée pour à la fois satisfaire l'appétit insatiable des marchés financiers qui dominent le capitalisme mondial, et accessoirement pour que le capitalisme français conserve sa place sur le marché mondial, afin de préserver la paix sociale en France.

Libye

La Libye de l'après-Kadhafi bascule dans un cycle de violences tribales et de représailles qui, s'il n'est pas enrayeré, risque de saper l'autorité du nouveau pouvoir, de susciter d'autres formes d'insurrection et de relancer le chaos.

Plus d'une semaine après la mort du "guide", nombre de Libyens jugent le pouvoir intérimaire incapable de réfréner ses brigades

et d'interrompre des actes de vengeance en série. (Reuters 30.10)

Social

France

Le Journal du Dimanche, qui n'identifie pas ses sources, détaille ce que pourraient rapporter cinq mesures phares, dont la plus significative est la hausse de la TVA à 5,5% qui touche certains produits et services.

Les travaux dans les logements pour les particuliers, la restauration et les services à domicile seraient visés. Les deux premières mesures rapporteraient 1,5 milliard d'euros avec une TVA à 7% et 3 milliards d'euros avec une taxe à 9%.

Aussi envisagé, et quasi-décidé selon le JDD, le taux de l'impôt sur les sociétés passerait de 33 à 36% pour les grandes entreprises (chiffre d'affaires de plus de 150 millions d'euros), soit un gain d'un peu plus d'un milliard d'euros.

Côté dépenses, l'idée du gouvernement serait de stabiliser l'augmentation de celles des collectivités locales, actuellement de 4% par an, soit environ 4 milliards d'euros.

Il s'agirait également de freiner les dépenses de la Sécurité sociale, en maintenant d'une part l'augmentation de celles de l'assurance-maladie à 2,5%, contre 2,8% prévu pour 2012, pour un gain de 500 millions d'euros, et d'autre part en agissant contre les fraudes.

Enfin, le dernier pôle d'austérité concernerait le train de vie de l'Etat, à savoir s'attaquer à certains budgets ministériels ou faire baisser les dotations aux organismes et entreprises publiques.

Le nouveau plan d'austérité sera détaillé au lendemain du G20 de Cannes des 3 et 4 novembre. (20minutes.fr 30.10)

Il est rendu nécessaire par une perspective de croissance économique...

Australie. Atteinte au droit de grève.

L'instance d'arbitrage convoquée par le gouvernement pour trouver une solution à la grève clouant au sol les avions de la compagnie australienne Qantas a ordonné lundi la fin du conflit. "Nous avons décidé (...) en raison notamment de la vulnérabilité particulière pour l'industrie du tourisme que suspendre la grève ne protégerait pas assez de dommages significatifs", a précisé Fair Work Australia à l'issue d'un meeting marathon.

Cette instance a le pouvoir de suspendre la grève pendant 120 jours maximum pour permettre des pourparlers, ou bien d'ordonner l'arrêt pur et simple du mouvement. (lemonde.fr 30.10)

Commentaire d'un internaute sur place.

- *"Le droit de grève est scandaleusement bafoué ici en Australie, dans l'esprit comme dans la lettre. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois, les gens d'ici se souviennent des mouvements sociaux des dockers dans les années 1980, qui avaient amené à un "règlement" du conflit, c'est-à-dire à une fin de la grève décrétée par l'état malgré les protestations des syndicats."*

Economie

Zone euro.

La Chine a intérêt à investir ses excédents dans l'Union européenne pour l'aider à surmonter la crise de la dette, mais cela ne suppose aucune concession politique, a déclaré dimanche Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe.

"Même si la Chine et d'autres investisseurs ne participent pas (à la solution), les décisions que nous avons prises sont suffisantes pour nous permettre de surmonter seuls la crise de la dette", a-t-il ajouté. (Reuters 30.10)

Tu parles ! Alors pourquoi vous êtes-vous précipité en Chine, pourquoi Sarkozy s'est-il empressé de téléphoner à Hu Jintao ?

Deux prises de position qui contredisent les propos du président de l'Eurogroupe, comme quoi ils improvisent en catastrophe parce qu'ils sont acculés et ne sont pas d'accord entre eux.

1- Le président français Nicolas Sarkozy avait déclaré après le sommet européen de mercredi dernier que Pékin avait "*un rôle majeur à jouer*" dans la résolution de la crise européenne.

2- Le directeur du Fonds européen de stabilité financière (FESF) Klaus Regling s'est rendu en Chine deux jours après l'accord trouvé par les dirigeants européens sur la Grèce pour tenter de convaincre la Chine d'investir dans le fonds de sauvetage, précisant que les investisseurs seraient assurés contre un cinquième des pertes initiales si nécessaire et que les titres de dette pourraient éventuellement être cédés en yuan si Pékin le souhaitait. (Reuters 30.10)

[Haut de page ↗](#)